

Journal officiel de l'Union européenne

L 36



Édition
de langue française

Législation

60^e année

11 février 2017

Sommaire

II Actes non législatifs

ACCORDS INTERNATIONAUX

- ★ **Décision (UE) 2017/232 du Conseil du 7 février 2017 concernant la conclusion, au nom de l'Union européenne, de l'accord entre l'Union européenne et la République de Kiribati relatif à l'exemption de visa de court séjour** 1
- ★ **Décision (UE) 2017/233 du Conseil du 7 février 2017 concernant la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord entre l'Union européenne et la République des Îles Marshall relatif à l'exemption de visa de court séjour** 3
- ★ **Décision (UE) 2017/234 du Conseil du 7 février 2017 concernant la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord entre l'Union européenne et les États fédérés de Micronésie relatif à l'exemption de visa de court séjour** 5
- ★ **Décision (UE) 2017/235 du Conseil du 7 février 2017 concernant la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord entre l'Union européenne et les Îles Salomon relatif à l'exemption de visa de court séjour** 7

RÈGLEMENTS

- ★ **Règlement (UE) 2017/236 de la Commission du 10 février 2017 concernant le refus d'autoriser une allégation de santé portant sur des denrées alimentaires et faisant référence à la réduction d'un risque de maladie ⁽¹⁾** 9
- ★ **Règlement (UE) 2017/237 de la Commission du 10 février 2017 modifiant l'annexe III du règlement (CE) n° 1223/2009 du Parlement européen et du Conseil relatif aux produits cosmétiques ⁽¹⁾** 12
- ★ **Règlement (UE) 2017/238 de la Commission du 10 février 2017 modifiant l'annexe VI du règlement (CE) n° 1223/2009 du Parlement européen et du Conseil relatif aux produits cosmétiques** 37

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE.

FR

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères maigres sont des actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole et ayant généralement une durée de validité limitée.

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères gras et précédés d'un astérisque sont tous les autres actes.

★ Règlement d'exécution (UE) 2017/239 de la Commission du 10 février 2017 portant approbation de la substance active «oxathiapiproline», conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, et modifiant l'annexe du règlement d'exécution (UE) n° 540/2011 de la Commission ⁽¹⁾	39
★ Règlement d'exécution (UE) 2017/240 de la Commission du 10 février 2017 portant non-approbation de <i>Satureja montana</i> L. huile essentielle en tant que substance de base conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques ⁽¹⁾	43
★ Règlement d'exécution (UE) 2017/241 de la Commission du 10 février 2017 portant non-approbation de l'huile essentielle d' <i>Origanum vulgare</i> L. en tant que substance de base conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques ⁽¹⁾	45
★ Règlement d'exécution (UE) 2017/242 de la Commission du 10 février 2017 portant ouverture d'un réexamen des règlements d'exécution (UE) 2016/184 et (UE) 2016/185 portant extension du droit compensateur définitif et du droit antidumping définitif sur les importations de modules photovoltaïques en silicium cristallin et leurs composants essentiels (cellules) originaires ou en provenance de la République populaire de Chine aux importations de modules photovoltaïques en silicium cristallin et leurs composants essentiels (cellules) expédiés de Malaisie et de Taïwan, qu'ils aient ou non été déclarés originaires de ces pays, afin d'étudier la possibilité d'accorder une exemption de ces mesures à un producteur-exportateur malaisien, d'abroger le droit antidumping pour les importations effectuées par ce producteur-exportateur et de soumettre ces importations à enregistrement	47
★ Règlement d'exécution (UE) 2017/243 de la Commission du 10 février 2017 modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 686/2012 en ce qui concerne l'État membre corapporteur pour la substance active «métaldéhyde» ⁽¹⁾	53
★ Règlement d'exécution (UE) 2017/244 de la Commission du 10 février 2017 concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active «linuron» conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, et modifiant l'annexe du règlement d'exécution (UE) n° 540/2011 de la Commission ⁽¹⁾	54
Règlement d'exécution (UE) 2017/245 de la Commission du 10 février 2017 établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes	57

DÉCISIONS

★ Décision d'exécution (UE) 2017/246 du Conseil du 7 février 2017 arrêtant une recommandation relative à la prolongation du contrôle temporaire aux frontières intérieures en cas de circonstances exceptionnelles mettant en péril le fonctionnement global de l'espace Schengen	59
★ Décision d'exécution (UE) 2017/247 de la Commission du 9 février 2017 concernant des mesures de protection motivées par l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène dans certains États membres [notifiée sous le numéro C(2017) 1044] ⁽¹⁾	62

⁽¹⁾ Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE.

II

(Actes non législatifs)

ACCORDS INTERNATIONAUX

DÉCISION (UE) 2017/232 DU CONSEIL

du 7 février 2017

concernant la conclusion, au nom de l'Union européenne, de l'accord entre l'Union européenne et la République de Kiribati relatif à l'exemption de visa de court séjour

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 77, paragraphe 2, point a), en liaison avec l'article 218, paragraphe 6, deuxième alinéa, point a) v),

vu la proposition de la Commission européenne,

vu l'approbation du Parlement européen ⁽¹⁾,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a négocié, au nom de l'Union européenne, un accord d'exemption de visa de court séjour avec la République de Kiribati (ci-après dénommé «accord»).
- (2) Conformément à la décision (UE) 2016/1197 du Conseil ⁽²⁾, l'accord a été signé et est appliqué à titre provisoire depuis le 24 juin 2016.
- (3) L'accord institue un comité mixte d'experts pour la gestion de l'accord. L'Union doit être représentée au sein dudit comité mixte par la Commission, qui devrait être assistée par les représentants des États membres.
- (4) La présente décision constitue un développement des dispositions de l'acquis de Schengen auquel le Royaume-Uni ne participe pas, conformément à la décision 2000/365/CE du Conseil ⁽³⁾; le Royaume-Uni ne participe donc pas à l'adoption de la présente décision et n'est pas lié par celle-ci ni soumis à son application.
- (5) La présente décision constitue un développement des dispositions de l'acquis de Schengen auquel l'Irlande ne participe pas, conformément à la décision 2002/192/CE du Conseil ⁽⁴⁾; l'Irlande ne participe donc pas à l'adoption de la présente décision et n'est pas liée par celle-ci ni soumise à son application.
- (6) Il y a lieu d'approuver l'accord,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

L'accord entre l'Union européenne et la République de Kiribati relatif à l'exemption de visa de court séjour est approuvé au nom de l'Union.

⁽¹⁾ Approbation donnée le 1^{er} décembre 2016.

⁽²⁾ Décision (UE) 2016/1197 du Conseil du 26 octobre 2015 concernant la signature, au nom de l'Union européenne, et l'application provisoire de l'accord entre l'Union européenne et la République de Kiribati relatif à l'exemption de visa de court séjour (JO L 198 du 23.7.2016, p. 1).

⁽³⁾ Décision 2000/365/CE du Conseil du 29 mai 2000 relative à la demande du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de participer à certaines dispositions de l'acquis de Schengen (JO L 131 du 1.6.2000, p. 43).

⁽⁴⁾ Décision 2002/192/CE du Conseil du 28 février 2002 relative à la demande de l'Irlande de participer à certaines dispositions de l'acquis de Schengen (JO L 64 du 7.3.2002, p. 20).

Article 2

Le président du Conseil procède, au nom de l'Union, à la notification prévue à l'article 8, paragraphe 1, de l'accord ⁽¹⁾.

Article 3

La Commission, assistée par les représentants des États membres, représente l'Union au sein du comité mixte d'experts institué conformément à l'article 6 de l'accord.

Article 4

La présente décision entre en vigueur le jour de son adoption.

Fait à Bruxelles, le 7 février 2017.

Par le Conseil

Le président

L. GRECH

⁽¹⁾ La date d'entrée en vigueur de l'accord sera publiée au *Journal officiel de l'Union européenne* par les soins du secrétariat général du Conseil.

DÉCISION (UE) 2017/233 DU CONSEIL**du 7 février 2017****concernant la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord entre l'Union européenne et la République des Îles Marshall relatif à l'exemption de visa de court séjour**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 77, paragraphe 2, point a), en liaison avec l'article 218, paragraphe 6, deuxième alinéa, point a) v),

vu la proposition de la Commission européenne,

vu l'approbation du Parlement européen ⁽¹⁾,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a négocié, au nom de l'Union, un accord d'exemption de visa de court séjour avec la République des Îles Marshall (ci-après dénommé «accord»).
- (2) Conformément à la décision (UE) 2016/1363 du Conseil ⁽²⁾, l'accord a été signé et est appliqué à titre provisoire à partir du 28 juin 2016.
- (3) L'accord institue un comité mixte d'experts chargé de sa gestion. L'Union doit être représentée au sein dudit comité mixte par la Commission, qui devrait être assistée par les représentants des États membres.
- (4) La présente décision constitue un développement des dispositions de l'acquis de Schengen auxquelles le Royaume-Uni ne participe pas, conformément à la décision 2000/365/CE du Conseil ⁽³⁾; le Royaume-Uni ne participe donc pas à l'adoption de la présente décision et n'est pas lié par celle-ci ni soumis à son application.
- (5) La présente décision constitue un développement des dispositions de l'acquis de Schengen auxquelles l'Irlande ne participe pas, conformément à la décision 2002/192/CE du Conseil ⁽⁴⁾; l'Irlande ne participe donc pas à l'adoption de la présente décision et n'est pas liée par celle-ci ni soumise à son application.
- (6) Il y a lieu d'approuver l'accord,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

L'accord entre l'Union européenne et la République des Îles Marshall relatif à l'exemption de visa de court séjour est approuvé au nom de l'Union.

Article 2

Le président du Conseil procède, au nom de l'Union, à la notification prévue à l'article 8, paragraphe 1, de l'accord ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ Approbation donnée le 1^{er} décembre 2016.

⁽²⁾ Décision (UE) 2016/1363 du Conseil du 24 juin 2016 concernant la signature, au nom de l'Union, et l'application provisoire de l'accord entre l'Union européenne et la République des Îles Marshall relatif à l'exemption de visa de court séjour (JO L 216 du 11.8.2016, p. 1).

⁽³⁾ Décision 2000/365/CE du Conseil du 29 mai 2000 relative à la demande du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de participer à certaines dispositions de l'acquis de Schengen (JO L 131 du 1.6.2000, p. 43).

⁽⁴⁾ Décision 2002/192/CE du Conseil du 28 février 2002 relative à la demande de l'Irlande de participer à certaines dispositions de l'acquis de Schengen (JO L 64 du 7.3.2002, p. 20).

⁽⁵⁾ La date d'entrée en vigueur de l'accord sera publiée au *Journal officiel de l'Union européenne* par les soins du secrétariat général du Conseil.

Article 3

La Commission, assistée des représentants des États membres, représente l'Union au sein du comité mixte d'experts institué en vertu de l'article 6 de l'accord.

Article 4

La présente décision entre en vigueur le jour de son adoption.

Fait à Bruxelles, le 7 février 2017.

Par le Conseil

Le président

L. GRECH

DÉCISION (UE) 2017/234 DU CONSEIL**du 7 février 2017****concernant la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord entre l'Union européenne et les États fédérés de Micronésie relatif à l'exemption de visa de court séjour**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 77, paragraphe 2, point a), en liaison avec l'article 218, paragraphe 6, deuxième alinéa, point a) v),

vu la proposition de la Commission européenne,

vu l'approbation du Parlement européen ⁽¹⁾,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a négocié, au nom de l'Union, un accord d'exemption de visa de court séjour avec les États fédérés de Micronésie (ci-après dénommé «accord»).
- (2) Conformément à la décision (UE) 2016/1879 du Conseil ⁽²⁾, l'accord a été signé et est appliqué à titre provisoire à partir du 20 septembre 2016.
- (3) L'accord institue un comité mixte d'experts chargé de sa gestion. L'Union doit être représentée au sein de ce comité mixte par la Commission, qui devrait être assistée par les représentants des États membres.
- (4) La présente décision constitue un développement des dispositions de l'acquis de Schengen auxquelles le Royaume-Uni ne participe pas, conformément à la décision 2000/365/CE du Conseil ⁽³⁾; le Royaume-Uni ne participe donc pas à l'adoption de la présente décision et n'est pas lié par celle-ci ni soumis à son application.
- (5) La présente décision constitue un développement des dispositions de l'acquis de Schengen auxquelles l'Irlande ne participe pas, conformément à la décision 2002/192/CE du Conseil ⁽⁴⁾; l'Irlande ne participe donc pas à l'adoption de la présente décision et n'est pas liée par celle-ci ni soumise à son application.
- (6) Il y a lieu d'approuver l'accord,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

L'accord entre l'Union européenne et les États fédérés de Micronésie relatif à l'exemption de visa de court séjour est approuvé au nom de l'Union.

Article 2

Le président du Conseil procède, au nom de l'Union, à la notification prévue à l'article 8, paragraphe 1, de l'accord ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ Approbation donnée le 1^{er} décembre 2016.

⁽²⁾ Décision (UE) 2016/1879 du Conseil du 24 juin 2016 concernant la signature, au nom de l'Union, et l'application provisoire de l'accord entre l'Union européenne et les États fédérés de Micronésie relatif à l'exemption de visa de court séjour (JO L 289 du 25.10.2016, p. 2).

⁽³⁾ Décision 2000/365/CE du Conseil du 29 mai 2000 relative à la demande du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de participer à certaines dispositions de l'acquis de Schengen (JO L 131 du 1.6.2000, p. 43).

⁽⁴⁾ Décision 2002/192/CE du Conseil du 28 février 2002 relative à la demande de l'Irlande de participer à certaines dispositions de l'acquis de Schengen (JO L 64 du 7.3.2002, p. 20).

⁽⁵⁾ La date d'entrée en vigueur de l'accord sera publiée au *Journal officiel de l'Union européenne* par les soins du secrétariat général du Conseil.

Article 3

La Commission, assistée des représentants des États membres, représente l'Union au sein du comité mixte d'experts institué en vertu de l'article 6 de l'accord.

Article 4

La présente décision entre en vigueur le jour de son adoption.

Fait à Bruxelles, le 7 février 2017.

Par le Conseil

Le président

L. GRECH

DÉCISION (UE) 2017/235 DU CONSEIL**du 7 février 2017****concernant la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord entre l'Union européenne et les Îles Salomon relatif à l'exemption de visa de court séjour**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 77, paragraphe 2, point a), en liaison avec l'article 218, paragraphe 6, deuxième alinéa, point a) v),

vu la proposition de la Commission européenne,

vu l'approbation du Parlement européen ⁽¹⁾,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a négocié, au nom de l'Union, un accord d'exemption de visa de court séjour avec les Îles Salomon (ci-après dénommé «accord»).
- (2) Conformément à la décision (UE) 2016/1888 du Conseil ⁽²⁾, l'accord a été signé et est appliqué à titre provisoire à partir du 8 octobre 2016.
- (3) L'accord institue un comité mixte d'experts chargé de sa gestion. L'Union doit être représentée au sein dudit comité mixte par la Commission, qui devrait être assistée par les représentants des États membres.
- (4) La présente décision constitue un développement des dispositions de l'acquis de Schengen auxquelles le Royaume-Uni ne participe pas, conformément à la décision 2000/365/CE du Conseil ⁽³⁾; le Royaume-Uni ne participe donc pas à l'adoption de la présente décision et n'est pas lié par celle-ci ni soumis à son application.
- (5) La présente décision constitue un développement des dispositions de l'acquis de Schengen auxquelles l'Irlande ne participe pas, conformément à la décision 2002/192/CE du Conseil ⁽⁴⁾; l'Irlande ne participe donc pas à l'adoption de la présente décision et n'est pas liée par celle-ci ni soumise à son application.
- (6) Il y a lieu d'approuver l'accord,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

L'accord entre l'Union européenne et les Îles Salomon relatif à l'exemption de visa de court séjour est approuvé au nom de l'Union.

Article 2

Le président du Conseil procède, au nom de l'Union, à la notification prévue à l'article 8, paragraphe 1, de l'accord ⁽⁵⁾.

⁽¹⁾ Approbation donnée le 1^{er} décembre 2016.

⁽²⁾ Décision (UE) 2016/1888 du Conseil du 24 juin 2016 concernant la signature, au nom de l'Union, et l'application provisoire de l'accord entre l'Union européenne et les Îles Salomon relatif à l'exemption de visa de court séjour (JO L 292 du 27.10.2016, p. 1).

⁽³⁾ Décision 2000/365/CE du Conseil du 29 mai 2000 relative à la demande du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de participer à certaines dispositions de l'acquis de Schengen (JO L 131 du 1.6.2000, p. 43).

⁽⁴⁾ Décision 2002/192/CE du Conseil du 28 février 2002 relative à la demande de l'Irlande de participer à certaines dispositions de l'acquis de Schengen (JO L 64 du 7.3.2002, p. 20).

⁽⁵⁾ La date d'entrée en vigueur de l'accord sera publiée au *Journal officiel de l'Union européenne* par les soins du secrétariat général du Conseil.

Article 3

La Commission, assistée des représentants des États membres, représente l'Union au sein du comité mixte d'experts institué en vertu de l'article 6 de l'accord.

Article 4

La présente décision entre en vigueur le jour de son adoption.

Fait à Bruxelles, le 7 février 2017.

Par le Conseil

Le président

L. GRECH

RÈGLEMENTS

RÈGLEMENT (UE) 2017/236 DE LA COMMISSION

du 10 février 2017

concernant le refus d'autoriser une allégation de santé portant sur des denrées alimentaires et faisant référence à la réduction d'un risque de maladie

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 1924/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 concernant les allégations nutritionnelles et de santé portant sur les denrées alimentaires ⁽¹⁾, et notamment son article 17, paragraphe 3,

considérant ce qui suit:

- (1) En application du règlement (CE) n° 1924/2006, les allégations de santé portant sur les denrées alimentaires sont interdites, sauf si elles sont autorisées par la Commission conformément audit règlement et figurent sur une liste d'allégations autorisées.
- (2) Le règlement (CE) n° 1924/2006 prévoit également que les exploitants du secteur alimentaire peuvent soumettre des demandes d'autorisation d'allégations de santé à l'autorité nationale compétente d'un État membre. L'autorité nationale compétente est tenue de transmettre les demandes recevables à l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA).
- (3) L'EFSA informe sans délai les autres États membres et la Commission de la réception d'une demande et rend un avis sur l'allégation de santé concernée.
- (4) La Commission statue sur l'autorisation de l'allégation de santé en tenant compte de l'avis de l'EFSA.
- (5) À la suite d'une demande introduite par les sociétés Anxiofit Ltd. et ExtractumPharma Co Ltd, en vertu de l'article 14, paragraphe 1, point a), du règlement (CE) n° 1924/2006, l'EFSA a été invitée à rendre un avis sur une allégation de santé concernant «Anxiofit-1» et la réduction de l'anxiété subclinique et de l'anxiété légère [question n° EFSA-Q-2015-0006 ⁽²⁾]. L'allégation proposée par le demandeur était libellée comme suit: «Il a été démontré qu'Anxiofit-1 atténue l'anxiété subclinique et l'anxiété légère. L'anxiété subclinique et l'anxiété légère sont des facteurs de risque de développement des troubles anxieux et de la dépression».
- (6) Le 8 janvier 2016, la Commission et les États membres ont reçu l'avis scientifique de l'EFSA, dans lequel cette dernière concluait que, sur la base des données présentées, les preuves scientifiques étaient insuffisantes pour établir un lien de cause à effet entre la consommation d'Anxiofit-1 et la réduction de l'anxiété subclinique et de l'anxiété légère. Par conséquent, l'allégation ne satisfaisait pas aux exigences du règlement (CE) n° 1924/2006, il convient de ne pas l'autoriser.
- (7) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'allégation de santé mentionnée à l'annexe du présent règlement n'est pas inscrite sur la liste des allégations autorisées de l'Union visée à l'article 14, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1924/2006.

⁽¹⁾ JO L 404 du 30.12.2006, p. 9.

⁽²⁾ EFSA Journal, 2016, 14(1):4365.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 10 février 2017.

Par la Commission

Le président

Jean-Claude JUNKER

Allégation de santé rejetée

Demande — Dispositions applicables du règlement (CE) n° 1924/2006	Nutriment, substance, denrée alimentaire ou catégorie de denrées alimentaires	Allégation	Référence de l'avis de l'EFSA
Article 14, paragraphe 1, point a) — Allégation de santé relative à la réduction d'un risque de maladie	Anxiofit-1	Il a été démontré qu'Anxiofit-1 atténue l'anxiété subclinique et l'anxiété légère. L'anxiété subclinique et l'anxiété légère sont des facteurs de risque de développement des troubles anxieux et de la dépression.	Q-2015-00006

RÈGLEMENT (UE) 2017/237 DE LA COMMISSION**du 10 février 2017****modifiant l'annexe III du règlement (CE) n° 1223/2009 du Parlement européen et du Conseil relatif aux produits cosmétiques****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 1223/2009 du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 relatif aux produits cosmétiques ⁽¹⁾, et notamment son article 31, paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

- (1) À la suite de la publication en 2001 d'une étude scientifique intitulée «Use of permanent hair dyes and bladder cancer risk», le comité scientifique des produits cosmétiques et des produits non alimentaires destinés aux consommateurs, remplacé ensuite par le comité scientifique des produits de consommation (ci-après le «CSPC») conformément à la décision 2004/210/CE de la Commission ⁽²⁾, a estimé que les risques pouvant découler de l'utilisation des teintures capillaires étaient préoccupants. Dans ses avis, le CSPC a recommandé à la Commission de prendre de nouvelles mesures pour contrôler l'utilisation des substances entrant dans la composition des teintures capillaires.
- (2) Le CSPC a en outre recommandé une stratégie globale d'évaluation de la sécurité des substances utilisées dans les teintures capillaires, incluant des exigences relatives au contrôle de la génotoxicité et de la carcinogénicité potentielles de ces substances.
- (3) Conformément aux avis du CSPC, la Commission, les États membres et les parties intéressées ont convenu d'une stratégie globale visant à réglementer les substances utilisées dans les teintures capillaires, dans le cadre de laquelle l'industrie est tenue de présenter des dossiers contenant des données scientifiques à jour sur la sécurité des substances entrant dans la composition des teintures capillaires, en vue d'une évaluation des risques par le CSPC.
- (4) Le CSPC, remplacé par le comité scientifique pour la sécurité des consommateurs (ci-après le «CSSC») conformément à la décision 2008/721/CE de la Commission ⁽³⁾, a évalué la sécurité des différentes substances utilisées dans les teintures capillaires pour lesquelles des dossiers à jour avaient été présentés par l'industrie.
- (5) Dans son avis du 21 septembre 2010 portant sur l'évaluation des risques sanitaires pour le consommateur potentiellement induits par les produits de réaction formés pendant le processus de coloration par les substances oxydantes présentes dans les teintures capillaires, le CSSC, se fondant sur les données disponibles, n'a exprimé aucune préoccupation majeure quant à la génotoxicité ou à la carcinogénicité des teintures capillaires actuellement utilisées dans l'Union et de leurs produits de réaction.
- (6) Afin de garantir l'innocuité des teintures capillaires pour la santé humaine, il convient de fixer les concentrations maximales de dix des substances utilisées dans les teintures capillaires ayant fait l'objet d'une évaluation, en tenant compte des avis définitifs rendus par le CSSC sur leur sécurité.
- (7) Étant donné que les substances «N,N'-Bis(2-Hydroxyethyl)-2-Nitro-p-Phenylenediamine» et «2,6-Dihydroxyethylaminotoluène» sont actuellement réglementées au titre des entrées génériques 8 et 9 de l'annexe III du règlement (CE) n° 1223/2009, des numéros d'ordre distincts devraient être créés pour ces substances, en prenant en considération les conclusions sur leur sécurité figurant dans les avis 1572/16 et 1563/15 du CSSC.
- (8) La définition d'un produit pour les cheveux et la pilosité faciale donnée par le règlement (CE) n° 1223/2009 exclut l'application sur les cils des substances utilisées dans les teintures capillaires. Cette exclusion était motivée par le fait que le niveau de risque diffère selon qu'on applique un produit cosmétique, respectivement, sur les cheveux et la pilosité faciale ou sur les cils. Une évaluation spécifique de la sécurité a donc été nécessaire pour l'application sur les cils des substances utilisées dans les teintures capillaires.

⁽¹⁾ JO L 342 du 22.12.2009, p. 59.

⁽²⁾ Décision 2004/210/CE de la Commission du 3 mars 2004 instituant des comités scientifiques dans le domaine de la sécurité des consommateurs, de la santé publique et de l'environnement (JO L 66 du 4.3.2004, p. 45).

⁽³⁾ Décision 2008/721/CE de la Commission du 5 août 2008 établissant une structure consultative de comités scientifiques et d'experts dans le domaine de la sécurité des consommateurs, de la santé publique et de l'environnement et abrogeant la décision 2004/210/CE (JO L 241 du 10.9.2008, p. 21).

- (9) Dans son avis du 25 mars 2015 sur les substances oxydantes des teintures capillaires et le peroxyde d'hydrogène utilisés dans des produits colorant les cils (SCCS/1553/15), le CSSC a conclu que les substances oxydantes des teintures capillaires «Toluene-2,5-Diamine», «p-Aminophenol», «2-Methylresorcinol», «Tetraaminopyrimidine Sulfate», «Hydroxyethyl-p-Phenylenediamine Sulfate» et «2-Amino-3-Hydroxypyridine», figurant à l'annexe III du règlement (CE) n° 1223/2009 et jugées sans danger pour une utilisation dans des produits de teinture capillaire, peuvent être utilisées sans danger par les professionnels dans les produits destinés à la coloration des cils.
- (10) À la lumière de l'évaluation scientifique des substances susmentionnées, leur utilisation devrait être autorisée dans les produits destinés à colorer les cils. Toutefois, pour éviter tout risque lié à l'application par les consommateurs eux-mêmes de produits destinés à colorer les cils, leur usage devrait être réservé aux seuls professionnels. Afin que les professionnels puissent informer les consommateurs des effets indésirables possibles liés à l'application de produits destinés à colorer les cils et pour réduire le risque de sensibilisation cutanée à ces produits, il y a lieu de placer des avertissements appropriés sur leurs étiquettes.
- (11) Il convient dès lors de modifier le règlement (CE) n° 1223/2009 en conséquence.
- (12) Il y a lieu de prévoir des délais raisonnables afin de permettre à l'industrie de s'adapter aux nouvelles exigences et d'écarter progressivement les produits concernés qui ne respectent pas ces exigences.
- (13) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité permanent pour les produits cosmétiques,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'annexe III du règlement (CE) n° 1223/2009 est modifiée conformément à l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 10 février 2017.

Par la Commission
Le président
Jean-Claude JUNKER

L'annexe III du règlement (CE) n° 1223/2009 est modifiée comme suit:

1) L'entrée suivante est insérée en tant que numéro d'ordre 8 *quater*:

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
«8 <i>quater</i> »	Éthanol, 2,2'-[(2-nitro-1,4-phénylène)diimino]bis-(9CI)	N,N'-Bis(2-Hydroxyethyl)-2-Nitro-p-Phenylene-diamine	84041-77-0	281-856-4	a) Colorant d'oxydation pour la coloration des cheveux b) Colorant non oxydant pour la coloration des cheveux	b) À partir du 3 septembre 2017: 1,5 %	a) À partir du 3 septembre 2017, après mélange dans des conditions d'oxydation, la concentration maximale appliquée à la chevelure ne doit pas dépasser 1,0 %. Pour a) et b), à partir du 3 septembre 2017: — ne pas utiliser avec des agents de nitrosation, — teneur maximale en nitrosamine: 50 µg/kg — à conserver dans des récipients sans nitrite.	a) À partir du 3 mars 2018 doit figurer sur l'étiquetage: le ratio de mélange. » ⚠ Les colorants capillaires peuvent provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie. Ne vous colorez pas les cheveux si: — vous présentez une éruption cutanée sur le visage ou si votre cuir chevelu est sensible, irrité ou abîmé, — vous avez déjà fait une réaction après avoir coloré vos cheveux,

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								— vous avez fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné.«

2) À l'entrée 9, le texte de la colonne b est remplacé par le texte suivant:

«diaminotoluènes, leurs dérivés substitués à l'azote et leurs sels ⁽¹⁾, à l'exception des substances figurant sous les numéros d'ordre 9 *bis* et 9 *ter* de la présente annexe et des substances figurant sous les numéros d'ordre 364, 1310 et 1313 de l'annexe II».

3) Le texte figurant sous le numéro d'ordre 9 *bis* est remplacé par le texte suivant:

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
«9 <i>bis</i> »	1,4-Benzènediamine, 2-méthyl-Sulfate de 2,5-diaminotoluène	Toluene-2,5-Diamine Toluene-2,5-Diamine Sulfate ⁽¹⁾	95-70-5 615-50-9	202-442-1 210-431-8	a) Colorant d'oxydation pour la coloration des cheveux b) Produits destinés à la coloration des cils		a) i) Usage général a) ii) Usage professionnel b) Usage professionnel Pour a) et b): après mélange dans des conditions d'oxydation, la concentration maximale appliquée à la chevelure ou aux cils ne doit pas dépasser 2,0 % (calculée en base libre) ou 3,6 % (calculée en sel de sulfate)	a) Doit figurer sur l'étiquette: le ratio de mélange. “  Les colorants capillaires peuvent provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie.”

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								Ne vous colorez pas les cheveux si: — vous présentez une éruption cutanée sur le visage ou si votre cuir chevelu est sensible, irrité ou abîmé, — vous avez déjà fait une réaction après avoir coloré vos cheveux, — vous avez fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné. Contient des phénylènediamines (toluènediamines). a) i) Ne pas utiliser pour teindre les cils. a) ii) Porter des gants appropriés. Réservé aux professionnels.” b) À partir du 3 mars 2018 doit figurer sur l'étiquetage: le ratio de mélange. “ Ce produit peut provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions.

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie. Ne pas utiliser pour colorer les cils: — d'une personne présentant une éruption cutanée sur le visage ou un cuir chevelu sensible, irrité ou abîmé, — d'une personne ayant déjà fait une réaction après avoir coloré ses cheveux ou ses cils, — d'une personne ayant fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné. Rincer immédiatement les yeux si le produit entre en contact avec ceux-ci. Contient des phénylènediamines (toluènediamines). Porter des gants appropriés. Réservé aux professionnels.”»

4) L'entrée suivante est insérée en tant que numéro d'ordre 9 *ter*:

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
«9 <i>ter</i> »	1-Méthyl-2,6-bis-(2-hydroxyéthylamino)-benzène	2,6-Dihydroxyethylaminotoluène	149330-25-6	443-210-1	Colorant d'oxydation pour la coloration des cheveux		À partir du 3 septembre 2017, après mélange dans des conditions d'oxydation, la concentration maximale appliquée à la chevelure ne doit pas dépasser 1,0 % — Ne pas utiliser avec des agents de nitrosation — Teneur maximale en nitrosamine: 50 µg/kg — À conserver dans des récipients sans nitrite	À partir du 3 mars 2018 doit figurer sur l'étiquetage: le ratio de mélange. “ Les colorants capillaires peuvent provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie. Ne vous colorez pas les cheveux si: — vous présentez une éruption cutanée sur le visage ou si votre cuir chevelu est sensible, irrité ou abîmé, — vous avez déjà fait une réaction après avoir coloré vos cheveux, — vous avez fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné.”

5) Le texte des entrées 200, 206, 211, 243 et 272 est remplacé par le texte suivant:

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
«200	Sulfate de 2,4,5,6-tétraaminopyrimidine	Tetraaminopyrimidine Sulfate	5392-28-9	226-393-0	a) Colorant d'oxydation pour la coloration des cheveux b) Colorant non oxydant pour la coloration des cheveux c) Produits destinés à la coloration des cils	b) 3,4 % (calculée en sulfate)	a) c) Après mélange dans des conditions d'oxydation, la concentration maximale appliquée à la chevelure ou aux cils ne doit pas dépasser 3,4 % (calculée en sulfate) c) Usage professionnel	a) Doit figurer sur l'étiquetage: le ratio de mélange. “ Les colorants capillaires peuvent provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie. Ne vous colorez pas les cheveux si: — vous présentez une éruption cutanée sur le visage ou si votre cuir chevelu est sensible, irrité ou abîmé, — vous avez déjà fait une réaction après avoir coloré vos cheveux, — vous avez fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné.”

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								c) À partir du 3 mars 2018 doit figurer sur l'étiquetage: le ratio de mélange. “ Ce produit peut provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie. Ne pas utiliser pour colorer les cils: — d'une personne présentant une éruption cutanée sur le visage ou un cuir chevelu sensible, irrité ou abîmé, — d'une personne ayant déjà fait une réaction après avoir coloré ses cheveux ou ses cils, — d'une personne ayant fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné.

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								Réservé aux professionnels. Rincer immédiatement les yeux si le produit entre en contact avec ceux-ci.»
«206	Sulfate de 3-(2-hydroxyéthyl)-p-phénylènediammonium	Hydroxyethyl-p-Phenylenediamine Sulfate	93841-25-9	298-995-1	a) Colorant d'oxydation pour la coloration des cheveux b) Produits destinés à la coloration des cils		a) Après mélange dans des conditions d'oxydation, la concentration maximale appliquée à la chevelure ne doit pas dépasser 2,0 % (calculée en sulfate) b) Après mélange dans des conditions d'oxydation, la concentration maximale appliquée aux cils ne doit pas dépasser 1,75 % (calculée en base libre) b) Usage professionnel	a) Doit figurer sur l'étiquetage: le ratio de mélange. “  Les colorants capillaires peuvent provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie. Ne vous colorez pas les cheveux si: — vous présentez une éruption cutanée sur le visage ou si votre cuir chevelu est sensible, irrité ou abîmé, — vous avez déjà fait une réaction après avoir coloré vos cheveux,

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								— vous avez fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné.” b) À partir du 3 mars 2018 doit figurer sur l'étiquetage: le ratio de mélange. “ Ce produit peut provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie. Ne pas utiliser pour colorer les cils: — d'une personne présentant une éruption cutanée sur le visage ou un cuir chevelu sensible, irrité ou abîmé, — d'une personne ayant déjà fait une réaction après avoir coloré ses cheveux ou ses cils,

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glos-saire des ingréd-ients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maxi-male dans les prépara-tions prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								— d'une personne ayant fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné. Réservé aux professionnels. Rincer immédiatement les yeux si le produit entre en contact avec ceux-ci.»
«211	2-Aminopyridin-3-ol	2-Amino-3- Hydroxypyridine	16867-03-1	240-886-8	a) Colorant d'oxydation pour la coloration des cheveux b) Produits destinés à la coloration des cils		a) Après mélange dans des conditions d'oxydation, la concentration maximale appliquée à la chevelure ne doit pas dépasser 1,0 % b) Après mélange dans des conditions d'oxydation, la concentration maximale appliquée aux cils ne doit pas dépasser 0,5 % b) Usage professionnel	a) Doit figurer sur l'étiquette: le ratio de mélange. “ Les colorants capillaires peuvent provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie. Ne vous colorez pas les cheveux si: — vous présentez une éruption cutanée sur le visage ou si votre cuir chevelu est sensible, irrité ou abîmé, — vous avez déjà fait une réaction après avoir coloré vos cheveux,

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								— vous avez fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné.” b) À partir du 3 mars 2018 doit figurer sur l'étiquetage: le ratio de mélange. “ Ce produit peut provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie. Ne pas utiliser pour colorer les cils: — d'une personne présentant une éruption cutanée sur le visage ou un cuir chevelu sensible, irrité ou abîmé, — d'une personne ayant déjà fait une réaction après avoir coloré ses cheveux ou ses cils,

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glos-saire des ingréd-ients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maxi-male dans les prépara-tions prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								— d'une personne ayant fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné. Réservé aux professionnels. Rincer immédiatement les yeux si le produit entre en contact avec ceux-ci.»
«243	1,3-Benzènediol, 2-méthyl	2-Methylresorci-nol	608-25-3	210-155-8	a) Colorant d'oxyda-tion pour la colo-ration des che-veux b) Colorant non oxydant pour la coloration des cheveux c) Produits destinés à la coloration des cils	b) 1,8 %	a) Après mélange dans des conditions d'oxyda-tion, la concentration maximale appliquée à la chevelure ne doit pas dépasser 1,8 % c) Après mélange dans des conditions d'oxydation, la concentration maxi-male appliquée aux cils ne doit pas dépasser 1,25 % c) Usage professionnel	a) Doit figurer sur l'étiquette: le ratio de mélange. “ Les colorants capillaires peuvent provoquer des réac-tions allergiques sévères. Lire et suivre les instruc-tions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les person-nes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peu-vent augmenter le risque d'allergie. Ne vous colorez pas les che-veux si: — vous présentez une éruption cutanée sur le visage ou si votre cuir chevelu est sensible, ir-rité ou abîmé,

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								— vous avez déjà fait une réaction après avoir coloré vos cheveux, — vous avez fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné.” c) À partir du 3 mars 2018 doit figurer sur l'étiquetage: le ratio de mélange. “ Ce produit peut provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie. Ne pas utiliser pour colorer les cils: — d'une personne présentant une éruption cutanée sur le visage ou un cuir chevelu sensible, irrité ou abîmé,

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								— d'une personne ayant déjà fait une réaction après avoir coloré ses cheveux ou ses cils, — d'une personne ayant fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné. Réservé aux professionnels. Rincer immédiatement les yeux si le produit entre en contact avec ceux-ci.»
«272	4-Aminophénol	p-Aminophenol	123-30-8	204-616-2	a) Colorant d'oxydation pour la coloration des cheveux b) Produits destinés à la coloration des cils		a) b) Après mélange dans des conditions d'oxydation, la concentration maximale appliquée à la chevelure ou aux cils ne doit pas dépasser 0,9 % b) Usage professionnel	a) Doit figurer sur l'étiquetage: le ratio de mélange. “ Les colorants capillaires peuvent provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie.

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								Ne vous colorez pas les cheveux si: — vous présentez une éruption cutanée sur le visage ou si votre cuir chevelu est sensible, irrité ou abîmé, — vous avez déjà fait une réaction après avoir coloré vos cheveux, — vous avez fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné.” b) À partir du 3 mars 2018 doit figurer sur l'étiquetage: le ratio de mélange. “ Ce produit peut provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie.

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								Ne pas utiliser pour colorer les cils: — d'une personne présentant une éruption cutanée sur le visage ou un cuir chevelu sensible, irrité ou abîmé, — d'une personne ayant déjà fait une réaction après avoir coloré ses cheveux ou ses cils, — d'une personne ayant fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné. Réservé aux professionnels. Rincer immédiatement les yeux si le produit entre en contact avec ceux-ci.»

6) Les entrées 298 à 305 suivantes sont ajoutées:

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
«298	Dichlorure de di [2-[4-[(E)-2-[4-[bis(2-hydroxyéthyl)aminophényle]vinyl]pyridin-1-ium]butanoyl]aminoéthyl]disulfanyle	HC Red No. 17	1449471-67-3		Colorant non oxydant pour la coloration des cheveux	À partir du 3 septembre 2017: 0,5 %	À partir du 3 septembre 2017: — ne pas utiliser avec des agents de nitrosation, — teneur maximale en nitrosamine: 50 µg/kg, — à conserver dans des récipients sans nitrite.	
299	Dichlorure de di [2-[4-[(E)-2-[2,4,5-triméthoxyphényl]vinyl]pyridin-1-ium]butanoyl]aminoéthyl]disulfanyle	HC Yellow No. 17	1450801-55-4		Colorant non oxydant pour la coloration des cheveux	À partir du 3 septembre 2017: 0,5 %		À partir du 3 mars 2018: “  Les colorants capillaires peuvent provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie. Ne vous colorez pas les cheveux si: — vous présentez une éruption cutanée sur le visage ou si votre cuir chevelu est sensible, irrité ou abîmé, — vous avez déjà fait une réaction après avoir coloré vos cheveux,

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								— vous avez fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné.”
300	Sulfate de 1 <i>H</i> -pyrazole-4,5-diamine, 1-hexyl- (2:1)	1-Hexyl 4,5-Diamino Pyrazole Sulfate	1361000-03-4		Colorant d'oxydation pour la coloration des cheveux		À partir du 3 septembre 2017, après mélange dans des conditions d'oxydation, la concentration maximale appliquée à la chevelure ne doit pas dépasser 1,0 %	À partir du 3 mars 2018 doit figurer sur l'étiquetage: le ratio de mélange. “ Les colorants capillaires peuvent provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie. Ne vous colorez pas les cheveux si: — vous présentez une éruption cutanée sur le visage ou si votre cuir chevelu est sensible, irrité ou abîmé, — vous avez déjà fait une réaction après avoir coloré vos cheveux,

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								— vous avez fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné.”
301	Sulfate de 4-hydroxy-2,5,6-triaminopyrimidine	2,5,6-Triamino-4-Pyrimidinol Sulfate	1603-02-7	216-500-9	Colorant d'oxydation pour la coloration des cheveux		À partir du 3 septembre 2017, après mélange dans des conditions d'oxydation, la concentration maximale appliquée à la chevelure ne doit pas dépasser 0,5 %	À partir du 3 mars 2018 doit figurer sur l'étiquetage: le ratio de mélange. “ Les colorants capillaires peuvent provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie. Ne vous colorez pas les cheveux si: — vous présentez une éruption cutanée sur le visage ou si votre cuir chevelu est sensible, irrité ou abîmé, — vous avez déjà fait une réaction après avoir coloré vos cheveux,

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								— vous avez fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné.”
302	Chlorhydrate de 2-[(3-aminopyrazolo[1,5-a]pyridin-2-yl)oxy]éthanol	Hydroxyethoxy Aminopyrazolopyridine HCl	1079221-49-0	695-745-7	Colorant d'oxydation pour la coloration des cheveux		À partir du 3 septembre 2017, après mélange dans des conditions d'oxydation, la concentration maximale appliquée à la chevelure ne doit pas dépasser 2,0 %	À partir du 3 mars 2018 doit figurer sur l'étiquetage: le ratio de mélange. “ Les colorants capillaires peuvent provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie. Ne vous colorez pas les cheveux si: — vous présentez une éruption cutanée sur le visage ou si votre cuir chevelu est sensible, irrité ou abîmé, — vous avez déjà fait une réaction après avoir coloré vos cheveux,

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								— vous avez fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné.”
303	Phénol, 3-amino-2,6-diméthyl	3-Amino-2,6-Dimethylphenol	6994-64-5	230-268-6	Colorant d'oxydation pour la coloration des cheveux		À partir du 3 septembre 2017, après mélange dans des conditions d'oxydation, la concentration maximale appliquée à la chevelure ne doit pas dépasser 2,0 %	À partir du 3 mars 2018 doit figurer sur l'étiquetage: le ratio de mélange. “ Les colorants capillaires peuvent provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie. Ne vous colorez pas les cheveux si: — vous présentez une éruption cutanée sur le visage ou si votre cuir chevelu est sensible, irrité ou abîmé, — vous avez déjà fait une réaction après avoir coloré vos cheveux,

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								— vous avez fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné.”
304	2-Naphthalène-minium, 8-[(4-amino-3-nitro-phényl)azo]-7-hydroxy- <i>N,N,N</i> -triméthyl-, chlorure	Basic Brown 17	68391-32-2	269-944-0	Colorant non oxydant pour la coloration des cheveux	À partir du 3 septembre 2017: 2,0 %		
305	Chlorure de 3-amino-7-(diméthylamino)-2-méthoxyphénoxazin-5-ium	Basic Blue 124	67846-56-4	267-370-5	Colorant non oxydant pour la coloration des cheveux	À partir du 3 septembre 2017: 0,5 %	À partir du 3 septembre 2017: — ne pas utiliser avec des agents de nitrosation, — teneur maximale en nitrosamine: 50 µg/kg, — à conserver dans des récipients sans nitrite	À partir du 3 mars 2018: “  Les colorants capillaires peuvent provoquer des réactions allergiques sévères. Lire et suivre les instructions. Ce produit n'est pas destiné à être utilisé sur les personnes de moins de 16 ans. Les tatouages temporaires noirs à base de henné peuvent augmenter le risque d'allergie. Ne vous colorez pas les cheveux si: — vous présentez une éruption cutanée sur le visage ou si votre cuir chevelu est sensible, irrité ou abîmé,

Numéro d'ordre	Identification des substances				Restrictions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
								— vous avez déjà fait une réaction après avoir coloré vos cheveux, — vous avez fait par le passé une réaction à un tatouage temporaire noir à base de henné.”»

RÈGLEMENT (UE) 2017/238 DE LA COMMISSION**du 10 février 2017****modifiant l'annexe VI du règlement (CE) n° 1223/2009 du Parlement européen et du Conseil relatif aux produits cosmétiques**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 1223/2009 du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 relatif aux produits cosmétiques ⁽¹⁾, et notamment son article 31, paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

- (1) Dans son avis du 16 décembre 2008 ⁽²⁾, le comité scientifique pour la sécurité des consommateurs (CSSC) a conclu que l'utilisation de la benzophénone-3 comme filtre ultraviolet à une concentration maximale de 6 % p/p dans les produits cosmétiques de protection solaire et à une concentration maximale de 0,5 % p/p dans tous les types de produits cosmétiques pour protéger la formulation ne présente aucun risque pour la santé humaine, à l'exception de son potentiel allergisant (allergie de contact et photoallergie).
- (2) Par conséquent, la teneur maximale actuelle de 10 % p/p de benzophénone-3 utilisée comme filtre ultraviolet dans les produits cosmétiques devrait être abaissée à 6 % p/p.
- (3) Il convient dès lors de modifier le règlement (CE) n° 1223/2009 en conséquence.
- (4) L'application de la nouvelle teneur maximale devrait être différée afin de permettre à l'industrie d'apporter les modifications nécessaires aux formulations des produits. Plus précisément, les entreprises devraient bénéficier d'un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement pour prendre les mesures qui s'imposent afin de mettre sur le marché des produits conformes et de cesser de mettre à disposition des produits déjà mis sur le marché qui ne respectent pas la nouvelle teneur maximale.
- (5) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité permanent pour les produits cosmétiques,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

L'annexe VI du règlement (CE) n° 1223/2009 est modifiée conformément à l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement est applicable à partir du 3 septembre 2017.

*Article 3*Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 10 février 2017.

*Par la Commission**Le président*

Jean-Claude JUNCKER

⁽¹⁾ JO L 342 du 22.12.2009, p. 59.⁽²⁾ CSSC 1201/08.

ANNEXE

À l'annexe VI du règlement (CE) n° 1223/2009, l'entrée 4 est remplacée par le texte suivant:

Numéro d'ordre	Identification des substances				Conditions			Libellé des conditions d'emploi et des avertissements
	Nom chimique/DCI/XAN	Dénomination commune du glossaire des ingrédients	Numéro CAS	Numéro CE	Type de produit, parties du corps	Concentration maximale dans les préparations prêtes à l'emploi	Autres	
a	b	c	d	e	f	g	h	i
«4	2-Hydroxy-4-méthoxybenzophénone/ Oxybenzone	Benzophenone-3	131-57-7	205-031-5		6 %	Pas plus de 0,5 % pour protéger la formulation du produit	Contient: Benzophenone-3 ⁽¹⁾ »

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2017/239 DE LA COMMISSION**du 10 février 2017****portant approbation de la substance active «oxathiapiproline», conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, et modifiant l'annexe du règlement d'exécution (UE) n° 540/2011 de la Commission****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil ⁽¹⁾, et notamment son article 13, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) Le 14 novembre 2013, l'Irlande a reçu une demande d'approbation de la substance active «oxathiapiproline», introduite conformément à l'article 7, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1107/2009 par la société DuPont de Nemours (Deutschland) GmbH. Le 16 janvier 2014, l'État membre rapporteur, à savoir l'Irlande, a informé le demandeur, les autres États membres, la Commission et l'Autorité européenne de sécurité des aliments (ci-après l'«Autorité») de la recevabilité de la demande, conformément à l'article 9, paragraphe 3, dudit règlement.
- (2) Le 1^{er} janvier 2015, l'État membre rapporteur a présenté à la Commission, avec copie à l'Autorité, un projet de rapport d'évaluation visant à déterminer si la substance active est susceptible de satisfaire aux critères d'approbation énoncés à l'article 4 du règlement (CE) n° 1107/2009.
- (3) L'Autorité s'est conformée aux dispositions de l'article 12, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1107/2009. En application de l'article 12, paragraphe 3, dudit règlement, elle a invité le demandeur à lui fournir, ainsi qu'aux États membres et à la Commission, des informations complémentaires. Le 12 février 2016, l'État membre rapporteur a communiqué à l'Autorité l'évaluation de ces informations complémentaires sous la forme d'un projet de rapport d'évaluation mis à jour.
- (4) Le 26 mai 2016, l'Autorité a communiqué au demandeur, aux États membres et à la Commission ses conclusions ⁽²⁾ sur la question de savoir si la substance active «oxathiapiproline» est susceptible de satisfaire aux critères d'approbation de l'article 4 du règlement (CE) n° 1107/2009. Elle a mis ses conclusions à la disposition du public.
- (5) Le 6 octobre 2016, la Commission a présenté au comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux le rapport d'examen de l'oxathiapiproline et un projet de règlement portant approbation de l'oxathiapiproline.
- (6) La possibilité a été donnée au demandeur de présenter des observations sur le rapport d'examen.
- (7) Le rapport d'examen indique que les critères d'approbation de l'article 4 du règlement (CE) n° 1107/2009 sont satisfaits pour une ou plusieurs utilisations représentatives d'au moins un produit phytopharmaceutique contenant la substance active concernée, et notamment pour les utilisations examinées et détaillées dans ledit rapport. Les critères d'approbation sont donc réputés satisfaits. Il convient, par conséquent, d'approuver l'oxathiapiproline.
- (8) Conformément à l'article 13, paragraphe 2, du règlement (CE) n° 1107/2009, lu en liaison avec l'article 6 dudit règlement, et à la lumière des connaissances scientifiques et techniques actuelles, il est cependant nécessaire de prévoir certaines conditions et restrictions. Il convient, en particulier, de demander des informations confirmatives supplémentaires.

⁽¹⁾ JO L 309 du 24.11.2009, p. 1.⁽²⁾ EFSA Journal, 2016, 14(6):4504. Disponible en ligne à l'adresse suivante: www.efsa.europa.eu.

- (9) Conformément à l'article 13, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 1107/2009, il y a lieu de modifier l'annexe du règlement d'exécution (UE) n° 540/2011 de la Commission ⁽¹⁾ en conséquence.
- (10) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Approbation de la substance active

La substance active «oxathiapiproline», telle que spécifiée à l'annexe I, est approuvée sous réserve des conditions fixées dans ladite annexe.

Article 2

Modification du règlement d'exécution (UE) n° 540/2011

L'annexe du règlement d'exécution (UE) n° 540/2011 est modifiée conformément à l'annexe II du présent règlement.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 10 février 2017.

Par la Commission

Le président

Jean-Claude JUNKER

⁽¹⁾ Règlement d'exécution (UE) n° 540/2011 de la Commission du 25 mai 2011 portant application du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne la liste des substances actives approuvées (JO L 153 du 11.6.2011, p. 1).

ANNEXE I

Nom commun, numéros d'identification	Dénomination de l'UICPA	Pureté ⁽¹⁾	Date d'approbation	Expiration de l'approbation	Dispositions spécifiques
Oxathiapiroline N° CAS: 1003318-67-9 N° CIMAP: 985	1-(4-{4-[(5RS)-5-(2,6-difluorophényl)-4,5-dihydro-1,2-oxazol-3-yl]-1,3-thiazol-2-yl}-1-pipéridyl)-2-[5-méthyl-3-(trifluorométhyl)-1 <i>H</i> -pyrazol-1-yl] éthanone	≥ 950 g/kg	3 mars 2017	3 mars 2027	Pour la mise en œuvre des principes uniformes visés à l'article 29, paragraphe 6, du règlement (CE) n° 1107/2009, il est tenu compte des conclusions du rapport d'examen sur l'oxathiapiroline, et notamment de ses appendices I et II. Les conditions d'utilisation comprennent, s'il y a lieu, des mesures d'atténuation des risques. Le demandeur communique à la Commission, aux États membres et à l'Autorité des informations confirmatives en ce qui concerne: 1) les spécifications techniques de la substance active fabriquée (sur la base d'une production à l'échelle commerciale), y compris l'importance de certaines impuretés; 2) la conformité des lots destinés aux études toxicologiques et écotoxicologiques avec les spécifications techniques confirmées. Le demandeur présente les informations requises aux points 1) et 2) d'ici au 3 septembre 2017.

⁽¹⁾ Des détails supplémentaires concernant l'identité et la spécification de la substance active sont fournis dans le rapport d'examen.

Dans la partie B de l'annexe du règlement d'exécution (UE) n° 540/2011, l'entrée suivante est ajoutée:

Numéro	Nom commun, numéros d'identification	Dénomination de l'UICPA	Pureté ⁽¹⁾	Date d'approbation	Expiration de l'approbation	Dispositions spécifiques
«106	Oxathiapiproline N° CAS: 1003318-67-9 N° CIMAP: 985	1-(4-{4-[(5RS)-5-(2,6-difluorophényl)-4,5-dihydro-1,2-oxazol-3-yl]-1,3-thiazol-2-yl}-1-pipéridyl)-2-[5-méthyl-3-(trifluorométhyl)-1H-pyrazol-1-yl]éthanone	≥ 950 g/kg	3 mars 2017	3 mars 2027	Pour la mise en œuvre des principes uniformes visés à l'article 29, paragraphe 6, du règlement (CE) n° 1107/2009, il est tenu compte des conclusions du rapport d'examen sur l'oxathiapiproline, et notamment de ses appendices I et II. Les conditions d'utilisation comprennent, s'il y a lieu, des mesures d'atténuation des risques. Le demandeur communique à la Commission, aux États membres et à l'Autorité des informations confirmatives en ce qui concerne: 1) les spécifications techniques de la substance active fabriquée (sur la base d'une production à l'échelle commerciale), y compris l'importance de certaines impuretés; 2) la conformité des lots destinés aux études toxicologiques et écotoxicologiques avec les spécifications techniques confirmées. Le demandeur présente les informations requises aux points 1) et 2) d'ici le 3 septembre 2017.

⁽¹⁾ Des détails supplémentaires concernant l'identité et la spécification de la substance active sont fournis dans le rapport d'examen.»

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2017/240 DE LA COMMISSION**du 10 février 2017****portant non-approbation de *Satureja montana* L. huile essentielle en tant que substance de base conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil ⁽¹⁾, et notamment son article 23, paragraphe 5, considéré en liaison avec son article 13, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) Le 7 juillet 2015, l'Institut technique de l'agriculture biologique (ITAB) a introduit auprès de la Commission, en application de l'article 23, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1107/2009, une demande d'approbation de *Satureja montana* L. huile essentielle en tant que substance de base. Cette demande était accompagnée des informations requises à l'article 23, paragraphe 3, deuxième alinéa, dudit règlement.
- (2) La Commission a demandé l'assistance scientifique de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (ci-après l'«Autorité»). Le 13 juin 2016 ⁽²⁾, l'Autorité a présenté à la Commission un rapport technique sur la substance en question. Le 7 octobre 2016, la Commission a présenté le rapport d'examen ⁽³⁾ et le projet du présent règlement sur la non-approbation de *Satureja montana* L. huile essentielle au comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux et les a finalisés en vue de la réunion dudit comité, le 7 décembre 2016.
- (3) Il ressort de la documentation fournie par le demandeur que *Satureja montana* L. huile essentielle remplit les critères caractérisant une denrée alimentaire telle que définie à l'article 2 du règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil ⁽⁴⁾.
- (4) Le rapport technique de l'Autorité a mis en évidence des sources de préoccupation spécifiques, qui concernent l'exposition à l'huile essentielle et à deux de ses composants, le carvacrol et le gamma-terpinène, notamment dans le cadre d'une utilisation en tant que pesticide. En conséquence, l'évaluation du risque pour les opérateurs, les travailleurs, les personnes présentes, les consommateurs et les organismes non cibles n'a pas pu être menée à bien.
- (5) La Commission a invité le demandeur à faire part de ses observations sur le rapport technique de l'Autorité et sur le projet de rapport d'examen. Le demandeur a transmis ses observations, qui ont été examinées attentivement.
- (6) Toutefois, en dépit des arguments avancés par le demandeur, les préoccupations liées à la substance n'ont pas pu être dissipées.
- (7) Par conséquent, comme l'a constaté la Commission dans son rapport d'examen, il n'a pas été établi que les exigences énoncées à l'article 23 du règlement (CE) n° 1107/2009 sont respectées. Il convient dès lors de ne pas approuver *Satureja montana* L. huile essentielle en tant que substance de base.
- (8) Le présent règlement ne fait pas obstacle à l'introduction d'une nouvelle demande d'approbation de *Satureja montana* L. huile essentielle en tant que substance de base conformément à l'article 23, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1107/2009.

⁽¹⁾ JO L 309 du 24.11.2009, p. 1.

⁽²⁾ «Outcome of the consultation with Member States and EFSA on the basic substance application for *Satureja montana* L. for use in plant protection as fungicide and bactericide on various crops», publication connexe de l'Autorité, 2016:EN-1051.

⁽³⁾ <http://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/eu-pesticides-database/public/?event=activesubstance.selection&language=FR>.

⁽⁴⁾ Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires (JO L 31 du 1.2.2002, p. 1).

- (9) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

La substance «*Satureja montana* L. huile essentielle» n'est pas approuvée en tant que substance de base.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 10 février 2017.

Par la Commission
Le président
Jean-Claude JUNCKER

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2017/241 DE LA COMMISSION

du 10 février 2017

portant non-approbation de l'huile essentielle d'*Origanum vulgare* L. en tant que substance de base conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil ⁽¹⁾, et notamment son article 23, paragraphe 5, en liaison avec son article 13, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) Le 19 octobre 2015, l'Institut technique de l'agriculture biologique (ITAB) a, en application de l'article 23, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1107/2009, introduit auprès de la Commission une demande d'approbation de l'huile essentielle d'*Origanum vulgare* L. en tant que substance de base. Les informations requises au titre de l'article 23, paragraphe 3, deuxième alinéa, dudit règlement étaient jointes à cette demande.
- (2) La Commission a demandé l'assistance scientifique de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (ci-après l'«Autorité»). Le 22 juin 2016, l'Autorité a présenté à la Commission un rapport technique sur la substance en question ⁽²⁾. Le 7 octobre 2016, la Commission a présenté le rapport d'examen ⁽³⁾ et le projet du présent règlement sur la non-approbation de l'huile essentielle d'*Origanum vulgare* L. au comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux, puis a préparé la version finale de ces documents pour la réunion du 7 décembre 2016 dudit comité.
- (3) Il ressort de la documentation fournie par le demandeur que l'huile essentielle d'*Origanum vulgare* L. remplit les critères caractérisant une denrée alimentaire au sens de l'article 2 du règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil ⁽⁴⁾.
- (4) Le rapport technique de l'Autorité a mis en évidence des sources de préoccupation spécifiques, qui concernent l'exposition à l'huile essentielle et à ses composants le carvacrol, le γ-terpinène et le 1,8-cinéole, notamment quand elle est utilisée comme pesticide; en conséquence, l'appréciation des risques pour les opérateurs, les travailleurs, les personnes présentes, les consommateurs et les organismes non cibles n'a pas pu être menée à bonne fin.
- (5) La Commission a invité le demandeur à lui présenter ses observations sur le rapport technique de l'Autorité et sur le projet de rapport d'examen. Le demandeur a présenté ses observations, qui ont fait l'objet d'un examen attentif.
- (6) Toutefois, en dépit des arguments avancés par le demandeur, les préoccupations liées à la substance n'ont pas pu être dissipées.
- (7) Par conséquent, comme l'a constaté la Commission dans le rapport d'examen, il n'a pas été établi que les exigences énoncées à l'article 23 du règlement (CE) n° 1107/2009 sont respectées. Il convient dès lors de ne pas approuver l'huile essentielle d'*Origanum vulgare* L. en tant que substance de base.
- (8) Le présent règlement ne fait pas obstacle à l'introduction d'une demande ultérieure d'approbation de l'huile essentielle d'*Origanum vulgare* L. en tant que substance de base conformément à l'article 23, paragraphe 3, du règlement (CE) n° 1107/2009.
- (9) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux,

⁽¹⁾ JO L 309 du 24.11.2009, p. 1.

⁽²⁾ Résultat de la consultation des États membres et de l'Autorité sur la demande d'approbation de l'huile essentielle d'*Origanum vulgare* L. en tant que substance de base en vue de son utilisation phytopharmaceutique en tant que fongicide, bactéricide et insecticide sur diverses cultures. Publication connexe de l'Autorité, 2016:EN-1054.

⁽³⁾ <http://ec.europa.eu/food/plant/pesticides/eu-pesticides-database/public/?event=activesubstance.selection&language=FR>.

⁽⁴⁾ Règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires (JO L 31 du 1.2.2002, p. 1).

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

La substance «huile essentielle d'*Origanum vulgare* L.» n'est pas approuvée en tant que substance de base.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 10 février 2017.

Par la Commission
Le président
Jean-Claude JUNKER

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2017/242 DE LA COMMISSION**du 10 février 2017**

portant ouverture d'un réexamen des règlements d'exécution (UE) 2016/184 et (UE) 2016/185 portant extension du droit compensateur définitif et du droit antidumping définitif sur les importations de modules photovoltaïques en silicium cristallin et leurs composants essentiels (cellules) originaires ou en provenance de la République populaire de Chine aux importations de modules photovoltaïques en silicium cristallin et leurs composants essentiels (cellules) expédiés de Malaisie et de Taïwan, qu'ils aient ou non été déclarés originaires de ces pays, afin d'étudier la possibilité d'accorder une exemption de ces mesures à un producteur-exportateur malaisien, d'abroger le droit antidumping pour les importations effectuées par ce producteur-exportateur et de soumettre ces importations à enregistrement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2016/1036 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping de la part de pays non membres de l'Union européenne ⁽¹⁾ (ci-après le «règlement antidumping de base»), et notamment son article 11, paragraphe 4, son article 13, paragraphe 4, et son article 14, paragraphe 5, et le règlement (UE) 2016/1037 du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2016 relatif à la défense contre les importations qui font l'objet de subventions de la part de pays non membres de l'Union européenne ⁽²⁾ (ci-après le «règlement antisubventions de base»), et notamment son article 23, paragraphe 6, et son article 24, paragraphe 5,

après avoir informé les États membres,

considérant ce qui suit:

1. DEMANDE

- (1) La Commission européenne (ci-après la «Commission») a reçu une demande d'exemption des mesures antidumping et compensatoires applicables aux importations de modules photovoltaïques en silicium cristallin et leurs composants essentiels (cellules) originaires ou en provenance de la République populaire de Chine étendue aux importations de modules photovoltaïques en silicium cristallin et leurs composants essentiels (cellules) originaires ou en provenance de la Malaisie et de Taïwan, qu'ils aient ou non été déclarés originaires de ces pays, en ce qui concerne le requérant, conformément à l'article 11, paragraphe 4, et à l'article 13, paragraphe 4, du règlement antidumping de base et à l'article 23, paragraphe 6, du règlement antisubventions de base.
- (2) La demande a été déposée le 21 octobre 2016 par Jinko Solar Technology SDN.BHD (ci-après le «requérant»), producteur-exportateur de modules ou panneaux photovoltaïques en silicium cristallin et de cellules du type utilisé dans les modules ou panneaux photovoltaïques en silicium cristallin en Malaisie.

2. PRODUIT FAISANT L'OBJET DU RÉEXAMEN

- (3) Le produit faisant l'objet du réexamen est constitué des modules ou panneaux photovoltaïques en silicium cristallin et des cellules du type utilisé dans les modules ou panneaux photovoltaïques en silicium cristallin (les cellules ont une épaisseur n'excédant pas 400 micromètres), expédiés de Malaisie et de Taïwan, qu'ils aient ou non été déclarés originaires de Malaisie et de Taïwan, relevant actuellement des codes NC ex 8501 31 00, ex 8501 32 00, ex 8501 33 00, ex 8501 34 00, ex 8501 61 20, ex 8501 61 80, ex 8501 62 00, ex 8501 63 00, ex 8501 64 00 et ex 8541 40 90.
- (4) Les types de produit suivants sont exclus de la définition du produit faisant l'objet du réexamen:
 - les chargeurs solaires qui se composent de moins de six cellules, sont portables et fournissent de l'électricité à des appareils ou servent à recharger des batteries,
 - les produits photovoltaïques à couche mince,

⁽¹⁾ JO L 176 du 30.6.2016, p. 21.

⁽²⁾ JO L 176 du 30.6.2016, p. 55.

- les produits photovoltaïques en silicium cristallin qui sont intégrés de façon permanente dans des appareils électriques dont la fonction est autre que la production d'électricité et qui consomment l'électricité générée par la ou les cellule(s) photovoltaïque(s) en silicium cristallin,
- les modules ou panneaux dont la tension de sortie ne dépasse pas 50 volts en courant continu et dont la puissance ne dépasse pas 50 watts uniquement pour usage direct en tant que chargeurs de batterie dans des systèmes présentant les mêmes caractéristiques de tension et de puissance.

3. MESURES EXISTANTES

- (5) Par les règlements d'exécution (UE) n° 1238/2013 ⁽¹⁾ et (UE) n° 1239/2013 ⁽²⁾, le Conseil a institué des mesures antidumping et compensatoires visant les modules ou panneaux photovoltaïques en silicium cristallin et les cellules du type utilisé dans les modules ou panneaux photovoltaïques en silicium cristallin et leurs composants essentiels (cellules) originaires ou en provenance de la République populaire de Chine (ci-après les «mesures initiales»). Par ailleurs, un accord d'engagement a été accepté. Par les règlements d'exécution (UE) 2016/184 ⁽³⁾ et (UE) 2016/185 ⁽⁴⁾, le Conseil a étendu les mesures aux importations de modules photovoltaïques en silicium cristallin et de leurs composants essentiels (cellules) expédiés de Malaisie et de Taïwan (ci-après les «mesures étendues»), qu'ils aient ou non été déclarés originaires de ces pays, à l'exception des produits importés fabriqués par certaines sociétés expressément mentionnées.
- (6) Le 5 décembre 2015, la Commission a lancé des réexamens au titre de l'expiration des mesures antidumping ⁽⁵⁾ et compensatoires ⁽⁶⁾ ainsi qu'un réexamen intermédiaire ⁽⁷⁾. Ces enquêtes de réexamen sont en cours.

4. MOTIFS DU RÉEXAMEN

- (7) Le requérant a fait valoir qu'il n'avait pas exporté le produit faisant l'objet du réexamen dans l'Union européenne au cours de la période d'enquête qui a conduit à l'instauration des mesures étendues, à savoir la période comprise entre le 1^{er} avril 2014 et le 31 mars 2015.
- (8) Le requérant a en outre affirmé qu'il n'avait pas contourné les mesures existantes.
- (9) Le requérant a par ailleurs déclaré qu'après la période d'enquête ayant conduit à l'instauration des mesures étendues, il avait souscrit une obligation contractuelle et irrévocable d'exportation d'une quantité importante de produits vers l'Union.

5. PROCÉDURE

5.1. Ouverture

- (10) Après examen des éléments de preuve disponibles, la Commission a conclu qu'il existait des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête, en vertu de l'article 11, paragraphe 4, et de l'article 13, paragraphe 4, du règlement antidumping de base ainsi que de l'article 23, paragraphe 6, du règlement antisubventions de base, afin d'examiner la possibilité d'accorder au requérant une exemption de ces mesures étendues.

⁽¹⁾ Règlement d'exécution (UE) n° 1238/2013 du Conseil du 2 décembre 2013 instituant un droit antidumping définitif et collectant définitivement le droit antidumping provisoire institué sur les importations de modules photovoltaïques en silicium cristallin et leurs composants essentiels (cellules) originaires ou en provenance de la République populaire de Chine (JO L 325 du 5.12.2013, p. 1).

⁽²⁾ Règlement d'exécution (UE) n° 1239/2013 du Conseil du 2 décembre 2013 instituant un droit compensateur définitif sur les importations de modules photovoltaïques en silicium cristallin et leurs composants essentiels (cellules) originaires ou en provenance de la République populaire de Chine (JO L 325 du 5.12.2013, p. 66).

⁽³⁾ Règlement d'exécution (UE) 2016/184 de la Commission du 11 février 2016 portant extension du droit compensateur définitif institué par le règlement d'exécution (UE) n° 1239/2013 du Conseil sur les importations de modules photovoltaïques en silicium cristallin et leurs composants essentiels (cellules) originaires ou en provenance de la République populaire de Chine aux importations de modules photovoltaïques en silicium cristallin et leurs composants essentiels (cellules) expédiés de Malaisie et de Taïwan, qu'ils aient ou non été déclarés originaires de ces pays (JO L 37 du 12.2.2016, p. 56).

⁽⁴⁾ Règlement d'exécution (UE) 2016/185 de la Commission du 11 février 2016 portant extension du droit antidumping définitif institué par le règlement (UE) n° 1238/2013 du Conseil sur les importations de modules photovoltaïques en silicium cristallin et leurs composants essentiels (cellules) originaires ou en provenance de la République populaire de Chine aux importations de modules photovoltaïques en silicium cristallin et leurs composants essentiels (cellules) expédiés de Malaisie et de Taïwan, qu'ils aient ou non été déclarés originaires de ces pays (JO L 37 du 12.2.2016, p. 76).

⁽⁵⁾ Avis d'ouverture 2015/C 405/08 (JO C 405 du 5.12.2015, p. 8).

⁽⁶⁾ Avis d'ouverture 2015/C 405/09 (JO C 405 du 5.12.2015, p. 20).

⁽⁷⁾ Avis d'ouverture 2015/C 405/10 (JO C 405 du 5.12.2015, p. 33).

- (11) L'industrie de l'Union notoirement concernée a été informée de la demande de réexamen et a eu la possibilité de présenter ses observations. Elle a fait valoir que le risque de contournement était particulièrement élevé puisque le requérant était lié à un groupe chinois soumis aux mesures qui avait retiré son engagement ⁽¹⁾.
- (12) La Commission accordera une attention particulière à cette relation et examinera attentivement si la relation avec les sociétés soumises aux mesures existantes n'a pas été établie ou utilisée pour contourner les mesures. La Commission examinera aussi s'il y a lieu d'imposer des conditions de suivi particulières si l'enquête démontre que l'exemption est justifiée.

5.2. Abrogation des mesures antidumping en vigueur et enregistrement des importations

- (13) Conformément à l'article 11, paragraphe 4, du règlement antidumping de base, il convient d'abroger le droit antidumping en vigueur pour les importations du produit faisant l'objet du réexamen fabriqué et vendu à l'exportation vers l'Union par le requérant.
- (14) Il y a lieu, par ailleurs, de soumettre ces importations à enregistrement, conformément à l'article 14, paragraphe 5, du règlement antidumping de base, afin que, dans l'hypothèse où le réexamen révélerait l'existence de pratiques de contournement chez le requérant, les droits antidumping puissent être perçus à partir de la date d'enregistrement de ces importations. Le montant de la dette future éventuelle du requérant ne peut être estimé à ce stade de l'enquête.

5.3. Mesures antisubventions existantes

- (15) Étant donné qu'il n'y a pas de fondement juridique dans le règlement antisubventions de base pour abroger les mesures antisubventions actuelles, elles demeureront en vigueur. Si l'enquête démontre que le requérant peut bénéficier d'une exemption, et dans ce cas uniquement, les mesures antisubventions en vigueur seront abrogées au moyen d'un règlement accordant une telle exemption.

5.4. Période d'enquête de réexamen

- (16) L'enquête portera sur la période comprise entre le 1^{er} avril 2014 et le 31 décembre 2016 (ci-après la «période d'enquête de réexamen»).

5.5. Examen de la situation du requérant

- (17) Afin d'obtenir les informations qu'elle juge nécessaires à son enquête, la Commission enverra un questionnaire au requérant. Celui-ci doit renvoyer le questionnaire dûment rempli dans les trente-sept jours suivant la date d'entrée en vigueur du présent règlement, sauf indication contraire, conformément à l'article 6, paragraphe 2, du règlement antidumping de base et à l'article 11, paragraphe 2, du règlement antisubventions de base.

5.6. Autres observations écrites

- (18) Sous réserve des dispositions du présent règlement, toutes les parties intéressées sont invitées à faire connaître leur point de vue, à présenter des informations et à fournir des éléments de preuve à l'appui. Sauf indication contraire, ces informations et éléments de preuve doivent parvenir à la Commission dans les trente-sept jours suivant la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

5.7. Possibilité d'audition par les services d'enquête de la Commission

- (19) Toutes les parties intéressées peuvent demander à être entendues par les services d'enquête de la Commission. Toute demande d'audition doit être faite par écrit et être dûment motivée. Pour les auditions sur des questions ayant trait au stade initial de l'enquête, la demande doit être présentée dans les quinze jours suivant la date d'entrée en vigueur du présent règlement. Par la suite, toute demande d'audition doit être présentée dans les délais spécifiques fixés par la Commission dans sa communication avec les parties.

⁽¹⁾ Règlement d'exécution (UE) 2016/1998 de la Commission du 15 novembre 2016 retirant l'acceptation de l'engagement de cinq producteurs-exportateurs au titre de la décision d'exécution 2013/707/UE confirmant l'acceptation d'un engagement offert dans le cadre des procédures antidumping et antisubventions concernant les importations de modules photovoltaïques en silicium cristallin et leurs composants essentiels (cellules) originaires ou en provenance de la République populaire de Chine pour la période d'application des mesures définitives (JO L 308 du 16.11.2016, p. 8).

5.8. Instructions concernant la présentation des observations écrites ainsi que l'envoi des questionnaires remplis et de la correspondance

- (20) Les informations transmises à la Commission aux fins des enquêtes en matière de défense commerciale doivent être libres de droits d'auteur. Avant de communiquer à la Commission des informations et/ou des données sur lesquelles des tiers détiennent des droits d'auteur, les parties intéressées doivent demander au titulaire du droit d'auteur une autorisation spécifique par laquelle celui-ci consent explicitement à ce que la Commission: a) utilise ces informations et ces données aux fins de la présente procédure de défense commerciale; et b) les transmette aux parties concernées par la présente enquête sous une forme qui leur permet d'exercer leurs droits de défense.
- (21) Toutes les communications écrites, y compris les informations demandées dans le présent règlement, les questionnaires remplis et la correspondance fournie par les parties intéressées, pour lesquelles un traitement confidentiel est demandé doivent porter la mention «Restreint» ⁽¹⁾.
- (22) Les parties intéressées qui fournissent des informations portant la mention «Restreint» sont tenues, en vertu de l'article 19, paragraphe 2, du règlement antidumping de base et de l'article 29, paragraphe 2, du règlement antisubventions de base, d'en communiquer des résumés non confidentiels portant la mention «Version destinée à être consultée par les parties intéressées». Ces résumés doivent être suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des informations communiquées à titre confidentiel. Si une partie intéressée fournissant une information confidentielle n'en présente pas de résumé non confidentiel conformément au format et au niveau de qualité demandés, l'information en question peut ne pas être prise en considération.
- (23) Les parties intéressées sont invitées à transmettre tous leurs documents, observations et demandes par courrier électronique, y compris les copies scannées de procurations et d'attestations, à l'exception des réponses volumineuses, qui devraient être remises sur un support de mémoire numérique portable (CD-ROM, DVD, clé USB, etc.) en main propre ou par courrier recommandé. En utilisant le courrier électronique, les parties intéressées acceptent les règles de transmission par voie électronique énoncées dans le document «CORRESPONDANCE AVEC LA COMMISSION EUROPÉENNE DANS LES PROCÉDURES DE DÉFENSE COMMERCIALE», publié sur le site web de la direction générale du commerce:

http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2014/june/tradoc_152571.pdf

Les parties intéressées doivent indiquer leurs nom, adresse, numéro de téléphone ainsi qu'une adresse électronique valide; elles doivent aussi veiller à ce que l'adresse de courrier électronique fournie corresponde à une messagerie professionnelle officielle, opérationnelle et consultée quotidiennement. Une fois en possession de ces coordonnées, les services de la Commission communiqueront uniquement par courriel avec les parties intéressées, à moins que celles-ci ne demandent expressément à recevoir tous les documents de la Commission par d'autres moyens ou que la nature du document à envoyer n'exige de recourir à un service de courrier recommandé. Pour obtenir davantage d'informations et en savoir plus sur les règles relatives à la correspondance avec la Commission, y compris sur les principes applicables aux observations et documents transmis par courriel, les parties intéressées sont invitées à consulter les instructions susmentionnées en matière de communication avec les parties intéressées.

Adresse de la Commission pour la correspondance:

Commission européenne
Direction générale du commerce
Direction H
Bureau CHAR 04/039
1049 Bruxelles
BELGIQUE
Courriel: Trade.solar.R659@ec.europa.eu

6. DÉFAUT DE COOPÉRATION

- (24) Lorsqu'une partie intéressée refuse l'accès aux informations nécessaires, ne les fournit pas dans les délais prévus ou fait obstacle de façon significative à l'enquête, des conclusions, positives ou négatives, peuvent être établies sur la base des données disponibles, conformément à l'article 18 du règlement antidumping de base et à l'article 28 du règlement antisubventions de base.

⁽¹⁾ Un document «Restreint» est un document qui est considéré comme confidentiel au sens de l'article 19 du règlement (UE) 2016/1036 et de l'article 6 de l'accord de l'OMC relatif à la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 (accord antidumping). Il s'agit également d'un document protégé en vertu de l'article 4 du règlement (CE) n° 1049/2001 du Parlement européen et du Conseil (JO L 145 du 31.5.2001, p. 43).

- (25) S'il est constaté qu'une partie intéressée a fourni des informations fausses ou trompeuses, ces informations peuvent ne pas être prises en considération et il peut être fait usage des données disponibles.
- (26) Lorsqu'une partie intéressée ne coopère pas ou ne coopère que partiellement et que, de ce fait, les conclusions sont établies sur la base des données disponibles, conformément à l'article 18 du règlement antidumping de base et à l'article 28 du règlement antisubventions de base, il peut en résulter pour ladite partie une situation moins favorable que si elle avait coopéré.
- (27) Le fait de ne pas fournir une réponse sur support informatique ne sera pas considéré comme un refus de coopération, à condition que la partie concernée démontre que la présentation de la réponse dans les formes requises entraînerait une charge et des coûts supplémentaires excessifs. La partie intéressée doit immédiatement prendre contact avec la Commission.

7. CONSEILLER-AUDITEUR

- (28) Les parties intéressées peuvent demander l'intervention du conseiller-auditeur dans le cadre des procédures commerciales. Celui-ci agit comme un intermédiaire entre les parties intéressées et les services d'enquête de la Commission. Il examine les demandes d'accès au dossier, les litiges concernant la confidentialité des documents, les demandes de prorogation de délais et les demandes d'audition faites par des tiers. Le conseiller-auditeur peut organiser une audition avec une partie individuelle et proposer ses bons offices pour garantir l'exercice plein et entier des droits de la défense des parties intéressées. Le conseiller-auditeur donnera aussi la possibilité d'organiser une audition des parties pour permettre à celles-ci de soumettre des opinions divergentes et de présenter des contre-arguments.
- (29) Toute demande d'audition par le conseiller-auditeur doit être faite par écrit et être dûment motivée. Pour les auditions sur des questions ayant trait au stade initial de l'enquête, la demande doit être présentée dans les quinze jours suivant la date d'entrée en vigueur du présent règlement. Par la suite, toute demande d'audition devra être présentée dans les délais spécifiques fixés par la Commission dans sa communication avec les parties.
- (30) Pour obtenir de plus amples informations ainsi que les coordonnées de contact du conseiller-auditeur, les parties intéressées peuvent consulter les pages consacrées à celui-ci sur le site web de la direction générale du commerce: <http://ec.europa.eu/trade/trade-policy-and-you/contacts/hearing-officer/>

8. CALENDRIER DE L'ENQUÊTE

- (31) Conformément à l'article 11, paragraphe 5, du règlement antidumping de base et à l'article 22, paragraphe 1, du règlement antisubventions de base, l'enquête sera close dans un délai de neuf mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

9. TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

- (32) Toute donnée à caractère personnel recueillie dans le cadre de cette enquête sera traitée conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil ⁽¹⁾,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Un réexamen des règlements d'exécution (UE) 2016/184 et (UE) 2016/185 est ouvert, conformément à l'article 11, paragraphe 4, et à l'article 13, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/1036 ainsi qu'à l'article 23, paragraphe 6, du règlement (UE) 2016/1037, afin de déterminer si les importations de modules ou panneaux photovoltaïques en silicium cristallin et de cellules du type utilisé dans les modules ou panneaux photovoltaïques en silicium cristallin (les cellules ont une épaisseur n'excédant pas 400 micromètres), expédiés de Malaisie et de Taïwan, qu'ils aient ou non été déclarés originaires de Malaisie et de Taïwan, relevant actuellement des codes NC ex 8501 31 00, ex 8501 32 00, ex 8501 33 00, ex 8501 34 00, ex 8501 61 20, ex 8501 61 80, ex 8501 62 00, ex 8501 63 00, ex 8501 64 00 et ex 8541 40 90 (codes TARIC: 8501 31 00 82, 8501 31 00 83, 8501 32 00 42, 8501 32 00 43, 8501 33 00 62, 8501 33 00 63, 8501 34 00 42, 8501 34 00 43, 8501 61 20 42, 8501 61 20 43, 8501 61 80 42, 8501 61 80 43, 8501 62 00 62, 8501 62 00 63, 8501 63 00 42, 8501 63 00 43, 8501 64 00 42, 8501 64 00 43, 8541 40 90 22, 8541 40 90 23, 8541 40 90 32, 8541 40 90 33), produits par Jinko Solar Technology SDN.BHD, devraient être soumises aux mesures antidumping et antisubventions imposées par les règlements d'exécution (UE) 2016/184 et (UE) 2016/185.

⁽¹⁾ Règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données (JO L 8 du 12.1.2001, p. 1).

Article 2

Le droit antidumping institué par le règlement d'exécution (UE) 2016/185 est abrogé pour les importations visées à l'article 1^{er} du présent règlement.

Article 3

Les autorités douanières prennent les mesures appropriées pour enregistrer les importations dans l'Union visées à l'article 1^{er} du présent règlement, conformément à l'article 14, paragraphe 5, du règlement (UE) 2016/1036.

L'enregistrement prend fin neuf mois après la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

Article 4

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 10 février 2017.

Par la Commission

Le président

Jean-Claude JUNKER

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2017/243 DE LA COMMISSION**du 10 février 2017****modifiant le règlement d'exécution (UE) n° 686/2012 en ce qui concerne l'État membre corapporteur pour la substance active «métaldéhyde»****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil ⁽¹⁾, et notamment son article 19,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement d'exécution (UE) n° 686/2012 de la Commission ⁽²⁾ assigne l'évaluation de chaque substance active à un État membre rapporteur et à un État membre corapporteur. En accord avec les États membres concernés, la Commission a jugé nécessaire de changer l'État membre corapporteur pour la substance active «métaldéhyde», tout en respectant un équilibre dans la répartition des responsabilités et du travail des différents États membres. La coévaluation du métaldéhyde aux fins de la procédure de renouvellement devrait être assignée à l'Autriche.
- (2) Il y a donc lieu de modifier le règlement d'exécution (UE) n° 686/2012 en conséquence.
- (3) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

À l'annexe du règlement d'exécution (UE) n° 686/2012, la ligne concernant la substance active «métaldéhyde» est remplacée par le texte suivant:

Substance active	État membre rapporteur	État membre corapporteur
«Métaldéhyde	PL	AT»

*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 10 février 2017.

*Par la Commission**Le président*

Jean-Claude JUNCKER

⁽¹⁾ JO L 309 du 24.11.2009, p. 1.⁽²⁾ Règlement d'exécution (UE) n° 686/2012 de la Commission du 26 juillet 2012 assignant aux États membres, aux fins de la procédure de renouvellement, l'évaluation des substances actives (JO L 200 du 27.7.2012, p. 5).

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2017/244 DE LA COMMISSION**du 10 février 2017****concernant le non-renouvellement de l'approbation de la substance active «linuron» conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques, et modifiant l'annexe du règlement d'exécution (UE) n° 540/2011 de la Commission****(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil ⁽¹⁾, et notamment son article 20, paragraphe 1, et son article 78, paragraphe 2,

considérant ce qui suit:

- (1) La directive 2003/31/CE de la Commission ⁽²⁾ a inscrit le linuron, en tant que substance active, à l'annexe I de la directive 91/414/CEE du Conseil ⁽³⁾.
- (2) Les substances actives qui figurent à l'annexe I de la directive 91/414/CEE sont réputées approuvées en vertu du règlement (CE) n° 1107/2009 et sont répertoriées à l'annexe, partie A, du règlement d'exécution (UE) n° 540/2011 de la Commission ⁽⁴⁾.
- (3) L'approbation de la substance active «linuron», telle que mentionnée à l'annexe, partie A, du règlement d'exécution (UE) n° 540/2011, arrive à expiration le 31 juillet 2017.
- (4) Une demande de renouvellement de l'approbation du linuron a été introduite conformément à l'article 1^{er} du règlement d'exécution (UE) n° 844/2012 de la Commission ⁽⁵⁾ dans le délai prévu à cet article.
- (5) Le demandeur a présenté les dossiers complémentaires requis conformément à l'article 6 du règlement d'exécution (UE) n° 844/2012. La demande a été jugée complète par l'État membre rapporteur.
- (6) L'État membre rapporteur, en concertation avec l'État membre corapporteur, a établi un rapport d'évaluation du renouvellement et l'a présenté à l'Autorité européenne de sécurité des aliments (ci-après l'«Autorité») et à la Commission le 15 avril 2015.
- (7) L'Autorité a communiqué le rapport d'évaluation du renouvellement au demandeur et aux États membres pour recueillir leurs observations et a transmis les observations reçues à la Commission. Elle a également mis le dossier récapitulatif complémentaire à la disposition du public.
- (8) Le 8 juin 2016 ⁽⁶⁾, l'Autorité a communiqué à la Commission ses conclusions sur la question de savoir s'il y a lieu de considérer que le linuron satisfait aux critères d'approbation énoncés à l'article 4 du règlement (CE) n° 1107/2009. Des sources de préoccupation spécifiques ont été mises en évidence, qui concernent notamment

⁽¹⁾ JO L 309 du 24.11.2009, p. 1.⁽²⁾ Directive 2003/31/CE de la Commission du 11 avril 2003 modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil en vue d'y inscrire les substances actives 2,4-DB, bêta-cyfluthrine, cyfluthrine, iprodione, linuron, hydrazide maléique et pendiméthaline (JO L 101 du 23.4.2003, p. 3).⁽³⁾ Directive 91/414/CEE du Conseil du 15 juillet 1991 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques (JO L 230 du 19.8.1991, p. 1).⁽⁴⁾ Règlement d'exécution (UE) n° 540/2011 de la Commission du 25 mai 2011 portant application du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne la liste des substances actives approuvées (JO L 153 du 11.6.2011, p. 1).⁽⁵⁾ Règlement d'exécution (UE) n° 844/2012 de la Commission du 18 septembre 2012 établissant les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de renouvellement des substances actives, conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques (JO L 252 du 19.9.2012, p. 26).⁽⁶⁾ EFSA (Autorité européenne de sécurité des aliments), «Conclusion on the peer review of the pesticide risk assessment of the active substance linuron», dans *EFSA Journal* 2016; 14(2):4406, 173 p. doi:10.2903/j.efsa.2016.4406.

l'exposition des enfants résidents, laquelle est supérieure à la valeur de référence toxicologique (ci-après le «NAEO»), et l'exposition de l'opérateur en cas d'application avec un pulvérisateur portable, laquelle dépasse elle aussi le NAEO, même lorsqu'un équipement de protection individuelle est utilisé. De plus, il a été établi que le linuron présente un risque élevé pour les oiseaux et les mammifères sauvages, les arthropodes non ciblés et les macro-organismes du sol non ciblés. Il n'a pas été possible de mener à terme l'évaluation des risques pour le consommateur du fait de plusieurs lacunes graves dans les données fournies. Il n'a pas non plus été possible d'achever l'évaluation de l'exposition et des risques pour plusieurs compartiments environnementaux, dont les eaux souterraines.

- (9) Le linuron est classé parmi les agents toxiques pour la reproduction de catégorie 1B au titre du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil ⁽¹⁾. Pour les utilisations proposées, l'exposition des enfants résidents est supérieure au NAEO. Pour établir que l'exposition de l'homme à la substance concernée est négligeable dans les conditions d'utilisation réalistes proposées, l'exposition ne peut être supérieure au NAEO; il est donc exclu, dans les conditions d'utilisation réalistes proposées, que le linuron soit utilisé de telle manière que l'exposition de l'homme à la substance soit négligeable. De plus, pour établir que l'exposition est négligeable, il faut également prouver que les résidus de la substance active ne dépassent pas la valeur par défaut fixée conformément à l'article 18, paragraphe 1, point b), du règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil ⁽²⁾. Les données disponibles n'ont pas permis d'établir une limite maximale de résidus pour l'utilisation proposée du linuron, mais les données disponibles relatives aux essais sur les résidus pour l'utilisation proposée suggèrent que les résidus de linuron peuvent être supérieurs à la valeur par défaut. Par conséquent, cette condition n'est pas remplie. Eu égard à ces considérations, les exigences énoncées à l'annexe II, point 3.6.4, du règlement (CE) n° 1107/2009 ne sont pas remplies.
- (10) Outre sa classification parmi les substances toxiques pour la reproduction de catégorie 1B, le linuron est également classé parmi les agents cancérigènes de catégorie 2 en vertu du règlement (CE) n° 1272/2008 et doit donc être considéré comme ayant des propriétés perturbant le système endocrinien conformément à l'annexe II, point 3.6.5, troisième alinéa, du règlement (CE) n° 1107/2009. De plus, les preuves scientifiques disponibles montrent que le linuron a des propriétés perturbant le système endocrinien susceptibles de provoquer des effets néfastes sur les organes endocriniens de l'homme et des organismes non cibles. Pour les raisons évoquées au considérant 9, on ne saurait considérer que l'exposition de l'homme au linuron dans des conditions d'utilisation réalistes est négligeable. Eu égard à ces considérations, les exigences énoncées à l'annexe II, point 3.6.5, premier alinéa, du règlement (CE) n° 1107/2009 ne sont pas remplies.
- (11) La Commission a invité le demandeur à faire part de ses remarques sur les conclusions de l'Autorité. Conformément à l'article 14, paragraphe 1, troisième alinéa, du règlement d'exécution (UE) n° 844/2012, elle l'a également invité à présenter des observations sur le rapport du renouvellement. Le demandeur a transmis ses observations, qui ont été examinées attentivement.
- (12) Toutefois, en dépit des arguments avancés par le demandeur, les préoccupations liées à la substance n'ont pas pu être dissipées.
- (13) Par conséquent, il n'a pas été établi, pour ce qui concerne une ou plusieurs utilisations représentatives d'au moins un produit phytopharmaceutique, que les critères d'approbation énoncés à l'article 4 sont remplis. L'approbation de la substance active «linuron» ne devrait donc pas être renouvelée.
- (14) Il convient dès lors de modifier le règlement d'exécution (UE) n° 540/2011 en conséquence.
- (15) Les États membres devraient se voir accorder un délai suffisant pour retirer les autorisations des produits phytopharmaceutiques contenant du linuron.
- (16) Si, en vertu de l'article 46 du règlement (CE) n° 1107/2009, des États membres accordent un délai de grâce pour les produits phytopharmaceutiques contenant du linuron, il convient que ce délai expire au plus tard le 3 juin 2018.
- (17) Le règlement d'exécution (UE) 2016/950 de la Commission ⁽³⁾ a prolongé la période d'approbation du linuron jusqu'au 31 juillet 2017 afin que la procédure de renouvellement puisse être achevée avant l'expiration de l'approbation de cette substance. Étant donné qu'une décision est prise avant cette nouvelle date d'expiration, le présent règlement devrait s'appliquer dès que possible.

⁽¹⁾ Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 (JO L 353 du 31.12.2008, p. 1).

⁽²⁾ Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la directive 91/414/CEE du Conseil (JO L 70 du 16.3.2005, p. 1).

⁽³⁾ Règlement d'exécution (UE) 2016/950 de la Commission du 15 juin 2016 modifiant le règlement (UE) n° 540/2011 en ce qui concerne la prolongation de la période d'approbation des substances actives 2,4-DB, bêta-cyfluthrine, carfentrazone-éthyl, *Coniothyrium minitans* souche CON/M/91-08 (DSM 9660), cyazofamid, deltaméthrine, diméthénamide-P, éthofumesate, fenamidone, flufenacet, flurtamone, foramsulfuron, fosthiazate, imazamox, iodosulfuron, iprodione, isoxaflutole, linuron, hydrazide maléique, mésotrione, oxasulfuron, pendiméthaline, picoxystrobine, silthiofam et trifloxystrobine (JO L 159 du 16.6.2016, p. 3).

- (18) Le présent règlement ne fait pas obstacle à l'introduction d'une nouvelle demande d'approbation du linuron conformément à l'article 7 du règlement (CE) n° 1107/2009.
- (19) Les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Non-renouvellement de l'approbation de la substance active

L'approbation de la substance active «linuron» n'est pas renouvelée.

Article 2

Mesures transitoires

Les États membres retirent les autorisations des produits phytopharmaceutiques contenant la substance active «linuron» au plus tard le 3 juin 2017.

Article 3

Délai de grâce

Tout délai de grâce accordé par les États membres en vertu de l'article 46 du règlement (CE) n° 1107/2009 est le plus court possible et expire le 3 juin 2018 au plus tard.

Article 4

Modification du règlement d'exécution (UE) n° 540/2011

À l'annexe, partie A, du règlement d'exécution (UE) n° 540/2011, l'entrée 51 relative au linuron est supprimée.

Article 5

Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 10 février 2017.

Par la Commission

Le président

Jean-Claude JUNCKER

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2017/245 DE LA COMMISSION**du 10 février 2017****établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil ⁽¹⁾,vu le règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 de la Commission du 7 juin 2011 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les secteurs des fruits et légumes et des fruits et légumes transformés ⁽²⁾, et notamment son article 136, paragraphe 1,

considérant ce qui suit:

- (1) Le règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 prévoit, en application des résultats des négociations commerciales multilatérales du cycle d'Uruguay, les critères pour la fixation par la Commission des valeurs forfaitaires à l'importation des pays tiers, pour les produits et les périodes figurant à l'annexe XVI, partie A, dudit règlement.
- (2) La valeur forfaitaire à l'importation est calculée chaque jour ouvrable, conformément à l'article 136, paragraphe 1, du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011, en tenant compte des données journalières variables. Il importe, par conséquent, que le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les valeurs forfaitaires à l'importation visées à l'article 136 du règlement d'exécution (UE) n° 543/2011 sont fixées à l'annexe du présent règlement.

*Article 2*Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 10 février 2017.

*Par la Commission,
au nom du président,
Jerzy PLEWA*

*Directeur général
Direction générale de l'agriculture et du développement rural*

⁽¹⁾ JO L 347 du 20.12.2013, p. 671.

⁽²⁾ JO L 157 du 15.6.2011, p. 1.

ANNEXE

Valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

(EUR/100 kg)		
Code NC	Code des pays tiers ⁽¹⁾	Valeur forfaitaire à l'importation
0702 00 00	MA	111,7
	SN	359,5
	TN	311,6
	TR	150,6
	ZZ	233,4
0707 00 05	MA	85,9
	TR	178,9
	ZZ	132,4
0709 91 00	EG	153,4
	ZZ	153,4
0709 93 10	MA	71,6
	TR	203,0
	ZZ	137,3
0805 10 22, 0805 10 24, 0805 10 28	EG	44,1
	IL	71,6
	MA	44,1
	TN	52,1
	TR	77,1
	ZZ	57,8
	ZZ	57,8
0805 21 10, 0805 21 90, 0805 29 00	EG	93,2
	IL	131,2
	MA	90,2
	TR	86,4
	ZZ	100,3
0805 22 00	IL	117,8
	MA	102,6
	TR	60,4
	ZZ	93,6
0805 50 10	EG	88,3
	TR	83,4
	ZZ	85,9
0808 30 90	CL	181,7
	CN	108,8
	ZA	113,2
	ZZ	134,6

⁽¹⁾ Nomenclature des pays fixée par le règlement (UE) n° 1106/2012 de la Commission du 27 novembre 2012 portant application du règlement (CE) n° 471/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant les statistiques communautaires relatives au commerce extérieur avec les pays tiers, en ce qui concerne la mise à jour de la nomenclature des pays et territoires (JO L 328 du 28.11.2012, p. 7). Le code «ZZ» représente «autres origines».

DÉCISIONS

DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2017/246 DU CONSEIL

du 7 février 2017

arrêtant une recommandation relative à la prolongation du contrôle temporaire aux frontières intérieures en cas de circonstances exceptionnelles mettant en péril le fonctionnement global de l'espace Schengen

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2016/399 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 concernant un code de l'Union relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (code frontières Schengen) ⁽¹⁾, et notamment son article 29,

vu la proposition de la Commission européenne,

considérant ce qui suit:

- (1) Conformément à l'article 29 du code frontières Schengen, le Conseil a adopté sur proposition de la Commission, le 12 mai 2016, une décision d'exécution arrêtant une recommandation relative à la réintroduction temporaire du contrôle aux frontières intérieures en cas de circonstances exceptionnelles mettant en péril le fonctionnement global de l'espace Schengen ⁽²⁾.
- (2) Le Conseil recommandait que cinq États de l'espace Schengen (l'Autriche, l'Allemagne, le Danemark, la Suède et la Norvège) maintiennent des contrôles aux frontières, temporaires et proportionnés, sur un nombre limité de tronçons de leurs frontières intérieures, pendant une durée de six mois, afin de répondre à la menace grave, pour leur ordre public et leur sécurité intérieure, causée par les effets conjugués de manquements dans le contrôle des frontières extérieures grecques et de mouvements secondaires de migrants en situation irrégulière entrés par la Grèce et souhaitant éventuellement se rendre dans d'autres États Schengen. Sur proposition de la Commission, le Conseil a prolongé cette période le 11 novembre 2016 pour trois mois supplémentaires.
- (3) En vertu des articles 25 et 29 du code frontières Schengen, la durée initiale recommandée par le Conseil peut être à nouveau prolongée si les circonstances exceptionnelles persistent.
- (4) La recommandation du 11 novembre 2016 exigeait des États Schengen concernés de faire rapport chaque mois à la Commission sur les résultats des contrôles effectués et, au besoin, sur l'évaluation de la nécessité de maintenir de tels contrôles. La Commission a reçu ces rapports de tous les États Schengen concernés. Les informations qui y figuraient démontrent que ces contrôles sont restés dans les limites des conditions fixées par la recommandation. Elles confirment également une stabilisation progressive de la situation dans ces États, caractérisée par une diminution constante du nombre de personnes auxquelles l'entrée a été refusée ainsi que du nombre de demandes d'asile reçues.
- (5) Cependant, malgré ces progrès, les conditions définies dans la feuille de route «Revenir à l'esprit de Schengen» pour permettre une levée de tous les contrôles aux frontières intérieures et un retour au fonctionnement normal de l'espace Schengen ne sont toujours pas entièrement remplies. En outre, malgré les progrès en cours et la nette amélioration de la gestion des frontières extérieures par la Grèce en 2016, un nombre important de migrants en situation irrégulière se trouvent toujours dans ce pays. Compte tenu des tendances observées dans le passé, les États membres les plus touchés par les mouvements secondaires de migrants en situation irrégulière en provenance de Grèce demeurent exposés au risque induit par les mouvements irréguliers de ces migrants.

⁽¹⁾ JO L 77 du 23.3.2016, p. 1.

⁽²⁾ JO L 151 du 8.6.2016, p. 8.

- (6) Dans sa communication intitulée «Revenir à l'esprit de Schengen — Feuille de route», la Commission a indiqué les différents axes d'action à mettre en œuvre en vue d'un retour à un espace Schengen pleinement fonctionnel. L'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes devient à présent rapidement opérationnelle, ce qui lui permet d'aider la Grèce à sa frontière extérieure septentrionale dès le mois de février 2017.
- (7) Un autre élément souligné dans la feuille de route «Revenir à l'esprit de Schengen» est la mise en œuvre de la déclaration UE-Turquie. Le quatrième rapport ⁽¹⁾ à ce sujet montre que la mise en œuvre de cette déclaration continue de produire des résultats, malgré de nombreuses difficultés, confirmant ainsi la tendance observée. Cette mise en œuvre exige néanmoins un suivi constant. Il en va de même pour ce qui est de la coopération que les dirigeants ont définie d'un commun accord dans la déclaration faite lors de la réunion consacrée à la route des Balkans occidentaux.
- (8) Aussi les circonstances exceptionnelles représentant une menace grave pour l'ordre public et la sécurité intérieure et mettant en péril le fonctionnement global de l'espace Schengen persistent-elles.
- (9) Eu égard à ce qui précède, il apparaît dès lors justifié, à titre de mesure de dernier recours, d'autoriser une nouvelle prolongation des contrôles aux frontières intérieures concernées réintroduits temporairement par plusieurs États Schengen, à savoir l'Autriche, l'Allemagne, le Danemark et la Suède ainsi que la Norvège, pays associé, conformément à l'article 29 du code frontières Schengen.
- (10) Sur la base des éléments factuels disponibles à ce jour, cette prolongation ne devrait pas excéder trois mois à compter de la date d'adoption de la présente décision d'exécution.
- (11) Les États membres qui décideraient de prolonger le contrôle aux frontières intérieures en application de la présente décision d'exécution devraient le notifier aux autres États membres, au Parlement européen et à la Commission.
- (12) Avant d'opter pour ces contrôles, les États membres concernés devraient examiner si d'autres mesures, en dehors des contrôles aux frontières, ne pourraient pas être appliquées pour remédier efficacement à la menace constatée, telles que l'exercice de pouvoirs de police selon des modalités compatibles avec l'article 23 du code frontières Schengen, et ils devraient décider de ne réintroduire les contrôles aux frontières intérieures en cause qu'en dernier recours, lorsque ces mesures moins restrictives pour le trafic frontalier ne permettent pas d'apporter une réponse suffisante aux menaces recensées. Les États membres concernés devraient mentionner les résultats de cet examen et les motifs de leur décision dans leur notification du maintien des contrôles aux frontières.
- (13) Les contrôles prévus par la présente décision d'exécution ne devraient continuer à être effectués que dans la mesure nécessaire et devraient être limités dans leur intensité au strict minimum nécessaire et adaptés aux circonstances. En conséquence, on peut envisager que toute diminution supplémentaire du flux devrait conduire à la suspension des contrôles à des tronçons frontaliers donnés. Seuls des contrôles ciblés, fondés sur une analyse des risques et le renseignement constamment actualisés, devraient être effectués, afin d'optimiser l'avantage que présentent ces contrôles et de limiter leurs incidences négatives sur la libre circulation. Les États Schengen touchés par ces contrôles aux tronçons frontaliers correspondants devraient être autorisés à exprimer régulièrement leur position sur la nécessité de ces contrôles; l'État Schengen ayant décidé de réintroduire ces contrôles devrait prendre ces positions en considération lorsqu'il étudiera et réexaminera la nécessité de ces contrôles, avec l'objectif de les réduire progressivement.
- (14) À la fin de chaque mois de mise en œuvre de la présente décision d'exécution, les États concernés devraient envoyer rapidement au Conseil et à la Commission un rapport complet sur les résultats des contrôles effectués et, s'il y a lieu, une évaluation de la nécessité de poursuivre ces contrôles. Ce rapport devrait au moins mentionner le nombre total de personnes ayant fait l'objet de vérifications, le nombre total de refus d'entrée à l'issue des vérifications, le nombre total de décisions de retour prises à l'issue des vérifications et le nombre total de demandes d'asile reçues aux frontières intérieures où les vérifications sont effectuées.
- (15) Le Conseil note que la Commission a annoncé qu'elle continuera d'œuvrer avec les États Schengen concernés à la suppression progressive des contrôles temporaires aux frontières intérieures en vue d'un retour au fonctionnement normal de l'espace Schengen le plus rapidement possible.
- (16) Le Conseil note également que la Commission a annoncé qu'elle suivra de près l'application de la présente décision d'exécution,

⁽¹⁾ Quatrième rapport sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la déclaration UE-Turquie [COM(2016) 792 final].

RECOMMANDE:

1. L'Autriche, l'Allemagne, le Danemark, la Suède et la Norvège devraient prolonger leurs contrôles aux frontières, temporaires et proportionnés, pendant une durée maximale de trois mois à compter du 11 février 2017, aux frontières intérieures suivantes:
 - Autriche: à la frontière terrestre avec la Hongrie et à la frontière terrestre avec la Slovénie,
 - Allemagne: à la frontière terrestre avec l'Autriche,
 - Danemark: dans les ports danois depuis lesquels sont assurées des liaisons par transbordeur vers l'Allemagne, et à la frontière terrestre avec l'Allemagne,
 - Suède: dans les ports suédois situés dans les régions de police Sud et Ouest, et au pont de l'Öresund,
 - Norvège: dans les ports norvégiens depuis lesquels sont assurées des liaisons par transbordeur vers le Danemark, l'Allemagne et la Suède.
2. Avant de décider de prolonger ces contrôles sur la base de la présente recommandation, les États membres concernés devraient procéder à des échanges de vues avec l'État ou les États membres voisins concernés, afin de s'assurer que les contrôles aux frontières intérieures ne sont effectués que lorsqu'ils sont considérés comme nécessaires et proportionnés. Ils devraient, en outre, s'assurer que les contrôles aux frontières intérieures ne sont effectués qu'en dernier recours, lorsque aucune autre mesure ne peut produire le même effet, et uniquement sur les tronçons de la frontière intérieure où ils sont jugés nécessaires et proportionnés, conformément au code frontières Schengen. Les États membres concernés devraient notifier leur décision aux autres États membres, au Parlement européen et à la Commission.
3. Les contrôles aux frontières devraient rester ciblés, fondés sur une analyse des risques et le renseignement actualisés constamment, et limités, quant à leur portée, à leur fréquence, au lieu où ils sont effectués et à leur durée, à ce qui est strictement nécessaire pour répondre à la menace grave et pour préserver l'ordre public et la sécurité intérieure. L'État membre qui procède au contrôle à ses frontières intérieures en application de la présente décision d'exécution devrait réexaminer chaque semaine la nécessité, la fréquence, le lieu et la durée des contrôles, adapter l'intensité de ces derniers au niveau de la menace à laquelle ils visent à répondre, les supprimant progressivement s'il y a lieu, et faire rapport sans délai, chaque mois, au Conseil et à la Commission.

Fait à Bruxelles, le 7 février 2017.

Par le Conseil

Le président

L. GRECH

DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2017/247 DE LA COMMISSION**du 9 février 2017****concernant des mesures de protection motivées par l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène dans certains États membres***[notifiée sous le numéro C(2017) 1044]***(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu la directive 89/662/CEE du Conseil du 11 décembre 1989 relative aux contrôles vétérinaires applicables dans les échanges intracommunautaires dans la perspective de la réalisation du marché intérieur ⁽¹⁾, et notamment son article 9, paragraphe 4,

vu la directive 90/425/CEE du Conseil du 26 juin 1990 relative aux contrôles vétérinaires et zootechniques applicables dans les échanges intracommunautaires de certains animaux vivants et produits dans la perspective de la réalisation du marché intérieur ⁽²⁾, et notamment son article 10, paragraphe 4,

considérant ce qui suit:

- (1) L'influenza aviaire est une maladie infectieuse virale qui touche les oiseaux. La contamination des volailles domestiques et autres oiseaux captifs par les virus de l'influenza aviaire se traduit par deux formes principales de la maladie, qui se distinguent par leur virulence. La forme faiblement pathogène ne cause que des symptômes bénins, tandis que la variante hautement pathogène entraîne, chez la plupart des espèces d'oiseaux, un taux de mortalité très élevé. Cette maladie peut avoir une incidence grave sur la rentabilité de l'élevage de volailles.
- (2) En cas d'apparition d'un foyer d'influenza aviaire dans un État membre, il existe un risque que l'agent pathogène se propage à d'autres exploitations où sont détenus des volailles ou d'autres oiseaux captifs. La maladie peut ainsi se propager d'un État membre à d'autres États membres ou à des pays tiers par l'intermédiaire des échanges commerciaux de volailles ou d'autres oiseaux captifs vivants, ou de leurs produits.
- (3) La directive 2005/94/CE du Conseil ⁽³⁾ établit certaines mesures préventives relatives à la surveillance et à la détection précoce de l'influenza aviaire ainsi que des mesures minimales de lutte à appliquer en cas d'apparition d'un foyer de cette maladie chez des volailles ou d'autres oiseaux captifs. Cette directive prévoit l'établissement de zones de protection et de surveillance en cas d'apparition d'un foyer d'influenza aviaire hautement pathogène. La définition de ces zones vise en particulier à préserver l'état sanitaire des oiseaux sur le reste du territoire de l'État membre en prévenant l'introduction de l'agent pathogène et en assurant une détection précoce de la maladie.
- (4) Depuis début novembre 2016, seize États membres (les «États membres concernés»), à savoir la Bulgarie, la République tchèque, le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, la France, la Croatie, l'Italie, la Hongrie, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Suède et le Royaume-Uni ont notifié à la Commission des foyers d'influenza aviaire hautement pathogène de sous-type H5N8 dans des exploitations sur leur territoire où sont détenus des volailles ou d'autres oiseaux captifs.
- (5) Le virus de l'influenza aviaire hautement pathogène de sous-type H5N8 a été détecté, depuis la fin d'octobre 2016, dans un grand nombre d'oiseaux sauvages, principalement d'espèces migratoires, dans les États membres énumérés ci-dessus, ainsi qu'en Irlande, en Espagne, au Portugal et en Slovénie.
- (6) Dans la plupart des États membres, le virus responsable a d'abord été trouvé dans des oiseaux sauvages, avant d'être détecté dans des exploitations où sont détenus des volailles ou d'autres oiseaux captifs.

⁽¹⁾ JO L 395 du 30.12.1989, p. 13.

⁽²⁾ JO L 224 du 18.8.1990, p. 29.

⁽³⁾ Directive 2005/94/CE du Conseil du 20 décembre 2005 concernant des mesures communautaires de lutte contre l'influenza aviaire et abrogeant la directive 92/40/CEE (JO L 10 du 14.1.2006, p. 16).

- (7) Également des pays tiers voisins comme l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Serbie, la Suisse, la Fédération de Russie et l'Ukraine ont identifié le virus de l'influenza aviaire hautement pathogène de type H5N8 sur leur territoire dans des oiseaux sauvages ou dans des exploitations où sont détenus des volailles ou autres oiseaux captifs.
- (8) En réaction à l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène de sous-type H5N8 au Danemark, en Allemagne, en France, en Hongrie, aux Pays-Bas, en Autriche et en Suède, la Commission a adopté plusieurs décisions d'exécution de la Commission concernant des mesures de protection adressées à ces États membres.
- (9) Par souci de clarté et afin de tenir les États membres, les pays tiers et les acteurs concernés au courant de l'évolution de la situation épidémiologique, la décision d'exécution (UE) 2016/2122 de la Commission ⁽¹⁾ a été adoptée pour énumérer dans un même acte de l'Union les zones de protection et de surveillance établies par l'autorité compétente des États membres concernés à la suite de l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène de sous-type H5N8 dans des exploitations sur leur territoire, conformément à la directive 2005/94/CE. Les États membres concernés sont énumérés dans l'annexe de cette décision d'exécution.
- (10) Depuis l'adoption de la décision d'exécution (UE) 2016/2122, l'épidémie s'est encore développée et son aire d'extension géographique s'est agrandie, en particulier en raison des mouvements saisonniers en cours d'oiseaux migrateurs sauvages et des répercussions occasionnelles sur des exploitations où sont détenus des volailles et d'autres oiseaux captifs. Une propagation consécutive du virus entre exploitations a également été rapportée dans certaines zones comprenant une forte densité d'exploitations où les volailles ne peuvent pas être suffisamment protégées des contacts avec des oiseaux sauvages.
- (11) La décision d'exécution (UE) 2016/2122 a été ultérieurement modifiée par les décisions d'exécution de la Commission (UE) 2016/2219 ⁽²⁾, (UE) 2016/2279 ⁽³⁾, (UE) 2016/2367 ⁽⁴⁾, (UE) 2017/14 ⁽⁵⁾, (UE) 2017/116 ⁽⁶⁾ et (UE) 2017/155 ⁽⁷⁾ à la suite de l'apparition d'autres foyers d'influenza aviaire hautement pathogène de sous-type H5N8 en Bulgarie, en République tchèque, en Allemagne, en Grèce, en France, en Croatie, en Italie, en Hongrie, aux Pays-Bas, en Autriche, en Pologne, en Roumanie, en Slovaquie, en Suède et au Royaume-Uni.
- (12) Depuis l'adoption de la décision d'exécution (UE) 2017/155, la Bulgarie, la République tchèque, l'Allemagne, la Grèce, la France, l'Italie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Suède et le Royaume-Uni ont déclaré de nouveaux foyers d'influenza aviaire hautement pathogène de sous-type H5N8 dans des volailles et ont pris les mesures nécessaires requises conformément à la directive 2005/94/CE, y compris l'établissement de zones de protection et de surveillance autour des foyers. Dans tous les cas, la Commission a examiné les mesures prises par les États membres concernés conformément à la directive 2005/94/CE et a pu s'assurer que les limites des zones de protection et de surveillance définies par les autorités compétentes des États membres concernés se trouvaient à une distance suffisante de toute exploitation au sein de laquelle un foyer a été confirmé.
- (13) De plus, des zones de surveillance sont encore en place en Croatie et en Autriche en raison de foyers antérieurs dans ces États membres. La décision d'exécution (UE) 2016/2122 a été adoptée et ultérieurement dûment modifiée afin de décrire rapidement au niveau de l'Union les zones de protection et de surveillance établies dans les États membres concernés conformément à la directive 2005/94/CE, de manière à prévenir toute perturbation superflue des échanges commerciaux dans l'Union et d'éviter que des pays tiers n'instituent des barrières commerciales injustifiées.

⁽¹⁾ Décision d'exécution (UE) 2016/2122 de la Commission du 2 décembre 2016 concernant des mesures de protection motivées par l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène de sous-type H5N8 dans certains États membres (JO L 329 du 3.12.2016, p. 75).

⁽²⁾ Décision d'exécution (UE) 2016/2219 de la Commission du 8 décembre 2016 modifiant l'annexe de la décision d'exécution (UE) 2016/2122 concernant des mesures de protection motivées par l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène de sous-type H5N8 dans certains États membres (JO L 334 du 9.12.2016, p. 52).

⁽³⁾ Décision d'exécution (UE) 2016/2279 de la Commission du 15 décembre 2016 modifiant l'annexe de la décision d'exécution (UE) 2016/2122 concernant des mesures de protection motivées par l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène de sous-type H5N8 dans certains États membres (JO L 342 du 16.12.2016, p. 71).

⁽⁴⁾ Décision d'exécution (UE) 2016/2367 de la Commission du 21 décembre 2016 modifiant l'annexe de la décision d'exécution (UE) 2016/2122 concernant des mesures de protection motivées par l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène de sous-type H5N8 dans certains États membres (JO L 350 du 22.12.2016, p. 42).

⁽⁵⁾ Décision d'exécution (UE) 2017/14 de la Commission du 5 janvier 2017 modifiant l'annexe de la décision d'exécution (UE) 2016/2122 concernant des mesures de protection motivées par l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène de sous-type H5N8 dans certains États membres (JO L 4 du 7.1.2017, p. 10).

⁽⁶⁾ Décision d'exécution (UE) 2017/116 de la Commission du 20 janvier 2017 modifiant l'annexe de la décision d'exécution (UE) 2016/2122 concernant des mesures de protection motivées par l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène de sous-type H5N8 dans certains États membres (JO L 18 du 24.1.2017, p. 53).

⁽⁷⁾ Décision d'exécution (UE) 2017/155 de la Commission du 26 janvier 2017 modifiant l'annexe de la décision d'exécution (UE) 2016/2122 concernant des mesures de protection motivées par l'apparition de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène de sous-type H5N8 dans certains États membres (JO L 23 du 28.1.2017, p. 25).

- (14) La situation épidémiologique actuelle évolue encore. Dans plusieurs États membres, le virus de l'influenza aviaire hautement pathogène de sous-type H5N8 continue d'être identifié dans des oiseaux sauvages et dans des volailles ou d'autres oiseaux captifs. De plus, un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène de sous-type H5N5 a été récemment détecté dans un certain nombre d'oiseaux sauvages de différentes espèces, principalement trouvés morts, en Allemagne, en Italie, en Croatie, en Grèce, en Pologne, aux Pays-Bas et en Slovénie. L'Allemagne a également notifié à la Commission des foyers d'influenza aviaire hautement pathogène de sous-type H5N5 dans des exploitations sur son territoire dans lesquelles sont détenues des volailles.
- (15) Les oiseaux sauvages, en particulier les oiseaux aquatiques migratoires sauvages sont connus pour être les hôtes naturels de virus d'influenza aviaire. La présence de différents sous-types de virus d'influenza aviaire hautement pathogène dans des oiseaux sauvages n'est pas inhabituelle, mais représente une menace permanente d'introduction directe et indirecte de ces virus dans des exploitations où sont détenus des volailles ou d'autres oiseaux captifs, avec le risque de propagation ultérieure possible du virus d'une exploitation infectée à d'autres exploitations. De plus, le risque de réassortiment et d'émergence de nouveaux sous-types de virus augmente.
- (16) Le 20 décembre 2016, l'EFSA a publié la déclaration suivante: «Demande urgente sur l'influenza aviaire» ⁽¹⁾ recommandant que des mesures préventives et de contrôle soient prises pour les sous-types d'influenza aviaire hautement pathogène H5 et H7, dans la mesure où il n'y a pas de justification scientifique à adopter une approche différenciée.
- (17) De même, le Code terrestre de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) recommande, pour les sous-types H5 et H7 d'influenza aviaire hautement pathogène, l'application des mêmes normes internationales pour les volailles vivantes et pour les produits à base de volailles.
- (18) Compte tenu de l'évolution de la situation épidémiologique dans l'Union et de la saisonnalité de la circulation du virus chez les oiseaux sauvages, il existe un risque que de nouveaux foyers de sous-types différents d'influenza aviaire hautement pathogène se déclarent dans l'Union dans les mois à venir.
- (19) La Commission, en concertation avec les États membres, évalue donc en permanence la situation épidémiologique et prend les mesures sous revue.
- (20) Par souci de clarté et compte tenu de la cocirculation actuelle de deux, voire plus de deux, virus d'influenza aviaire hautement pathogène dans l'épidémie actuelle, il est approprié d'étendre le champ d'application des mesures de protection actuelles contenues dans la décision d'exécution (UE) 2016/2122 afin de couvrir tous les virus d'influenza aviaire hautement pathogène définis dans l'annexe I de la directive 2005/94/CE et de tenir les États membres, les pays tiers et les parties prenantes au courant de la situation épidémiologique actuelle. Les zones de protection et de surveillance qui ont été établies par les autorités compétentes des États membres conformément à la directive 2005/94/CE devraient être à nouveau énumérées dans un même acte et la durée de la régionalisation devrait être fixée en tenant compte de l'épidémiologie de l'influenza aviaire hautement pathogène.
- (21) Il convient par conséquent d'abroger et de remplacer par le présent acte la décision d'exécution (UE) 2016/2122.
- (22) Les mesures prévues dans la présente décision sont conformes à l'avis du comité permanent des végétaux, des animaux, des denrées alimentaires et des aliments pour animaux,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

La présente décision décrit, au niveau de l'Union, les zones de protection et de surveillance devant être établies par les États membres énumérés dans l'annexe de la présente décision (ci-après les «États membres concernés») à la suite de l'apparition d'un ou de plusieurs foyers d'influenza aviaire chez des volailles ou des oiseaux captifs, conformément à l'article 16, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE et fixe la durée des mesures devant être appliquées conformément à l'article 29, paragraphe 1, et à l'article 31 de ladite directive.

⁽¹⁾ EFSA Journal 2017;15(1):4687, 32 p. doi:10.2903/j.efsa.2016.4687.

Article 2

Les États membres concernés veillent à ce que:

- a) les zones de protection établies par leurs autorités compétentes, conformément à l'article 16, paragraphe 1, point a), de la directive 2005/94/CE, comprennent au moins les zones de protection énumérées dans la partie A de l'annexe de la présente décision;
- b) les mesures devant être appliquées dans les zones de protection, telles que prévues à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE, sont maintenues au moins jusqu'aux dates fixées pour les zones de protection dans la partie A de l'annexe de la présente décision.

Article 3

Les États membres concernés veillent à ce que:

- a) les zones de surveillance établies par leurs autorités compétentes, conformément à l'article 16, paragraphe 1, point b), de la directive 2005/94/CE, comprennent au moins les zones de surveillance énumérées dans la partie B de l'annexe de la présente décision;
- b) les mesures devant être appliquées dans les zones de surveillance, telles que prévues à l'article 31 de la directive 2005/94/CE, sont maintenues au moins jusqu'aux dates fixées pour les zones de surveillance dans la partie B de l'annexe de la présente décision.

Article 4

La décision d'exécution (UE) 2016/2122 est abrogée.

Article 5

La présente décision est applicable jusqu'au 30 juin 2017.

Article 6

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 9 février 2017.

Par la Commission
Vytenis ANDRIUKAITIS
Membre de la Commission

ANNEXE

PARTIE A

Zones de protection dans les États membres concernés, visées aux articles 1^{er} et 2:

État membre: Bulgarie

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
PLOVDIV	
Municipalité de Rakovski: — Momino selo	10.2.2017
Municipalité de Brezovo : — Choba — Brezovo	10.2.2017
Municipalité de Kaloyanovo: — Glavatar	10.2.2017
STARA ZAGORA	
Municipalité de Bratya Daskalovi: — Veren — Malak dol — Markovo — Medovo — Golyam dol	28.2.2017
HASKOVO	
Municipalité de Dimitrovgrad: — Gorski izvor	28.2.2017
PAZARDZHIK	
Municipalité de Septemvri: — Lozen — Kovachevo	15.2.2017
YAMBOL	
Municipalité de Elhovo: — Trankovo	20.2.2017

État membre: République tchèque

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
Němčice u Ivančic (655813), Alexovice (655821), Budkovice (615595), Ivančice (655724), Kounické Předměstí (655741), Letkovice (655830), Moravský Krumlov (699128), Nová Ves u Oslovan (705659), Rokytná (699225), Oslavany (713180), Řeznovice (745421)	22.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
Brod nad Dyjí (612642), Dolní Dunajovice (628964), Drnholec (632520), části katastrálního území Mušov (700401) a Pasohlávky (718220), přičemž východní hranice území tvoří silnice E461	22.2.2017
Čelákovice (619159), Káraný (708020), Lázně Toušeň (767859), Mstětice (792764), Nový Vestec (708038), Otradovice (748366), Stránka u Brandýsa nad Labem (609269), Záluží u Čelákovic (619230), Zápý (609226)	22.2.2017
Blanička (724718), Dobronice u Chýnova (627399), Dolní Hořice (629103), Domamyšl (630560), Dub u Ratibořských Hor (633259), Hartvíkov (708585), Chotčiny (652814), Chýnov u Tábora (655473), Kladruby (629120), Kloužovice (666572), Mašovice (652822), Pohnánek (724700), Pohnání (724734), Velmovice (666581)	22.2.2017
681946 Černěves u Libějovic, 773603 Hvoždany u Vodňan, 651117 Chelčice, 681954 Libějovice, 681962 Nestanice, 755745 Stožice, 651125 Truskovice, 773611 Újezd u Vodňan, 784281 Vodňany	22.2.2017
771198 Dvorce u Tučap, 751804 Chlebov, 666106 Klenovice u Soběslavi, 734501 Kvasejovice u Soběslavi, 700690 Myslkovice, 741591 Roudná nad Lužnicí, 793817 Sedlečko u Soběslavě, 751707 Soběslav, 793825 Zvěrotice	22.2.2017
Bochoř (606723), Horní Moštěnice (643572), Lověšice u Přerova (735001), Přerov (734713), Újezdec u Přerova (774073), Věžky u Přerova (606740)	22.2.2017
661571 Kacanovy, 771686 Mašov u Turnova, 697940 Modřišice, 710393 Olešnice u Turnova, 734683 Přepere u Turnova, 736309 Příšovice, 771601 Turnov, 787256 Všeň	22.2.2017
Nová Ves u Ostravy – severovýchodní hranici tvoří silnice č. 647 Plzeňská a silnice č. 470 (713937), Polanka nad Odrou — jižní hranici území tvoří silnice č. 478 (725081), Poruba — západní hranici území tvoří silnice č. 11 a silnice č. 647 (715174), Svinov (715506), Třebovice ve Slezsku (715433), Výškovice u Ostravy — jižní hranici území tvoří silnice č. 4787 ulice Proskovická (715620), Zábřeh nad Odrou (714305), Zábřeh-Hulváky — východní hranici území tvoří silnice č. 647 ulice Plzeňská (713970)	22.2.2017
604151 Bílenice, 648787 Lažany u Chomutova, 772593 Nezabylice, 772607 Přecaply, 604160 Škrle, 787035 Všehrdy	22.2.2017
679798 Ledenice, 791628 Ohrazení, 750441 Slavošovice u Lišova, 662224 Zaliny, 791644 Zborov	24.2.2017
651702 Chlumany, 652326 Chocholatá Lhota, 633241 Lipovice, 772071 Újezdec u Tvrzic, 783293 Vlachovo Březí	24.2.2017

État membre: Allemagne

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
------------------	---

SACHSEN-ANHALT

Landkreis Anhalt-Bitterfeld In der Gemeinde Köthen (Anhalt) der Ortsteil — Köthen	22.2.2017
Landkreis Anhalt-Bitterfeld In der Gemeinde Osternienburger Land der Ortsteil — Großpaschleben	22.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
Landkreis Salzlandkreis In der Einheitsgemeinde Staßfurt der Ortsteil — Brumby	11.2.2017
Landkreis Salzlandkreis In der Einheitsgemeinde Calbe der Ortsteil — Wartenberg	11.2.2017
SCHLESWIG-HOLSTEIN	
Kreis Steinburg Gebiet der Gemeinde Süderau sowie auf Teile der Gebiete der Gemeinden Grevenkop, Hohenfelde, Horst, Neuenbrook, Rethwisch, Sommerland, Steinburg und der Stadt Krempe	16.2.2017
NIEDERSACHSEN	
Landkreis Cloppenburg In Altenoythe von Kreuzung Altenoyther Straße / Vitusstraße nach Osten entlang der Straße Hoher Esch und Cavens bis Kündelweg, entlang diesem in nördlicher Richtung bis Straße Am Kündelsberg, entlang dieser und dem Kündelsberger Graben weiter nach Süden und Osten und entlang Kündelsstraße, Koppelweg und Feldstraße bis zur Fladderburger Straße in Bösel. Dieser in südwestlicher Richtung folgend bis Straße Neuland, entlang dieser und entlang Schäferstraße, Sandwitten, Korsorsstraße, Am Steinkamp, Am Tempelkamp, Im Richtemoor, Richtweg und Glaßdorfer Straße. Entlang dieser nach Süden bis zur Robert-Glaß-Straße, entlang dieser und Georg-Hoes-Straße bis zur Glaßdorfer Straße. Entlang dieser bis Mittelsten-Thüle, weiter entlang Kurfürstendamm bis zur Soeste, dieser nach Norden folgend bis zum Wald Duvensand, entlang des östlichen Waldrandes bis zur Straße Am Horstberg, weiter entlang Wittenmoorsdamm und Pehmertanger Straße bis zur Thüler Straße. Entlang dieser in nordwestlicher Richtung bis zum Oldenburger Ring, entlang diesem in östlicher Richtung bis Böseleer Straße, von dort in nordwestlicher Richtung bis Altenoyther Straße und von dort in nordöstlicher Richtung bis zum Ausgangspunkt in Altenoythe, Höhe Vitusstraße	10.2.2017
Landkreis Cloppenburg Im Norden in Vehnemoor von der Overlaher Straße entlang der Kreisgrenze in östlicher und südlicher Richtung bis Höhe Restmoor Dreesberg, von dort in westlicher Richtung bis zur Straße An der Vehne und entlang dieser in südlicher Richtung bis zum Lutzweg. Entlang diesem bis Höhe Lutzweg 16, von dort in südwestlicher Richtung in gerader Linie entlang des nördlichen Randes der beiden Waldstücke und weiter entlang der Baumreihen bis zur Hülsberger Straße. Entlang dieser und weiter entlang Korsorsstraße und Straße Am Vehnemoor bis zur Overlaher Straße und entlang dieser in nördlicher Richtung bis zum Ausgangspunkt in Vehnemoor	18.2.2017
Landkreis Emsland Beginnend nördlich von Haselünne Kreuzung Droper Straße / B 402 im Uhrzeiger. (Haselünne) B 402 bis Zum Feld, Zum Feld bis Dohrener Straße, (Dohren) Dohrener Straße bis Hochwasser-entlastungsgraben, entlang Hochwasserentlastungsgraben und Lager Bach bis Schulbach, (Wettrup) Schulbach bis Kirchstraße in Wettrup, Kirchstraße bis Wiensüke, Wiensüke bis Eikhofstraße, Eikhofstraße bis Pennighusener Straße, (Handrup) Pennighusener Straße bis Am Hundehövel, Am Hundehövel bis Steppenberger Straße, Steppenberger Straße bis Lengericher Straße, Lengericher Straße bis Handruper Straße, (Lengerich) Handruper Straße bis Dickbruch, Dickbruch bis Mariannenweg, Mariannenweg bis Zur Berlage, Zur Berlage bis Horststraße, (Gersten) Horststraße bis Zum Weh, Zum Weh bis Untergerstener Straße, Untergerstener Straße in westlicher Richtung, westliche Untergerstener Straße bis Droper Straße, Droper Straße bis Bawinkeler Straße, Bawinkeler Straße bis Lengericher Straße, (Bawinkel) Lengericher Straße bis Flakstraße, Flakstraße bis Am Langenberger Moor, (Haselünne) Am Langenberger Moor bis Zum Mühlenbusch, Zum Mühlenbusch bis Droper Straße, Droper Straße bis B 402	17.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
BRANDENBURG	
Landkreis Dahme-Spreewald Im Westen beginnend Landesstraße L 44 Abzweig Umgehung Ortslage Radensdorf nach Norden bis zur Gemeindegrenze Briesensee am Gröditscher Landgraben weiter der Gemeindegrenze Briesensee in nordöstlicher Richtung entlang bis zum Südufer des Barbas-sees weiter entlang der Gemeindegrenze Briesensee in südöstlicher Richtung bis zur Landesstraße L 44 und dem Klein-Leiner-Fließ in Richtung Caminchen folgend nordöstlich an Caminchen vorbei dem Klein-Leiner-Fließ in Richtung Neu Zauche folgend bis das Klein-Leiner-Fließ die Landesstraße L 44 quert weiter dem Klein-Leiner-Fließ in südlicher Richtung folgend bis zu dessen Einmündung in den A-Graben-Nord vom A-Graben-Nord in südlicher Richtung die Neu Zaucher Kahnfahrt bis zur Einmündung in den Nordumfluter dem Nordumfluter nordwestlich in Richtung Lübben folgend bis zur Querung der Straße Bukoitza Straße Bukoitza in nördlicher Richtung folgend bis zum südlichen Ortseingang von Radensdorf, von dort in nordwestlicher Richtung bis zur Landesstraße L 44 am Abzweig der Umgehungsstraße	13.2.2017
Landkreis Märkisch-Oderland ab Feldweg Quappendorf entlang des Quappendorfer Kanals bis zum östlichen Ufer des Kietzer See's, diesem bis zur Mitte des östlichen Ufers folgend, den Kietzer Seein südlicher Richtung durchschneidend bis zur Kreuzung B 167/L34, weiter dem westlichen Ufer der 3 anschließenden südlichen Karpfenteiche folgend weiter in Richtung Grenze des Landschaftsschutzgebietes	24.2.2017
BAYERN	
Landkreis Regensburg Gemeinde Pettendorf, Ortsteile Pettendorf, Adlersberg, Aichahof, Reifenthal, Schwetzensdorf, Urtlhof, Haselhof, Neudorf Markt Lappersdorf, Ortsteile Gewalt, Hainsacker, Harreshof, Kareth, Landlhof, Lorenzen; Neubaiern, Rehthal, Rodau, Schinderwies, Schwerdnernmühle, Steinhof, Stettwies, Tremmelhausen, Tremmelhauserhöhe; Ziegelhütte, Lappersdorf, Altenried, Aschach, Baiern, Einhausen, Hönighausen, Oppersdorf, Pielmühle, Schwärz, Hohensand	20.2.2017
Stadt Regensburg Anfangspunkt ist die Kreuzung Auf der Winzerer Höhe- Wehrlochweg. Im Weiteren dem Wehrlochweg-Maximilian-Aschenauer-Straße folgend bis zur B8. Der B8 am nördlichen Rand in westlicher Richtung bis zur Stadtgrenze folgend. Ab hier der Stadtgrenze in nord-östlicher Richtung folgend, bis Anfangspunkt wieder erreicht	20.2.2017
Landkreis Hof Markt Bad Steben, Gemeindeteile Bad Steben, Bobengrün, Christusgrün, Dürrnberg, Erlaburg, Fichten, Gerlas, Herwagen, Lochau, Schaffhof, Thierbach, Thierbacherhammer Thierbacherhmühle und Ziegelhütte Gemeinde Geroldsgrün, Gemeindeteile Frankenhof, Franken-warte, Geroldsreuth und Hirschberglein Stadt Naila, Gemeindeteile Dreigrün, Erbsbühl, Finkenflug, Froschbach und Pechreuth	22.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
Landkreis Schwandorf Stadt Teublitz, Stadtteile Teublitz, Bömmerlschlag, Forschlacke, Kremplschlag, Kuntsdorf, Münchshofen, Oberhof, Premberg, Stocka, Weiherdorf, Frauenhof, Katzdorf, Saltendorf Stadt Maxhütte-Haidhof, Stadtteil Lehenhaus Stadt Schwandorf, Stadtteil Strengleiten	26.2.2017
MECKLENBURG-VORPOMMERN	
Landkreis Vorpommern-Rügen Gemeinde Deyelsdorf	1.3.2017
Landkreis Ludwigslust-Parchim Gemeinde Schwanheide	24.2.2017
Landkreis Ludwigslust-Parchim In der Gemeinde Nostorf der Ort — Nostorf	24.2.2017
Landkreis Ludwigslust-Parchim In der Stadt Boizenburg/Elbe das Gebiet — Schwanheider Tannen	24.2.2017
THÜRINGEN	
Landkreis Greiz — Stadtgebiet Zeulenroda mit Dr. W. Külz-Siedlung, Pfefferleite, Schwarzbach, Seeschlösschen, Alaunwerk, Tiergehege — In der Stadt Zeulenroda die Ortsteile Lichtensteinsiedlung, Karl-Liebknecht-Siedlung, Märien, Untere Haardt, Meinersdorf, Tscherlich, Obere Haardt, Grüna, Pöllwitz mit Bahnhof Pöllwitz und Pöllwitzmühle, Niederböhmersdorf — Gemeinde Langenwolschendorf mit Schöner Höhe	24.2.2017
SACHSEN	
Landkreis Nordsachsen Gemeinde Rackwitz mit den Ortsteilen Biesen, Kreuma, Lemsel, Podelwitz, Rackwitz sowie Zschortau mit der Ortslage entlang des Straßenverlaufs S 7 von B184 ausgehend bis zum Ortseingang Biesen Gemeinde Krostitz mit den Ortsteilen Hohenossig, Kletzen, Zschölkau Große Kreisstadt Schkeuditz mit dem Ortsteil Wolteritz	23.2.2017
Vogtlandkreis Gemeinde Pausa-Mühltröff, Gemarkung Unterreichenau	24.2.2017

État membre: Grèce

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
a) Le district municipal de Nestani et l'ensemble de la zone plus large de Nestani dans la municipalité de Tripoli, unité régionale d'Arkadia, définie comme suit: au nord, jusqu'au point qui se situe à une latitude de 37.634891 et une longitude de 22.452786 au sud, jusqu'au point qui se situe à une latitude de 37.582105 et une longitude de 22.451462 à l'est, jusqu'au point qui se situe à une latitude de 37.609236 et une longitude de 22.480079 à l'ouest, jusqu'au point qui se situe à une latitude de 37.57074 et une longitude de 22.3796 b) la communauté locale de Meleti dans la municipalité de Komotini, unité régionale de Rodopi et les communautés locales de Sostis et de Linos dans la municipalité de Iasmos, unité régionale de Rodopi	22.2.2017

État membre: France

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
Les communes suivantes dans le département de HAUTE-GARONNE	
BOULOGNE-SUR-GESSE LUNAX MONDILHAN MONTBERNARD PEGUILHAN	24.2.2017
Les communes suivantes dans le département des DEUX-SEVRES	
AUGE LA CHAPELLE-BATON SAINT-CHRISTOPHE-SUR-ROC	24.2.2017
Les communes suivantes dans le département du GERS	
AVERON-BERGELLE BARRAN BOURROUILLAN CAMPAGNE-D'ARMAGNAC CASTELNAU-D'ANGLES CASTEX-D'ARMAGNAC CRAVENCERES EAUZE ESPAS ESTANG ESTIPOUY L'ISLE-DE-NOE LANNEMAIGNAN LE BROUILH-MONBERT LOUBEDAT	15.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
MANCIET MAULEON-D'ARMAGNAC MAUPAS MIRANDE MIRANNES MONCLAR-SUR-LOSSE MONGUILHEM MONLEZUN-D'ARMAGNAC MONTESQUIOU POUYLEBON REANS RIGUEPEU SABAILLAN SAINT-ARAILLES SAINT-MARTIN SAINTE-CHRISTIE-D'ARMAGNAC SALLES-D'ARMAGNAC SEAILLES SIMORRE TOUJOUSE TOURNAN	
ARBLADE-LE-BAS ARBLADE-LE-HAUT ARROUEDE AURENSAN AUSSOS AUX-AUSSAT BARCELONNE-DU-GERS BARCUGNAN BARS BAZUGUES BELLOC-SAINT-CLAMENS BELMONT BERDOUES BERNEDE BEZUES-BAJON BLOUSSON-SERIAN CABAS-LOUMASSES CASTEX CASTILLON-DEBATS CAUMONT CAUPENNE-D'ARMAGNAC CLERMONT-POUYGUILLES	24.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
CORNEILLAN CUELAS DUFFORT ESCLASSAN-LABASTIDE GEE-RIVIERE IDRAC-RESPAILLES LAAS LABARTHE LABARTHETE LAGARDE-HACHAN LAGUIAN-MAZOUS LALANNE-ARQUE LANNE-SOUBIRAN LANNUX LAUJUZAN LE HOUGA LELIN-LAPUJOLLE LOUBERSAN LOURTIES-MONBRUN LUPPE-VIOLLES MAGNAN MANAS-BASTANOUS MANENT-MONTANE MARSEILLAN MASSEUBE MAULICHERES MAUMUSSON-LAGUIAN MIELAN MONCASSIN MONLEZUN MONPARDIAC MONT-DE-MARRAST MONTAUT MORMES NOGARO PALLANNE PANASSAC PERCHEDE PONSAMPERE PONSAN-SOUBIRAN PRENERON PROJAN RICOURT	

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
RISCLE SADEILLAN SAINT-ARROMAN SAINT-BLANCARD SAINT-CHRISTAUD SAINT-ELIX-THEUX SAINT-GERME SAINT-GRIEDE SAINT-JUSTIN SAINT-MARTIN-D'ARMAGNAC SAINT-MAUR SAINT-MEDARD SAINT-MICHEL SAINT-MONT SAINT-OST SAINTE-AURENCE-CAZAUX SAINTE-DODE SARRAGUZAN SAUVIAC SEGOS SION TARSAC TILLAC TRONCENS URGOSSE VERGOIGNAN VERLUS VIELLA VIOZAN	
Les communes suivantes dans le département des HAUTES-PYRENEES	
IBOS OROIX SERON	10.2.2017
BORDES CLARAC COUSSAN GONEZ GOUDON HOURC LASLADES LHEZ MARQUERIE	24.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
MOULEDOUS OLEAC-DESSUS OUEILLOUX OZON PEYRAUBE POUMAROUS POUYASTRUC SINZOS SOUYEAUX TOURNA	
ANTIN BERNADETS-DEBAT BONNEFONT BOUILH-DEVANT CAMPUZAN ESTAMPURES FONTRAILLES FRECHEDE GUIZERIX HAGEDET LALANNE-TRIE LAPEYRE LARROQUE LASCAZERES LIBAROS LUBRET-SAINT-LUC LUBY-BETMONT LUSTAR MADIRAN MAZEROLLES OSMETS PUNTOUS PUYDARRIEUX SADOURNIN SENTOUS SOUBLECAUSE TOURNOUS-DARRE TRIE-SUR-BAISE TROULEY-LABARTHE VIDOU VILLEBITS	

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
Les communes suivantes dans le département des LANDES	
BENQUET BOURDALAT BRETAGNE-DE-MARSAN FARGUES GRENADE-SUR-L'ADOUR HONTANX LABASTIDE-D'ARMAGNAC LARRIVIERE-SAINT-SAVIN LE FRECHE MONTEGUT MONTGAILLARD MONTSOUE PERQUIE RENUING SAINT-MAURICE-SUR-ADOUR SAINT-SEVER	15.2.2017
AIRE-SUR-L'ADOUR ARBOUCAVE ARGELOS AUBAGNAN BAHUS-SOUBIRAN BASSERCLES BATSBEYRIES BUANES CASTELNAU-TURSAN CASTELNER CAZERES-SUR-L'ADOUR CLASSUN CLEDES COUDURES DUHORT-BACHEN EUGENIE-LES-BAINS EYRES-MONCUBE GAMARDE-LES-BAINS GEAUNE GOOS GOUSSE HINX LACAJUNTE LATRILLE LAURET	24.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
LE VIGNAU LOUER LUSSAGNET MANT MAURIES MIRAMONT-SENSACQ MONGET MONSEGUR PAYROS-CAZAUTETS PECORADE PEYRE PHILONDENX PIMBO POUDENX PRECHACQ_LES_BAINS PUYOL-CAZALET SAINT-AGNET SAINT-LOUBOUER SAMADET SARRAZIET SARRON SERRES-GASTON SORBETS THETIEU URGONS VIELLE-TURSAN	
Les communes suivantes dans le département des PYRENEES-ATLANTIQUES	
BARZUN ESPOEY GOMER HOURS LIVRON LUCGARIER	10.2.2017
AAST GER PONSON-DEBAT-POUTS PONSON-DESSUS	10.2.2017
ARGET ARZACQ-ARRAZIGUET AUBOUS AURIAC	24.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
AYDIE BALIRACQ-MAUMUSSON BETRACQ CARRERE CASTEIDE-CANAU CASTETPUGON CLARACQ CORBERE-ABERES COSLEDAA-LUBE-BOAST CROUSEILLES DIUSSE GARLIN LABEYRIE LALONQUETTE LASCLAVERIES LASSERRE MALAUSSANNE MASCARAAS-HARON MIOSENS-LANUSSE MONCAUP MONCLA MONPEZAT MOUHOUS PORTET POURSIUGUES-BOUCOUE SAINT-MEDARD SAULT-DE-NAVAILLES SEMEACQ-BLACHON SEVIGNACQ TADOUSSE-USSAU VIGNES	

État membre: Italie

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
— Comune di Mira: a ovest e a nord della Laguna di Venezia, a sud dell'Idrovia Padova-Venezia — Comune di Campagna Lupia: a nord di via Daniele Manin e dell'Oasi Valle Averno	20.2.2017
— Comune di Campagna Lupia: a sud di via Daniele Manin e dell'Oasi Valle Averno, a est Ferrovia Venezia-Pieve di Sacco e a ovest della SS309 — Comune di Pieve di Sacco: a est Ferrovia Venezia-Pieve di Sacco e a nord della SS516 — Comune di Codevigo: a nord della SS516 e a ovest della Laguna di Venezia — Comune di Campolongo Maggiore: a est Ferrovia Venezia-Pieve di Sacco	23.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
— Comune di Porto Viro: a sud di località Ca' Giustinian — Comune di Taglio di Po: a est di SS309, a nord di via Lombardia e via Trentino Alto Adige — Comune di Ariano nel Polesine: a est di SS309 e a nord-ovest dell'arrivo dell'idrovora Conca — Comune di Porto Tolle: a est di via Aldo Moro e di Via Po di Gnocca-SP83 — Comune di Mesola: a nord di via Biverare	26.2.2017
— Comune di Sorbolo: a nord Strada Certosino — Stradone Dell'Aia — Via della Mina — Strada del Ferrari — Comune di Brescello: a nord strada Vignoli — Comune di Brescello: a ovest della Strada Provinciale SP62R e Strada della Cisa — Comune di Mezzani: a est Strada provinciale 72 e a sud Fiume Po	3.3.2017

État membre: Hongrie

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
Az alábbi GPS koordináták által meghatározott pontok körüli 3 km sugarú körön belül eső területei: N46.46903889 és az E19.80109444; és az N46.466394 és az E19.75648; és az N46.46969444 és az E19.77105556; és az N46.473164 és az E19.809081; és az N46.465891 és az E19.808885; és az N46.4657 és az E19.813274; és az N46.467366 és az E19.816608; és az N46.584528 és az E19.655409; és az N46.458679 és az E19.873816; és az N46.49972 és az E19.68773; és az N46.497954 és az E19.777415; és az N46.524146 és az E19.719844; és az N46.52476 és az E19.734967; és az N46.4744586 és az E19.747893; és az N46.466806 és az E19.769844; és az N46.449783 és az E19.780889; és az N46.432283 és az E19.844409; és az N46.436417 és az E19.833472; és az N46.393889 és az E19.879694; és az N46.455321 és az E19.852898; és az N46.402109 és az E19.872627; és az N46.415988 és az E19.868078; és az N46.441644 és az E19.843129; és az N46.444857 és az E19.849267; és az N46.444332 és az E19.849793;	20.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
és az N46.468178 és az E19.816503; és az N46.597614 és az E19.804221; és az N46.631183 és az E19.668993; és az N46.622625 és az E19.537204; és az N46.553786 és az E19.705838; és az N46.409335 és az E19.851199; és az N46.391883 és az E19.893881; és az N46.402742 és az E19.834248; és az N46.562771 és az E19.69003; és az N46.441412 és az E19.854305; és az N46.386971 és az E19.867313; és az N46.558562 és az E19.713168; és az N46.438194 és az E19.850944; és az N46.445817 és az E19.841993; és az N46.521953 és az E19.722713; és az N46.493517 és az E19.690093; és az N46.438018 és az E19.852003; és az N46.524235 és az E19.743149; és az N46.582548 és az E19.65551; és az N46.569109 és az E19.625458; és az N46.596087 és az E19.644294; és az N46.609325 és az E19.471926; és az N46.603027 és az E19.478501; és az N46.634476 és az E19.527839; és az N46.665317 és az E19.805388; és az N46.468762 és az E19.850466; és az N46.3632 és az E19.8754; és az N46.568135 és az E19.629595; és az N46.593654 és az E19.64934; és az N46.569787 és az E19.692051; és az N46.584928 és az E19.675551; és az N46.567552 és az E19.679839; és az N46.474649 és az E19.866126; és az N46.628228 és az E19.548682; és az N46.469738 és az E19.8422; és az N46.630573 és az E19.536706; és az N46.544216 és az E19.717363; és az N46.63177 és az E19.603322; és az N46.626579 és az E19.65275; és az N46.406722 és az E19.864139; és az N46.555731 és az E19.786764; és az N46.516493 és az E19.760571; és az N46.411634 és az E19.883893;	

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
és az N46.546378 és az E19.790214; és az N46.484255 és az E19.792816; és az N46.615774 és az E19.51889; és az N46.56963889 és az E19.62801111; és az N46.55130833 és az E19.67718611; és az N46.580685 és az E19.591378; és az N46.675178 és az E19.500865; és az N46.674795 és az E19.501413; és az N46.672415 és az E19.497671; és az N46.52703 és az E19.75514; és az N46.623383 és az E19.435333; és az N46.55115 és az E19.67295; és az N46.59707 és az E19.45574; és az N46.65772 és az E19.525666; és az N46.593111 és az E19.492923; és az N46.639516 és az E19.542544; és az N46.594811 és az E19.803715; és az N46.58072 és az E19.74044; és az N46.57636389 és az E19.58059444; és az N46.620021 és az E19.552464; és az N46.546323 és az E19.712534; és az N46.3869556 és az E19.77618056; és az N46.676398 és az E19.505054; és az N46.58072 és az E19.74044; és az N46.6109778 és az E19.88599722; és az N46.665379 és az E19.489808; és az N46.496419 és az E19.911004; és az N46.551986 és az E19.79999; és az N46.46118056 és az E19.71168333; és az N46.48898611 és az E19.88049444; és az N46.53697222, és az E19.68341111; és az N46.591604, és az E19.49531; és az N46.5171417 és az E19.67016111; és az N46.5158, és az E19.67768889; és az N46.52391944 és az E19.68843889; és az N46.53138889 és az E19.62005556; és az N46.52827778 és az E19.64308333; és az N46.533121 és az E19.518341; és az N46.574084 és az E19.740144; és az N46.553554 és az E19.75765; és az N46.657184 és az E19.531355; és az N46.5618333 és az E19.76470278; és az N46.551673 és az E19.491094;	

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
és az N46.551723 és az N19.779836; és az N46.603375, és az E19.90755278; és az N46.547736, és az E19.535668; és az N46.544789 és az E19.516968; és az N46.550743 és az E19.496889; és az N46.5480417 és az E19.786794; és az N46.47774167 és az E19,86573056; és az N46.57903611 és az E19.72372222; és az N46.590227, É19.710753; és az N46.521458 és az E19.642231; és az N46.579435 és E19.464347; és az N46.616864 és az E19.548472; és az N46.50325556 és az E19.64926389; és az N46.518133 és az E19.6784; és az N46.4061972 és az E19.73322778; és az N46.674375, és az E19.496807; és ez N46.675336, és az E19.498997; és az N46.5460333 és az E19.77916944; és az N46.38947 és az E19.858711; és az N46.382844 és az E19.86408; és az N46.484193 és az E19.69385; és az N46.52626111 és az E19.64352778; és az N46,5886056 és az E19,88189167; és az N46.500159 és az E19.655886; és az N46.5957889 és az E 19.87722778; és az N46.589767 és az E19.753633; és az N46.558306 és az E19.465675; és az N46.4271417 és az E19.8205528; és az N46.569808 és az E19.437804; és az N46.445379 és az E19.649848; és az N46.5264361 és az E19.63094722; és az N46.5185167 és az E19.664775; és az N46.5247472 és az E19.63145833; és az N46.514667 és az E19.629611; és az N46.65375 és az E19.53113; és az N46.5916083 és az E19.5920389; és az N46.59794444 és az E19.46591667; és az N46.6007389 és az E19.5426556; és az N46.6204 és az E19.8007; és az N46.5321778 és az E19.67289444; és az N46.402 és az E19.73983333; és az N46.603106 és az E19.782067; és az N46.544109 és az E19.688508;	

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
és az N46.559392 és az E19.768362; és az N46.539064 és az E19.419259; és az N46.224517 és az E19.412833; és az N46.344569 és az E19.405611; és az N46.562451 és az E19.471582; és az N46.422366 és az E19.759126; és az N46.226815 és az E19.397141; valamint az N46.443688 és az E19.643344 GPS koordináták által meghatározott pontok körüli 3 km sugarú körön belül eső területei.	
Bács-Kiskun megyének az N46.224517 és az E19.412833; és az N46.344569 és az E19.405611; és az N46.226815 és az E19.397141 GPS-koordináták által meghatározott pontok körüli 3 km sugarú körön belül eső területei	20.2.2017
Bács-Kiskun és Tolna megyének az N46.254465, E18.963625 GPS koordináták által meghatározott pont körüli 3 km sugarú körön belül eső területe	14.3.2017
Győr-Moson-Sopron megyének az N47.813889 és az E17.493333 GPS koordináták által meghatározott pont körüli 3 km sugarú körön belül eső területei	10.2.2017
Veszprém megyének az N47.291639, E17.577593 által meghatározott pont körüli 3 km sugarú körön belül eső területei	5.3.2017
Jász-Nagykun-szolnok megyének az N46.994149 és az E20.378305 GPS koordináták által meghatározott pont körüli 3 km sugarú körön belül eső területei	22.2.2017

État membre: Pologne

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim: rozpoczynając od skrzyżowania ulicy Osiedlowej z ulicą Wylotową w miejscowości Ciecierzycy granica obszaru biegnie, w kierunku północno-wschodnim, do skrzyżowania ulicy Siewnej i ulicy Spacerowej w tej miejscowości. Następnie granica w dalszym ciągu biegnie w kierunku północno-wschodnim, przecinając rzekę Wartę, do skrzyżowania drogi powiatowej 1365F z drogą prowadzącą do posesji nr 128 i 127 w miejscowości Janczewo. Dalej granica odbija i biegnie w kierunku południowo-wschodnim, od zachodu omijając Stare Polichno i dochodzi do drogi powiatowej nr 1351F. Następnie biegnie wzdłuż drogi powiatowej 1351F do skrzyżowania z drogą powiatową nr 1352F, w miejscowości Gościno. Następnie linia granicy zmienia kierunek i biegnie w kierunku południowo-zachodnim, przecinając rzekę Wartę, do skrzyżowania ulic Borkowska i Gorzowska, w miejscowości Brzozowiec. Dalej granica biegnie w kierunku północno-zachodnim, ulicą Gorzowską, do ulicy Krupczyńskiej w miejscowości Deszczno. Następnie, wzdłuż ulicy Krupczyńskiej granica biegnie do skrzyżowania z ulicą Daliową, po czym zmienia kierunek na północno-zachodni i biegnie do skrzyżowania ulicy Brzozowa z ulicą Nową (Osiedle Poznańskie). Potem granica zmienia kierunek na północno-wschodni i biegnie do przecięcia punktu oddziału leśnego nr 5, 4. Następnie biegnie w kierunku północnym do skrzyżowania ulic Osiedlowa i Wylotowa w miejscowości Ciecierzycy, skąd rozpoczęto opis	15.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim: rozpoczynając od skrzyżowania ulicy Skwierzyńskiej z ulicą Wiśniową (Osiedle Poznańskie) linia granicy biegnie w kierunku wschodnim, do skrzyżowania ulicy Nowej i ulicy Pogodnej (Osiedle Poznańskie), po czym zmienia kierunek na południowo-wschodni i przecinając bieg linii energetycznej, biegnie do przecięcia oddziału leśnego nr 19, 22 (Nadleśnictwo Skwierzyna). Następnie linia granicy kieruje się po łuku, w kierunku południowym, omijając od zachodu miejscowość Brzozowiec, przecina linię kolejową relacji Gorzów Wlkp. — Skwierzyna, i biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 31, 32, 44, 45. W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na południowo-zachodni, przecina drogę ekspresową S3 i dociera do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 73, 74, 94, 95, następnie przecina od północy jezioro Glinik i kieruje się do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 77, 78 97, 98 po czym zmienia kierunek na północno-zachodni, dociera do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 41, 42, 57. Następnie linia granicy biegnie wciąż w tym samym kierunku, północno-zachodnim, do punktu załamania się linii biegu sieci energetycznej w miejscowości Białobłocie. Następnie biegnie wzdłuż linii energetycznej, w kierunku północnym, do punktu przecięcia tej linii z ulicą Łagodzińską w Gorzowie Wlkp. W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na wschodni i biegnie do przecięcia ulic Gruntowej i Poznańskiej w Gorzowie Wlkp., a następnie biegnie w tym samym kierunku do skrzyżowania ulic Skwierzyńskiej i Wiśniowej, skąd rozpoczęto opis.	15.2.2017
W województwie lubuskim: rozpoczynając od skrzyżowania ulic Poznańskiej z Niziną w mieście Gorzów Wielkopolski granica obszarubiegnie w kierunku wschodnim, do skrzyżowania ulic Dworskiej ze Strażacką. Następnie linia granicy zmienia kierunek na południowo-wschodni i biegnie wzdłuż ulicy Strażackiej w miejscowości Karnin (droga powiatowa 1400F) do skrzyżowania z ulicą Świetlaną w miejscowości Karnin. Dalej granica biegnie w tym samym kierunku w linii prostej do skrzyżowania ulicy Skwierzyńskiej z ulicą Czereśniową w miejscowości Osiedle Poznańskie. Następnie zmienia kierunek na południe i biegnie do skrzyżowania ulic Lubuskiej i Krupczyńskiej w miejscowości Deszczno. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie w kierunku południowo — zachodnim do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 38, 39 (Nadleśnictwo Skwierzyna) przecinając drogę ekspresową S3. Dalej granica biegnie w kierunku zachodnim do skrzyżowania drogi krajowej nr 22 z drogą gminną na wysokości posesji nr 102 w miejscowości Bolemin. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie w kierunku północno — zachodnim do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1396F z ulicą Leśną w miejscowości Prądocin. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie w kierunku północnym do skrzyżowania ulic Głównej z ulicą Kobaltową w miejscowości Ulim. Potem zmienia kierunek na północno-wschodni i biegnie do skrzyżowania ulicy Podgórnej z ulicą Kukułczą w mieście Gorzów Wielkopolski (Zawarcie). Następnie biegnie w kierunku wschodnim do skrzyżowania ulicy Poznańskiej z ulicą Niziną w mieście Gorzów Wielkopolski, gdzie kończy się opis.	21.2.2017
W województwie lubuskim: rozpoczynając od skrzyżowania drogi powiatowej nr 1414F z drogą polną przy posesji nr 46 w miejscowości Brzeźno granica obszaru biegnie w kierunku północno — wschodnim do skrzyżowania dróg powiatowych nr 1414F i 1419F. Następnie granica dalej biegnie w kierunku północno — wschodnim przez oddziały leśne nr 6, 5, 4 do punktu przecięcia obszaru leśnego nr 3, 4, 14, 15 (Nadleśnictwo Bogdaniec). Następnie linia granicy zmienia kierunek i biegnie w kierunku południowo-wschodnim do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 37, 38, 87, 88 (Nadleśnictwo Bogdaniec). W tym miejscu granica zmienia kierunek i biegnie w kierunku południowym do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 232, 233, 272, 273 (Nadleśnictwo Bogdaniec). Następnie linia granicy zmienia kierunek i biegnie w kierunku południowo-zachodnim do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 388, 389 skraj lasu (Nadleśnictwo Bogdaniec). Następnie linia granicy zmienia kierunek i biegnie w kierunku zachodnim do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 279,280, 348, 349 (Nadleśnictwo Bogdaniec). Tutaj granica zmienia swój kierunek i biegnie w kierunku północno — zachodnim do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 143, 144, 191, 192 (Nadleśnictwo Bogdaniec). Następnie linia granicy zmienia kierunek i biegnie w kierunku północnym do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 48, 49 (Nadleśnictwo Bogdaniec). Następnie biegnie w kierunku północno — wschodnim do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1414F z drogą polną przy posesji nr 46 w miejscowości Brzeźno, gdzie kończy się opis	28.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim: rozpoczynając od punktu na moście na rzece Noteć w miejscowości Santok linia granicy obszaru biegnie w kierunku południowo-wschodnim do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1401F z drogą prowadzącą do posesji nr 13 w miejscowości Nowe Poichno. W tym miejscu granica zmienia swój kierunek na południowy i biegnie przecinając drogę wojewódzką nr 158 i 159, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 80,81,112,113 (Nadleśnictwo Karwin). Następnie linia granicy biegnie w kierunku południowo-zachodnim, przecinając drogę wojewódzką nr 159, do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1352 f z drogą prowadzącą do posesji nr 27 w miejscowości Dobrojewo. Dalej linia granicy biegnie w kierunku południowo-zachodnim do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1351 F z drogą prowadzącą do posesji nr 12 i 13 w miejscowości Gościnowo. W tym miejscu linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie w kierunku północno-zachodnim, przecinając rzekę Wartę, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 8,9,14,15 (Nadleśnictwo Skwierzyna), po czym biegnie w kierunku północnym, do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1398F z drogą prowadzącą do posesji nr 78 w miejscowości Borek. Następnie linia granicy biegnie w kierunku północnym, do 66-go kilometra na rzece Warta, gdzie zmienia kierunek na północno-wschodni i biegnie wzdłuż rzeki Warty. Następnie linia granicy przebiega wzdłuż dolnego biegu rzeki Noteć do mostu. Skąd rozpoczęto opis.	28.2.2017
W województwie lubuskim: Rozpoczynając od punktu przecięcia działek katastralnych nr 398, 397 w miejscowości Santok z działkami katastralnymi nr 88 i 81 w miejscowości Stare Polichno linia granicy biegnie w kierunku południowo-wschodnim, po łuku, do przecięcia działek katastralnych nr 182, 202, 121/1 w miejscowości Nowe Polichno. Następnie linia granicy biegnie w kierunku południowym do skrzyżowania drogi wojewódzkiej nr 158 z drogą wojewódzką nr 159, po czym lekko się załamuje i biegnie po łuku do punktu na drodze nr 159 na wysokości posesji nr 23 w miejscowości Dobrojewo. Następnie linia granicy biegnie wzdłuż drogi wojewódzkiej nr 159, do skrzyżowania tej drogi wojewódzkiej z drogą powiatową nr 1352F, po czym zmienia kierunek na południowo-zachodni, i biegnie do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1351F z drogą gminną nr 004911F. Następnie linia granicy zmienia kierunek na zachodni i biegnie, przecinając rzekę Wartę, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 22, 23, 28, 29 (Nadleśnictwo Skwierzyna). W tym miejscu linia granicy zmienia swój kierunek na północny i biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 8, 9, 14, 15 (Nadleśnictwo Skwierzyna), po czym biegnie w tym samym kierunku, do punktu przecięcia działki katastralnej nr 217/1 w miejscowości Górki z działką katastralną 250/3 w miejscowości Borek i działką katastralną nr 290 w miejscowości Ciecierzycy. Następnie linia granicy zmienia kierunek na północno-wschodni i biegnie, po łuku, do przecięcia działek katastralnych nr 398, 397 w miejscowości Santok z działkami katastralnymi nr 88 i 81 w miejscowości Stare Polichno, skąd rozpoczęto opis.	28.2.2017
W województwie lubuskim: rozpoczynając od punktu przecięcia drogi powiatowej nr 1282F z drogą prowadzącą do posesji nr 14 w miejscowości Koszęcin linia granicy biegnie w kierunku północnym do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 18, 23 (Nadleśnictwo Lubniewice), po czym skręca w kierunku wschodnim i biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 17, 22, 23. W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na południowy i biegnie od skrzyżowania ulicy Platynowej z drogą polną, przy posesji 3B w miejscowości Dzierżów. Następnie linia granicy załamuje się i biegnie w kierunku południowo — wschodnim, po łuku, do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1395F z drogą prowadzącą między posesjami nr 23 i 25 w miejscowości Krasowice. Następnie linia granicy dalej biegnie w tym samym kierunku, do drogi gminnej 001321F, przy posesji nr 89 w miejscowości Bolemin, po czym zmienia kierunek na południowy i biegnie, przecinając drogę powiatową nr 1397F, do punktu przesunięcia oddziału leśnego nr 49, 50, 72, 73 (Nadleśnictwo Lubniewice). Następnie linia granicy biegnie w kierunku zachodnim, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 54, 55, 78, 79 (Nadleśnictwo Lubniewice), po czym zmienia kierunek na północno-zachodni, omija od północy miejscowość Rudnica, i biegnie do skrzyżowania drogi kolejowej z ulicą Lubuską w miejscowości Rudnica. Następnie linia granicy biegnie w kierunku zachodnim, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 32, 33, 39 (Nadleśnictwo Lubniewice). W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na północny i biegnie do punktu przecięcia działki katastralnej nr 173, 201, 202, po czym dalej w kierunku północnym, przecinając rzekę Wartę, biegnie do punktu przecięcia działki katastralnej nr 142/4, 142/5 w miejscowości Chwałowice. Po czym dalej na północ do skrzyżowania dróg gminnych nr 000416F i 000414F, a następnie zmienia swój kierunek na wschodni i biegnie do punktu początkowego, skąd rozpoczęto opis.	7.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim: rozpoczynając od punktu przecięcia działki katastralnej nr 410, 405, 404 w miejscowości Santok, linia granicy biegnie w kierunku wschodnim, przecinając rzekę Noteć, do punktu przecięcia działki katastralnej nr 9, 11/1, 11/2 w miejscowości Stare Polichno. W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na południowo-wschodni i biegnie do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1401F z drogą prowadzącą do posesji nr 13 w miejscowości Małe Polichno. Dalej linia granicy biegnie w kierunku południowo-wschodnim, po łuku, przecinając drogę wojewódzką nr 158, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 20, 21, 48, 49 (Nadleśnictwo Karwin), po czym załamuje się i biegnie w kierunku południowym, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 112, 113, 146, 147 (Nadleśnictwo Karwin). Następnie linia granicy biegnie w kierunku zachodnim, do punktu przecięcia działki katastralnej nr 336, 288, 289 w miejscowości Gościno, po czym biegnie dalej w tym samym kierunku, po łuku, do punktu przecięcia działki katastralnej nr 202, 194/6, 195/7 w miejscowości Warcin. Następnie linia granicy zmienia kierunek na północno-zachodni i biegnie, przecinając rzekę Wartę do skrzyżowania drogi gminnej nr 001328F z drogą prowadzącą do posesji 85, 83a, 83 w miejscowości Borek, po czym zmienia kierunek na północny, i biegnie do punktu przecięcia działki katastralnej nr 212, 213, 200 w miejscowości Santok, po czym biegnie, przecinając rzekę Wartę i drogę wojewódzką nr 158, do punktu przecięcia działki katastralnej nr 410, 405, 404 w miejscowości Santok, skąd rozpoczęto opis.	7.3.2017
W województwie lubuskim: rozpoczynając od skrzyżowania dróg gminnych nr 001343F i 001341F w miejscowości Ulim, granica obszaru biegnie w kierunku południowo-wschodnim, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 13, 14, 20, 21 (Nadleśnictwo Lubniewice). Następnie linia granicy zmienia swój kierunek na południowy i biegnie po łuku, przecinając drogę krajową nr 22 oraz drogę powiatową nr 1395F między posesjami nr 6 i 4 w miejscowości Białobłocie, do skrzyżowania dróg na wysokości posesji nr 44 w miejscowości Białobłocie. Następnie linia granicy załamuje się i dalej biegnie w kierunku południowym, przecinając drogę krajową nr 22, drogę powiatową nr 1397F, Kanał Kiełpiński, omijając od strony północnej zabudowania miejscowości Kiełpin, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 54, 77, 78 (Nadleśnictwo Skwierzyna). Tutaj linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie w kierunku północno-zachodnim do punktu przecięcia działki katastralnej nr 77/1, 88/1, 80 w miejscowości Łąków. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek na północny i biegnie, przecinając Kanał Bema, rzekę Wartę, do skrzyżowania drogi gminnej nr 000414F z drogą prowadzącą do posesji nr 80 w miejscowości Chwałowice. Następnie linia granicy biegnie po łuku dalej w kierunku północnym, do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1393F z drogą przebiegającą obok posesji nr 75 w miejscowości Chwałowice. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie, przecinając rzekę Wartę, w kierunku północno-wschodnim, do punktu przecięcia działki katastralnej nr 310, 299, 205 w miejscowości Ulim przy drodze gminnej nr 001349F. Tutaj linia granicy zmienia swój kierunek na kierunek wschodni i biegnie do skrzyżowania dróg gminnych nr 001343F i 001341F w miejscowości Ulim, skąd rozpoczęto opis.	7.3.2017
W województwie lubuskim: rozpoczynając od 52 kilometra drogi wojewódzkiej nr 22 w miejscowości Krasowiec, linia granicy obszaru biegnie po łuku w kierunku południowo-wschodnim, do skrzyżowania drogi gminnej nr 001320F z drogą prowadzącą do drogi gminnej nr 001318F. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie w kierunku południowym do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1397F z drogą gminną nr 001318F. Następnie, po łuku, linia granicy biegnie omijając od strony zachodniej większość zabudowań miejscowości Orzelec, do punktu przecięcia nr 101, 102, 123, 124 (Nadleśnictwo Skwierzyna). Następnie linia granicy załamuje się i biegnie dalej w kierunku południowym, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 221, 222, 253, 254 (Nadleśnictwo Skwierzyna). Następnie linia granicy zmienia kierunek na zachodni i biegnie, przecinając drogę krajową nr 22, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 115, 116, 138, 139 (Nadleśnictwo Lubniewice). Następnie linia granicy zmienia kierunek na północny i biegnie do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1282F z drogą prowadzącą do posesji nr 14A w miejscowości Rudnica. Następnie linia granicy biegnie dalej w kierunku północnym do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1282F z drogą powiatową nr 1397F w miejscowości Płonica. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek na północno-wschodni i biegnie do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1395F z drogą prowadzącą do posesji nr 48 w miejscowości Krasowiec. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek na wschodni i biegnie do 52 kilometra drogi wojewódzkiej nr 22 w miejscowości Krasowiec, skąd rozpoczęto opis.	7.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
W województwie mazowieckim: w powiecie żyrardowskim w gminie Wiskitki miejscowości: Popielarnia, Kamionka, Miedniewice, Nowa Wieś, Hipolitów W województwie łódzkim teren miejscowości: Wola Szydłowiecka w gminie Bolimów na odcinku od granicy powiatu od strony wschodniej do drogi tartacznej na zachodzie, oraz miejscowość Józefów od numeru 1 do numeru 5 włącznie	9.2.2017
W województwie lubuskim: na zachodzie od przecięcia się drogi S-3 z drogą nr 278 w kierunku północnym wzdłuż drogi S-3 do wysokości miejscowości Dębinka, a następnie na wschód wzdłuż drogi gminnej do miejscowości Brzezie i dalej na wschód do skrzyżowania z drogą Buków — Sulechów i dalej w kierunku południowym do skrzyżowania z linią kolejową, a następnie w kierunku wschodnim do drogi Łęgowo — Sulechów i dalej w kierunku południowym do drogi nr 32, a następnie łukiem do drogi nr 278 i dalej na zachód łukiem do drogi nr 3 i S-3, a następnie wzdłuż drogi S-3 do miejsca wyjścia, W obszarze zapowietrzonym znajdują się następujące miejscowości położone w gminie Sulechów: Sulechów, Krężoły, Obłotne, Kruszyna, Brzezie k. Sulechowa, Dębinka.	15.2.2017
W województwie wielkopolskim od wschodu: linią biegnącą od punktu skrzyżowania drogi gruntowej Kozie Laski — Sątopy z ul. Szkolną w Sątopach, dalej wzdłuż ul. Szkolnej i Dworcowej w Sątopach drogą gminną w kierunku miejscowości Cicha Góra do punktu jej skrzyżowania z drogą wojewódzką 308; — od południa: linią biegnącą od punktu skrzyżowania drogi wojewódzkiej 308 z drogą gminną Sątopy — Cicha Góra, dalej w kierunku południowym wzdłuż drogi gminnej Sątopy- Cicha Góra, do punktu przecięcia tej drogi z kanałem stanowiącym dopływ rzeki Szarki, i dalej wzdłuż tego kanału stanowiącego dopływ rzeki Szarki aż do punktu jego przecięcia z drogą gminną Nowy Tomyśl — Paproć. Dalej drogą gminną Paproć — Nowy Tomyśl, do punktu skrzyżowania z drogą gminną Paproć — Chojniki. Dalej wzdłuż drogi gminnej Paproć — Chojniki do punktu jej skrzyżowania z drogą wojewódzką 305; — od zachodu: linią biegnącą od punktu skrzyżowania drogi gminnej Paproć-Chojniki z drogą wojewódzką 305, wzdłuż drogi wojewódzkiej 305 do ronda przy ulicy Kolejowej w Nowym Tomyślu, dalej w kierunku zachodnim od tego ronda wzdłuż drogi wojewódzkiej 305 do punktu jej przecięcia z rzeką Szarką. Dalej wzdłuż rzeki Szarki w kierunku północnym przez Glinno, aż do punktu dopływu wschodniego kanału do rzeki Szarki (tj. okolice Glińskie Góry 150); — od północy: linią biegnącą od punktu dopływu wschodniego kanału do rzeki Szarki (okolice Glińskie Góry 150), wzdłuż tego wschodniego kanału rzeki Szarki, do punktu przecięcia tego kanału z ul. Kwiatową w Starym Tomyślu. Dalej wzdłuż ul. Kwiatowej w Starym Tomyślu, do punktu skrzyżowania z drogą gruntową biegnącą w kierunku miejscowości Kozie Laski, do punktu jej skrzyżowania z ul. Wiatrakową w Starym Tomyślu, i dalej tą drogą gruntową w kierunku miejscowości Sątopy, prosto przez skrzyżowanie z ul. Powstańców Wielkopolskich w Starym Tomyślu, aż do punktu skrzyżowania tej drogi gruntowej Kozie Laski-Sątopy, z ul. Szkolną w Sątopach.	19.2.2017
W województwie warmińsko-mazurskim -od północy — północną granicą miejscowości Woryty, od wschodu — zachodnią granicą miejscowości Łajsy, od południa — północną linią brzegową jeziora Guzowy Piec, od zachodu — wschodnią granicą miejscowości Zdrojek	20.2.2017
W województwie małopolskim od strony północnej: od potoku Rudno wzdłuż północnej granicy administracyjnej miejscowości Poręba Żegoty (gm. Alwernia) i Alwernia (gm. Alwernia) do linii kolejowej; od strony zachodniej: od północnej granicy administracyjnej Alwerni wzdłuż linii kolejowej w kierunku południowym do miejscowości Okleśna (gm. Alwernia) — do drogi gruntowej (duktu leśnego) i dalej wzdłuż tej drogi ok. 0,3 km do ul. Nowowiejskiej. Następnie ulicami: Nowowiejską, Orawską w Okleśnej, Wapienną, Radosną w Podłężu (gm. Alwernia) i dalej w kierunku południowo — wschodnim drogą lokalną przez las do południowej granicy administracyjnej miejscowości Mirów (gm. Alwernia); od strony południowej: wzdłuż południowej i południowo — wschodniej granicy administracyjnej miejscowości Mirów, południowo — wschodniej granicy administracyjnej miejscowości Brodła (gm. Alwernia) — do cieków wodnych biegnących w kierunku północnym przez Brodla i dalej wzdłuż tego cieków wodnych ok. 1,2 km do potoku Rudno; od strony wschodniej: wzdłuż potoku Rudno — od cieków wodnych biegnących przez Brodla do północnej granicy administracyjnej miejscowości Poręba Żegoty.	20.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
W województwie podkarpackim miejscowości: Łapajówka, Żurawiczki, Zarzecze, Pełnatycze, Rożniatów, Siennów — w gminie Zarzecze oraz miejscowości Krzeczowice, Bóbrka Kańczudzka, Pantalowice — w gminie Kańczuga — powiat przeworski i wyznacza się jego granice w następujący sposób: Od strony północnej od skrzyżowania drogi nr 1605 R z drogą 1604 R. Następnie granica obszaru biegnie wzdłuż tej drogi do skrzyżowania z drogą nr 1617 R w miejscowości Zarzecze. Następnie w kierunku wschodnim wzdłuż drogi 1617 R do skrzyżowania z drogą 1619 R. Następnie w kierunku południowo-wschodnim wzdłuż drogi 1619 R do skrzyżowania tej drogi „koło młyna” z drogą w kierunku zachodnim w kierunku przysiółka Pełnatycze Parcelacja, do wysokości budynku Pełnatycze Nr 209, następnie w kierunku południowym drogą gruntową do granicy powiatu przeworskiego i jarosławskiego. Następnie wzdłuż tej granicy do skrzyżowania z drogą 881, dalej wzdłuż tej drogi w kierunku północnym do miejscowości Pantalowice do skrzyżowania z rzeką Pantalówką, następnie wzdłuż koryta tej rzeki w kierunku północno-wschodnim a dalej północnym, północno-wschodnim do przecięcia z drogą 1605 R w miejscowości Bóbrka Kańczudzka, dalej w kierunku północnym wzdłuż tej drogi do skrzyżowania z drogą 1604 R w okolicach miejscowości Żurawiczki.	21.2.2017

État membre: Roumanie

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
Localitatea UCEA DE JOS, Comuna UCEA, județul Brasov. Localitatea CORBI, comuna UCEA, județul Brasov. Localitatea FELDIOARA, comuna UCEA, județul Brasov. Localitatea VISTEA, comuna VISTEA, județul Brasov.	12.2.2017
Localitatea TARGU MURES, MUNICIPIUL TARGU MURES, județul Mures. Localitatea MURESENI, MUNICIPIUL TARGU MURES, județul Mures. Localitatea REMETEA, MUNICIPIUL TARGU MURES, județul Mures. Localitatea SANCRAIU DE MURES, comuna SANCRAIU DE MURES, județul Mures. Localitatea NAZNA, comuna SANCRAIU DE MURES, județul Mures. Localitatea PANET, comuna PANET, județul Mures.	17.2.2017
Localitatea BACAU, MUNICIPIUL BACAU, județul Bacau. Localitatea LETEA VECHE, comuna LETEA VECHE, județul Bacau. Localitatea HOLT, comuna LETEA VECHE, județul Bacau. Localitatea SAUCESTI, comuna SAUCESTI, județul Bacau. Localitatea BOGDAN VODA, comuna SAUCESTI, județul Bacau. Localitatea COSTEI, comuna SAUCESTI, județul Bacau	20.2.2017
Localitatea BALTA DOAMNEI, comuna BALTA DOAMNEI, județul Prahova. Localitatea CURCUBEU, comuna BALTA DOAMNEI, județul Prahova. Localitatea LACU TURCULUI, comuna BALTA DOAMNEI, județul Prahova. Localitatea SILISTEA SNAGOVULUI, comuna GRUIU, județul Ilfov.	18.2.2017
Localitatea CRISAN, comuna CRISAN, județul Tulcea.	22.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
Localitatea LETEA, comuna C.A.ROSETTI, județul Tulcea. Localitatea C.A.ROSETTI, comuna C.A.ROSETTI, județul Tulcea. Localitatea SFISTOFCA, comuna C.A.ROSETTI, județul Tulcea.	23.2.2017
Localitatea PERIPRAVA, comuna PERIPRAVA, județul Tulcea.	23.2.2017

État membre: Slovaquie

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 29, paragraphe 1, de la directive 2005/94/CE)
Okres Dunajská Streda Obce: — Janíky — Zlaté Klasy Okres Senec Obce: — Vlky — Tomášov — Malý Madaras Okres Piešťany Obce: — Ratnovce — Sokolovce Okres Námestovo Obce: — Breza — Lokca	19.2.2017
Okres Prievidza Mestá: — Bojnice — Prievidza — časť Píly a Staré mesto Obce: — Kocurany — Opatovce nad Nitrou — Kaniaňka	25.2.2017

État membre: Suède

Zone comprenant:	Date until applicable in accordance with Article 29(1) of Directive 2005/94/EC
Les parties de la municipalité de Haninge (code SNMA 00100) situées à l'intérieur d'un cercle d'un rayon de 3 km dont le centre se trouve aux coordonnées décimales WGS84 suivantes: N59.0264 et E18.2061	24.2.2017

État membre: Royaume-Uni

Zone comprenant:	Date until applicable in accordance with Article 29(1) of Directive 2005/94/EC
Zone comprenant: Les parties du comté de Lincolnshire (code SNMA 00153) situées à l'intérieur d'un cercle d'un rayon de trois kilomètres dont le centre se trouve aux coordonnées décimales WGS84 suivantes: 53.4638 et E0.0204	11.2.2017

PARTIE B

Zones de surveillance dans les États membres concernés, visées aux articles 1er et 3:

État membre: Bulgarie

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
PLOVDIV	
Municipalité de Maritza: — Yasno pole — Manole — Manolsko Konare — Trilistnik — Rogosh — Chekeritza — Kalekovetz — Krislovo — Dink — Zhelyazno — Voyvodinovo — Skutare — Graf Ignatievo	19.2.2017
Municipalité de Maritza: — Trud — Tzaratzovo — Stroevo	10.2.2017
Municipalité de Rakovski: — Momino selo	du 11.2.2017 au 19.2.2017
Municipalité de Brezovo: — Babek — Boretz — Zelenikovo — Streltzi — Padarsko — Zlatosel — Tyurkmen — Sarnegor	19.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
— Rozovetz — Chehlare — Varben — Drangovo — Otetz Kirilovo	
Municipalité de Brezovo: — Choba — Brezovo	du 11.2.2017 au 19.2.2017
Municipalité de Kaloyanovo: — Glavatar	du 11.2.2017 au 19.2.2017
Municipalité de Kaloyanovo: — Begovo — Chernozemen — Razhevo — Kaloyanovo	12.2.2017
Municipalité de Kaloyanovo: — Dalgo pole	19.2.2017
Municipalité de Kaloyanovo: — Zhitnitsa — Gorna Mahala — Duvanlii	15.2.2017
Municipalité de Kaloyanovo: — Otetz Paisievo — Razhevo Konare	19.2.2017
Municipalité de Rakovski: — Belozem — Shishmantzi — Bolyarino — Chalakovi — Stryama — Rakovski	19.2.2017
Municipalité de Sadovo: — Milevo — Popovitsa — Seltsi — Bogdanitza — Ahmatovo — Sadovo — Cheshnegirovo — Kochevo	19.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Municipalité de Hisarya: — Starosel — Matenitza — Hisarya — Chernichevo — Belovitza — Staro Zhelezare — Novo Zhelezare — Panicheri	15.2.2017
Municipalité de Hisarya: — Staro Zhelezare — Novo Zhelezare — Panicheri	15.2.2017
Municipalité de Saedinenie: — Lyuben	15.2.2017
Municipalité de Saedinenie: — Malak chardak — Golyam chardak — Tzarimir	10.2.2017
Municipalité de Karlovo: — Mrachenik	10.2.2017
STARA ZAGORA	
Municipalité de Bratya Daskalovi: — Mirovo — Granit	19.2.2017
Municipalité de Bratya Daskalovi: — Saedinenie — Pravoslav	9.3.2017
Municipalité de Bratya Daskalovi: — Partizanin — Cherna gora	12.2.2017
Municipalité de Bratya Daskalovi: — Veren — Malak dol — Markovo — Medovo — Golyam dol	du 1.3.2017 au 9.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Municipalité de Bratya Daskalovi: — Bratya Daskolovi	9.3.2017
Municipalité de Bratya Daskalovi: — Gorno Beleva — Kolyu Marinovo — Dolno Novo selo — Malko Dryanovo — Naydenovo	9.3.2017
Municipalité de Chirpan: — Spasovo	12.2.2017
Municipalité de Chirpan: — Sredno gradishte — Izvorovo	9.3.2017
Municipalité de Chirpan: — Zlatna livada	9.3.2017
KARDZHALI	
Municipalité de Chernoochene: — Gabrovo	15.2.2017
HASKOVO	
Municipalité de Stambolovo: — Zhalt bryag — Kravevo — Gledka — Tzareva polyana	15.2.2017
Municipalité de Haskovo: — Kozletz — Teketo — Galabetz — Trakietz — Mandra — Dolno Voyvodino — Gorno Voyvodino — Garvanovo — Shiroka polyana — Koren — Orlovo — Stamboliiski — Dinevo — Haskovo — Konush	15.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Municipalité de Haskovo: — Klokotnitza	9.3.2017
Municipalité de Haskovo: — Podkrepa — Momino — Krivo pole — Malevo — Manastir — Voyvodovo — Vaglarovo	15.2.2017
Municipalité de Harmanli: — Harmanli — Rogozinovo — Bulgarin — Kolarovo — Biser — Nadezhden — Bogomil	15.2.2017
Municipalité de Harmanli: — Dositeevo	15.2.2017
Municipalité de Lyubimetz: — Lyubimetz — Yerusalimovo — Belitza	15.2.2017
Municipalité de Mineralni bani: — Mineralni bani — Bryastovo — Sirakovo — Koletz — Spahievo	15.2.2017
Municipalité de Mineralni bani: — Susam — Tatarevo	9.3.2017
Municipalité de Dimitrovgrad : — Gorski izvor	du 1.3.2017 au 9.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Municipality of Dimitrovgrad : — Kasnakovo — Dobrich — Krum — Svetlina — Bodrovo — Varbitza — Skobeleva — Yabalkovo — Velikan	9.3.2017

PAZARDZHIK

Municipalité de Septemvri: — Lozen — Kovachevo	du 16.2.2017 au 24.2.2017
Municipalité de Septemvri: — Vetren dol — Varvara — Septemvri — Semchinovo — Simeonovetz — Boshulya — Karabunar — Zlokuchene	24.2.2017
Municipalité de Pazardzhik: — Bratanitza — Velichkovo — Aleko Konstantinovo — Zvanichevo — Mokrishte — Yunatzite — Tzrantcha — Patalenitza — Lyahovo	24.2.2017

YAMBOL

Municipalité de Elhovo: — Trankovo	du 21.2.2017 au 1.3.2017
---------------------------------------	--------------------------

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Municipalité de Elhovo: — Kirilovo — Dobrich — Malomirovo — Elhovo — Izgrev — Pchela — Boyanovo	1.3.2017
Municipalité de Tundzha: — Dryanovo — Malomir — Konevets	1.3.2017

État membre: République tchèque

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Biskoupky na Moravě (604755), Bohutice (606677), Čučice (624373), Dobelice (626821), Dobřínsko (627917), Dolní Kounice (629286), Hlína u Ivančic (639184), Hrubšice (648639), Jezeřany (659428), Maršovice (659436), Kadov (661961), Kratochvilka (644133), Kubšice (676888), Lesonice u Moravského Krumlova (680249), Moravské Bránice (698890), Miroslavské Knínice (695394), Neslovice (703729), Nové Bránice (706043), Olbramovice u Moravského Krumlova (709930), Padochov (717371), Petrovice u Moravského Krumlova (720178), Polánka u Moravského Krumlova (725064), Silůvky (747815), Trboušany (768057), Zbýšov u Oslavan (792110), Babice u Rosic (600709), Branišovice (609374), Cvrčovice u Pohořelic (618152), Čermákovice (619698), Dolní Dubčany (628956), Džbánice (634310), Horní Dubňany (642843), Míšovice (645699), Jamolice (656674), Ketkovice (664855), Kupařovice (677582), Loděnice u Moravského Krumlova (686344), Lukovany (689041), Malešovice (690872), Mělčany u Ivančic (692786), Miroslav (695378), Našiměřice (701661), Němčičky (703052), Omice (711195), Ořechov (712612), Pravlov (733016), Radostice u Brna (738310), Rosice u Brna (741221), Rybníky na Moravě (744026), Senorady (747530), Skalice u Znojma (747947), Střelice u Brna (757438), Suchohrdly u Miroslavi (759210), Šumice (764248), Tetčice (766861), Tulešice (771449), Vémyslice (779971), Zakřany (790478), Zastávka (791113), Vedrovice (777536), Zábrdovice u Vedrovic (798754)	3.3.2017
Němčice u Ivančic (655813), Alexovice (655821), Budkovice (615595), Ivančice (655724), Kounické Předměstí (655741), Letkovice (655830), Moravský Krumlov (699128), Nová Ves u Oslavan (705659), Rokytná (699225), Oslavany (713180), Řeznovice (745421),	du 23.2.2017 au 3.3.2017
Bavory (601209), Dobré Pole (627259), Dolní Věstonice (630331), Horní Věstonice (644579), Ivaň (655708), Nová Ves u Pohořelic (705667), Novosedly na Moravě (706973), Perná (719242), Břeží u Mikulova (613908), Jevišovka (659363), Klentnice (666149), Litobratřice (685356), Nový Přerov (707864), Pavlov u Dolních Věstonic (718394), Pohořelice nad Jihlavou (724866), Popice (725757), Pouzdřany (726729), Přibice (735311), Strachotín (755893), Troskotovice (768553), Vlasatice (783307) a Vranovice nad Svratkou (785512)	3.3.2017
Brod nad Dyjí (612642), Dolní Dunajovice (628964), Drnholec (632520), části katastrálního území Mušov (700401) a Pasohlávky (718220), přičemž východní hranice území tvoří silnice E461	du 23.2.2017 au 3.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Benátecká Vrutice (602060), Borek nad Labem (607517), Brandýs nad Labem (609048), Brázdim (609773), Břežany II (614955), Bříství (615056), Černíky (620220), Dehtáry (658481), Dřevčice u Brandýsa nad Labem (632937), Hlavenec (638960), Horoušany (644803), Jenštejn (658499), Jirny (660922), Kozovazy (788490), Lhota u Dřís (680931), Litol (689556), Lysá nad Labem (689505), Martinov (791008), Mochov (698067), Nehvizdy (702404), Ostrov u Brandýsa nad Labem (609234), Podolanka (724149), Polerady u Prahy (725218), Popovice u Brandýsa nad Labem (609251), Předměřice nad Jizerou (734284), Přerov nad Labem (735035), Radonice u Prahy (738247), Sedlčanky (619213), Skorkov (748382), Sojovice (752169), Stará Boleslav (609170), Stará Lysá (753807), Starý Vestec (755231), Svěmyslice (792772), Šestajovice u Prahy (762385), Tlustovousy (771414), Tuklaty (771422), Tuřice (771856), Úvaly u Prahy (775738), Vykáň (787558), Vyšehořovice (788503), Záryby (791016), Zeleneč (792781)	3.3.2017
Čelákovice (619159), Káraný (708020), Lázně Toušeň (767859), Mstětice (792764), Nový Vestec (708038), Otradovice (748366), Stránka u Brandýsa nad Labem (609269), Záluží u Čelákovíc (619230), Zápy (609226)	du 23.2.2017 au 3.3.2017
Bělý (689831), Bezděkov nad Metují (603597), Blažkov u Slavoňova (750395), Bohdašín nad Olešnicí (621099), Bohdašín v Orlických horách (606197), Borová (607711), Bražec (701343), Červený Kostelec (621102), Česká Čermná (621269), Dlouhé (707317), Dolní Radechová (630063), Horní Dřevíč (754811), Horní Kostelec (621111), Horní Radechová (643874), Horní Rybníky (789356), Hronov (648370), Jestřebí nad Metují (659088), Jizbice u Náchoda (661449), Kramolna (768910), Lhotky (768928), Libchyně (659096), Lipí u Náchoda (684031), Machov (689840), Machovská Lhota (689858), Městská Kramolna (768936), Mezilesí u Náchoda (693685), Náchod (701262), Nížká Srbská (689866), Nový Hrádek (707341), Olešnice u Červeného Kostelce (710369), Olešnice v Orlických horách (710466), Police nad Metují (725323), Provodov (733881), Příbyslav nad Metují (735710), Radešov nad Metují (725331), Rokytník (648434), Řešetova Lhota (758531), Sendraž (659100), Slavíkov u Náchoda (750182), Slavoňov (750409), Staré Město nad Metují (701335), Starokůč u Vysokova (788384), Studnice u Náchoda (758540), Šonov u Nového Města nad Metují (762920), Trubějov (768952), Třtice nad Olešnicí (758558), Velká Ledhuje (725340), Velké Petrovice (779261), Velký Dřevíč (648400), Vrchoviny (786527), Všeliby (796581), Vysoká Srbská (788121), Vysokov (788392), Zábrodí (789364), Zbečnick (648396), Zlíčko (788147), Žabokrký (648418)	11.2.2017
Babí u Náchoda (701297), Běloves (701301), Dobrošov (627445), Malá Čermná (648451), Malé Poříčí (701378), Pavlišov (718343), Velké Poříčí (648426), Žďárky (795526)	du 3.2.2017 au 11.2.2017
Babčice (630551), Běleč u Mladé Vožice (601896), Bendovo Záhoří (604976), Beranova Lhota (658049), Bitov u Radenína (737500), Blanice u Mladé Vožice (604984), Bradáčov (608963), Broučková Lhota (658278), Čekanice u Tábora (619086), Dědice u Nemyšle (703290), Hlasivo (638838), Hlinice (639231), Horní Hrachovice (724696), Horní Světlá u Bradáčova (608971), Hroby (648256), Chotoviny (653411), Chrbonín (654124), Janov u Mladé Vožice (656909), Jedlany (658057), Jeníčková Lhota (658286), Kozmice u Chýnova (648264), Krchova Lomná (604992), Křténovice (705918), Lažany u Chýnova (648272), Lejčkov (629138), Malešín u Vodice (784265), Malý Ježov (779610), Měšice u Tábora (693456), Mladá Vožice (696722), Mostek u Ratibořských Hor (724726), Nahořany u Mladé Vožice (740284), Nová Ves u Chýnova (705870), Nové Dvory u Pořína (726079), Oblajovice (708607), Podolí u Ratibořských Hor (724211), Pojbuky (724980), Pořín (726087), Prasetín (732907), Radenín (737518), Radostovice u Smilových Hor (738484), Radvanov u Mladé Vožice (738875), Rašovice u Hlasiva (638854), Ratibořice u Tábora (739863), Ratibořské Hory (739880), Rodná (740292), Řemíčov (745073), Sezimovo Ústí (747688), Smilovy Hory (751065), Stará Vožice (754064), Stoklasná Lhota (619094), Vlčeves (783641), Vodice u Tábora (784273), Vrážná (653471), Vřesce (786667), Zadní Lomná (724998), Zadní Strítež (725005), Záhostice (655481), Zárybnická Lhota (790991), Bedřichov u Zhořce (792934), Bezděčín u Obrataně (708691), Cetoraz (617679), 708704 Hrobská Zahrádka (708704), Křeč (708704), Obrataň (708712), Sudkův Důl (758787), Těchobuz (765449), Velká Rovná (792942), Zhoř u Pacova (792951)	3.3.2017
Blanička (724718), Dobronice u Chýnova (627399), Dolní Hořice (629103), Domamyšl (630560), Dub u Ratibořských Hor (633259), Hartvíkov (708585), Chotčiny (652814), Chýnov u Tábora (655473), Kladruhy (629120), Kloužovice (666572), Mašovice (652822), Pohnánek (724700), Pohnání (724734), Velmovice (666581)	du 23.2.2017 au 3.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
636657 Blanice, 615609 Budyně, 784338 Čavyně, 623482 Čičenice, 626180 Dívčice, 746681 Hlavatce u Českých Budějovic, 654981 Chvalešovice, 655007 Chvaletice u Protivína, 676705 Kloub, 674052 Krašovice, 674303 Krč u Protivína, 691216 Krtely, 755729 Křepice u Vodňan, 676713 Křtětice, 746690 Lékařova Lhota, 674061 Lidmovice, 655261 Lužice u Netolic, 689769 Mahouš, 691224 Malovice u Netolic, 691232 Malovičky, 733849 Milenovice, 633151 Nákrí, 703940 Netolice, 647616 Obora u Hracholusk, 689785 Olšovice, 746711 Plástovice, 691241 Podeřístě, 676721 Pohorovice, 733857 Protivín, 737402 Radčice u Vodňan, 746720 Sedlec u Českých Budějovic, 748315 Skočice, 760862 Svinětice, 674311 Těšínov u Protivína, 779512 Velký Bor u Strunkovic, 674079 Vitice u Vodňan, 789089 Záblatí, 674320 Záboří u Protivína, 797260 Žitná u Netolic	3.3.2017
681946 Černěves u Libějovic, 773603 Hvozďany u Vodňan, 651117 Chelčice, 681954 Libějovice, 681962 Nestanice, 755745 Stožice, 651125 Truskovice, 773611 Újezd u Vodňan, 784281 Vodňany	du 23.2.2017 au 3.3.2017
615421 Budislav, 780405 Ceraz, 624888 Debrník, 626091 Dírná, 626406 Dlouhá Lhota u Tábora, 631027 Doňov, 632066 Dráčov, 638935 Hlavatce, 639044 Hlavňov u Budislavi, 648761 Hrušova Lhota, 650552 Chabrovice, 653039 Chotěmice, 653594 Choustník, 653608 Kajetín, 615439 Katov u Budislavi, 674176 Krátošice, 675156 Krtov, 689700 Lžín, 693791 Mezná u Soběslavi, 780413 Mokrá u Soběslavi, 780421 Nedvědice u Soběslavi, 626104 Nová Ves u Dírné, 691925 Obora u Maršova, 721336 Planá nad Lužnicí, 653616 Předboř u Choustníku, 734519 Přehořov u Soběslavi, 745766 Řípec, 747891 Skalice nad Lužnicí, 748358 Skopytce, 783404 Svinky, 769461 Třebějice, 770019 Třebíště, 771201 Tučapy u Soběslavi, 705888 Turovec, 721701 Újezdec u Kardašovy Řečice, 775436 Ústrašice, 780430 Vesce u Soběslavi, 721719 Višňová u Kardašovy Řečice, 783412 Vlastiboř u Soběslavi, 721727 Záhoří, 790851 Záluží u Budislavě, 783421 Záluží u Vlastiboře, 626112 Záříčí u Dírné, 626121 Závsi, 793361 Zlukov, 795828 Želeč u Tábora, 780693 Žišov u Veselí nad Lužnicí	3.3.2017
771198 Dvorce u Tučap, 751804 Chlebov, 666106 Klenovice u Soběslavi, 734501 Kvasejovice u Soběslavi, 700690 Myslkovice, 741591 Roudná nad Lužnicí, 793817 Sedlečko u Soběslavě, 751707 Soběslav, 793825 Zvěrotice	du 23.2.2017 au 3.3.2017
Beňov (606740), Brodek u Přerova (612758), Buk (615731), Císařov (617784), Citov (617857), Čechy (630837), Čekyně (619108), Dluhonice (626708), Čelechovice u Přerova (619337), Dobříčice (627186), Domaželice (630845), Grymov (636274), Henčlov (638277), Hradčany na Moravě (646695), Kanovsko (784044), Kokory (667978), Kozlovice u Přerova (734985), Lazníky (679411), Lhotka u Přerova (681415), Líšná u Přerova (685038), Luková u Přerova (689033), Lýsky (782335), Nahošovice (633038), Nelešovice (702838), Oldřichov na Moravě (709999), Osek nad Bečvou (713015) vyjma východní části katastrálního území za vodotečí/potokem Lubeň, Pavlovice u Přerova (718581), Penčice (719056), Penčičky (719064), Podolí u Přerova (724319), Popovice u Přerova (782343), Prosenice (733288), Proseničky (733296), Prusínky (718599), Prusy (602612), Předmostí (734977), Přestavky u Přerova (735167), Radslavice u Přerova (738816), Radvanice u Lipníka nad Bečvou (738859), Rokytnice u Přerova (740896), Říkovice u Přerova (745588), Sobíšky (752029), Stará Ves u Přerova (753939), Sušice u Přerova (759791), Troubky nad Bečvou (768685), Tučín (771244), Turovice (633046), Vinary u Přerova (782351), Vlkoš u Přerova (784052), Zábeštní Lhota (789054), Želatovice (795801), Žeravice (796441); Břest (613797), západně od hranice katastrálního území číslo 613797 obce Břest po komunikaci číslo 4328 ulice Skaštická, dále po komunikaci číslo 435 ulice Hrad a komunikaci číslo 436 ulice Drahy na sever, dále po železniční trati, po ulici Vlčí doly, po ulici Nádražní a dále po komunikaci číslo 4349 ulice Včelín až k hranici katastrálního území číslo 791032 obce Záříčí, část katastru Chropyně (654230), Karlovice u Holešova (670286), Kostelec u Holešova (670294), Kyselovice (678708), Němčice u Holešova (703036), Roštění (741485), Záříčí (791032), Žalkovice (794350)	3.3.2017
Bochoř (606723), Horní Moštěnice (643572), Lověšice u Přerova (735001), Přerov (734713), Újezdec u Přerova (774073), Věžky u Přerova (606740)	du 23.2.2017 au 3.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
667251 Besedice, 603406 Bezděčín u Jablonce nad Nisou, 628255 Bukovina u Turnova, 761648 Čtveřín, 771627 Daliměřice, 635201 Frýdštejn, 639982 Hnanice pod Troskami, 648574 Hrubá Skála, 658413 Jenišovice u Jablonce nad Nisou, 603414 Jílové u Hodkovic nad Mohelkou, 719161 Kamení, 663328 Karlovice, 666483 Klokočí u Turnova, 667285 Koberovy, 667498 Kobylky, 676853 Ktová, 761672 Lažany u Sychrova, 738417 Lestkov pod Kozákovem, 685135 Lišný, 695637 Loktuše, 666491 Loučky u Turnova, 628280 Malý Rohozec, 658430 Odolenovice u Jenišovic, 709336 Ohrazenice u Turnova, 635227 Ondříkovice, 761681 Paceřice, 719170 Pěňčín, 761699 Radimovice u Sychrova, 738328 Radostín u Sychrova, 739049 Rakousy, 742082 Rovensko pod Troskami, 695670 Sečerkovy Loučky, 690317 Sněhov, 751839 Soběslavice, 751847 Střížovice u Pěňčína, 760731 Svijanský Újezd, 760749 Svijany, 639991 Štěpánovice u Rovenska pod Troskami, 765201 Tatobity, 768588 Troskovice, 796531 Václaví, 695700 Vesec pod Kozákovem, 783463 Vlastibořice, 738433 Volavec, 690325 Vranové I, 690333 Vranové II, 667315 Vráty, 787744 Vyskeř, 761729 Žďárek u Sychrova, 796549 Žernov, 683281 Dobšice, 683299 Libošovice, 683311 Malechovice, 683337 Nepřívěc, 723851 Podkost, 742023 Roveň u Sobotky, 683353 Rytířova Lhota, 683361 Vesec u Sobotky, 608271 Boseň, 609501 Branžež, 614017 Březina u Mnichova Hradiště, 626767 Dneboh, 628131 Dobšín, 697567 Hoškovice, 669679 Koryta u Mnichova Hradiště, 687235 Loukov u Mnichova Hradiště, 687278 Loukovec, 608301 Mužský, 614041 Olšina, 724190 Podolí u Mnichova Hradiště, 747645 Sezemice, 609528 Srbsko, 667064 Suhrovice, 795046 Žďár u Mnichova Hradiště, 795054 Žehrov	3.3.2017
661571 Kacanovy, 771686 Mašov u Turnova, 697940 Modřišice, 710393 Olešnice u Turnova, 734683 Přepere u Turnova, 736309 Příšovice, 771601 Turnov, 787256 Všeň	du 23.2.2017 au 3.3.2017

État membre: Allemagne

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
SACHSEN-ANHALT	
Landkreis Anhalt-Bitterfeld In der Gemeinde Köthen (Anhalt) die Ortsteile — Arensdorf — Dohndorf — Elsdorf — Gahrendorf — Hohsdorf — Löbnitz an der Linde — Merzien — Porst — Wülknitz — Zehringen	22.2.2017
Landkreis Anhalt-Bitterfeld In der Gemeinde Südliches Anhalt die Ortsteile — Breesen — Cosa — Fernsdorf — Görzig	22.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
— Großbadegast — Libehna — Locherau — Meilendorf — Pfriemsdorf — Prosigk — Reinsdorf — Repau — Reupzig — Ziebigk	
Landkreis Anhalt-Bitterfeld In der Gemeinde Aken (Elbe) der Ortsteil — Kleinzerbst	22.2.2017
Landkreis Anhalt-Bitterfeld In der Gemeinde Osternienburger Land die Ortsteile — Drosa — Elsdorf — Elsnigk — Frenz — Kleinpaschleben — Kietzen — Maxdorf — Micheln — Mölz — Osternienburg — Pißdorf — Rosefeld — Sibbesdorf — Thurau — Trebbichau — Trinum — Wulfen — Würflau — Zabit	22.2.2017
Landkreis Anhalt-Bitterfeld In der Gemeinde Südliches Anhalt die Ortsteile — Friedrichsdorf — Lausigk — Naundorf — Scheuder — Storkau	22.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Landkreis Anhalt-Bitterfeld In der Gemeinde Köthen (Anhalt) der Ortsteil — Baasdorf	22.2.2017
Landkreis Anhalt-Bitterfeld In der Gemeinde Südliches Anhalt die Ortsteile — Edderitz — Gröbzig — Maasdorf — Piethen — Pilsenhöhe — Wörbzig	22.2.2017
Landkreis Salzlandkreis In der Gemeinde Bernburg (Saale) die Ortsteile — Biendorf — Wohlsdorf mit Crüchern — Poley mit Weddegast	22.2.2017
Landkreis Salzlandkreis In der Gemeinde Könnern die Ortsteile — Gerlebogk — Cormigk mit Sixdorf	22.2.2017
Landkreis Salzlandkreis In der Gemeinde Nienburg (Saale) der Ortsteil — Borgesdorf	22.2.2017
Landkreis Salzlandkreis In der Einheitsgemeinde Barby (Elbe) die Ortsteile — Gnadau mit Döben — Tornitz mit Grube Alfred und Werkleitz — Wespen	20.2.2017
Landkreis Salzlandkreis In der Einheitsgemeinde Barby (Elbe) der Ortsteil — Zuchau mit Colno	20.2.2017
Landkreis Salzlandkreis In der Einheitsgemeinde Nienburg (Saale) die Stadt — Nienburg	20.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Landkreis Salzlandkreis In der Einheitsgemeinde Nienburg (Saale) die Ortsteile — Altenburg — Gerbitz — Grimschleben — Jesar — Neugattersleben — Wedlitz und Wispitz	20.2.2017
Landkreis Salzlandkreis In der Einheitsgemeinde Staßfurt die Ortsteile — Atzendorf — Brumby — Förderstedt — Glöthe — Hohenerxleben — Löbnitz — Üllnitz	20.2.2017
Landkreis Salzlandkreis Einzelne Gebiete in der Einheitsgemeinde Staßfurt: Die Grenze des Gebietes beginnt im Gewerbegebiet Friedrichshall, weiter bis zum Güterbahnhof, entlang der Gleise (Am Knüppelsberg, Industriestraße, Zollstraße, Förderstedter Straße bis zur Abzweigung) und endet im Gewerbegebiet Atzendorfer Straße	20.2.2017
Landkreis Salzlandkreis Einzelne Gebiete in der Einheitsgemeinde Bernburg (Saale): Nördlich der B6n — Strenzfeld, Magdeburger Chaussee, Bodestraße und alle Querstraßen zwischen Magdeburger Chaussee und Bodestraße (Zick-Zack-Hausen)	20.2.2017
Landkreis Salzlandkreis In der Einheitsgemeinde Bördeland die Ortsteile — Biere — Eggersdorf — Eickendorf — Großmühlingen — Kleinmühlingen — Zens	20.2.2017
Landkreis Salzlandkreis In der Einheitsgemeinde Staßfurt der Ortsteil — Brumby	du 12.2.2017 au 20.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Landkreis Salzlandkreis In der Einheitsgemeinde Calbe der Ortsteil — Wartenberg	du 12.2.2017 au 20.2.2017

SCHLESWIG-HOLSTEIN

Kreis Steinburg Gemeinden Altenmoor, Bahrenfleth, Beidenfleth, Blomesche Wildnis, Borsfleth, Breitenberg, Breitenburg, Dägeling, Elskop, Engelbrechtsche Wildnis, Herzhorn, Hodorf, Heiligenstedten, Heiligenstedtenerkamp, Hohenfelde, Horst, Kiebitzreihe, Kollmar, Kollmoor, Krempe, Kremperheide, Krempermoor, Kronsmoor, Lägerdorf, Moordiek, Münsterdorf, Neuenbrook, Neuendorf bei Elmshorn, Oelixdorf, Rethwisch, Sommerland, Süderau, Westermoor und Wewelsfleth sowie die gesamten Gebiete der Städte Glückstadt, Krempe und Itzehoe	25.2.2017
Kreis Steinburg Gebiet der Gemeinde Süderau sowie auf Teile der Gebiete der Gemeinden Grevenkop, Hohenfelde, Horst, Neuenbrook, Rethwisch, Sommerland, Steinburg und der Stadt Krempe	du 17.2.2017 au 25.2.2017

NIEDERSACHSEN

Landkreis Diepholz Die östliche Begrenzung verläuft vom Schnittpunkt der Bundesstraße 51 mit der Heiligenloher Beeke aus entlang der Heiligenloher Beeke in südöstlicher Richtung bis zum Schnittpunkt mit der Bargeriede, entlang dieser in südöstlicher Richtung, entlang des 4- Birken- Weges, des Moorkanals in südlicher Richtung, dann entlang der Verlängerung des Moordamms bis zum Schweringhäuser Bach, diesem entlang Richtung Südost bis zum Schnittpunkt mit der Kreisstraße 1, diese entlang Richtung Süden bis zum Schnittpunkt mit dem Fluss „Flagge“, entlang des Flusses Richtung Süd bis zum Schnittpunkt mit der Bahnlinie bei Groß Lessen. Weiter führt die östliche Grenze des Beobachtungsgebietes ab dem o. g. Punkt in westlicher Richtung entlang der Bahnlinie bis zur Kreisstraße 43, entlang der Bundesstraße 214 zum Dörrieloher Weg und entlang diesem in südlicher Richtung bis zur Landesstraße 347 und daran entlang bis zum Fluss Bleckriede 3. Im Süden führt die Begrenzung zunächst entlang der Bleckriede 3 in westlicher Richtung, danach in gerader Linie Richtung Westen bis zur Straße Zum Neustädter Moor und diese entlang Richtung Westen über die Kreisstraße 42 und die Neustädter Straße, die Straßen Auf dem Knapp, Am Uhlenberg, Barver Straße, Zur Mühle, Vor den Quellen, Diepholzer Straße (Bundesstraße 239), Am Gottesgragen, Die Rosenhardt, in der Verlängerung von Die Rosenhardt bis zum Speckendamm, in südlicher Richtung an diesem entlang bis An der Milchstelle, diese Straße entlang bis zum Bruchkanal. Die westliche Grenze führt von dort aus entlang des Bruchkanals in nordwestlicher Richtung, dann entlang des Sankt- Hülfers Torfweges, den Moordamm entlang Richtung Norden bis zur Sulinger Straße (Bundesstraße 214), diese entlang Richtung Nordwest bis zum Schnittpunkt mit der Bundesstraße 51, diese entlang Richtung Flessenmoor, daran entlang bis Heeder Dorfstraße, diese entlang Richtung Südwest über die Straßen Unter den Eichen, Vorm Kampe, Falkenhardter Weg, Ossenbecker Straße, Apwischer Straße, Apwischer Kirchweg, Ahornweg, Vechtaer Straße (Bundesstraße 69) Richtung Nordwest bis zur Kreisgrenze zum Landkreis Vechta. Die nördliche Begrenzung führt von dort an der Kreisgrenze entlang in östlicher Richtung bis zum Schnittpunkt mit dem Fluss Hunte, dann entlang der Gemeindegrenze zwischen der Samtgemeinde Barnstorf und der Stadt Twistringen bis zur Verbindungsstraße zum Rüssener Heerweg, dann diesen entlang und über den Verbindungsweg (Feldweg) Richtung Heiliger Berg, über die Kreisstraße 101 hinweg, über die Straße Achter Harms Holt bis zum Schnittpunkt der Heiligenloher Beeke mit der Bundesstraße 51	16.2.2017
--	-----------

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Landkreis Diepholz Die östliche Begrenzung verläuft ab dem Schnittpunkt der Eydelstedter Straße mit dem Drentweder Weg in südlicher Richtung entlang der Straße Loge, entlang der Schweringhauser Straße in östlicher Richtung bis zum Fluss Bargeriede, diesen in südlicher Richtung entlang und in gerader Linie an der Verlängerung der Bargeriede entlang bis zum Schnittpunkt dieser Linie mit der Wagenfelder Aue und dem Moorkanal. Die südliche Grenze verläuft von dort entlang der Wagenfelder Aue in westlicher Richtung bis zum Schnittpunkt der Wagenfelder Aue mit der Straße „Am Fuhrenkamp“, dann entlang der Straßen „Am Fuhrenkamp“, dem Forstweg und der Dönseler Straße in westlicher Richtung bis zur Straße „Hemskappe“. Die westliche Begrenzung von den Straßen Hemskappe, Auestraße, Grenzweg, Eickbuscher Straße und Heerweg in nördlicher Richtung begrenzt. Weiter entlang der Hunte und der Riede, entlang der Straßen Dreeker Kirchweg, Rechtern Straße, und „Rechtern“ bis zum Fluss Hunte, dann entlang der Hunte in nördlicher Richtung bis zum Fluss Bargeriede. Die nördliche Begrenzung verläuft vom Schnittpunkt der Hunte mit der Bargeriede entlang der Bargeriede und der Eydelstedter Straße (Loge) in östlicher Richtung bis zum Drentweder Weg	du 8.2.2017 au 16.2.2017
Landkreis Cloppenburg Vom Küstenkanal in Ahrensdorf entlang Heinfelder Straße nach Norden und entlang Wasserzug von Langenmoor bis zur Kreisgrenze, entlang dieser in südöstlicher Richtung bis zur Hauptstraße in Petersdorf, entlang dieser in südwestlicher Richtung bis Bunthullen Graben, entlang diesem und Wasserzug von Barken-Tange bis Straße Barkentange und weiter in Nikolausdorf entlang Nikolausstraße, Moordamm, Peterstraße, Oldenburger Straße, Südstraße und Letherfeldstraße bis zur Vehne. Entlang dieser bis Schuldamm, entlang diesem und weiter entlang Schnappen, Jagdweg, Weißdornweg, Beverbrucher Straße in Garrel, Schlichtenmoor, Roslaes Höhe, Allensteiner Straße, Tannenkampstraße, Weinstraße, Amerikastraße, Straße Zum Fischteich, Garreler Straße, Efkenhöhe, Hoher Weg, Mühlenweg, Neumühlen, weiter am südlichen Waldrand Dwerger Sand, entlang Neumühler Weg in Dwerger, Kleine Tredde, Augustendorfer Weg bis zur Gemeindegrenze, dieser entlang Grenzstraße in Neumarkhausen und entlang der Marka folgend und durch den Eleonorenwald bis zum Delschloot, entlang diesem nach Norden bis Straße im Lütken Moor, weiter entlang Eismoorstraße, Kirchstraße in Gehlenberg, Bergstraße, Hinterberg, Neuscharreler Straße, Gehlenberger Straße in Neuscharrel, Hauptstraße, Apfelbaumstraße, dann nach Norden entlang Neuscharreler Graben, Klumpendamm, Heetbergsmoor Graben bis zur Marka Höhe Knippers Weg. Der Marka in westlicher Richtung folgend über Hauptstraße zum Küstenkanal. Entlang diesem in östlicher Richtung bis zur Soeste, entlang dieser in südlicher Richtung bis Kamper Siedlungs Graben, diesem in östlicher Richtung folgend und weiter entlang Röbbkenberg und Straße Am Küstenkanal bis zum Ausgangspunkt Heinfelder Straße	19.2.2017
Landkreis Cloppenburg In Altenoythe von Kreuzung Altenoyther Straße / Vitusstraße nach Osten entlang der Straße Hoher Esch und Cavens bis Kündelweg, entlang diesem in nördlicher Richtung bis Straße Am Kündelsberg, entlang dieser und dem Kündelsberger Graben weiter nach Süden und Osten und entlang Kündelstraße, Koppelweg und Feldstraße bis zur Fladderburger Straße in Bösel. Dieser in südwestlicher Richtung folgend bis Straße Neuland, entlang dieser und entlang Schäferstraße, Sandwitten, Korsorsstraße, Am Steinkamp, Am Tempelkamp, Im Richtemoor, Richtweg und Glasdorfer Straße. Entlang dieser nach Süden bis zur Robert-Glaß-Straße, entlang dieser und Georg-Hoes-Straße bis zur Glasdorfer Straße. Entlang dieser bis Mittelsten-Thüle, weiter entlang Kurfürstendamm bis zur Soeste, dieser nach Norden folgend bis zum Wald Duvensand, entlang des östlichen Waldrandes bis zur Straße Am Horstberg, weiter entlang Wittenmoorsdamm und Pehmertanger Straße bis zur Thüler Straße. Entlang dieser in nordwestlicher Richtung bis zum Oldenburger Ring, entlang diesem in östlicher Richtung bis Böseleer Straße, von dort in nordwestlicher Richtung bis Altenoyther Straße und von dort in nordöstlicher Richtung bis zum Ausgangspunkt in Altenoythe, Höhe Vitusstraße	du 11.2.2017 au 19.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Landkreis Cloppenburg Vom Küstenkanal in Kampe entlang Straße Kamper Rolle nach Norden bis zur Gemeindegrenze und entlang dieser nach Osten bis zur Kreisgrenze in Edewechterdamm, entlang der Kreisgrenze in südöstlicher und südlicher Richtung bis zum Mühlenweg in Nikolausdorf und entlang diesem bis zum Beverbrucher Damm, entlang diesem in südlicher Richtung bis zur Hochspannungsleitung Höhe Beverbrucher Damm 15a, entlang der Hochspannungsleitung nach Westen bis zur Letherfeldstraße und entlang dieser bis zur Nikolausdorfer Straße in Garrel und weiter entlang Böseler Straße, Immenstraße, Kaiforster Straße, Sandrocken und Zum Rosenmoor bis zur Gemeindegrenze. Weiter in nordwestlicher Richtung bis zur Georg-Hoes-Straße und entlang dieser und der Gemeindegrenze bis zum Ziegeldamm. Weiter in nordwestlicher Richtung entlang der Hochspannungsleitung bis Straße Zu den Weiden in Friesoythe, entlang Eschstraße, Böseler Straße, Grüner Hof, Scheefenkamp, Bookgastweg, Barßeler Straße, Kastanienweg und Kellerdamm zum Gewässer Streek. Entlang diesem in nördlicher Richtung bis zur Lahe und dieser in nordöstlicher Richtung folgend bis zum Wasserzug, der in nördlicher Richtung nach Kampe und dort nordöstlich entlang der Wohnsiedlung bis zur Straße Röbbkenberg führt. Entlang dieser Straße in östlicher Richtung und dann nach Norden zum Ausgangspunkt am Küstenkanal	27.2.2017
Landkreis Cloppenburg Im Norden in Vehnemoor von der Overlaher Straße entlang der Kreisgrenze in östlicher und südlicher Richtung bis Höhe Restmoor Dreesberg, von dort in westlicher Richtung bis zur Straße An der Vehn und entlang dieser in südlicher Richtung bis zum Lutzweg. Entlang diesem bis Höhe Lutzweg 16, von dort in südwestlicher Richtung in gerader Linie entlang des nördlichen Randes der beiden Waldstücke und weiter entlang der Baumreihen bis zur Hülsberger Straße. Entlang dieser und weiter entlang Korsorsstraße und Straße Am Vehnemoor bis zur Overlaher Straße und entlang dieser in nördlicher Richtung bis zum Ausgangspunkt in Vehnemoor	du 19.2.2017 au 27.2.2017
Landkreis Emsland Beginnend an der Kreisgrenze B 214 in Andervenne im Uhrzeiger. (Andervenne) B 214 bis Im Venne, Im Venne bis Lengericher Straße, (Freren) Lengericher Straße bis B214, (Freren, Thuiene) B 214 bis Mickelmeer/ Radberggraben, (Lingen) Radberggraben bis Osterbergstraße, Osterbergstraße bis Brockortstraße, Brockortstraße bis Münnigbürener Weg, Münnigbürener Weg bis Eckelkamp, Eckelkamp bis Hexenkamp, Hexenkamp bis L 60; L60 bis Rauhe Venne, Rauhe Venne bis Zum Dorfplatz, Zum Dorfplatz bis Rauhe Venne, Rauhe Venne / Beckhookweg, Beckhookweg bis Bülden, Bülden bis Duisenberger Straße, Duisenberger Straße bis Adeliger Hof, Adeliger Hof bis Dusthook, Dusthook bis B 213 (Bremer Straße), B 213 bis Wallheckenstraße, Wallheckenstraße bis Bramharstraße, Bramharstraße bis Gelzweg, Gelzweg bis Herrenkuhlenweg, Herrenkuhlenweg bis Hohlweg, Hohlweg bis Bramharstraße, Bramharstraße bis Wietmarscher Straße bis Dorfstraße, (Geeste) Dorfstraße bis Bramharerstraße, entlang Teglinger Bach in nördlicher Richtung bis Klosterholter Straße, (Haselünne) Klosterholter Straße bis K 237, K 237 bis K 243, K 243 bis Lehrter Feld, Lehrter Feld, Lehrter Feld bis K 223, K 223 bis zum Bach an der Tönjesstraße, Bach bis zur Hase, Hase bis zur Mittelradde, Mittelradde bis Bleichenholter Weg, Bleichenholter Weg bis Am Grabenland, Am Grabenland bis Neuer Kamp, Neuer Kamp bis Lahrer Weg, Lahrer Weg in nördlicher Richtung bis B 402, B 402 bis Stadtmark, Stadtmark bis Lähdener Straße, Lähdener Straße bis Feldstraße, Feldstraße bis Zum Gravesand, Zum Gravesand bis Franziskusstraße, Franziskusstraße bis Menkenorde, Menkenorde bis Holthausen, Holthausen bis B213, B213 bis Haselünner Straße, (Herzlake) Haselünner Straße bis Markt, Markt bis zum Fluss Hase, Fluss Hase bis Bakeder Graben, Bakeder Graben bis Bakerder Straße, Bakerder Straße bis zur Kreisgrenze Grafelder Straße. (Dohren, Wettrup) Entlang der Kreisgrenze bis in südlicher Richtung bis zur B 214. Das Beobachtungsgebiet erstreckt sich in den Landkreis Osnabrück	du 18.2.2017 au 26.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Landkreis Lüneburg Ausgangspunkt ist im Westen mittig auf der Elbbrücke der Bundesstraße 209 in Hohnstorf. Die Grenze verläuft in südwestlicher Richtung auf der Bundesstraße bis zur Deichkrone und von dort nach Osten, der Deichkrone folgend, ca. 2 km bis zum Abzweig vor dem Sandlager/Deichverteidigungsplatz. Von dort in gerader Linie bis zu dem Punkt hinter der letzten Bebauung in Hittbergen an der Barförder Straße vor Graben 12. Von hier weiter in gerader Linie an die Kreisstraße 4 „Hittberger Straße“ in Höhe des Abzweiges des landwirtschaftlichen Verbindungsweges zwischen Seegraben und Bruchwetter. Dem Verbindungsweg folgend trifft der Verlauf auf die Kreisstraße 5. Weiter entlang der Kreisstraße 5 in nordöstlicher Richtung. Nach 1 km am Seegraben nach Osten abbiegend parallel zum Seegraben auf dem landwirtschaftlichen Verbindungsweg bis zur Kreisstraße 27. Der Kreisstraße 27 in nordöstlicher Richtung 1 km folgend hinter der Marschwetter nach Osten abbiegend auf den landwirtschaftlichen Verbindungsweg zur Deichkrone am Radegaster Haken. Der Deichkrone in nordöstlicher Richtung folgend bis zur Landkreisgrenze in der Elbmitte. Entlang der Landkreisgrenze in Elbmitte nördlicher Richtung bis zur Elbbrücke der Bundesstraße 209 in Hohnstorf	5.3.2017

NORDRHEIN-WESTFALEN

Landkreis Soest B 55 in Höhe der Glenne (Kreisgrenze) in östlicher Richtung folgend bis Geseker Bach, Geseker Bach in westlicher Richtung bis Störmeder Bach, Störmeder Bach 185 m in südliche Richtung, Störmeder Bach 880 m in westlicher Richtung in Höhe des Feldwegs bis zum Brandenbaumer Weg, Brandenbaumer Weg in südlicher Richtung bis Corveyer Straße, Corveyer Straße bis Mönninghauser Straße, Mönninghauser Straße bis Am Lämmerbach, Am Lämmerbach bis Schambrede, Schambrede in nördlicher Richtung bis zur Lippe, der Lippe in westlicher Richtung folgend bis Brücke über In den Amtswiesen, In den Amtswiesen in nördlicher Richtung bis Lippestraße, Lippestraße in südwestlicher Richtung bis zur B 55, B 55 in nördlicher Richtung bis Kreisgrenze Gütersloh	10.2.2017
Landkreis Gütersloh Langenberg-Benteler: B 55 an Kreisgrenze Gütersloh/Soest; B 55 nördlich bis Abzweigung Fichtenweg; Fichtenweg nördlich folgen bis Lüningsheide; Lüningsheide in nördlicher Richtung bis auf Poststraße; Poststraße in östlicher Richtung bis Kampstraße; Kampstraße in nördlicher Richtung bis auf Liesborner Straße; Liesborner Straße in nordöstlicher Richtung bis Einmündung Kolpingstraße; Kolpingstraße nordwestlich bis Einmündung Gerhard-Hauptmann-Straße; Gerhard-Hauptmann-Straße folgen bis auf Stukendamm; Stukendamm in westlicher Richtung bis auf Schulgraben; Schulgraben in nördlicher Richtung bis auf Landgraben; Landgraben in nordwestlicher Richtung bis Bergstraße; Bergstraße nördlich bis Einmündung Allerbecker Weg; Allerbecker Weg bis Einmündung Klutenbrinkstraße; Klutenbrinkstraße in nördlicher Richtung bis Einmündung Bredenstraße, hier wird Klutenbrinkstraße zur Schulstraße; ab Einmündung in Kirchplatz in nördliche Richtung bis Einmündung Hauptstraße; Hauptstraße in westlicher Richtung bis Einmündung Mühlenstraße; Mühlenstraße nördliche Richtung bis Einmündung Westfeldstraße; von dort in östlicher Richtung bis auf die B 55; B 55 in nördlicher Richtung, wird dann zur B 61. Rheda-Wiedenbrück: B 61 Abfahrt Wiedenbrück; Rietberger Straße bis Abzweigung Dechant-Hense-Straße; Dechant-Hense-Straße in östlicher Richtung bis auf Patersweg; Patersweg in nördlicher Richtung bis auf Neuenkirchener Straße; Neuenkirchener Straße in östlicher Richtung bis zur Einmündung des Feldweges; diesen in nordöstlicher Richtung bis auf Kapellenstraße; Kapellenstraße in nördlicher Richtung bis zur Einmündung in Varenseller Straße; diese in östlicher Richtung bis Einmündung Plümersweg; Plümersweg in nördlicher Richtung; bei Kreuzung in östlicher Richtung bis auf Neuenkirchener Straße.	11.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Verl: Neuenkirchener Straße südöstlich bis Ölbach; Ölbach in nördlicher Richtung bis zur Kreuzung mit Klosterweg; Klosterweg wird zur Wortstraße; weiter süd-/südöstliche Richtung; hinter Schulte-Lindhorst in Feldweg in östlicher Richtung bis auf Spexardweg; diesen in südöstlicher Richtung bis zur Einmündung in Varensseller Straße; Varensseller Straße nördliche Richtung bis Einmündung Westfalenweg; Westfalenweg in östliche Richtung bis zur Einmündung Chromstraße; Chromstraße in südöstliche Richtung bis Firmengelände Frankenfeld Service; weiter in östliche Richtung bis auf Eiserstraße; auf Eiserstraße südlich bis zur Abzweigung auf ein in östlicher Richtung abgehender Feldweg, dieser endet auf Im Vien; dort weiter südlich bis zur nach Osten abzweigenden Hofzufahrt/Feldweg bis auf Timmerheide; Timmerheide nördlich bis Einmündung Strothweg; Strothweg östlich bis Einmündung Teiwesweg; Teiwesweg südlich bis auf Österwieher Straße; Österwieher Straße südlich bzw. südöstlich bis zur Kreuzung Bastergraben; Bastergraben in östlicher Richtung bis zur Einmündung auf dem Lönsweg; Lönsweg in südlicher Richtung bis zur Einmündung Bornholter Straße; Bornholter Straße in östlicher Richtung zur Lindenstraße; auf Bornholter Straße östliche Richtung bis Abzweigung Nachtigallenweg; von dort den in südöstlicher Richtung verlaufenden Verbindungsweg zur Marienstraße; Marienstraße in südlicher Richtung folgen bis zur Abzweigung Alter Postweg; Alter Postweg südöstlich bis zur Einmündung Fürstenstraße; Fürstenstraße in westlicher Richtung wird zur Neuenkirchener Straße; Neuenkirchener Straße folgend bis zum südlicher Richtung abgehenden landwirtschaftlichen Verbindungsweg zum Hellweg; Hellweg in östlicher Richtung folgend bis Abzweigung des Landweges; Hellweg in östlicher Richtung befindlichen Baumreihe folgend; am Ende der Baumreihe südlich dem Wirtschaftsweg bis zur Einmündung Delbrücker Straße folgen; Delbrücker Straße südlich bis zur Kreisgrenze.	
Landkreis Gütersloh Im Westen: Ab Kreuzung Kreisgrenze mit Haselhorststraße dieser Straße folgend bis zur Abzweigung Eichenallee, Eichenallee in nordöstlicher Richtung bis zur Kreuzung mit Feldkamp, Feldkamp in nordöstlicher Richtung bis auf Feldkampstraße, Feldkampstraße in nordöstlicher Richtung bis auf Rietberger Straße, Rietberger Straße in nördliche Richtung — wird dann zur Mastholter Straße, Mastholter Straße weiter über B 64 bis Höhe Industriestraße Im Norden und Osten: Nach Osten Industriestraße, dieser weiter folgend bis auf Delbrücker Straße, Delbrücker Straße in nördlicher Richtung bis zur Abzweigung Torfweg, Torfweg in nordöstlicher Richtung bis zur Abzweigung An den Teichwiesen, An den Teichwiesen in südöstlicher Richtung bis zur Kreuzung mit dem Markgraben, diesem in nordöstlicher Richtung folgen bis auf Markenstraße, Markenstraße in nördliche Richtung bis zur Abzweigung In den Marken, In den Marken in östliche Richtung folgen bis zum die Straße kreuzenden Graben, diesem in östlicher Richtung folgen bis zu Im Plumpe, Im Plumpe weiter in südöstliche Richtung bis zu dem die Straße kreuzenden Graben, diesem folgen in nordöstlicher Richtung bis auf die Straße Im Thüle, Im Thüle weiter in südliche Richtung bis zur Abzweigung Im Wiesengrund, Im Wiesengrund in östliche Richtung bis zur Abzweigung Westerloher Straße, Westerloher Straße in südliche Richtung bis zur Kreisgrenze Im Süden: Verlauf der Kreisgrenze zwischen Gütersloh und Paderborn	du 3.2.2017 au 11.2.2017
Landkreis Wesel Kreisgrenze Borken/Wesel — Beltingshof/Boskamp — südlich bis Finkenberg — dort Finkenberg östlich bis Krectinger Str. — dieser südwestlich bis Kreuzung Zum Venn — diesem erst östlich und dann südlich folgen bis Klausen-hofstr. — dieser südlich bis Am Reitplatz folgen — diesen südwestlich bis Bookermannsweg folgen — diesen südwestlich bis Borkener Str. — südlich bis Kreuzung Richtung Wellerberg — Wellerberg westlich bis Van-de-Wall-Str. — dieser südlich folgen — Uhlenberg passieren — weiter Van-de-Wall-Str. südlich folgen bis Telderhuk — diesem südwestlich folgen — Hamminkelner Str. kreuzen — Telderhuk weiter südwestlich folgen — bis Kreuzung Stiftshöfe — Stiftshöfe südlich bis Kreuzung Am Wispelt — Am Wispelt westlich bis Vierwinden — Vierwinden südwestlich folgen bis Eisenbahn — Eisenbahn südlich bis Bahnübergang folgen — hinter dem BÜ nordwestlich auf den Wimmershof — übergehend in Resedastr. — bis Ecke Hamminkelner Landstr. — bis Bocholter Str. = B 473 — südlich bis Reeser Landstr. = B 8 — südlich bis Kreuzung B 58 — B 58 westlich über Rheinbrücke bis Abzweig Xanten — dort westlich abbiegen bis Kreuzung B 57 — nordwestlich auf B 57 = Rheinberger Str. abbiegen — bis Kreuzung Augustinerring — diesem südwestlich bis Trajahnerring — dort nördlich Urselerstr. Folgen bis Abzweig Wittlicher Str. — nördlich bis Kreuzung Willichsche Ley — Willichsche Ley westlich folgen — übergehend in Bollendonkse Ley — bis Labbecker Str. — dieser an Hochwald und Kreisgrenze Wesel/Kleve nordwestlich folgen bis Uedemer Str.	10.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Landkreis Wesel Wittenhorster Weg südöstlich bis Am Wasserwerk folgen — bis Schledenhorster Str. nordöstlich folgen — bis Gewässer Klefsche Landwehr — diesem südlich folgen — bis Heideweg — diesem südwestlich bis Schledenhorster Str. folgen — Richtung Heckenweg/Merrhooger Str. südöstlich bis Bahnhofstr. folgen — westlich bis Kreuzung Wittenhorster Weg/Grenzweg folgen — Grenzweg südlich Richtung Bahnlinie folgen — Bahnlinie queren — bis Stallmannsweg folgen — bis Bergerfurter Str. — westlich folgen — übergehend in Bislicher Wald — bis B 8 — B 8 queren — Bergen östlich bis Kreuzung mit Gewässer Bislicher Meer folgen — Bislicher Meer folgen bis Kreisgrenze Wesel/Kleve	du 2.2.2017 au 10.2.2017
Landkreis Kleve Im Süden beginnend an Kreisgrenze WES/KLE Hochwald Uedemer Str. — Kreisgrenze folgen bis B 57 = Xantener Str. — dieser westlich folgen bis Auf dem Mühlenberg — diesem nördlich folgen — bis Übergang Oyweg und Gewässer Boetzelaersche Ley- dieser nördlich folgen — dabei Haus Veen passieren — Boetzelaersche Ley weiter nördlich folgen bis Kreuzung Hochend — Hochend nordöstlich folgen — Rheinstr. Queren — Hochend weiter nordöstlich folgen Richtung Kläranlage — dort dem Deich nordöstlich folgen bis Kernwasserwunderland — dahinter bei Rheinkilometer 843 den Rhein queren — auf der anderen Seite auf der Reeser Ward der K 18 nördlich folgen — dem Südufer des Alten Rheins unter dem Naturschutzzentrum westlich folgen bis Döries-Albrecht-Str. — dort dem Deich nördlich folgen bis Höhe Emmericher Str. — dieser nördlich folgen bis Hueth'sche Str. — dieser östlich folgen bis Alter Deichweg — diesem nördlich folgen — Bahngleise queren — Alter Deichweg weiter nordöstlich folgen — Pahlenhof passieren — Alter Deichweg bis Bruchstr. — dieser nordwestlich Richtung Holländer Deich folgen — ab dort dem Wasserlauf Tote Landwehr entlang der Kreisgrenze nordöstlich folgen — am Lensinghof der Kreisgrenze östlich folgen bis Kreisgrenze KLE-BOR.	10.2.2017
Landkreis Kleve Im Süden beginnend an Kreisgrenze WES/KLE — Bislicher Ley auf Höhe Krusdickshof dem Gewässer Kirchenvenn am westlichen Ufer nördlich folgen bis Höhe Pastor-Esser-Str. — dieser westlich folgen — Wildeborgsweg queren — Pastor-Esser-Str. weiter westlich folgen bis Geeststr. — dieser südöstlich folgen bis Kreuzung Bislicher Str./Pollweg — Bislicher Str. nördlich folgen bis Auf dem Mosthövel — diesem westlich folgen — im weiteren Verlauf dem Wasserlauf folgen bis Haffen'sches Feld — dort auf den Sommerskathweg abbiegen — diesem nordwestlich folgen bis Bruckdahlweg — diesem nordwestlich folgen bis Läppersweg — diesem nordwestlich folgen bis Lindackersweg — diesem nordöstlich folgen — Deichstr. queren — Lindackersweg weiter nordöstlich folgen — übergehend in Lohstr. — nordwestlich auf Dohlenweg folgen bis Eickelboomstr. — diesem folgen bis Deichstr. = K 7 — dieser nordwestlich folgen bis Bergswick — dem Gewässer Am Schmalen Meer östlich in Richtung Aspelsches Meer folgen — diesem am südlichen Ufer westlich folgen bis Bahnhofstr. — dieser nordöstlich folgen bis Helderener Str. — dieser nordöstlich folgen bis Isselburger Str. — dieser nördlich folgen bis Heidericher Str. — dieser östlich folgen bis Kalfhovenweg — diesem südöstlich folgen bis Lohstr. — dort östlich folgen bis Ecke Groß Hoxhof — dort bis Waldgrenze folgen — dieser nordöstlich folgen bis Enzweg — diesem östlich folgen bis Kreisgrenze — ab dort entlang der Kreisgrenze folgen bis Schlehenweg — diesem südwestlich folgen bis Wittenhorster Weg — diesem östlich folgen bis Kreisgrenze KLE/WES.	du 2.2.2017 au 10.2.2017
Landkreis Paderborn Im Westen und Norden: Verlauf der Kreisgrenze Paderborn-Gütersloh von dem Zusammentreffen mit der Kreisgrenze Soest am Boker Kanal bis zur Kaunitzer Straße in der Gemeinde Hövelhof Im Osten: Kaunitzer Straße in der Gemeinde Hövelhof ab Kreisgrenze Paderborn-Gütersloh südlich bis Emsallee, Emsallee bis Detmolder Straße, Detmolder Straße bis Espelner Straße, Espelner Straße bis Hövelhofer Straße, Hövelhofer Straße bis Wittendorfer Straße, Wittendorfer Straße bis Wasserwerkstraße, Wasserwerkstraße bis Verbindungsweg zur Bundesstraße 64 (B64), Verbindungsweg zwischen Wasserwerkstraße und B64, B64 ab Einmündung Verbindungsweg zur Wasserwerkstraße bis Einmündung Kreuzmeer, Kreuzmeer bis Graf-Meerveldt-Straße, Graf Meerveldt-Straße bis Heddinghauser Straße, Heddinghauser Straße bis Scharmeder Straße, Scharmeder Straße bis zur Einmündung der Verlängerung des Bentfelder Weges,	10.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Im Süden: Der Verlängerung des Bentfelder Weges folgend bis zum Bentfelder Weg, Bentfelder Weg bis Glockenpohl, Glockenpohl bis Thüler Straße, Thüler Straße ab Einmündung Glockenpohl bis Einmündung Bleichstraße, Bleichstraße bis Birkenstraße, Birkenstraße bis Liemekestraße, Liemekestraße bis Boker Damm, Boker Damm ab Einmündung Liemekestraße bis Mühlendamm, Mühlendamm bis Hauptstraße (Verne), Hauptstraße (Verne) ab Einmündung Mühlendamm bis Enkhausen, Enkhausen bis Verlarer Straße bis Lippstädter Straße, Lippstädter Straße bis Einmündung Am Damm, Am Damm bis Dammstraße, Dammstraße ab Einmündung Am Damm bis Einmündung Verlarer Weg, Verlarer Weg bis Kreisgrenze Paderborn-Soest, Verlauf der Kreisgrenze Paderborn-Soest ab Verlarer Weg bis zum Zusammentreffen mit der Kreisgrenze Gütersloh am Boker Kanal	
Landkreis Paderborn Im Norden: Verlauf der Kreisgrenze Paderborn-Gütersloh ab Haselhorster Straße bis zur Westerloher Straße Im Osten: Westerloher Straße ab Kreisgrenze Paderborn-Gütersloh bis Giptenweg, Giptenweg ab Einmündung Westerloher Straße bis Grafhörster Weg, Grafhörster Weg ab Einmündung Giptenweg bis Schöninger Straße, Schöninger Straße ab Einmündung Giptenweg bis Einmündung Am Sporkhof, Am Sporkhof bis Kreuzung mit der Rietberger Straße, Verlängerung der Straße Am Sporkhof ab Kreuzung mit der Rietberger Straße bis Norhagener Straße, Norhagener Straße ab Einmündung der Verlängerung der Straße Am Sporkhof bis Einmündung Brinkweg, Brinkweg ab Einmündung Nordhagener Straße bis Einmündung Schmalter Weg, Schmalter Weg ab bis Obernheideweg, Obernheideweg ab Einmündung Schmalter Weg bis Einmündung Verbindungsweg, Verbindungsweg ab Einmündung Obernheideweg bis Flurweg, Flurweg bis Rieger Straße Im Süden: Rieger Straße ab Einmündung Flurweg bis Talweg, Talweg ab Einmündung Rieger Straße bis Westenholzer Straße, Westenholzer Straße ab Einmündung Talweg bis Mastholter Straße, Mastholter Straße ab Westenholzer Straße bis Moorlake Im Westen: Moorlaake ab Einmündung Westenholzer Straße bis Köttmers Kamp, Köttmers Kamp ab Einmündung Moorlake bis Einmündung Verbindungsweg zur Haselhorster Straße, Verbindungsweg zwischen Köttmerskamp und Haselhorster Straße, Haselhorster Straße ab Einmündung Verbindungsweg zur Straße Köttmers Kamp bis Kreisgrenze Paderborn-Gütersloh	du 2.2.2017 au 10.2.2017
Landkreis Borken Kreis- / Landesgrenze Isselburg einschließlich Ortsteil Anholt weiter in östlicher Richtung zum Ortsteil Suderwick bis zur Straße Hahnenpatt, weiter in östlicher Richtung bis zur L 606 (Dinxperloer Straße), weiter in Richtung Spork bis zur Kreuzung L604 (Sporker Ringstr. / Liede-ner Ringstr.), weiter in südlicher Richtung bis zur Kreuzung L 505 (Werther Str.), weiter in östlicher Richtung (Bocholt) bis zur Kreuzung Pannemannstr. / Thonhausenstr., dort Pannemannstr. in südlicher Richtung bis zum Abzweig Zeisigweg diesen weiter in östlicher Richtung bis Abzweig Stemmers Heide, dieser weiter in südlicher Richtung bis zur Bahntrasse diese folgend in östlicher Richtung bis zur Straße Wachtelschlag. Wachtelschlag weiter in südlicher Richtung bis zur Alfred-Flender-Str. diese weiter in westlicher Richtung bis zum Bömkeweg, diesen weiter in östlicher Richtung bis zum Kreuzkamp, diesen weiter in südlicher Richtung bis zum Loikumer Weg, weiter in südlicher Richtung bis zum Grünen Weg. Den Grünen Weg in östlicher Richtung bis zum Abzweig Händelstr, dieser in südlicher Richtung folgend bis zum Vennweg. Den Vennweg weiter in östlicher Richtung bis zur Dingdener Str. Diese in südlicher Richtung bis zum Weseler Landweg, diesen weiter in südlicher Richtung bis zum Beltingshof, diesen in östlicher Richtung folgend bis zur Kreisgrenze. Der Kreisgrenze folgend in westlicher, dann nördlicher Richtung bis zum Ausgangspunkt Kreis- / Landesgrenze Isselburg.	10.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
BRANDENBURG	
Landkreis Ostprignitz-Ruppin Im Osten beginnend auf der Höhe der Ortslage Dünamünde — von dort der Temnitz nach Süden folgend, Rägelin passierend, Netzeband und Katerbow passierend, die A 24 unterquerend, dann weiter nach Süden verlaufend — der Temnitz bis südlich des Seebergs folgend, dann diese verlassend und scharf nach Westen abzweigend direkt bis zum Scheitelpunkt des Kleinen Sees nördlich von Blankenberg — an der Ostseite des Kleinen Sees nach Süden dem Weg in Richtung Trieplatz folgend — vor Trieplatz abbiegend in Richtung Bantikow zunächst in direkter Linie bis zur Dosse — nach dem Erreichen der Dosse ein Stück der Dosse nach Süden bis Höhe Bantikow folgend — die Dosse verlassend nach Westen nördlich von Bantikow bis zum Seeufer des Untersees — dem Seeufer des Untersees nach Norden folgend bis Höhe Blechern Hahn, den Untersee nach Westen überquerend bis zur L14 — der L14 nach Norden folgend bis Höhe Wolfswinkel — nach Westen in Richtung Königsfließ, diesem folgend bis zur B103 — der B103 folgend, Rüdow passierend bis zum Schnittpunkt der Bahnstrecke aus Richtung Kyritz — der Bahnstrecke nach Norden folgend, Karl-Friedrichshof und Gantikow passierend, Steinberg und Minnashöh passierend, Rosenwinkel passierend bis zur Höhe Horst — dort nach Osten auf der Dorfstraße durch Horst — kurz hinter dem Ortsausgang Horst an der nächsten Kreuzung Richtung Blumenthal bis zur L144 — von dort dem Grenzgraben Rosenwinkel nach Nordosten folgend, auf den Blumenthaler Hauptgraben abbiegend und weiter in Richtung Nordosten — von dort in direkter Linie Richtung Nordosten bis zum Birkenberg (nördlich von Kuckucksmühle) — dem von Kuckucksmühle kommenden Weg in Richtung Blandikow bis zum Ortseingang Blandikow folgend — am Ortseingang auf die L145 nach Osten abbiegend und dieser folgend — weiter Papenbruch durchquerend bis zur A24 — weiter der A24 Richtung Osten folgend, die A19 überquerend — dann in direkter Linie Richtung Osten durch Bauhof bis zur L14 — auf der L14 auf der Höhe der Scharfenberger Ziegelei nach Osten auf die K6821 abbiegen — der K6821 folgend bis zum Abzweig Goldbeck, durch Goldbeck der Straße folgend Richtung Brausebachmühle — in Brausebachmühle der Straße nach Südosten folgend, die K6821 erreichend, durch Gadow bis zum Ortsausgang — am Ortsausgang dem Weg nach Südosten in direkter Linie — folgend, den Weheberg passierend bis zur Gemeindegrenze Wittstock/Land / Neuruppin — dieser Gemeindegrenze nach Südwesten in direkter Linie folgend bis Dünamünde	15.2.2017
Landkreis Ostprignitz-Ruppin Im Osten beginnend in Richtung Süden: — der A 24 ab Abfahrt Herzsprung in Richtung Berlin folgend, südlich der Ortslage Rossow bis in Höhe des Hohlenbergs — südlich des Hohlenbergs nach Westen entlang der Gemeindegrenze Wittstock/Dosse / Amt Temnitz bis zum Abzweig nach Süden entlang der Gemeindegrenze Stadt Kyritz / Amt Temnitz	du 7.2.2017 au 15.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
— der Gemeindegrenze von Kyritz Richtung Südwesten weiter folgend bis zum Burgberg und weiter verlaufend Richtung Nordwesten, dabei ein Stück der Dosse folgend — der Gemeindegrenze bis zum Waldrand folgend, dann nach Westen unterhalb der Gemeindegrenze durch den Wald auf den bis zur südlichen Spitze des Naturschutzgebietes Postluch Ganz — weiter in südwestlicher Richtung bis die Straße aus Richtung Wulkow folgende in Richtung Borker See — Östlich des Borker Sees am Seeufer entlang nach Norden bis zur nördlichen Seespitze — weiter nach Norden durch das Naturschutzgebiet Mühlenteich entlang der Klempnitz bis zur Katentstiegsmühle — von dort nach Nordwesten auf der Straße nach Königsberg bis zur L144 — der L144 Richtung Herzsprung folgend bis Herzsprung — weiter durch Herzsprung auf die L18 nach Osten bis zur Abfahrt Herzsprung der A24.	
Landkreis Prignitz In der Gemeinde Gumtow, östlich der Bahnlinie Kyritz — Pritzwalk, Ortsteil Wutike einschließlich Bahnhof Wutike und Steinberg	15.2.2017
Landkreis Dahme-Spreewald beginnend an der Kreisgrenze zum Landkreis Spree-Neiße (SPN) im Osten — Kreisgrenze zu SPN und Landkreis Oberspreewald-Lausitz (OSL) in westlicher Richtung folgend Kleines Fließ in Fließrichtung (westlich) bis zur Einmündung in die Malxe — weiter Kreisgrenze zu OSL (Malxe) folgend in westlicher Richtung bis zur Einmündung in den Burg-Lübbener-Kanal — weiter Kreisgrenze zu OSL folgend in westlicher Richtung bis zur Querung der Landesstraße L 49 nördlich von Ragow — weiter Kreisgrenze zu OSL folgend in westlicher Richtung bis Gemeindegrenze Neuendorf bei Lübben — der Gemeindegrenze Neuendorf bei Lübben in nördlicher Richtung folgend die B 87 querend am westlichen Ortsausgang von Neuendorf bei Lübben — weiter nördlich in Richtung Treppendorf vorbei am westlichem Ortsausgang Treppendorf bis B 115 querend — entlang der B 115 bis zur Bahnlinie Lübben — Börnichen — entlang der Bahnlinie und dem westlichen bis nordwestlichen Rand der Hartmannsdorfer Heide — westlich und nördlich an der Ortslage Hartmannsdorf bis zur Spree — Spree flussabwärts bis Petkampsberg — Petkampsberg in östlicher Richtung bis Landesstraße L 42 — entlang der Landesstraße L 42 in Richtung Schlepzig bis zum Abzweig der Kreisstraße K 6123 in Richtung Dürrenhofe bis zur Kreuzung mit der Kreisstraße K 6122 — südöstlich an Dürrenhofe vorbei bis zum Gröditscher Landgraben — entlang des Gröditscher Landgrabens bis zur Kläranlage Dürrenhofe / Krugau — nördlich von Krugau bis zur Bahnlinie Lübben — Beeskow — nördlich der Waldkante in östlicher Richtung bis die B 179 (südlich von Groß Leuthen) gequert wird — weiter in östlicher Richtung bis zur Kreisstraße K 6113 — der K 6113 folgend bis Ortseingang von Leibchel — westlich an der Ortslage Leibchel vorbei bis zur B 87 — die B 87 querend weiter in südöstlicher Richtung bis zum Ressener Mühlenfließ — das Ressener Mühlenfließ stromaufwärts — südwestlich an der Ortslage Guhlen vorbei weiter in Richtung B 320, diese querend weiter in südöstlicher Richtung — westlich an der Ortslage Mochow vorbei	22.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
— weiter südlich bis die Landesstraße L 44 gequert wird — entlang dem Mochowfließ in südlicher Richtung bis zum Bergsee — westliches Ufer von Bergsee, Rammoltsee und Butzener See sowie Byhlener See in südlicher Richtung — weiter westlich an der Ortslage Butzen vorbei bis zum westlichen Ufer des Byhleguhrer Sees — weiter in südwestlicher Richtung westlich an der Ortslage Mühlendorf vorbei in südwestlicher Richtung bis zum Nordumfluter und zum kleinen Fließ	
Landkreis Dahme-Spreewald Im Westen beginnend — Landesstraße L 44 Abzweig Umgehung Ortslage Radensdorf — nach Norden bis zur Gemeindegrenze Briesensee am Gröditscher Landgraben — weiter der Gemeindegrenze Briesensee in nordöstlicher Richtung entlang bis zum Südufer des Barbassees — weiter entlang der Gemeindegrenze Briesensee in südöstlicher Richtung bis zur Landesstraße L 44 und dem Klein-Leiner-Fließ in Richtung Caminchen folgend — nordöstlich an Caminchen vorbei dem Klein-Leiner-Fließ in Richtung Neu Zauche folgend bis das Klein-Leiner-Fließ die Landesstraße L 44 quert — weiter dem Klein-Leiner-Fließ in südlicher Richtung folgend bis zu dessen Einmündung in den A-Graben-Nord — vom A-Graben-Nord in südlicher Richtung die Neu Zaucher Kahnfahrt bis zur Einmündung in den Nordumfluter — dem Nordumfluter nordwestlich in Richtung Lübben folgend bis zur Querung der Straße Bukoitza — Straße Bukoitza in nördlicher Richtung folgend bis zum südlichen Ortseingang von Radensdorf, von dort in nordwestlicher Richtung bis zur Landesstraße L 44 am Abzweig der Umgehungsstraße	du 13.2.2017 au 22.2.2017
Landkreis Märkisch-Oderland ab: westliche Grenze des Naturschutzgebietes Klobichsee durch das Naturschutzgebiet Stöbbertal Richtung Großer Tornowsee, zwischen dem Großen Tornowsee und dem Kleinen Tornowsee bis zur östlichen Waldkante Pritzhagener Forst, dieser folgend bis zum Anschluss Reichenberger Str. K 6414, der östlichen Gemeindegrenze von Oberbarnim folgend bis zur nördlichen Gemeindegrenze Märkische Höhe bis zur Batzlower Hauptstr. L 341, dieser folgend bis zur rechten Abbiegung in den A.-D.-Thaer-Weg des Ortes Möglin, diesem folgend bis zur Kreuzung Waldweg, dem Feldweg Richtung Vevaise in nördlicher Richtung folgend bis Anschluss B 167, weiter in östlicher Richtung zum Neuen Kanal, diesem nördlich folgend bis zur Straße Am Anger des Ortes Bliesdorf, den Feldweg Richtung Bochows-Loos folgend bis Bochows Loos Querung Volzine, dieser in östlicher Richtung folgend bis zur L33, Wriezener Str., dieser folgend bis zur Kreuzung L 336 — Jesargraben	5.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Landkreis Märkisch-Oderland ab Feldweg Quappendorf entlang des Quappendorfer Kanals bis zum östlichen Ufer des Kietzer See's, diesem bis zur Mitte des östlichen Ufers folgend, den Kietzer See in südlicher Richtung durchschneidend bis zur Kreuzung B 167/L34, weiter dem westlichen Ufer der 3 anschließenden südlichen Karpfenteiche folgend weiter in Richtung Grenze des Landschaftsschutzgebietes ab	du 24.2.2017 au 5.3.2017

BAYERN

Landkreis Neustadt a.d.Aisch — Bad Windsheim — Stadt Burgbernheim mit den Stadtteilen Pfaffenhofen, Rannachmühle, Schwebheim, Siedlung Erlach Wildbad, Ziegmühle — Gemeinde Gallmersgarten mit den Gemeindeteilen Gallmersgarten (Ort), Mörlbach, Steinach a.d. Ens, Steinach b. Rothenburg — Stadt Bad Windsheim mit den Stadtteilen Bad Windsheim, Erkenbrechtshofen, Ickelheim, Kleinwindsheimermühle, Kilsheim, Linkenmühle, Oberntief, Wiebelsheim — Stadt Uffenheim mit den Stadtteilen Custenlohr, Hinterpfeinach, Rudolzshofen, Uttenhofen, Vorderpfeinach, Welbhausen — Gemeinde Ergersheim mit den Gemeindeteilen Ergersheim (Ort), Ermetzhofen, Kellermühle, Neuhof, Obermühle, Rummelsmühle, Seenheim — Gemeinde Marktbergel mit den Gemeindeteilen Marktbergel, Ermetzhof, Ottenhofen, Munasiedlung — Gemeinde Illesheim mit den Gemeindeteilen Illesheim, Sontheim, Westheim, Urfersheim — Gemeinde Obernzenn mit dem Gemeindeteil Urphertshofen — Gemeinde Markt Nordheim mit dem Gemeindeteil Ulsenheim (nur Ort südlich der Staatsstraße 2256)	10.2.2017
Landkreis Neustadt a.d.Aisch — Bad Windsheim — die Stadt Burgbernheim mit den Stadtteilen Burgbernheim, Aumühle, Buchheim, Hagenmühle, Hilpertshof, Hochbach — die Gemeinde Gallmersgarten mit dem Gemeindeteil Bergtshofen	du 1.2.2017 au 10.2.2017
Landkreis Ansbach — Gemeinde Colmberg, die Ortsteile: Binzwangen und Poppenbach, — Gemeinde Neusitz, der Ortsteil: Schweinsdorf — Gemeinde Oberdachstetten, die Ortsteile: Oberdachstetten und Anfelden — Gemeinde Ohrenbach, die Ortsteile: Gailshofen, Gumpelshofen, Habelsee, Oberscheckenbach, Ohrenbach, Reichardsroth — Gemeinde Steinsfeld die Ortsteile: Ellwingshofen, Endsee, Gypshütte, Hartershofen, Reichelshofen, Steinsfeld, Urphershofen, — Gemeinde Windelsbach, die Ortsteile: Birkach, Burghausen, Cadolzshofen, Guggelmühle, Hornau, Linden, Nordenberg, Preuntsfelden und Windelsbach	9.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Landkreis Regensburg Gemeinde Wenzelbach, Ortsteile Abbachhof, Forstacker, Fußenberg, Grafenhofen, Hauzenstein, Irlbach, Oberackerhof, Schnaitterhof, Unterackerhof, Unterlindhof, Wasenstetten, Ziegenhof, Gonnersdorf, Grünthal, Hölzlhof bei Regensburg, Jägerberg, Lettenthal, Roith, Sandhof, Thanhausen, Thanhof, Thurnhof, Zeithof Gemeinde Deuerling, Ortsteil Am Bahnhof Markt Nittendorf, Ortsteile Arzweg, Etterzhausen, Glockensiedlung, Hardt, Kühschlag, Logenburg, Nittendorf, Obereinbuch, Undorf, Untereinbuch, Grafenried, Penk, Pollenried, Schönhofen, Zeiler Gemeinde Brunn, Ortsteile Babetsberg, Eglsee, Frauenberg, Konstein, Münchsried Markt Lappersdorf, Ortsteile Benhof, Geiersberg, Kaulhausen, Knieschlag, Unterkaulhausen, Schwaighausen Gemeinde Pienhofen, Ortsteile Berghof (bei Pienhofen), Dettenhofen, Distelhausen, Pienhofen, Reinhardtsleiten, Aignhof, Zieglhof, Reinhardshofen, Rohrdorf, Unterfreitung, Oberfreitung Gemeinde Wolfsegg, Ortsteile Biersackschlag, Grabenhäuser, Käfersdorf, Krippersberg, Maisthal, Sachsenhofen, Hohenwarth, Hermannstetten, Sillen, Stetten, Teufelschlag, Wall, Wolfsegg, Oel Markt Regensburg, Ortsteile Brenthal, Eitlbrunn, Buchenlohe, Epfenthau, Ferneichlberg, Geiersberg, Irlbründl, Kühthal, Linglhof, Medersbach, Preßgrund, Preischlgut, Regensburg, Schanzlohe, Schnepfenberg, Spindlhof, Süßberg, Edlhausen Diesenbach, Dirnberg, Eichlberg, Ellmau, Forstberg, Frauenberg, Fronau, Wieden, Loch Mettenbach, Oberhaslach, Oberhub, Reingrub, Reiterberg, Steinsberg, Unterhaslach, Unterhub, Grub, Hochstraß, Hohenwarth, Kerm, Kleeberg Kohlstatt, Lindach, Neuhaus Gemeinde Sinzing, Ortsteile Bruckdorf, Eilsbrunn, Kleinprüfening, Kuhblöß, Minoritenhof, Oberalling, Riegling, Unteralling, Marienhöhe, Alling, Hart, Kunstmühle, Sinzing, Steg, Vogelsang, Waldhäusl, Waltenhofen Gemeinde Zeitlarn, Ortsteile Penthof, Regendorf, Riesen, Sandheim, Kunstmühle, Zeitberg, Laub, Mühlhof, Neuhof, Zeitlarn Gemeinde Holzheim a. Forst, Ortsteile Brunoder, Bubach A. Forst, Geisenthal, Haslach, Irnhüll, Oedenholz, Trischlberg, Widlthal, Dornau, Hubhof, Unterbrunn Gemeinde Pettendorf, Ortsteile Eichenbrunn, Günzenried, Hummelberg, Deckelstein, Ebenwies, Eibrunn, Kneiting, Mariaort, Ried (bei Eibrunn), Ried (bei Endorf), Hinterberg Markt Laaber, Ortsteile Endlfeld, Polzhausen, Schaggenhofen, Waldetzenberg, Weißenkirchen Gemeinde Pentling, Ortsteile Hölkering, Großberg (bei Regensburg), Oberirading, Pentling, Schwalbenest, Fohlenhof, Unterirading, Weichslmühle Gemeinde Duggendorf, Ortsteile Judenberg, Judenbergtal, Kleinduggendorf, Schwarzhöfe, Weihergut, Zündergut Gemeinde Tegernheim, Ortsteile Tegernheim, Tegernheim am Weinberg, Sender Keilberg	1.3.2017
Landkreis Regensburg Gemeinde Pettendorf, Ortsteile Pettendorf, Adlersberg, Aichahof, Reifenthal, Schwetendorf, Urthof, Haselhof, Neudorf Markt Lappersdorf, Ortsteile Gewalt, Hainsacker, Harreshof, Kareth, Landlhof, Lorenzen; Neubaiern, Rehthal, Rodau, Schinderwies, Schwerdnermühle, Steinhof, Stettwies, Tremmelhausen, Tremmelhauserhöhe; Ziegelhütte, Lappersdorf, Altenried, Aschach, Baiern, Einhausen, Hönighausen, Oppersdorf, Pielmühle, Schwärz, Hohensand	du 21.2.2017 au 1.3.2017
Landkreis Regensburg Gemeinde Holzheim a. Forst, Ortsteil Traidenloh Markt Kallmünz, Gemeindeteile Schirndorf, Fischbach Markt Regensburg, Ortsteile Anglhof, Ganglhof, Heilinghausen, Hinterberg, Irlbründl, Kleinanglhof, Kleinramspau, Medersbach, Ramspau, Richterskeller, Wasa, Hirschling, Asing, Gibacht, Hagenau, Kreuth, Kürnberg, Marienthal, Neuried, Oberhub, Schönleiten, Schwaighof, Süssenbach	7.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Stadt Regensburg Anfangspunkt im Osten ist der Kreuzungspunkt A3/ Stadtgrenze. Der A3 in westlicher Richtung bis zur Auffahrt Regensburg Ost folgend. In südlicher Richtung entlang der Auffahrt-Leibnizstr.- Max Planck Str./B15 folgen, bis diese die Stadtgrenze erreicht. Ab hier der Stadtgrenze im Uhrzeigersinn folgen, bis sie wieder den Anfangspunkt erreicht	1.3.2017
Stadt Regensburg Anfangspunkt ist die Kreuzung Auf der Winzerer Höhe- Wehrlochweg. Im Weiteren dem Wehrlochweg-Maximilian-Aschenauer-Straße folgend bis zur B8. Der B8 am nördlichen Rand in westlicher Richtung bis zur Stadtgrenze folgend. Ab hier der Stadtgrenze in nord-östlicher Richtung folgend, bis Anfangspunkt wieder erreicht	du 21.2.2017 au 1.3.2017
Landkreis Hof Markt Bad Steben, Gemeindeteile Carlsgrün, Krötenmühle, Mordlau, Obersteben, Oberzeitelwaidt, Schleeknock und Zeitelwaidt Gemeinde Berg, Gemeindeteile Bartelsmühle, Berg, Eisenbühl, Feldmühle, Geiersberg, Hadermammnsgrün, Holler, Lohwiese, Rothleiten, Steingrün und Wachholder-reuth Gemeinde Geroldsgrün, Gemeindeteile Dürrenwaid, Dürren-waiderhammer, Geroldsgrün, Großenreuth, Hermesgrün, Hertwegsgrün, Langenbach, Mühlleithen, Neuenhammer, Neumühle, Oberhammer, Pfarrschneidmühle, Silberstein, Steinbach, Trögershäuser, Untersteinbach, Wasserwarte, Langenau und Lotharheil Stadt Helmbrechts, Gemeindeteile Altsuttenbach, Baiergrün, Bischofsmühle, Einzigenhöfen, Hopfenmühle, Kollerhammer, Oberbrumberg, Rauhenberg, Schlegelmühle, und Unterbrumberg Gemeinde Issigau Stadt Lichtenberg Stadt Naila, Gemeindeteile Bärenhaus, Brand, Culmitz, Culmitzhammer, Döbrastöcken, Einsiedel, Erbsbühl, (Hintere) Garles, Hügel, Kalkofen, Kleinschmieden, Linden, Lippertsgrün, Marlesreuth, Marmor-mühle, Marxgrün, Mittelklingensporn, Modelmühle, Molkenbrunn, Naila, Naila-Froschgrün, Nestel-reuth, Oberklingensporn, Reutberg, Schleifmühle, Schlottenhammer, Schnecken-grün, Unterklingensporn und Weidstaudenmühle Stadt Schauenstein, Gemeindeteile Dorschenhammer, Hagenmühle, Haidengrün, Haueisen, Kleinschmieden-hammer, Lehstenmühle, Papiermühle, Schauenstein, Uschertsgrün und Windischengrün Stadt Schwarzenbach am Wald Stadt Selbitz, Gemeindeteile Dörnthal, Edlasmühle, Föhrighaus, Grundmühle, Hüttung, Hüttungshaus, Kohlbühl, Kreuzbühl, Neuhaus, Rodesgrün, Rothenburg, Schertlas, Selbitz, Sellanger, Staudenhäuser, Wachholderbusch, Weidesgrün und Wiesenhaus	3.3.2017
Landkreis Hof Markt Bad Steben, Gemeindeteile Bad Steben, Bobengrün, Christusgrün, Dürrenberg, Erlaburg, Fichten, Gerlas, Herwagen, Lochau, Schafhof, Thierbach, Thierbacherhammer Thierbacher-mühle und Ziegelhütte Gemeinde Geroldsgrün, Gemeindeteile Frankenhof, Franken-warte, Geroldsgreuth und Hirschberglein Stadt Naila, Gemeindeteile Dreigrün, Erbsbühl, Finkenflug, Froschbach und Pechreuth	du 23.2.2017 au 3.3.2017
Landkreis Kronach Markt Nordhalben, Gemeindeteile Heinersberg, Krögels-mühle und Grund; Stadt Wallenfels, Gemeindeteile Vordere Schnaid, Mittlere Schnaid, Hintere Schnaid, Voglerei, Wolfersgrün und Lorchenmühle; Markt Steinwiesen, Gemeindeteil Schlegelshaid	3.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Landkreis Schwandorf Stadt Teublitz, Stadtteile Loinsnitz, Glashütte, Köblitz, Richthof Stadt Burglengenfeld, Stadtteile Burglengenfeld, Armensee, Augustenhof, Birkhof, Bubenhof, Dexhof, Dirnau, Eichlhof, Engelhof, Greßthal, Greinhof, Haugshöhe, Höchensee, Hub, Hof, Kai, Karlsberg, Kastenhof, Katzenhüll, Kirchenbuch, Lamplhof, Lanzenried, Machtlwies, Mauthof, Meilerhof, Mossendorf, Mühlberg, Pilsheim, Oberbuch, Plattenhof, Pistlwies, Pöpplhof, Pottenstetten, Rammertshof, Rödlhof, Saaß, Schlag, See, Straß, Undersdorf, Wasenhütte, Weiherhof, Wölland, Witzlarn, Ziegelhütte Stadt Maxhütte-Haidhof, Stadtteile Maxhütte, Haidhof, Almenhof, Almenhöhe, Berghof, Binkenhof, Birkenhöhe, Birkenzell, Blattenhof, Brücklhof, Brunheim, Deglhof, Eichelberg, Englbrunn, Harberhof, Fürstthof, Ibentthann, Kappl, Katzheim, Kreinberg, Leonberg, Lintermühle, Meßnerskreith, Neukappl, Pirkensee, Pfaltermühle, Stadlhof, Steinhof, Strieglhof, Schwarzhof, Ponholz, Rappenbügl, Rohrhof, Roßbach, Roding, Roßbergeröd, Verau, Winkerling, Ziegelhütte Stadt Nittenau, Stadtteile Bachbügl, Nittenau, Brunn, Eichlgüt, Fischbach, Geiseck, Gunt, Haiderhöf, Hammerhäng, Harthöfl, Hengersbach, Hof, Hofer Mühle, Lohbügl, Mühlenthal, Nerping, Neuöbau, Ödgarten, Rumelsölden, Spitalhaus, Vorderkohlstetten, Weinting, Eckartsreuth, Königshof, Königsreuth, Überfuhr, Reuting, Stefling, Weißenhof Stadt Schwandorf, Stadtteile Schwandorf, Altenried, Auhof, Bubach, Büchelkühn, Bürgerlhof, Dachelhofen, Doblergut, Ettmannsdorf, Gögglbach, Hartenricht, Kager, Kapflhof, Klardorf, Krainhof, Naabeck, Naabsiegenhofen, Nattermoos, Neukirchen, Neuried, Niederhof, Spielberg, Stegen, Striessendorf, Unterweiherhaus, Waltenhof, Wiefelsdorf, Wöllmannsbach, Zielheim, Ziegelhütte Gemeinde Steinberg am See, Gemeindeteile Steinberg am See, Haid, Hirmerhaus, Oder, Oberweiherhaus, Waldheim Gemeinde Wackersdorf, Gemeindeteile Heselbach, Imstetten, Irlach	7.3.2017
Landkreis Schwandorf Stadt Teublitz, Stadtteile Teublitz, Bömmerlschlag, Forschlacke, Kremplschlag, Kuntsdorf, Münchshofen, Oberhof, Premberg, Stocka, Weiherdorf, Frauenhof, Katzdorf, Saltendorf Stadt Maxhütte-Haidhof, Stadtteil Lehenhaus Stadt Schwandorf, Stadtteil Strengleiten	du 27.2.2017 au 7.3.2017
Landkreis Amberg-Weiz Gemeinde Schmidmühlen, Ortsteil Eglsee	7.3.2017
MECKLENBURG-VORPOMMERN	
Landkreis Vorpommern-Rügen Gemeinde Grammindorf	10.3.2017
Landkreis Vorpommern-Rügen Gemeinde Gransebieth	10.3.2017
Landkreis Vorpommern-Rügen In der Gemeinde Glewitz die Ortsteile — Langenfelde — Glewitz — Zarnekow — Voigtsdorf — Turow — Stelow	10.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Landkreis Vorpommern-Rügen In der Gemeinde Wendisch-Baggendorf die Ortsteile — Wendisch-Baggendorf — Bassin	10.3.2017
Landkreis Vorpommern-Rügen In der Gemeinde Splietsdorf der Ortsteil — Vorland-Ausbau	10.3.2017
Landkreis Vorpommern-Rügen In der Gemeinde Gremersdorf-Buchholz die Ortsteile — Gremersdorf — Angerode — Pöglitz	10.3.2017
Landkreis Vorpommern-Rügen Gemeinde Tribsees	10.3.2017
Landkreis Vorpommern-Rügen In der Gemeinde Drechow der Ortsteil — Krakow	10.3.2017
Landkreis Vorpommern-Rügen in der Gemeinde Bad Sülze der Ortsteil — Bad Sülze — Ausbau	10.3.2017
Landkreis Vorpommern-Rügen Gemeinde Tribsees	10.3.2017
Landkreis Vorpommern-Rügen In der Gemeinde Drechow der Ortsteil — Krakow	10.3.2017
Landkreis Vorpommern-Rügen in der Gemeinde Bad Sülze der Ortsteil — Bad Sülze — Ausbau	10.3.2017
Landkreis Vorpommern-Rügen In der Gemeinde Lindholz die Ortsteile — Langsdorf — Böhlendorf — Breesen — Nütschow — Tangrim — Carlsthal	10.3.2017
Landkreis Vorpommern-Rügen Gemeinde Deyelsdorf	2.3.2017 to 10.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Landkreis Mecklenburgische Seenplatte In der Stadt Dargun im Ortsteil — Stubbendorf die Gebiete Klein Methling und Groß Methling	10.3.2017
Landkreis Rostock In der Gemeinde Behren-Lübchin die Ortsteile — Behren-Lübchin — Wasdow — Alt Quitzenow — Neu Quitzenow — Bobbin — Bäbelitz	10.3.2017
Landkreis Rostock In der Gemeinde Warbelstadt Gnoien die Ortsteile — Eschenhörn — Warbelow	10.3.2017
Landkreis Ludwigslust-Parchim In der Gemeinde Greven die Orte und Ortslagen — Greven — Hatzberg — Leisterförde — Lüttenmark	5.3.2017
Landkreis Ludwigslust-Parchim In der Gemeinde Bengerstorf die Orte und Ortsteile — Beckendorf — Wiebendorf	5.3.2017
Landkreis Ludwigslust-Parchim Gemeinde Gresse	5.3.2017
Landkreis Ludwigslust-Parchim In der Gemeinde Neu Gülze die Orte, Ortsteile und Ortslagen — Gamm — Neu Gülze — Kiekut — Zahrendorf	5.3.2017
Landkreis Ludwigslust-Parchim Stadt Boizenburg/Elbe	5.3.2017
Landkreis Ludwigslust-Parchim In der Gemeinde Nostorf die Ortsteile — Bickhusen — Horst — Rensdorf	5.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Landkreis Ludwigslust-Parchim Gemeinde Schwanheide	du 25.2.2017 au 5.3.2017
Landkreis Ludwigslust-Parchim In der Gemeinde Nostorf der Ort — Nostorf	du 25.2.2017 au 5.3.2017
Landkreis Ludwigslust-Parchim In der Stadt Boizenburg/Elbe das Gebiet- — Schwanheider Tannen	du 25.2.2017 au 5.3.2017

SCHLESWIG-HOLSTEIN

Kreis Herzogtum Lauenburg — die Stadt Lauenburg/Elbe — die Gemeinden Basedow, Bröthen, Buchhorst, Büchen, Dalldorf, Fitzen, Krüzen, Langenlehsten, Lanze, Lüttau, Wangelay und Witzeze — von der Gemeinde Müssen die Gebiete östlich der Raiffeisenstraße und südlich und östlich der Mühlenstraße bis zur Einmündung in die K 73 sowie südlich der K 73; — von der Gemeinde Siebeneichen die Gebiete südlich der K 62 und östlich der L 200 und — von der Gemeinde Schulendorf den Ortsteil Schulendorf.	5.3.2017
---	----------

THÜRINGEN

Saale-Orla-Kreis — In der Stadt Bad Lobenstein der Ortsteil Lichtenbrunn — Gemeinde Harra mit dem Ortsteil Kießling — Gemeinde Schlegel mit dem Ortsteil Seibis — Gemeinde Wurzbach mit dem Ortsteil Titschendorf — Gemeinde Blankenstein — Gemeinde Blankenberg mit dem Ortsteil Arlas	3.3.2017
Saale-Orla-Kreis — In der Stadt Schleiz der Ortsteil Dröswein — Gemeinde Dittersdorf mit dem Ortsteil Sorna — Gemeinde Kirschkau — Gemeinde Göschitz — Gemeinde Tegau mit dem Ortsteil Burkersdorf	5.3.2017
Landkreis Greiz — In der Stadt Zeulenroda die Ortsteile Zadelndorf mit Bungalowdorf, Stelzendorf, Pahren, Silberfeld, Merkendorf, Piesigitz, Dörtendorf, Triebes mit Kranich, Mehla mit Nässa, Niederböhmersdorf, Dobia, Arnsgrün mit Eubenberg und Kesselmühle, Neugrün, Büna, Wolfshain mit oberer und unterer Kalkgrube, Schönbrunn, Bernsgrün, Frotschau, Leitlitz, Weckersdorf mit Grüngut und Reißig-mühle, Föhrt mit Fritzschmühle, Lätwitz, Kleinwolschendorf — Gemeinde Weißendorf — Stadt Auma mit den Ortsteilen Zickra, Muntscha, Krölpa, Wenigenauma — Gemeinde Wiebelsdorf mit den Ortsteilen Pfersdorf und Wöhlndorf — Gemeinde Staitz mit Wärterhof, Bermichmühle und Erzmühle	5.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
— Gemeinde Göhren-Döhlen mit den Ortsteilen Göhren und Döhlen — Gemeinde Schüpitz mit Valentinsmühle und Schmeißermühle — Gemeinde Hohenleuben mit Ortsteil Brückla — Gemeinde Langenwetzendorf mit Pertelsmühle und den Ortsteilen Kauern, Lunzig, Hain, Hainsberg, Neuärgernis, Göttendorf, Naitschau, Zoghaus, Erbengrün, Stern, Welsdorf — In der Stadt Greiz die Ortsteile Mühlenhäuser, Tremnitz, Pansdorf, Hohndorf mit Steinermühle, Gablau, Leiningen	
Landkreis Greiz — In der Stadt Zeulenroda die Ortsteile Dr. W. Külz-Siedlung, Pfefferleite, Schwarzbach, Seeschlösschen, Alaunwerk, Tiergehege — In der Stadt Zeulenroda die Ortsteile Lichtensteinsiedlung, Karl-Liebkecht-Siedlung, Märien, Untere Haardt, Meinersdorf, Tscherlich, Obere Haardt, Grüna, Pöllwitz mit Bahnhof Pöllwitz und Pöllwitzmühle, Niederböhmersdorf — Gemeinde Langenwolschendorf mit Schöner Höhe	du 25.2.2017 au 5.3.2017
SACHSEN	
Landkreis Nordsachsen Die Gemeinde Rackwitz mit allen Ortsteilen Die Große Kreisstadt Schkeuditz mit den Ortsteilen Freiroda, Gerbisdorf, Glesien, Hayna, Kursdorf, Radefeld, Schkeuditz mit den Stadtteilen östlich der S8 sowie nördlich der Weißen Elster und Wolteritz Die Gemeinde Wiedemar mit den Ortsteilen Grebehna, Lissa, Queding und Zwochau Die Große Kreisstadt Delitzsch mit den Ortsteilen Beerendorf, Beerendorf-Ost, Brodau, Delitzsch, Döberitz, Selben, Zschopen Die Gemeinde Schönwölkau mit den Ortsteilen Boyda, Brinnins, Gollmenz, Hohenroda, Luckowehna, Mocherwitz, Wölkau Die Gemeinde Jesewitz mit den Ortsteilen Liemehna (außer Ortslage Zschettgauer Straße) Die Gemeinde Krostitz mit allen Ortsteilen Die Stadt Taucha mit den Ortsteilen Cradefeld, Graßdorf, Merkwitz, Pönitz, Seegeritz und Taucha mit den Ortsteilen westlich B 87	4.3.2017
Landkreis Nordsachsen Gemeinde Rackwitz mit den Ortsteilen Biesen, Kreuma, Lemsel, Podelwitz, Rackwitz sowie Zschortau mit der Ortslage entlang des Straßenverlaufs S 7 von B184 ausgehend bis zum Ortseingang Biesen Gemeinde Krostitz mit den Ortsteilen Hohenossig, Kletzen, Zschölkau Große Kreisstadt Schkeuditz mit dem Ortsteil Wolteritz	du 24.2.2017 au 4.3.2017
Vogtlandkreis Gemeinde Pausa-Mühltröff mit den Ortsteilen Bad Linda, Ebersgrün, Linda, Oberreichenau, Pausa, Ranspach, Thierbach, Unterreichenau, Wallengrün, Wilder Berg, Unterpirk	5.3.2017
Vogtlandkreis Gemeinde Pausa-Mühltröff, Gemarkung Unterreichenau	du 25.2.2017 au 5.3.2017

État membre: Grèce

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
a) The municipal unit of Tripoli and the following local communities in the municipality of Tripoli, regional unit of Arkadia: Kapsia, Nestani, Loukas, Zevgolatio, Agios Konstantinos, Pelagos, Merkovouni, Skopi, Perthori, Sangas and Artemisio b) The settlements of Aria and Tourniki and the local community of Karya in the municipality of Argos-Mykines, regional unit of Argolida c) The following towns/villages/settlements in the regional unit of Rodopi: Polyanthos, Iasmos, Kavos, Trikorfo, Sima, Krystalli, Dichala, Poa, Kerasia, Asomatos, Mischos, Mega Pisto, Thamna, Agiasma, Dymi, Rizoma, Ifaistos, Komotini, Yfantos Mesochori, Itea, Paradimi, Mega-Mikro Kranovouni, Mes-souni, Aigeiros, Kallisti, Amvrosia, Palladio, Mosaiko and Galini	3.3.2017
a) The municipal district of Nestani and the entire wider area of Nestani in the municipality of Tripoli, regional unit of Arkadia, defined as follows: in the north up to the point which lies at a latitude of 37.634891 and a longitude of 22.452786 in the south up to the point which lies at a latitude of 37.582105 and a longitude of 22.451462 in the east up to the point which lies at a latitude of 37.609236 and a longitude of 22.480079 and in the west up to the point which lies at a latitude of 37.57074 and a longitude of 22.3796 b) The local community of Meleti in the municipality of Komotini, regional unit of Rodopi, and the local communities of Sostis and Linos in the municipality of Iasmos, regional unit of Rodopi	du 23.2.2017 au 3.3.2017

État membre: France

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Les communes suivantes dans le département de l'AVEYRON	
NAJAC SAINT-ANDRE-DE-NAJAC	16.2.2017
Les communes suivantes dans le département des DEUX-SEVRES	
AZAY-LE-BRULE LA BOISSIERE-EN-GATINE LA CRECHE CHAMPDENIERS-SAINT-DENIS CHAURAY CHERVEUX CLAVE COURS ECHIRE EXIREUIL FRANCOIS GERMOND-ROUVRE LES GROSEILLERS	5.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
MAZIERES-EN-GATINE PAMPLIE SAINT-GELAIS SAINT-GEORGES-DE-NOISNE SAINT-LIN SAINT-MAIXENT-L'ECOLE SAINT-MARC-LA-LANDE SAINTE-OUENNE SAINT-PARDOUX SAIVRES SURIN VERRUYES	
AIFFRES BEAUVOIR-SUR-NIORT BESSINES BRULAIN LES FOSSES LA FOYE-MONJAULT FORS FRONTENAY-ROHAN-ROHAN GRANZAY-GRIPT JUSCORPS MARIGNY MOUGON NIORT PRAHECQ SAINTE-BLANDINE SAINT-MARTIN-DE-BERNEGOUE SAINT-ROMANS-DES-CHAMPS SAINT-SYMPHORIEN VOUILLE	10.2.2017
AUGE LA CHAPELLE-BATON SAINT-CHRISTOPHE-SUR-ROC	du 25.2.2017 au 5.3.2017

Les communes suivantes dans le département du GERS

SABAILLAN SIMORRE TOURNAN	du 14.2.2017 au 24.2.2017
---------------------------------	------------------------------

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
AIGNAN ARMENTIEUX ARMOUS-ET-CAU AUCH AYZIEU BASSOUES BEAUMARCHES BEAUMONT BERAUT BETOUS BIRAN BOUZON-GELLENAVE BRETAGNE-D'ARMAGNAC CADEILLAN CALLIAN CASSAIGNE CASTELNAU D'AUZAN LABARRERE CAZAUBON CAZENEUVE CONDOM COULOUME-MONDEBAT COURRENSAN COURTIES ESPAON FOURCES GARRAVET GAUJAC GAZAX-ET-BACCARISSE GONDRIN JUILLAC LADEVEZE-RIVIERE LAGARDERE LAGRAULET-DU-GERS LAMAZERE LAREE LARRESSINGLE LARROQUE-SUR-L'OSSE LASSERADE LASSERAN LAURAET LIAS-D'ARMAGNAC LOMBEZ LOUSLITGES	24.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
LOUSSOUS-DEBAT MAIGNAUT-TAUZIA MANSENCOME MARGUESTAU MIRAMONT-D'ASTARAC MONCLAR MONGAUSY MONTADET MONTAMAT MONTREAL MOUCHAN MOUCHES ORDAN-LARROQUE PANJAS PELLEFIGUE PEYRUSSE-GRANDE PEYRUSSE-VIEILLE POUYDRAGUIN ROQUES SABAZAN SAINT-ELIX SAINT-GERME SAINT-GRIEDE SAINT-JEAN-LE-COMTAL SAINT-JEAN-POUTGE SAINT-MARTIN-GIMOIS SAINT-SOULAN SARAMON SAUVETERRE SEMEZIES-CACHAN TOURDUN VALENCE-SUR-BAISE	
AUJAN-MOURNEDE BASCOUS BAZIAN BECCAS BELLEGARDE BETCAVE-AGUIN BETPLAN CAHUZAC-SUR-ADOUR CAILLAVET CANNET	5.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
CASTELNAVET CAZAUX-D'ANGLES CAZAUX-VILLECOMTAL CHELAN DEMU DURBAN ESTAMPES FAGET-ABBATIAL FUSTEROUAU GALIAX GAUJAN GOUX HAGET IZOTGES JU-BELLOC LABEJAN LADEVEZE-VILLE LAMAGUERE LANNEPAX LAVERAET LUPIAC MALABAT MARAMBAT MARCIAC MARGOUE-MEYMES MASCARAS MEILHAN MONBARDON MONCORNEIL-GRAZAN MONFERRAN-PLAVES MONLAUR-BERNET MONT-D'ASTARAC MONTEGUT-ARROS MONTIES MOUREDE NOULENS ORNEZAN PLAISANCE POUY-LOUBRIN PRECHAC-SUR-ADOUR RAMOUZENS ROQUEBRUNE SAINT-AUNIX-LENGROS	

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
SAINT-PIERRE-D'AUBEZIES SAMARAN SARCOS SARRAGACHIES SCIEURAC-ET-FLOURES SEISSAN SEMBOUES SERE SORBETS TACHOIRES TASQUE TERMES-D'ARMAGNAC TIESTE-URAGNOUX TUDELLE VIC-FEZENSAC VILLECOMTAL-SUR-ARROS VILLEFRANCHE	
ARROUEDE BEZUES-BAJON CABAS-LOUMASSES PANASSAC SAINT-BLANCARD ARBLADE-LE-BAS ARBLADE-LE-HAUT AURENSAN AUSSOS AUX-AUSSAT BARCELONNE-DU-GERS BARCUGNAN BARS BAZUGUES BELLOC-SAINT-CLAMENS BELMONT BERDOUES BERNEDE BLOUSSON-SERIAN CASTEX CASTILLON-DEBATS CAUMONT CAUPENNE-D'ARMAGNAC CLERMONT-POUYGUILLES CORNEILLAN	du 25.2.2017 au 5.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
CUELAS DUFFORT ESCLASSAN-LABASTIDE GEE-RIVIERE IDRAC-RESPAILLES LAAS LABARTHE LABARTHETE LAGARDE-HACHAN LAGUIAN-MAZOUS LALANNE-ARQUE LANNE-SOUBIRAN LANNUX LAUJUZAN LE HOUGA LELIN-LAPUJOLLE LOUBERSAN LOURTIES-MONBRUN LUPPE-VIOLLES MAGNAN MANAS-BASTANOUS MANENT-MONTANE MARSEILLAN MASSEUBE MAULICHERES MAUMUSSON-LAGUIAN MIELAN MONCASSIN MONLEZUN MONPARDIAC MONT-DE-MARRAST MONTAUT MORMES NOGARO PALLANNE PERCHEDE PONSAMPERE PONSAN-SOUBIRAN PRENERON PROJAN RICOURT RISCLE SADEILLAN	

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
SAINT-ARROMAN SAINT-CHRISTAUD SAINT-ELIX-THEUX SAINT-GERME SAINT-GRIEDE SAINT-JUSTIN SAINT-MARTIN-D'ARMAGNAC SAINT-MAUR SAINT-MEDARD SAINT-MICHEL SAINT-MONT SAINT-OST SAINTE-AURENCE-CAZAUX SAINTE-DODE SARRAGUZAN SAUVIAC SEGOS SION TARSAC TILLAC TRONCENS URGOSSE VERGOIGNAN VERLUS VIELLA VIOZAN	
ANSAN AUGNAX BAJONNETTE BIVES BLANQUEFORT CRASTES ESTRAMIAC HOMPS LABRIHE MANSEMPUY MARAVAT MAUVEZIN MONFORT PUYCASQUIER SAINT-ANTONIN SAINT-BRES	10.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
SAINT-GEORGES SAINT-ORENS SAINT-SAUVY SAINTE-GEMME SAINTE-MARIE SARRANT SEREMPUY SOLOMIAC TAYBOSC TOUGET TOURRENQUETS	

Les communes suivantes dans le département des HAUTE-GARONNE

BOISSEDE L'ISLE-EN-DODON MARTISSERRE MIRAMBEAU MOLAS	24.2.2017
ANAN BLAJAN CASSAGNABERE-TOURNAS CASTERA-VIGNOLES CHARLAS CIADOUX ESCANECRABE ESPARRON GENSAC-DE-BOULOGNE LESPUGUE LILHAC MONDILHAN MONTESQUIEU-GUITTAUT MONTGAILLARD-SUR-SAVE MONTMAURIN NENIGAN PUYMAURIN SAINT-FERREOL-DE-COMMINGES SAINT-LARY-BOUJEAN SAINT-LAURENT SAINT-PE-DELBOSC SALERM SAMAN	5.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
BOULOGNE-SUR-GESSE LUNAX MONDILHAN MONTBERNARD PEGUILHAN	du 25.2.2017 au 5.3.2017

Les communes suivantes dans le département des HAUTES-PYRENEES

ALLIER ANGOS ARTIGUEMY BARBAZAN-DEBAT BEGOLE BERNAC-DEBAT BERNAC-DESSUS BONNEMAZON BOULIN CABANAC CAHARET CALAVANTE CASTELVIEILH CASTERA-LANUSSE CASTILLON CHELLE-SPOU CIEUTAT FRECHOU-FRECHET GOURGUE HITTE LANESPEDE LANSAC LESPOUEY LIZOS LUC LUTILHOUS MASCARAS MAUVEZIN MERILHEU MONTGAILLARD MONTIGNAC ORIGNAC PERE RICAUD SALLES-ADOUR SARROUILLES	26.2.2017
--	-----------

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
SEMEAC SOUES THUY VIELLE-ADOUR	
ANDREST AZEREIX BORDERES-SUR-L'ECHEZ ESCAUNETS GARDERES GAYAN JUILLAN LAGARDE LAMARQUE-PONTACQ LANNE LOUEY LUQUET ODOS OSSUN OURSBELILLE PINTAC SAINT-LEZER SANOUS SIARROUY TALAZAC TARASTEIX TARBES VILLENAVE-PRES-BEARN	19.2.2017
ANSOST ARIES-ESPENAN ARTAGNAN AUBAREDE AUREILHAN AURENSAN AURIEBAT BARBACHEN BARTHE BAZET BAZILLAC BERNADETS-DESSUS BETBEZE BETPOUY BONREPOS	5.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
BOUILH-PEREUILH BOURS BUGARD BURG BUZON CAIXON CAMALES CASTELBAJAC CASTELNAU-MAGNOAC CASTELNAU-RIVIERE-BASSE CASTERA-LOU CASTERETS CAUBOUS CAUSSADE-RIVIERE CHELLE-DEBAT CHIS CIZOS COLLONGUES DEVEZE DOURS ESCONDEAUX ESTIRAC GALAN GALEZ GAUSSAN GENSAC HACHAN HERES JACQUE LABATUT-RIVIERE LACASSAGNE LAFITOLE LAHITTE-TOUPIERE LALANNE LAMARQUE-RUSTAING LAMEAC LARAN LARREULE LESCURRY LIAC LOUIT MANSAN MARSAC	

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
MARSEILLAN MAUBOURGUET MINGOT MONFAUCON MONLONG MONTASTRUC MOUMOULOUS MUN NOUILHAN OLEAC-DEBAT ORGAN ORIEUX ORLEIX PEYRET-SAINT-ANDRE PEYRIGUERE PEYRUN PUJO RABASTENS-DE-BIGORRE RECURT SABALOS SABARROS SAINT-LANNE SAINT-SEVER-DE-RUSTAN SARIAC-MAGNOAC SARNIGUET SARRIAC-BIGORRE SAUVETERRE SEGALAS SENAC SERE-RUSTAING SOMBRUN SOREAC THERMES-MAGNOAC TOSTAT TOURNOUS-DEVANT UGNOUAS VIC-EN-BIGORRE VIDOUZE VIEUZOS VILLEFRANQUE VILLENAVE-PRES-MARSAC	
ANTIN BERNADETS-DEBAT	du 25.2.2017 au 5.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
BONNEFONT BOUILH-DEVANT CAMPUZAN ESTAMPURES FONTRAILLES FRECHEDE GUIZERIX HAGEDET LALANNE-TRIE LAPEYRE LARROQUE LASCAZERES LIBAROS LUBRET-SAINT-LUC LUBY-BETMONT LUSTAR MADIRAN MAZEROLLES OSMETS PUNTOUS PUYDARRIEUX SADOURNIN SENTOUS SOUBLECAUSE TOURNOUS-DARRE TRIE-SUR-BAISE TROULEY-LABARTHE VIDOU VILLEMBITS	

Les communes suivantes dans le département des LANDES

ARTASSENX ARTHEZ-D'ARMAGNAC AURICE BAS-MAUCO BASCONS BETBEZER-D'ARMAGNAC BORDERES-ET-LAMENSANS CASTANDET CAUNA HAUT-MAUCO LACQUY LAGLORIEUSE	24.2.2017
---	-----------

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
LAGRANGE MAURRIN MAUVEZIN-D'ARMAGNAC MAZEROLLES MONT-DE-MARSAN PARLEBOSCQ PUJO-LE-PLAN SAINT-GEIN SAINT-JULIEN-D'ARMAGNAC SAINT-JUSTIN SAINT-PERDON SAINT-PIERRE-DU-MONT SAINTE-FOY VILLENEUVE-DE-MARSAN	
AMOU AUDIGNON AUDON BANOS BEGAAR BONNEGARDE BRASSEMPOUY CANDRESSE CASSEN CASTAIGNOS-SOUSLENS CASTELNAU-CHALOSSE CAZALIS CLERMONT DAX DOAZIT DUMES GARREY GIBRET GOURBERA HAGETMAU HORSARRIEU LABASTIDE-CHALOSSE LACRABE LAHOSSE LALUQUE LESGOR LOURQUEN MARPAIS	5.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
MIMBASTE MOMUY MONTFORT-EN-CHALOSSE MORGANX NARROSSE NASSIET NOUSSE ONARD OZOURT POYANNE POYARTIN SAINT-CRICQ-CHALOSSE SAINT-GEOURS-D'AURIBAT SAINT-JEAN-DE-LIER SAINT-PANDELON SAINT-PAUL-LES-DAX SAINT-VINCENT-DE-PAUL SAINTE-COLOMBE SAUGNAC-ET-CAMBRAN SERRESLOUS-ET-ARRIBANS SORT-EN-CHALOSSE VICQ-D'AURIBAT YZOSSE	
BENQUET BOURDALAT BRETAGNE-DE-MARSAN FARGUES GRENADE-SUR-L'ADOUR HONTANX LABASTIDE-D'ARMAGNAC LARRIVIERE-SAINT-SAVIN LE FRECHE MONTEGUT MONTGAILLARD MONTSOUE PERQUIE SAINT-MAURICE-SUR-ADOUR SAINT-SEVER	du 16.2.2017 au 24.2.2017
AIRE-SUR-L'ADOUR ARBOUCAVE ARGELOS AUBAGNAN	du 25.2.2017 au 5.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
BAHUS-SOUBIRAN BASSERCLES BATS BEYRIES BUANES CASTELNAU-TURSAN CASTELNER CAZERES-SUR-L'ADOUR CLASSUN CLEDES COUDURES DUHORT-BACHEN EUGENIE-LES-BAINS EYRES-MONCUBE GAMARDE-LES-BAINS GEAUNE GOOS GOUSSE HINX LACAJUNTE LATRILLE LAURET LE VIGNAU LOUER LUSSAGNET MANT MAURIES MIRAMONT-SENSACQ MONGET MONSEGUR PAYROS-CAZAUTETS PECORADE PEYRE PHILONDENX PIMBO PONTONX-SUR-L'ADOURPOUDENX PRECHACQ-LES-BAINS PUYOL-CAZALET SAINT-AGNET SAINT-LOUBOUER SAMADET SARRAZIET SARRON	

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
SERRES-GASTON SORBETS TETHIEU URGONS VIELLE-TURSAN	

Les communes suivantes dans le département du LOT-ET-GARONNE

ARMILLAC BEAUGAS BOURGOUGNAGUE BRUGNAC CANCON CASSENEUIL CASTILLONNES COULX DOUZAINS LABRETONIE LAPERCHE LAUZUN LAVERGNE LOUGRATTE MONBAHUS MONCLAR MONTASTRUC MONTAURIOL MONTIGNAC-DE-LAUZUN MONVIEL MOULINET PINEL-HAUTERIVE SAINT-BARTHELEMY-D'AGENAIS SAINT-COLOMB-DE-LAUZUN SAINT-MAURICE-DE-LESTAPEL SAINT-PASTOUR SEGALAS SERIGNAC-PEBOUDOU TOMBEBOEUF TOURTRES VERTEUIL-D'AGENAIS VILLEBRAMAR	10.2.2017
--	-----------

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Les communes suivantes dans le département des PYRENEES-ATLANTIQUES	
BARZUN ESPOEY GOMER HOURS LIVRON LUCGARIER	du 11.2.2017 au 19.2.2017
AAST GER PONSON-DEBAT-POUTS PONSON-DESSUS	du 11.2.2017 au 19.2.2017
ABERE ANOS ANOYE ARGELOS ARRICAU-BORDES ARROSES ARTHEZ-DE-BEARN ASTIS AUGA AURIONS-IDERNES BALANSUN BARINQUE BASSILLON-VAUZE BERNADETS BOUEILH-BOUEILHO-LASQUE BOUILLON BOURNOS BUROSSE-MENDOUSSE CABIDOS CADILLON CASTERA-LOUBIX CASTILLON (CANTON DE LEMBEYE) CAUBIOS-LOOS COUBLUCQ DOUMY ESCOUBES ESCURES FICHOUS-RIUMAYOU GABASTON GARLEDE-MONDEBAT GAROS	5.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
GAYON GERDEREST GEUS-D'ARZACQ HAGETAUBIN HIGUERES-SOUYE LABATUT LACADEE LALONGUE LANNECAUBE LARREULE LEMBEYE LEME LESPIELLE LONCON LOUVIGNY LUC-ARMAU LUCARRE LUSSAGNET-LUSSON MASPIE-LALONQUERE-JUILLACQ MERACQ MESPLEDE MIALOS MOMAS MONASSUT-AUDIRACQ MONSEGUR MONT-DISSE MONTAGUT MONTARDON MORLANNE NAVAILLES-ANGOS PEYRELONGUE-ABOS PIETS-PLASANCE-MOUSTROU POMPS POULIACQ RIBARROUY RIUPEYROUS SAINT-ARMOU SAINT-CASTIN SAINT-JAMMES SAINT-JEAN-POUDGE SAINT-LAURENT-BRETAGNE SALLESPISE SAMSONS-LION	

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
SAUVAGNON SEBY SERRES-CASTET SIMACOURBE TARON-SADIRAC-VIELLENAVE THEZE UZAN VIALER	
ARGET ARZACQ-ARRAZIGUET AUBOUS AURIAC AYDIE BALIRACQ-MAUMUSSON BETRACQ CARRERE CASTEIDE-CANDAU CASTETPUGON CLARACQ CORBERE-ABERES COSLEDAA-LUBE-BOAST CROUSEILLES DIUSSE GARLIN LABEYRIE LALONQUETTE LASCLAVERIES LASSERRE MALAUSSANNE MASCARAAS-HARON MIOSENS-LANUSSE MONCAUP MONCLA MONPEZAT MOUHOUS PORTET POURSIUGUES-BOUCOUE SAINT-MEDARD SAULT-DE-NAVAILLES SEMEACQ-BLACHON SEVIGNACQ TADOUSSE-USSAU VIGNES	du 25.2.2017 au 5.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
ANDOINS ANGAIS ARRIEN ARTIGUELOUTAN BALEIX BAUDREIX BEDEILLE BENEJACQ BENTAYOU-SEREE BEUSTE BOEIL-BEZING BORDERES BORDES CASTEIDE-DOAT COARRAZE ESLOURENTIES-DABAN ESPECHEDE LABATMALE LAGOS LAMAYOU LESPOURCY LIMENDOUS LOMBIA LOURENTIES MAURE MIREPEIX MOMY MONTANER NOUSTY PONTACQ PONTIACQ-VIELLEPINTE SAINT-VINCENT SAUBOLE SEDZE-MAUBECQ SEDZERE SOUMOULOU UROST	19.2.2017

Les communes suivantes dans le département du TARN

ALMAYRAC BOURNAZEL CARMAUX	du 8.2.2017 au 16.2.2017
----------------------------------	--------------------------

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
COMBEFA CORDES-SUR-CIEL LABASTIDE-GABAUSSE LACAPELLE-SEGALAR LAPARROQUIAL MONESTIES MOUZIEYS-PANENS SAINT-BENOIT-DE-CARMAUX SAINTE-GEMME SAINT-MARCEL-CAMPES SAINT-MARTIN-LAGUEPIE SALLES LE SEGUR TREVIEU VIRAC	
AMARENS BLAYE-LES-MINES LES CABANNES CAGNAC-LES-MINES CASTANET DONNAZAC FRAUSSEILLES LE GARRIC ITZAC JOUQUEVIEL LABARTHE-BLEYS LIVERS-CAZELLES LOUBERS MAILHOC MARNAVES MILHARS MILHAVET MIRANDOL-BOURGNOUNAC MONTIRAT MONTROSIER MOULARES NOAILLES PAMPELONNE LE RIOLS ROSIERES ROUSSAYROLLES SAINT-CHRISTOPHE	16.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
SAINT-JEAN-DE-MARCEL SOUEL TAIX TANUS TONNAC VALDERIES VILLENEUVE-SUR-VERE VINDRAC-ALAYRAC SAINTE-CROIX	

Les communes suivantes dans le département du TARN-ET-GARONNE

LAGUEPIE	du 8.2.2017 au 16.2.2017
MAUBEC	10.2.2017
VAREN VERFEIL	16.2.2017

État membre: Croatie

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Područje dijelova općine Dugo Selo naselja: Andrilovac, Kozinščak, Prozorje, Kopčevac, Dugo Selo, Velika Ostrna, Lukarišće, Leprovica, Mala Ostrna i Puhovo; općine Ivanić Grad naselje Trebovec, općine Orle naselja: Čret Posavski, Drnek, Orle, Stružec Posavski i Vrbovo Posavsko; općine Rugvica naselja: Novaki Nartski, Črnec Dugoselski, Črnec Rugvički, Otok Nartski, Otok Svibovski, Ježevo, Čista Mlaka, Hrušćica, Donja Greda, Obedišće Ježevsko, Oborovo, Preseka Oborovska, Prevlaka, Sop, Svibje i Trstenik Nartski; općine Velika Gorica naselja: Bapča, Kobilić, Novaki Šćitarjevski, Kuće, Donje Podotočje, Lekmeno, Poljana Čička, Črnkovec, Šćitarjevo, Novo Čiče, Drenje Šćitarjevsko, Lazina Čička, Gornje Podotočje, Jagodno, Ribnica, Strmec Bukevski, Vukovina i Trnje u Zagrebačkoj županiji te područje Grada Zagreba naselja: Dumovec, Cerje, Ivanja Reka i Sesvete koji se nalaze na području u obliku kruga radijusa deset kilometra sa središtem na GPS koordinatama N45,74359; E16,209793	15.2.2017
Dio općine Velika Gorica, naselja Sop Bukevski i Zablatje Posavsko, općine Rugvica naselja Dragošićka, Jalševac Nartski, Struga Nartska, Rugvica, Okunščak, Nart Savski, Novaki Nartski i Novaki Oborovski, općine Orle naselja Bukevje, Čret Posavski i Obed u Zagrebačkoj županiji, koji se nalazi na području u obliku kruga radijusa tri kilometra sa središtem na GPS koordinatama N45,74359; E16,209793	du 7.2.2017 au 15.2.2017

État membre: Italie

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
— Comune di Mira: a ovest e a nord della Laguna di Venezia, a nord dell'Idrovia Padova-Venezia — Comune di Venezia: a sud di Marghera e della linea ferroviaria Venezia-Padova — Comune di Mirano: a est dell'Autostrada A4 — Comune di Pianiga: a sud-est dell'Autostrada A4 — Comune di Dolo: a sud di via Cazzaghetto e est di via Arino	1.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
— Comune di Fiesso: a est di via Pampagnina — Comune di Strà: a est di Case Zago, di via Brenton e Case Giantin — Comune di Vigonovo: a sud case Gianin, a est via Cesare Battisti, via Argine Fiume Brenta e via VillaMora	
— Comune di Mira: a ovest e a nord della Laguna di Venezia, a sud dell'Idrovia Padova-Venezia — Comune di Campagna Lupia: a nord di via Daniele Manin e dell'Oasi Valle Averso	du 21.2.2017 au 1.3.2017
— Comune di Mira: a ovest e a nord della Laguna di Venezia, a sud di via Onari — Comune di Campagna Lupia: a nord di via Daniele Manin e dell'Oasi Valle Averso	du 1.3.2017 au 4.3.2017
— Comune di Fossò — Comune di Sant'Angelo di Piove di Sacco — Comune di Brugine — Comune di Camponogara — Comune di Arzergrande — Comune di Pontelongo — Comune di Correzzola — Comune di Piove di Sacco: a ovest Ferrovia Venezia-Piove di Sacco e a sud della SS516 — Comune di Codevigo: a sud della SS516 — Comune di Chioggia: a nord SP7 — Comune di Campagna Lupia: a ovest Ferrovia Venezia-Piove di Sacco e a est della SS309 — Comune di Campolongo Maggiore: a ovest Ferrovia Venezia-Piove di Sacco	4.3.2017
— Comune di Piove di Sacco: a est Ferrovia Venezia-Piove di Sacco e a nord della SS516 — Comune di Codevigo: a nord della SS516 e a ovest della Laguna di Venezia — Comune di Campagna Lupia: a est Ferrovia Venezia-Piove di Sacco, a ovest della SS309, a sud di via Daniele Manin — Comune di Campolongo Maggiore: a est Ferrovia Venezia-Piove di Sacco	du 24.2.2017 au 4.3.2017
— Comune di Porto Viro: a sud di località Ca' Giustinian — Comune di Taglio di Po: a est di SS309, a nord di via Lombardia e via Trentino Alto Adige — Comune di Ariano nel Polesine: a est di SS309 e a nord-ovest dell'arrivo dell'idrovora Conca — Comune di Porto Tolle: a est di via Aldo Moro e di Via Po di Gnocca-SP83 — Comune di Porto Tolle: a nord di via Biverare	du 27.2.2017 au 7.3.2017
— Comune di Porto Viro: a nord di località Ca' Giustinian — a ovest di SS309, a sud di via Lombardia e via Trentino Alto Adige — Comune di Ariano nel Polesine: a ovest di SS309 e a sud-est dell'arrivo dell'idrovora Conca — Comune di Porto Tolle: a ovest di via Aldo Moro e di Via Po' di Gnocca SP83 — Comune di Corbola — Comune di Loreo — Comune di Rosolina — Comune di Mesola: a sud di via Biverare — Comune di Goro	7.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
— Comune di Sorbolo: a sud di Strada Certosino, Stradone Dell'Aia, Via della Mina, Strada del Ferrari — Comune di Brescello: a est della Strada provinciale SP62R e strada della Cisa — Comune di Mezzani: a ovest della Strada provinciale SP72 — Comune di Parma, a est della Strada provinciale SP9, a nord della tangenziale di Parma (fino all'uscita n. 7) e della Strada statale SS9 — Intero territorio dei comuni di: — Gattatico — Poviglio — Boretto — Brescello — Torrile — Colorno — Comune di Castelnovo di Sotto: a nord di via A. Alberici e a ovest di via Villafranca e a ovest di Strada Pescatora e di via Tolara — Comune di Campegine: a nord di Strada provinciale SP112 e a ovest di Strada Pescatora	12.3.2017
— Comune di Viadana: a sud ovest di Via Ottoponti Bragagnina — Via Ottoponti Salina, a ovest di Via Ottoponti e dell'abitato di Salina — Comune di Casalmaggiore: a sud est di S.P. 343 R — Ponte Asolana e a sud di S.P. ex S.S. 420, a ovest di Case San Quirico, a sud di Case Sparse Quattro Case — Via Valle e a ovest di Via Manfrassina.	12.3.2017

État membre: Hongrie

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Az alábbi GPS koordináták által meghatározott pontok körüli 10 km sugarú körön belül eső területek a védőközveti területek kivételével: N46.46903889 és az E19.80109444; és az N46.466394 és az E19.75648; és az N46.46969444 és az E19.77105556; és az N46.473164 és az E19.809081; és az N46.465891 és az E19.808885; és az N46.4657 és az E19.813274; és az N46.467366 és az E19.816608; és az N46.584528 és az E19.655409; és az N46.458679 és az E19.873816; és az N46.49972 és az E19.68773; és az N46.497954 és az E19.777415; és az N46.524146 és az E19.719844; és az N46.52476 és az E19.734967; és az N46.4744586 és az E19.747893; és az N46.466806 és az E19.769844; és az N46.449783 és az E19.780889; és az N46.432283 és az E19.844409;	1.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
és az N46.436417 és az E19.833472; és az N46.393889 és az E19.879694; és az N46.455321 és az E19.852898; és az N46.402109 és az E19.872627; és az N46.415988 és az E19.868078; és az N46.441644 és az E19.843129; és az N46.444857 és az E19.849267; és az N46.444332 és az E19.849793; és az N46.468178 és az E19.816503; és az N46.597614 és az E19.804221; és az N46.631183 és az E19.668993; és az N46.622625 és az E19.537204; és az N46.553786 és az E19.705838; és az N46.409335 és az E19.851199; és az N46.391883 és az E19.893881; és az N46.402742 és az E19.834248; és az N46.562771 és az E19.69003; és az N46.441412 és az E19.854305; és az N46.386971 és az E19.867313; és az N46.558562 és az E19.713168; és az N46.438194 és az E19.850944; és az N46.445817 és az E19.841993; és az N46.521953 és az E19.722713; és az N46.493517 és az E19.690093; és az N46.438018 és az E19.852003; és az N46.524235 és az E19.743149; és az N46.582548 és az E19.65551; és az N46.569109 és az E19.625458; és az N46.596087 és az E19.644294; és az N46.609325 és az E19.471926; és az N46.603027 és az E19.478501; és az N46.634476 és az E19.527839; és az N46.665317 és az E19.805388; és az N46.468762 és az E19.850466; és az N46.3632 és az E19.8754; és az N46.568135 és az E19.629595; és az N46.593654 és az E19.64934; és az N46.569787 és az E19.692051; és az N46.584928 és az E19.675551; és az N46.567552 és az E19.679839; és az N46.474649 és az E19.866126; és az N46.628228 és az E19.548682; és az N46.469738 és az E19.8422;	

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
és az N46.630573 és az E19.536706; és az N46.544216 és az E19.717363; és az N46.63177 és az E19.603322; és az N46.626579 és az E19.65275; és az N46.406722 és az E19.864139; és az N46.555731 és az E19.786764; és az N46.516493 és az E19.760571; és az N46.411634 és az E19.883893; és az N46.546378 és az E19.790214; és az N46.484255 és az E19.792816; és az N46.615774 és az E19.51889; és az N46.56963889 és az E19.62801111; és az N46.55130833 és az E19.67718611; és az N46.580685 és az E19.591378; és az N46.675178 és az E19.500865; és az N46.674795 és az E19.501413; és az N46.672415 és az E19.497671; és az N46.52703 és az E19.75514; és az N46.623383 és az E19.435333; és az N46.55115 és az E19.67295; és az N46.59707 és az E19.45574; és az N46.65772 és az E19.525666; és az N46.593111 és az E19.492923; és az N46.639516 és az E19.542544; és az N46.594811 és az E19.803715; és az N46.58072 és az E19.74044; és az N46.57636389 és az E19.58059444; és az N46.620021 és az E19.552464; és az N46.546323 és az E19.712534; és az N46.3869556 és az E19.77618056; és az N46.676398 és az E19.505054; és az N46.58072 és az E19.74044; és az N46.6109778 és az E19.88599722; és az N46.665379 és az E19.489808; és az N46.496419 és az E19.911004; és az N46.551986 és az E19.79999; és az N46.46118056 és az E19.71168333; és az N46.48898611 és az E19.88049444; és az N46.53697222, és az E19.68341111; és az N46.591604, és az E19.49531; és az N46.5171417 és az E19.67016111; és az N46.5158, és az E19.67768889; és az N46.52391944 és az E19.68843889;	

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
és az N46.53138889 és az E19.62005556; és az N46.52827778 és az E19.64308333; és az N46.533121 és az E19.518341; és az N46.574084 és az E19.740144; és az N46.553554 és az E19.75765; és az N46.657184 és az E19.531355; és az N46.5618333 és az E19.76470278; és az N46.551673 és az E19.491094; és az N46.551723 és az E19.779836; és az N46.603375, és az E19.90755278; és az N46.547736, és az E19.535668; és az N46.544789 és az E19.516968; és az N46.550743 és az E19.496889; és az N46.5480417 és az E19.786794; és az N46.47774167 és az E19.86573056; és az N46.57903611 és az E19.72372222; és az N46.590227, E19.710753; és az N46.521458 és az E19.642231; és az N46.579435 és az E19.464347; és az N46.616864 és az E19.548472; és az N46.50325556 és az E19.64926389; és az N46.518133 és az E19.6784; és az N46.4061972 és az E19.73322778; és az N46.674375, és az E19.496807; és az N46.675336, és az E19.498997; és az N46.5460333 és az E19.77916944; és az N46.38947 és az E19.858711; és az N46.382844 és az E19.86408; és az N46.484193 és az E19.69385; és az N46.52626111 és az E19.64352778; és az N46.5886056 és az E19.88189167; és az N46.500159 és az E19.655886; és az N46.5957889 és az E19.87722778; és az N46.589767 és az E19.753633; és az N46.558306 és az E19.465675; és az N46.4271417 és az E19.8205528; és az N46.569808 és az E19.437804; és az N46.445379 és az E19.649848; és az N46.5264361 és az E19.63094722; és az N46.5185167 és az E19.664775; és az N46.5247472 és az E19.63145833; és az N46.514667 és az E19.629611; és az N46.65375 és az E19.53113;	

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
és az N46.5916083 és az E19.5920389; és az N46.59794444 és az E19.46591667; és az N46.6007389 és az E19.5426556; és az N46.6204 és az E19.8007; és az N46.5321778 és az E19.67289444; és az N46.402 és az E19.73983333; és az N46.603106 és az E19.782067; és az N46.544109 és az E19.688508; és az N46.559392 és az E19.768362; és az N46.539064 és az E19.419259; és az N46.224517 és az E19.412833; és az N46.344569 és az E19.405611; és az N46.562451 és az E19.471582; és az N46.422366 és az E19.759126; és az N46.226815 és az E19.397141; valamint az N46.443688 és az E19.643344. valamint Bács-Kiskun megye alábbiak által behatárolt, a védőkörzet vonatkozásában meghatározott részén kívüli területe: Az M5-52-es út kecskeméti csomópontja — 52-es út — 5301-es út — 5309-es út — 53-as út — 5402-es út — 5408-as út — Bács-Kiskun és Csongrád megye határa — 44-es út — 54-es út — E75-ös út	
Az alábbi GPS koordináták által meghatározott pontok körüli 3 km sugarú körön belül eső területek: N46.46903889 és az E19.80109444; és az N46.466394 és az E19.75648; és az N46.46969444 és az E19.77105556; és az N46.473164 és az E19.809081; és az N46.465891 és az E19.808885; és az N46.4657 és az E19.813274; és az N46.467366 és az E19.816608; és az N46.584528 és az E19.655409; és az N46.458679 és az E19.873816; és az N46.49972 és az E19.68773; és az N46.497954 és az E19.777415; és az N46.524146 és az E19.719844; és az N46.52476 és az E19.734967; és az N46.4744586 és az E19.747893; és az N46.466806 és az E19.769844; és az N46.449783 és az E19.780889; és az N46.432283 és az E19.844409; és az N46.436417 és az E19.833472; és az N46.393889 és az E19.879694; és az N46.455321 és az E19.852898; és az N46.402109 és az E19.872627; és az N46.415988 és az E19.868078;	du 21.2.2017 au 1.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
és az N46.441644 és az E19.843129; és az N46.444857 és az E19.849267; és az N46.444332 és az E19.849793; és az N46.468178 és az E19.816503; és az N46.597614 és az E19.804221; és az N46.631183 és az E19.668993; és az N46.622625 és az E19.537204; és az N46.553786 és az E19.705838; és az N46.409335 és az E19.851199; és az N46.391883 és az E19.893881; és az N46.402742 és az E19.834248; és az N46.562771 és az E19.69003; és az N46.441412 és az E19.854305; és az N46.386971 és az E19.867313; és az N46.558562 és az E19.713168; és az N46.438194 és az E19.850944; és az N46.445817 és az E19.841993; és az N46.521953 és az E19.722713; és az N46.493517 és az E19.690093; és az N46.438018 és az E19.852003; és az N46.524235 és az E19.743149; és az N46.582548 és az E19.65551; és az N46.569109 és az E19.625458; és az N46.596087 és az E19.644294; és az N46.609325 és az E19.471926; és az N46.603027 és az E19.478501; és az N46.634476 és az E19.527839; és az N46.665317 és az E19.805388; és az N46.468762 és az E19.850466; és az N46.3632 és az E19.8754; és az N46.568135 és az E19.629595; és az N46.593654 és az E19.64934; és az N46.569787 és az E19.692051; és az N46.584928 és az E19.675551; és az N46.567552 és az E19.679839; és az N46.474649 és az E19.866126; és az N46.628228 és az E19.548682; és az N46.469738 és az E19.8422; és az N46.630573 és az E19.536706; és az N46.544216 és az E19.717363; és az N46.63177 és az E19.603322; és az N46.626579 és az E19.65275; és az N46.406722 és az E19.864139;	

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
és az N46.555731 és az E19.786764; és az N46.516493 és az E19.760571; és az N46.411634 és az E19.883893; és az N46.546378 és az E19.790214; és az N46.484255 és az E19.792816; és az N46.615774 és az E19.51889; és az N46.56963889 és az E19.62801111; és az N46.55130833 és az E19.67718611; és az N46.580685 és az E19.591378; és az N46.675178 és az E19.500865; és az N46.674795 és az E19.501413; és az N46.672415 és az E19.497671; és az N46.52703 és az E19.75514; és az N46.623383 és az E19.435333; és az N46.55115 és az E19.67295; és az N46.59707 és az E19.45574; és az N46.65772 és az E19.525666; és az N46.593111 és az E19.492923; és az N46.639516 és az E19.542544; és az N46.594811 és az E19.803715; és az N46.58072 és az E19.74044; és az N46.57636389 és az E19.58059444; és az N46.620021 és az E19.552464; és az N46.546323 és az E19.712534; és az N46.3869556 és az E19.77618056; és az N46.676398 és az E19.505054; és az N46.58072 és az E19.74044; és az N46.6109778 és az E19.88599722; és az N46.665379 és az E19.489808; és az N46.496419 és az E19.911004; és az N46.551986 és az E19.79999; és az N46.46118056 és az E19.71168333; és az N46.48898611 és az E19.88049444; és az N46.53697222, és az E19.68341111; és az N46.591604, és az E19.49531; és az N46.5171417 és az E19.67016111; és az N46.5158, és az E19.67768889; és az N46.52391944 és az E19.68843889; és az N46.53138889 és az E19.62005556; és az N46.52827778 és az E19.64308333; és az N46.533121 és az E19.518341; és az N46.574084 és az E19.740144; és az N46.553554 és az E19.75765;	

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
és az N46.657184 és az E19.531355; és az N46.5618333 és az E19.76470278; és az N46.551673 és az E19.491094; és az N46.551723 és az E19.779836; és az N46.603375, és az E19.90755278; és az N46.547736, és az E19.535668; és az N46.544789 és az E19.516968; és az N46.550743 és az E19.496889; és az N46.5480417 és az E19.786794; és az N46.47774167 és az E19.86573056; és az N46.57903611 és az E19.72372222; és az N46.590227, E19.710753; és az N46.521458 és az E19.642231; és az N46.579435 és az E19.464347; és az N46.616864 és az E19.548472; és az N46.50325556 és az E19.64926389; és az N46.518133 és az E19.6784; és az N46.4061972 és az E19.73322778; és az N46.674375, és az E19.496807; és az N46.675336, és az E19.498997; és az N46.5460333 és az E19.77916944; és az N46.38947 és az E19.858711; és az N46.382844 és az E19.86408; és az N46.484193 és az E19.69385; és az N46.52626111 és az E19.64352778; és az N46.5886056 és az E19.88189167; és az N46.500159 és az E19.655886; és az N46.5957889 és az E19.87722778; és az N46.589767 és az E19.753633; és az N46.558306 és az E19.465675; és az N46.4271417 és az E19.8205528; és az N46.569808 és az E19.437804; és az N46.445379 és az E19.649848; és az N46.5264361 és az E19.63094722; és az N46.5185167 és az E19.664775; és az N46.5247472 és az E19.63145833; és az N46.514667 és az E19.629611; és az N46.65375 és az E19.53113; és az N46.5916083 és az E19.5920389; és az N46.59794444 és az E19.46591667; és az N46.6007389 és az E19.5426556; és az N46.6204 és az E19.8007; és az N46.5321778 és az E19.67289444;	

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
és az N46.402 és az E19.73983333; és az N46.603106 és az E19.782067; és az N46.544109 és az E19.688508; és az N46.559392 és az E19.768362; és az N46.539064 és az E19.419259; és az N46.224517 és az E19.412833; és az N46.344569 és az E19.405611; és az N46.562451 és az E19.471582; és az N46.422366 és az E19.759126; és az N46.226815 és az E19.397141; valamint az N46.443688 és az E19.643344 GPS koordináták által meghatározott pontok körüli 3 km sugarú körön belül eső területei.	
Az alábbi GPS koordináták által meghatározott pontok körüli 10 km sugarú körön belül eső területek a védőkörzeti területek kivételével: az N46.268418 és az E19.573609; és az N46.229847 és az E19.619350; és az N46.241335; és az E19.555281; és az N46.244069 és az E19.555064; és az N46.287484 és az E19.563459; és az N46.224517 és az E19.412833; és az N46.344569 és az E19.405611; valamint az N46.226815 és az E19.397141 GPS-koordináták által meghatározott pontok körüli 10 km sugarú körön belül eső területei a védőkörzet kivételével, valamint az alábbiak által behatárolt területe: 5309-es út — 53-as út — 5402-es út — 5408-as út — Bács-Kiskun és Csongrád megye határa — Magyarország és Szerbia határa — 53-as út — 55-ös út — 5312-es út — 5412-es út — Tinódi utca — Kopolyai út	1.3.2017
Bács-Kiskun megyének az N46.224517 és az E19.412833, és az N46.344569 és az E19.405611, az N46.226815 és az E19.397141 GPS-koordináták által meghatározott pontok körüli 3 km sugarú körön belül eső területei	du 21.2.2017 au 1.3.2017
Az alábbi GPS koordináták által meghatározott pontok körüli 10 km sugarú körön belül eső területek: N46.304572 és az E19.771922; és az N46.342783 és az E19.802446; és az N46.339714 és az E19.808507; és az N46.342763 és az E19.88699; és az N46.3632 és az E19.8752; és az N46.362391 és az E19.889445; és az N46.391883 és az E19.893881; és az N46.475176 és az E20.000298; és az N46.485451 és az E20.027345; és az N46.496419 és az E19.911004; és az N46.516606 és az E19.886638; és az N46.523853 és az E19.885318; és az N46.533444 és az E19.868219;	15.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
és az N46.535252 és az E19.808912; és az N46.533851 és az E19.811515; és az N46.540227 és az E19.816115; és az N46.5381 és az E19.8205; és az N46.5411 és az E19.8313; és az N46.543419 és az E19.866035; és az N46.557763 és az E19.901849; és az N46.544052 és az E19.968252; valamint az N46.552536 és az E19.970554	
Jász-Nagykun-Szolnok, Bács-Kiskun, valamint Csongrád megyének az N46.853433 és az E20.139858; és az N46,82681 és az E20,12392 GPS-koordináták által meghatározott pont körüli 10 km sugarú körön belül eső területei	13.2.2017
Csongrád megyének az N46,385753 és az E20,27167 GPS-koordináták által meghatározott pont körüli 10 km sugarú körön belül eső területei	14.2.2017
Bács-Kiskun megyének az N46.931868 és az E19.519266 GPS-koordináták által meghatározott pont körüli 10 km sugarú körön belül eső területei, valamint az alábbiak által határolt terület: 5301-es út — 5303-as út — 5305-ös út — Pest-Bács-Kiskun megyehatár- 44-es út — 54-es út — E75-ös út — 52-es út	15.2.2017
Hajdú-Bihar és Békés megyének az N47,021168 és az E21,283025 GPS koordináták által meghatározott pont körüli 10 km sugarú körön belül eső területei	11.2.2017
Békés és Hajdú-Bihar megyének az N46,995519 és az E21,175782 GPS koordináták által meghatározott pont körüli 3 km sugarú körön belül eső területei	12.2.2017
Csongrád és Békés megyének a védőkörszét vonatkozásában meghatározott részén kívüli, az N46.711812, és az E20.486882 GPS koordináták által meghatározott pont körüli 10 km sugarú körön belül eső területei	20.2.2017
Csongrád és Békés megyének az N46,711812, és az E20,486882 GPS koordináták által meghatározott pont körüli 3 km sugarú körön belül eső területei	du 9.2.2017 au 20.2.2017
Bács-Kiskun és Tolna megyének a védőkörszét vonatkozásában meghatározott részén kívüli, az N46.254465, E18.963625 GPS koordináták által meghatározott pont körüli 10 km sugarú körön belül eső területei	13.3.2017
Bács-Kiskun és Tolna megyének az N46.254465, E18.963625 GPS koordináták által meghatározott pont körüli 3 km sugarú körön belül eső területei	du 4.3.2017 au 13.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Győr-Moson-Sopron megyének a védőkörzet vonatkozásában meghatározott részén kívüli, az N47.813889, E17.493333 GPS koordináták által meghatározott pont körüli 10 km sugarú körön belül eső területei	19.2.2017
Győr-Moson-Sopron megyének az N47.813889, E17.493333 GPS koordináták által meghatározott pont körüli 3 km sugarú körön belül eső területei	du 11.2.2017 au 19.2.2017
Veszprém megyének az N47.291639, E17.577593 GPS koordináták által meghatározott pont körüli 3 km sugarú körön belül eső területei	14.3.2017
Veszprém megyének a védőkörzet vonatkozásában meghatározott részén kívüli, az N47.291639, E17.577593 GPS koordináták által meghatározott pont körüli 10 km sugarú körön belül eső területei	du 5.3.2017 au 14.3.2017
Jász-Nagykun-Szolnok megyének a védőkörzet vonatkozásában meghatározott területen kívüli, az N46.994149 és az E20.378305 GPS koordináták által meghatározott pont körüli 10 km sugarú körön belül eső területei	3.3.2017
Jász-Nagykun-Szolnok megyének az N46.994149 és az E20.378305 GPS koordináták által meghatározott pont körüli 3 km sugarú körön belül eső területei	du 23.2.2017 au 3.3.2017

État membre: Autriche

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Schützen am Gebirge Donnerskirchen Oggau am Neusiedler See Mörbisch am See Siegendorf Klingenbach Zagersdorf Wulkaprodersdorf Trausdorf an der Wulka Eisenstadt	17.2.2017
St. Margarethen im Burgenland Rust Oslip	17.2.2017

État membre: Pologne

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim: Obszar ograniczony granicą przebiegająca w następujący sposób: Poczynając od skrzyżowania ulic: Północnej, Skwierzyńskiej i Czereśniowej, w miejscowości Karnin (obręb Osiedle Poznański), obszar biegnie w kierunku północno — wschodnim, wzdłuż ul. Skwierzyńskiej, a następnie kierunek zmienia się na południowo-wschodnim, i granica biegnie w tym kierunku do skrzyżowania ulic Topolowej i Łubinowej. Następnie, w tym samym kierunku, linia obszaru biegnie wzdłuż ul. Łubinowej, do ul. Daliowej. Następnie, pod kątem prostym, granica obszaru skręca w kierunku południowo-zachodnim, wzdłuż ul. Daliowej do ul. Krupczyńskiej. Następnie linia granicy idzie wzdłuż ul. Krupczyńskiej i w połowie odcinka, pomiędzy ulicą Konwaliową i Chabrową, idzie w kierunku torów kolejowych i ul. Słonecznikowej. Następnie linia granicy w tym samym kierunku przecina ul. Tulipanową oraz drogę ekspresową S3, idąc skrajem lasu, do ul. Kwiatu paproci. Następnie, granica obszaru biegnie wzdłuż ulicy Kwiatu paproci do dojazdu pożarowego nr 23 w kierunku południowym, przecinając dojazd pożarowy nr 11. Następnie, linia granicy skręca w kierunku południowo — zachodnim, w kierunku jeziora Glinik, do drogi utwardzonej. Następnie, idąc w kierunku południowym wzdłuż ww. drogi, linia granicy biegnie do skrzyżowania z drogą idącą w kierunku Orzelca. Następnie linia granicy biegnie w kierunku północno — zachodnim, do granic wschodnich miejscowości Orzelec, przy wschodnich granicach miejscowości Orzelec linia granicy skręca w kierunku południowym w dukt leśny. Duktem leśnym linia granicy idzie w kierunku zachodnim, aż do ul. Księżycowej w miejscowości Dzierśławice. Następnie linia granicy biegnie wzdłuż ul. Księżycowej, w kierunku północnym, i pod skosem skręca w kierunku północno — zachodnim do miejscowości Dzierśławice, do drogi krajowej nr 22. Następnie, w miejscowości Dzierśławice, linia granicy idzie wzdłuż drogi krajowej nr 22 aż do skraju lasu (po lewej stronie drogi jest miejscowość Prądocin). Następnie linia granicy biegnie skrajem lasu aż do miejscowości Łagodzin, wzdłuż ul. Magicznej, dalej: ul. Przyjaznej i do skrzyżowania z ulicami Sulęcińska (miasto Gorzów), Łagodna, Dobra, Bratnia i Przyjazna, tj. dochodzi do granic miejscowości Gorzów i gminy Deszczno, w kierunku północnym. Następnie linia granicy skręca w kierunku północno — zachodnim, wzdłuż ul. Skromnej, zachowując ten kierunek biegnie dalej i przechodzi w ul. Łagodzińską, w kierunku drogi ekspresowej S 3, przecinając ją, do ul. Poznańskiej w Gorzowie Wielkopolskim. Następnie linia granicy biegnie wzdłuż ul. Poznańskiej do skrzyżowania z ulicą Gruntową. Następnie, wzdłuż ul. Gruntowej linia granicy biegnie do końca istniejącej zabudowy, po czym skręca w kierunku południowo — wschodnim, do granic miasta Gorzowa, gminy Deszczno. Następnie linia granicy biegnie w kierunku północno — wschodnim, wzdłuż granicy powiatu Gorzowskiego i Miasta Gorzów, i następnie, zmieniając kierunek na południowo — wschodnim, linia granicy biegnie do ul. Skwierzyńskiej w miejscowości Karnin (obręb Osiedle Poznańskie).	du 9.2.2017 au 17.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim: Obszar ograniczony granicą przebiegająca w następujący sposób: Poczynając od miejscowości Maszewo, ul. Prosta, linia granicy biegnie w kierunku zachodnim, wzdłuż ul. Prostej do zbiegu z ul. Kolonijną, będącą przedłużeniem ul. Prostej. U zbiegu tych ulic linia granicy skręca w kierunku południowym przez tereny rolne, do zakrętu drogi gruntowej, będącej przedłużeniem ul. Zacisze w miejscowości Glinik. Następnie linia granicy skręca w kierunku południowo-zachodnim, do skraju lasu. Następnie linia granicy biegnie wzdłuż krawędzi lasu, do miejsca, w którym las przedzielony jest drogą utwardzoną, i dalej, w kierunku południowo — wschodnim, przebiega do ul. Południowej, w miejscowości Glinik. Następnie linia granicy idzie w kierunku południowo-zachodnim do skrzyżowania drogi gruntowej z duktem leśnym. Następnie linia granicy skręca w kierunku południowym w las, do drogi utwardzonej, w północnej części miejscowości Orzelec. Następnie linia granicy biegnie wzdłuż drogi utwardzonej w kierunku północno — wschodnim, do wschodniej strony miejscowości Orzelec, i następnie biegnie lasem, w kierunku południowym, przecinając linię energetyczną. By następnie dalej lasem, skrócić w kierunku południowo-zachodnim, do drogi krajowej nr 22. Następnie linia granicy przecina drogę krajową w kierunku zachodnim, idąc do wschodniej części miejscowości Kiełpin. Następnie linia granicy przebiega w kierunku północnym, przez wschodnią część miejscowości Kiełpin i dalej biegnie, w kierunku północno — zachodnim, do granic powiatów: Gorzowskiego i Sulcińskiego, do południowo — zachodniej części miejscowości Płonica. Następnie linia granicy biegnie wzdłuż miejscowości Płonica, drogą, do miejscowości Dzierżów. Następnie, w miejscowości Dzierżów, przy Kościele, skręca w kierunku północno — wschodnim, do ulicy Platynowej, a następnie biegnie wzdłuż drogi, do ulicy Leśnej. Następnie ulica Leśną, linia granicy biegnie w kierunku północnym do skraju lasu, a następnie, w kierunku północno wschodnim, biegnie wzdłuż nieczynnej linii kolejowej do drogi krajowej nr 22. Następnie linia skręca w kierunku południowym, wzdłuż drogi krajowej nr 22, do skrzyżowania z ulicą Bratnią, stanowiącą wjazd do miejscowości Łagodzin. Następnie linia przebiega w kierunku północno-wschodnim, idąc wzdłuż ulicy Bratniej, do skraju lasu, i następnie skręca w kierunku południowo-wschodnim, idąc skrajem lasu, mijając ul. Pomocną, idzie do ul. Przyjaznej w miejscowości Łagodzin. Następnie, w miejscowości Łagodzin, biegnie ul. Przyjazną w kierunku południowym, w kierunku ul. Tajemniczej. Następnie linia granicy skręca w kierunku wschodnim, i biegnie ulicą Tajemniczą do skrzyżowania ulic Tajemnicza, Spokojna i Zagrodowa. Następnie linia granicy biegnie w kierunku południowym ulicą Zagrodową (droga utwardzona), i następnie biegnie w kierunku wschodnim, do drogi dojazdowej do posesji Zagrodowa 6. Następnie, od posesji, linia granicy biegnie w kierunku południowo-wschodnim, aż do ulicy Niebieskiej, przecinając ulicę Letnią. Następnie linia granicy w dalszym ciągu biegnie w kierunku południowo — wschodnim, do ulicy Granitowej, w miejscowości Maszewo, w połowie odcinka pomiędzy ul. Niebieską a Prosta. Następnie linia granicy biegnie w kierunku południowym, do ul. Prostej, skąd zaczęto opis.	du 9.2.2017 au 17.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim: Obszar ograniczony granicą przebiegająca w następujący sposób: Poczynając od skrzyżowania ulic: Północnej, Skwierzyńskiej i Czeresniowej, w miejscowości Karnin (obręb Osiedle Poznańskie), obszar biegnie w kierunku północno -wschodnim, wzdłuż ul. Skwierzyńskiej, a następnie kierunek zmienia się na południowo — wschodni i granica biegnie w tym kierunku do skrzyżowania ulic Topolowej i Łubinowej. Następnie, w tym samym kierunku, linia obszaru biegnie wzdłuż ul. Łubinowej, do ul. Daliowej. Następnie, pod kątem prostym, granica obszaru skręca w kierunku południowo — zachodnim, wzdłuż ul. Daliowej do ul. Krupczyńskiej. Następnie linia granicy idzie wzdłuż ul. Krupczyńskiej i w połowie odcinka, pomiędzy ulicą Konwaliową i Chabrową, idzie w kierunku torów kolejowych i ul. Słonecznikowej. Następnie linia granicy w tym samym kierunku przecina ul. Tulipanową oraz drogę ekspresową S 3, idąc skrajem lasu, do ul. Kwiatu Paproci. Następnie, granica obszaru biegnie wzdłuż ulicy Kwiatu Paproci do dojazdu pożarowego nr 23 w kierunku południowym, przecinając dojazd pożarowy nr 11. Następnie, linia granicy skręca w kierunku południowo — zachodnim, w kierunku jeziora Glinik, do drogi utwardzonej. Następnie, idąc w kierunku południowym wzdłuż ww. drogi, linia granicy biegnie do skrzyżowania z linią energetyczną, po czym biegnie w kierunku północno — zachodnim, wzdłuż południowych granic miejscowości Orzelec. Następnie linia granicy biegnie w kierunku północno — zachodnim do skraju lasu, oddalonego o ok. 250 m od zabudowy mieszkalnej znajdującej się w miejscowości Bolemin. Następnie linia granicy biegnie wzdłuż skraju lasu, po jego północnej części, do drogi krajowej nr 22, po czym skręca w kierunku północnym i biegnie wzdłuż drogi krajowej nr 22, mijając zachodu miejscowości Dzierśławice oraz Międzylesie, do skrzyżowania drogi krajowej nr 22 z drogami na miejscowości: Krasowiec i Białobłocie. Następnie linia granicy biegnie dalej w kierunku północnym, aż do skraju lasu, z prawej strony drogi krajowej nr 22, w kierunku Gorzowa Wlkp. (po lewej stronie drogi jest miejscowość Prądocin). Następnie linia granicy biegnie skrajem lasu aż do miejscowości Łagodzin, wzdłuż ul. Magicznej, dalej ul. Przyjaznej i do skrzyżowania z ulicami Sulęcińska (miasto Gorzów Wlkp.), Łagodna, Dobra, Bratnia i Przyjazna, tj. dochodzi do granic miasta Gorzów Wlkp. i gminy Deszczno, w kierunku północnym. Następnie linia granicy skręca w kierunku północno — zachodnim, wzdłuż ul. Skromnej, zachowując ten kierunek biegnie dalej i przechodzi w ul. Łagodzińską, w kierunku drogi ekspresowej S3, przecinając ją, do ul. Poznańskiej w Gorzowie Wlkp. Następnie linia granicy biegnie wzdłuż ul. Poznańskiej do skrzyżowania z ulicą Gruntową. Następnie, wzdłuż ul. Gruntowej linia granicy biegnie do końca istniejącej zabudowy, po czym skręca w kierunku południowo — wschodnim, do granic miasta Gorzowa Wlkp., gminy Deszczno. Następnie linia granicy biegnie w kierunku północno — wschodnim, wzdłuż granicy powiatu gorzowskiego i miasta Gorzów Wlkp. i następnie, zmieniając kierunek na południowo — wschodni, linia granicy biegnie do ul. Skwierzyńskiej w miejscowości Karnin (obręb Osiedle Poznańskie).	du 9.2.2017 au 17.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim: Obszar ograniczony granicą przebiegająca w następujący sposób: Poczynając od skrzyżowania ulicy Łubinowej z Topolową w miejscowości Deszczno idąc w kierunku północnym około 30 metrów, linia skręca w kierunku wschodnim przy posesji Topolowa 10 potem linia przecina sieć energetyczną i zmierza w kierunku punktu granicznego oddziałów leśnych nr 19 i 20 Nadleśnictwa Skwierzyna, następnie linia przebiega ulicą Borkowską w miejscowości Brzozowiec i dalej ulicą Borkowską do skrzyżowania z ulicą Gorzowską. Następnie w tym samym kierunku (południowym) wchodzi w ulicę Szkolną i dochodzi do skrzyżowania z ulicą Leśną. Dalej linia biegnie wzdłuż ulicy Leśnej przechodząc przez tory PKP relacji Gorzów Wlkp.- Skwierzyna, dochodząc wzdłuż ulicy Przejazdowej do rozwidlenia ulic i dalej zmienia kierunek na południowo-zachodni wchodząc w las do drogi ekspresowej S3, po czym przecina punkt oddziału leśnego nr 89, 90, 110 i 111 oraz 113, 112, 135 i 134, następnie nr 138, 139, 182 i 183 i następnie skręca w kierunku północno-zachodnim do przecięcia punktu oddziału leśnego nr 119,120,142 i 143 i dalej do oddziałów nr 82, 83, 102, 103. Następnie biegnie wzdłuż oddziałów 82 i 83 biegnąc w tym samym kierunku do łuku drogi powiatowej nr 1397F rozdzielającej miejscowości Orzelec i Bolemin. Dalej w kierunku północnym do miejscowości Orzelec przy skrzyżowaniu z drogą osiedlową w Orzelcu a drogą w kierunku miejscowości Dzierzławice. Następnie linia przebiega pomiędzy zabudowaniami w miejscowości Dzierzławice o numerach 11 i 12 a następnie do skrzyżowania ulic: Dzierzławickiej i Kolonijnej. Potem linia graniczna obszaru przebiega wzdłuż Kolonijnej do skrzyżowania z ulicą Kolonijną w Białobłociu (droga powiatowa nr 1395F) między posesjami nr 37 i 10 wzdłuż granicy obrębu Białobłocie i Glinik do ulicy Karnińskiej przy posesji nr 7 w Gliniku. Dalej linia biegnie w kierunku północno — wschodnim do ulicy Niebieskiej 4 w Deszcznie, następnie wzdłuż ulicy Niebieskiej około 150 metrów w kierunku posesji nr 2, a następnie zmienia kierunek przecinając drogę ekspresową S 3 w kierunku skrzyżowania ulic Lubuska i Leśna przy posesji Lubuska 49 w Deszcznie (pod linią graniczną numeracja posesji rośnie) w kierunku na Skwierzynę, a następnie linia przechodząc przez posesję Lubuska 45, linia biegnie do punktu rozpoczęcia opisu.	du 9.2.2017 au 17.2.2017
W województwie lubuskim: Obszar ograniczony granicą przebiegająca w następujący sposób: Poczynając od skrzyżowania ulic: Lubuskiej i Skwierzynskiej w Deszcznie linia biegnie wzdłuż ulicy Skwierzynskiej w kierunku północno — wschodnim do ulicy Wietrznej w Osiedlu Poznańskim, następnie ulicą Wietrzną za posesję nr 96 w kierunku ulicy Skwierzynskiej przy posesjach nr 44 i 45 przecina ulicę Brzozową między posesjami nr 36 i 37, następnie biegnie w kierunku północno-wschodnim w kierunku skrzyżowania ulic Olchowa i Nowa, a następnie zmienia kierunek na wschód i biegnie pomiędzy posesjami nr 71 i 72 w miejscowości Borek do skrzyżowania drogi leśnej ze zjazdem na posesję nr 75 w m. Borek. Następnie linia przebiega w kierunku południowo-wschodnim do punktu granicznego oddziałów leśnych nr 9,10,15 i 16 (Nadleśnictwo Skwierzyna). Następnie linia biegnie łukiem w kierunku południowym przez las do punktu między oddziałami nr 21, 22, 27 i 28 oraz dalej do skrzyżowania ulicy: Gajowej z ulicą Nad Wałem oraz drogą powiatową nr 1398F w Brzozowcu. Potem w kierunku południowo-wschodnim do posesji nr 8 pomiędzy ulicami Nad Wałem i Borkowską do załamania linii energetycznej, a następnie przebiega pomiędzy posesjami nr 25b i 26a w Brzozowcu (ulica Polna). Następnie linia idzie w kierunku południowozachodnim przecinając linię kolejową relacji Gorzów Wlkp. — Skwierzyna oraz drogę relacji Gorzów Wlkp.- Skwierzyna — (ul. Gorzowska). Następnie linia biegnie dalej w tym samym kierunku do punktu oddziałowego nr 65 i 66 po czym zmienia kierunek do punktu oddziałowego nr 89-90, 110-111 w linii do punktu nr 92,93,113 i 114, następnie do punktu nr 74, 75, 95, 96, by przeciąć w północnej części jezioro Glinik. Dalej linia biegnie do punktu oddziałowego nr 53, 54, 77, 78 oraz do punktu nr 38, 39 przecinając drogę powiatową 1397F. Dalej przebiega wzdłuż granic oddziałów nr 38,39 do skraju lasu. Potem linia wchodzi ze skraju lasu w ulicę Słowiczą i przebieg wzdłuż ulicy Słowiczej w kierunku północno-zachodnim do skrzyżowania z drogą. Następnie biegnie do skrzyżowania z ulicą Sikorkową i do Kułkuczej. Potem biegnie w kierunku północnozachodnim w linii prostej do ulicy Niebieskiej w Deszcznie przy posesji nr 5 i dalej w kierunku północnowschodnim wzdłuż posesji ul. Niebieska 5 przecina drogę ekspresowa S 3 oraz linię kolejową relacji Gorzów Wlkp. — Krzyż i dalej w kierunku do punktu początku opisu	du 9.2.2017 au 17.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
rozpoczynając od skrzyżowania ulicy Osiedlowej z ulicą Wylotową w miejscowości Ciecierzycze granica obszaru biegnie, w kierunku północno-wschodnim, do skrzyżowania ulicy Siewnej i ulicy Spacerowej w tej miejscowości. Następnie granica w dalszym ciągu biegnie w kierunku północno-wschodnim, przecinając rzekę Wartę, do skrzyżowania drogi powiatowej 1365F z drogą prowadzącą do posesji nr 128 i 127 w miejscowości Janczewo. Dalej granica odbija i biegnie w kierunku południowo-wschodnim, od zachodu omijając Stare Polichno i dochodzi do drogi powiatowej nr 1351F. Następnie biegnie wzdłuż drogi powiatowej 1351F do skrzyżowania z drogą powiatową nr 1352F, w miejscowości Gościnowo. Następnie linia granicy zmienia kierunek i biegnie w kierunku południowo-zachodnim, przecinając rzekę Wartę, do skrzyżowania ulic Borkowska i Gorzowska, w miejscowości Brzozowiec. Dalej granica biegnie w kierunku północno-zachodnim, ulicą Gorzowską, do ulicy Krupczyńskiej w miejscowości Deszczno. Następnie, wzdłuż ulicy Krupczyńskiej granica biegnie do skrzyżowania z ulicą Daliową, po czym zmienia kierunek na północno-zachodni i biegnie do skrzyżowania ulicy Brzozowa z ulicą Nową (Osiedle Poznańskie). Potem granica zmienia kierunek na północno-wschodni i biegnie do przecięcia punktu oddziału leśnego nr 5, 4. Następnie biegnie w kierunku północnym do skrzyżowania ulic Osiedlowa i Wylotowa w miejscowości Ciecierzycze, skąd rozpoczęto opis	du 16.2.2017 au 24.2.2017
W województwie lubuskim: rozpoczynając od skrzyżowania ulicy Skwierzyńskiej z ulicą Wiśniową (Osiedle Poznańskie) linia granicy biegnie w kierunku wschodnim, do skrzyżowania ulicy Nowej i ulicy Pogodnej (Osiedle Poznańskie), po czym zmienia kierunek na południowo-wschodni i przecinając bieg linii energetycznej, biegnie do przecięcia oddziału leśnego nr 19, 22 (Nadleśnictwo Skwierzyna). Następnie linia granicy kieruje się po łuku, w kierunku południowym, omijając od zachodu miejscowość Brzozowiec, przecina linię kolejową relacji Gorzów Wlkp. — Skwierzyna, i biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 31, 32, 44, 45. W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na południowo-zachodni, przecina drogę ekspresową S3 i dociera do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 73, 74, 94, 95, następnie przecina od północy jezioro Glinik i kieruje się do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 77, 78 97, 98 po czym zmienia kierunek na północno-zachodni, dociera do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 41, 42, 57. Następnie linia granicy biegnie wciąż w tym samym kierunku, północno-zachodnim, do punktu załamania się linii biegu sieci energetycznej w miejscowości Białobłocie. Następnie biegnie wzdłuż linii energetycznej, w kierunku północnym, do punktu przecięcia tej linii z ulicą Łagodzińską w Gorzowie Wlkp. W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na wschodni i biegnie do przecięcia ulic Gruntowej i Poznańskiej w Gorzowie Wlkp., a następnie biegnie w tym samym kierunku do skrzyżowania ulic Skwierzyńskiej i Wiśniowej, skąd rozpoczęto opis.	du 16.2.2017 au 24.2.2017
W województwie lubuskim: rozpoczynając od skrzyżowania ulic Poznańskiej z Niziną w mieście Gorzów Wielkopolski granica obszarubiegnie w kierunku wschodnim, do skrzyżowania ulic Dworskiej ze Strażacką. Następnie linia granicy zmienia kierunek na południowo-wschodni i biegnie wzdłuż ulicy Strażackiej w miejscowości Karnin (droga powiatowa 1400F) do skrzyżowania z ulicą Świetlaną w miejscowości Karnin. Dalej granica biegnie w tym samym kierunku w linii prostej do skrzyżowania ulicy Skwierzyńskiej z ulicą Czereśniową w miejscowości Osiedle Poznańskie. Następnie zmienia kierunek na południe i biegnie do skrzyżowania ulic Lubuskiej i Krupczyńskiej w miejscowości Deszczno. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie w kierunku południowo — zachodnim do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 38, 39 (Nadleśnictwo Skwierzyna) przecinając drogę ekspresową S3. Dalej granica biegnie w kierunku zachodnim do skrzyżowania drogi krajowej nr 22 z drogą gminną na wysokości posesji nr 102 w miejscowości Bolemin. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie w kierunku północno — zachodnim do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1396F z ulicą Leśną w miejscowości Prądocin. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie w kierunku północnym do skrzyżowania ulic Głównej z ulicą Kobaltową w miejscowości Ulim. Potem zmienia kierunek na północno-wschodni i biegnie do skrzyżowania ulicy Podgórnej z ulicą Kukulczą w mieście Gorzów Wielkopolski (Zawarcie). Następnie biegnie w kierunku wschodnim do skrzyżowania ulicy Poznańskiej z ulicą Niziną w mieście Gorzów Wielkopolski, gdzie kończy się opis.	du 22.2.2017 au 2.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim: rozpoczynając od skrzyżowania drogi powiatowej nr 1414F z drogą polną przy posesji nr 46 w miejscowości Brzeźno granica obszaru biegnie w kierunku północno — wschodnim do skrzyżowania dróg powiatowych nr 1414F i 1419F. Następnie granica dalej biegnie w kierunku północno — wschodnim przez oddziały leśne nr 6, 5, 4 do punktu przecięcia obszaru leśnego nr 3, 4, 14, 15 (Nadleśnictwo Bogdaniec). Następnie linia granicy zmienia kierunek i biegnie w kierunku południowo-wschodnim do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 37, 38, 87, 88 (Nadleśnictwo Bogdaniec). W tym miejscu granica zmienia kierunek i biegnie w kierunku południowym do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 232, 233, 272, 273 (Nadleśnictwo Bogdaniec). Następnie linia granicy zmienia kierunek i biegnie w kierunku południowo-zachodnim do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 388, 389 skraj lasu (Nadleśnictwo Bogdaniec). Następnie linia granicy zmienia kierunek i biegnie w kierunku zachodnim do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 279, 280, 348, 349 (Nadleśnictwo Bogdaniec). Tutaj granica zmienia swój kierunek i biegnie w kierunku północno — zachodnim do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 143, 144, 191, 192 (Nadleśnictwo Bogdaniec). Następnie linia granicy zmienia kierunek i biegnie w kierunku północnym do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 48, 49 (Nadleśnictwo Bogdaniec). Następnie biegnie w kierunku północno — wschodnim do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1414F z drogą polną przy posesji nr 46 w miejscowości Brzeźno, gdzie kończy się opis	du 1.3.2017 au 9.3.2017
W województwie lubuskim: rozpoczynając od punktu na moście na rzece Noteć w miejscowości Santok linia granicy obszaru biegnie w kierunku południowo-wschodnim do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1401F z drogą prowadzącą do posesji nr 13 w miejscowości Nowe Polichno. W tym miejscu granica zmienia swój kierunek na południowy i biegnie przecinając drogi wojewódzkie nr 158 i 159, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 80, 81, 112, 113 (nadleśnictwo Karwin). Następnie linia granicy biegnie w kierunku południowo-zachodnim, przecinając drogę wojewódzką nr 159, do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1352 f z drogą prowadzącą do posesji nr 27 w miejscowości Dobrojewo. Dalej linia granicy biegnie w kierunku południowo-zachodnim do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1351 F z drogą prowadzącą do posesji nr 12 i 13 w miejscowości Gościnowo. W tym miejscu linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie w kierunku północno-zachodnim, przecinając rzekę Wartę, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 8, 9, 14, 15 (Nadleśnictwo Skwierzyna), po czym biegnie w kierunku północnym, do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1398F z drogą prowadzącą do posesji nr 78 w miejscowości Borek. Następnie linia granicy biegnie w kierunku północnym, do 66-go kilometra na rzece Warta, gdzie zmienia kierunek na północno-wschodni i biegnie wzdłuż rzeki Warty. Następnie linia granicy przebiega wzdłuż dolnego biegu rzeki Noteć do mostu. Skąd rozpoczął się opis.	du 1.3.2017 au 9.3.2017
W województwie lubuskim: Rozpoczynając od punktu przecięcia działek katastralnych nr 398, 397 w miejscowości Santok z działkami katastralnymi nr 88 i 81 w miejscowości Stare Polichno linia granicy biegnie w kierunku południowo-wschodnim, po łuku, do przecięcia działek katastralnych nr 182, 202, 121/1 w miejscowości Nowe Polichno. Następnie linia granicy biegnie w kierunku południowym do skrzyżowania drogi wojewódzkiej nr 158 z drogą wojewódzką nr 159, po czym lekko się załamuje i biegnie po łuku do punktu na drodze nr 159 na wysokości posesji nr 23 w miejscowości Dobrojewo. Następnie linia granicy biegnie wzdłuż drogi wojewódzkiej nr 159, do skrzyżowania tej drogi wojewódzkiej z drogą powiatową nr 1352F, po czym zmienia kierunek na południowo-zachodni, i biegnie do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1351F z drogą gminną nr 004911F. Następnie linia granicy zmienia kierunek na zachodni i biegnie, przecinając rzekę Wartę, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 22, 23, 28, 29 (Nadleśnictwo Skwierzyna). W tym miejscu linia granicy zmienia swój kierunek na północny i biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 8, 9, 14, 15 (Nadleśnictwo Skwierzyna), po czym biegnie w tym samym kierunku, do punktu przecięcia działki katastralnej nr 217/1 w miejscowości Górki z działką katastralną 250/3 w miejscowości Borek i działką katastralną nr 290 w miejscowości Ciecierzycy. Następnie linia granicy zmienia kierunek na północno-wschodni i biegnie, po łuku, do przecięcia działek katastralnych nr 398, 397 w miejscowości Santok z działkami katastralnymi nr 88 i 81 w miejscowości Stare Polichno, skąd rozpoczął się opis.	du 1.3.2017 au 9.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim: rozpoczynając od punktu przecięcia drogi powiatowej nr 1282F z drogą prowadzącą do posesji nr 14 w miejscowości Koszęcin linia granicy biegnie w kierunku północnym do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 18, 23 (Nadleśnictwo Lubniewice), po czym skręca w kierunku wschodnim i biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 17, 22, 23. W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na południowy i biegnie od skrzyżowania ulicy Platynowej z drogą polną, przy posesji 3B w miejscowości Dzierżów. Następnie linia granicy załamuje się i biegnie w kierunku południowo — wschodnim, po łuku, do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1395F z drogą prowadzącą między posesjami nr 23 i 25 w miejscowości Krasowiec. Następnie linia granicy dalej biegnie w tym samym kierunku, do drogi gminnej 001321F, przy posesji nr 89 w miejscowości Bolemin, po czym zmienia kierunek na południowy i biegnie, przecinając drogę powiatową nr 1397F, do punktu przesunięcia oddziału leśnego nr 49, 50, 72, 73 (Nadleśnictwo Lubniewice). Następnie linia granicy biegnie w kierunku zachodnim, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 54, 55, 78, 79 (Nadleśnictwo Lubniewice), po czym zmienia kierunek na północno-zachodni, omija od północy miejscowość Rudnica, i biegnie do skrzyżowania drogi kolejowej z ulicą Lubuską w miejscowości Rudnica. Następnie linia granicy biegnie w kierunku zachodnim, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 32, 33, 39 (Nadleśnictwo Lubniewice). W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na północny i biegnie do punktu przecięcia działki katastralnej nr 173, 201, 202, po czym dalej w kierunku północnym, przecinając rzekę Wartę, biegnie do punktu przecięcia działki katastralnej nr 142/4, 142/5 w miejscowości Chwałowice. Po czym dalej na północ do skrzyżowania dróg gminnych nr 000416F i 000414F, a następnie zmienia swój kierunek na wschodni i biegnie do punktu początkowego, skąd rozpoczęto opis.	du 8.3.2017 au 16.3.2017
W województwie lubuskim: rozpoczynając od punktu przecięcia działki katastralnej nr 410, 405, 404 w miejscowości Santok, linia granicy biegnie w kierunku wschodnim, przecinając rzekę Noteć, do punktu przecięcia działki katastralnej nr 9, 11/1, 11/2 w miejscowości Stare Polichno. W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na południowo-wschodni i biegnie do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1401F z drogą prowadzącą do posesji nr 13 w miejscowości Małe Polichno. Dalej linia granicy biegnie w kierunku południowo-wschodnim, po łuku, przecinając drogę wojewódzką nr 158, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 20, 21, 48, 49 (Nadleśnictwo Karwin), po czym załamuje się i biegnie w kierunku południowym, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 112, 113, 146, 147 (Nadleśnictwo Karwin). Następnie linia granicy biegnie w kierunku zachodnim, do punktu przecięcia działki katastralnej nr 336, 288, 289 w miejscowości Gościno, po czym biegnie dalej w tym samym kierunku, po łuku, do punktu przecięcia działki katastralnej nr 202, 194/6, 195/7 w miejscowości Warcin. Następnie linia granicy zmienia kierunek na północno-zachodni i biegnie, przecinając rzekę Wartę do skrzyżowania drogi gminnej nr 001328F z drogą prowadzącą do posesji 85, 83a, 83 w miejscowości Borek, po czym zmienia kierunek na północny, i biegnie do punktu przecięcia działki katastralnej nr 212, 213, 200 w miejscowości Santok, po czym biegnie, przecinając rzekę Wartę i drogę wojewódzką nr 158, do punktu przecięcia działki katastralnej nr 410, 405, 404 w miejscowości Santok, skąd rozpoczęto opis.	du 8.3.2017 au 16.3.2017
W województwie lubuskim: rozpoczynając od skrzyżowania dróg gminnych nr 001343F i 001341F w miejscowości Ulim, granica obszaru biegnie w kierunku południowo-wschodnim, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 13, 14, 20, 21 (Nadleśnictwo Lubniewice). Następnie linia granicy zmienia swój kierunek na południowy i biegnie po łuku, przecinając drogę krajową nr 22 oraz drogę powiatową nr 1395F między posesjami nr 6 i 4 w miejscowości Białobłocie, do skrzyżowania dróg na wysokości posesji nr 44 w miejscowości Białobłocie. Następnie linia granicy załamuje się i dalej biegnie w kierunku południowym, przecinając drogę krajową nr 22, drogę powiatową nr 1397F, Kanał Kiełpiński, omijając od strony północnej zabudowania miejscowości Kiełpin, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 54, 77, 78 (Nadleśnictwo Skwierzyna). Tutaj linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie w kierunku północnozachodnim do punktu przecięcia działki katastralnej nr 77/1, 88/1, 80 w miejscowości Łaków. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek na północny i biegnie, przecinając Kanał Bema, rzekę Wartę, do skrzyżowania drogi gminnej nr 000414F z drogą prowadzącą do posesji nr 80 w miejscowości Chwałowice. Następnie linia granicy biegnie po łuku dalej w kierunku północnym, do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1393F z drogą przebiegającą obok posesji nr 75 w miejscowości Chwałowice. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie, przecinając rzekę Wartę, w kierunku północno-wschodnim, do punktu przecięcia działki katastralnej nr 310, 299, 205 w miejscowości Ulim przy drodze gminnej nr 001349F. Tutaj linia granicy zmienia swój kierunek na kierunek wschodni i biegnie do skrzyżowania dróg gminnych nr 001343F i 001341F w miejscowości Ulim, skąd rozpoczęto opis.	du 8.3.2017 au 16.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim: rozpoczynając od 52 kilometra drogi wojewódzkiej nr 22 w miejscowości Krasowiec, linia granicy obszaru biegnie po łuku w kierunku południowo-wschodnim, do skrzyżowania drogi gminnej nr 001320F z drogą prowadzącą do drogi gminnej nr 001318F. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie w kierunku południowym do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1397F z drogą gminną nr 001318F. Następnie, po łuku, linia granicy biegnie omijając od strony zachodniej większość zabudowań miejscowości Orzelec, do punktu przecięcia nr 101, 102, 123, 124 (Nadleśnictwo Skwierzyna). Następnie linia granicy załamuje się i biegnie dalej w kierunku południowym, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 221, 222, 253, 254 (Nadleśnictwo Skwierzyna). Następnie linia granicy zmienia kierunek na zachodni i biegnie, przecinając drogę krajową nr 22, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 115, 116, 138, 139 (Nadleśnictwo Lubniewice). Następnie linia granicy zmienia kierunek na północny i biegnie do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1282F z drogą prowadzącą do posesji nr 14A w miejscowości Rudnica. Następnie linia granicy biegnie dalej w kierunku północnym do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1282F z drogą powiatową nr 1397F w miejscowości Płonica. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek na północno-wschodni i biegnie do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1395F z drogą prowadzącą do posesji nr 48 w miejscowości Krasowiec. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek na wschodni i biegnie do 52 kilometra drogi wojewódzkiej nr 22 w miejscowości Krasowiec, skąd rozpoczęto opis.	du 8.3.2017 au 16.3.2017
W województwie lubuskim: rozpoczynając od punktu przecięcia oddziału leśnego nr 370, 371, 389, 390 (Nadleśnictwo Międzychód) linia granicy obszaru biegnie w kierunku wschodnim przecinając drogę wojewódzką nr 192, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 386, 407, 408 (Nadleśnictwo Międzychód). Następnie linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie w kierunku południowym, przecinając drogę gminną nr 004313F, oddział leśny nr 431 (Nadleśnictwo Międzychód), do skrzyżowania drogi krajowej nr 24 z drogą powiatową nr 1323F. Następnie linia granicy biegnie dalej w kierunku południowym, przecinając linię kolejową, oddziały leśne Nadleśnictwa Międzychód, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 519, 520, 528, 529 (Nadleśnictwo Międzychód). Następnie linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie w kierunku zachodnim do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1327F z drogą gminną nr 004305F w miejscowości Lubikowo. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek na północny i biegnie po łuku przecinając drogę krajową nr 24 na wysokości wjazdu do miejscowości Przytoczna, obejmując całą miejscowość Przytoczna. Następnie linia granicy biegnie dalej w kierunku północnym nad zbiornikiem wodnym „Nadolno”, obejmując cały ten zbiornik. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek na wschodni i biegnie po łuku, omijając od strony południowej zabudowania miejscowości Dębówko, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 370, 371, 389, 390 (Nadleśnictwo Międzychód), skąd rozpoczęto opis. Miejscowości znajdujące się w obszarze zapowietrzonym — w gminie Przytoczna: Przytoczna, Goraj, Lubikowo.	du 4.2.2017 au 12.2.2017
W województwie opolskim: teren ograniczony: od strony południowej: od przecięcia torów kolejowych z ulicą Strzelecką w miejscowości Domaszowice następnie do skrzyżowania z drogą krajową nr 42 stąd ulicą lipową łączącą miejscowość Wielolękę i Międzybrodzie (z wyłączeniem tych miejscowości) do Duczowa Małego, aż do krzyżowania z drogą krajową nr 42; od strony wschodniej: w linii prostej od torów kolejowych w kierunku sołectwa Duczów Mały łącznie z tą miejscowością, a dalej poprzez miejscowość Duczów Wielki (łącznie z nią) do sołectwa Świniary Małe; od strony północnej: od Świniar Małych drogą do miejscowości Polkowskie łącznie z tą miejscowością, a dalej w linii prostej do drogi Strzelce -Woskowice Górne; od strony zachodniej wzdłuż drogi Woskowice Górne-Strzelce do drogi nr 42 i tą drogą do północnych granic administracyjnych Domaszowic do ul. Strzeleckiej.	du 1.2.2017 au 9.2.2017
W województwie dolnośląskim: teren ograniczony: od strony wschodniej: szczytami Kamień Wielki, Kościelny Las w kierunku ulicy 1 go Maja do skrzyżowania z drogą na ul. Jakubowice, następnie wzdłuż tej drogi do wyciągu narciarskiego, następnie szczyt Świni Grzbiet do granicy państwa w kierunku Wzgórza Bluszczowa; od strony południowej: od granicy Kudowa Słone Nachod, 1,5 km od szczytu Ptasznica w kierunku północnym do skrzyżowania drogi nr 8 z drogą na Dańczów; od strony zachodniej i północnej: od Wzgórza Bluszczowa wzdłuż granicy państwa do przejścia Kudowa Słone Nachod. W obszarze zapowietrzonym znajdują się następujące miejscowości: Kudowa Zdrój (z wyłączeniem ul. Pstrężna, ul. Bukowiny, ul. Jakubowice), część zachodnia Jeleniowa do skrzyżowania z drogą na Dańczów.	du 2.2.2017 au 10.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie małopolskim: od strony południowej: z Parku Miejskiego w Skawinie (gm. Skawina) — od Starorzecza Skawinki wzdłuż cieku wodnego biegnącego w kierunku południowym w kierunku ul. Spacerowej i dalej wzdłuż tego cieku w kierunku południowo — wschodnim a następnie wschodnim do wschodniej granicy administracyjnej Skawiny. Wzdłuż tej granicy w kierunku północnym i dalej wzdłuż granicy administracyjnej miejscowości Brzyczyna (gm. Mogilany) w kierunku północno — wschodnim i północnym do potoku Rzepnik. Wzdłuż tego potoku w kierunku północnym przez ok. 600 m i dalej w kierunku wschodnim wzdłuż cieku wodnego przez Brzyczynę do wschodniej granicy administracyjnej tej miejscowości; od strony wschodniej: od cieku wodnego w miejscowości Brzyczyna w kierunku północnym wzdłuż wschodniej granicy administracyjnej tej miejscowości i dalej wzdłuż drogi gminnej nr 600684 K (ul. Słonecznej) w Libertowie (gm. Mogilany) do drogi powiatowej nr 2174 K (ul. Jana Pawła II). Następnie wzdłuż tej drogi w kierunku zachodnim do granicy administracyjnej Krakowa i dalej wzdłuż tej granicy do ul. Libertowskiej w Krakowie. Ul. Libertowską, następnie ul. Leona Petrażyckiego przez ok. 150 m w kierunku wschodnim i dalej w kierunku północnym drogą lokalną do linii kolejowej nr 94 (Kraków Płaszów — Oświęcim). Wzdłuż tej linii kolejowej do ul. Biskupa Albina Małysiaka i dalej tą ulicą w kierunku zachodnim i północnym przez ok. 1 400 m, a następnie drogą lokalną (gruntową) w kierunku północno — zachodnim przez ok. 500 m — do ul. Spacerowej. Od strony północnej: ulicami: Spacerową, Doktora Józefa Babińskiego, Skotnicką, Aleksandra Brücknera, Dąbrowa, Obrony Tyńca do zachodniej granicy kompleksu leśnego (w Bielańsko — Tynieckim Parku Krajobrazowym); od strony zachodniej: od ul. Obrońców Tyńca zachodnią granicą kompleksu leśnego do ul. Bogucianka i dalej w kierunku południowo — zachodnim i południowym do północnej granicy administracyjnej Skawiny. Następnie wzdłuż tej granicy do rzeki Skawinki i dalej wzdłuż tej rzeki do Parku Miejskiego w Skawinie — do cieku wodnego biegnącego do Starorzecza Skawinki.	du 2.2.2017 au 10.2.2017
W województwie wielkopolskim: teren ograniczony: od północnego-wschodu: od punktu przy skrzyżowaniu drogi wojewódzkiej 449 z ulicą Akacjową w Rojowie, biegnąc dalej ulicami Wrocławską, Hurtową, Pogodną w Olszynie, do skrzyżowania z drogą gminną w miejscowości Olszyna przy posesjach 100 i 101; od wschodu: od skrzyżowania z drogą gminną w miejscowości Olszyna przy posesjach 100 i 101, wschodnią granicą Olszyny w linii prostej w kierunku Ignacowa do skrzyżowania dróg w Ignacowie z drogą biegnącą na Marcinki; od strony południowej: od skrzyżowania dróg w Ignacowie z drogą biegnącą na Marcinki w kierunku Kobyłej Góry przez południową granicę miasta w linii prostej skrzyżowania dróg w Myślniewie następnie w linii prostej do lasu i dalej duktami leśnymi do rzeki Złotnica; od strony zachodniej: od rzeki Złotnica poprzez dukty leśne do granicy lasu, dalej w linii prostej do punktu początkowego.	du 9.2.2017 au 17.2.2017
W województwie mazowieckim: w powiecie żyrardowskim w gminie Wiskitki miejscowości: Popielarnia, Kamionka, Miedniewice, Nowa Wieś, Hipolitów W województwie łódzkim teren miejscowości: Wola Szydłowiecka w gminie Bolimów na odcinku od granicy powiatu od strony wschodniej do drogi tartacznej na zachodzie, oraz miejscowość Józefów od numeru 1 do numeru 5 włącznie	du 10.2.2017 au 18.2.2017
W województwie lubuskim na zachodzie od przecięcia się drogi S-3 z drogą nr 278 w kierunku północnym wzdłuż drogi S-3 do wysokości miejscowości Dębinka, a następnie na wschód wzdłuż drogi gminnej do miejscowości Brzezcie i dalej na wschód do skrzyżowania z drogą Buków — Sulechów i dalej w kierunku południowym do skrzyżowania z linią kolejową, a następnie w kierunku wschodnim do drogi Łęgowo — Sulechów i dalej w kierunku południowym do drogi nr 32, a następnie łukiem do drogi nr 278 i dalej na zachód łukiem do drogi nr 3 i S-3, a następnie wzdłuż drogi S-3 do miejsca wyjścia. W obszarze zapowietrzonym znajdują się następujące miejscowości położone w gminie Sulechów: Sulechów, Kręzoły, Obłotne, Kruszyna, Brzezcie k. Sulechowa, Dębinka;	du 16.2.2017 au 25.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie wielkopolskim od wschodu: linią biegnącą od punktu skrzyżowania drogi gruntowej Kozie Laski — Sątopy z ul. Szkolną w Sątopach, dalej wzdłuż ul. Szkolnej i Dworcowej w Sątopach drogą gminną w kierunku miejscowości Cicha Góra do punktu jej skrzyżowania z drogą wojewódzką 308; — od południa: linią biegnącą od punktu skrzyżowania drogi wojewódzkiej 308 z drogą gminną Sątopy — Cicha Góra, dalej w kierunku południowym wzdłuż drogi gminnej Sątopy- Cicha Góra, do punktu przecięcia tej drogi z kanałem stanowiącym dopływ rzeki Szarki, i dalej wzdłuż tego kanału stanowiącego dopływ rzeki Szarki aż do punktu jego przecięcia z drogą gminną Nowy Tomyśl — Paproć. Dalej drogą gminną Paproć — Nowy Tomyśl, do punktu skrzyżowania z drogą gminną Paproć — Chojniki. Dalej wzdłuż drogi gminnej Paproć — Chojniki do punktu jej skrzyżowania z drogą wojewódzką 305; — od zachodu: linią biegnącą od punktu skrzyżowania drogi gminnej Paproć-Chojniki z drogą wojewódzką 305, wzdłuż drogi wojewódzkiej 305 do ronda przy ulicy Kolejowej w Nowym Tomyślu, dalej w kierunku zachodnim od tego ronda wzdłuż drogi wojewódzkiej 305 do punktu jej przecięcia z rzeką Szarką. Dalej wzdłuż rzeki Szarki w kierunku północnym przez Glinno, aż do punktu dopływu wschodniego kanału do rzeki Szarki (tj. okolice Glińskie Góry 150); — od północy: linią biegnącą od punktu dopływu wschodniego kanału do rzeki Szarki (okolice Glińskie Góry 150), wzdłuż tego wschodniego kanału rzeki Szarki, do punktu przecięcia tego kanału z ul. Kwiatową w Starym Tomyślu. Dalej wzdłuż ul. Kwiatowej w Starym Tomyślu, do punktu skrzyżowania z drogą gruntową biegnącą w kierunku miejscowości Kozie Laski, do punktu jej skrzyżowania z ul. Wiatrakową w Starym Tomyślu, i dalej tą drogą gruntową w kierunku miejscowości Sątopy, prosto przez skrzyżowanie z ul. Powstańców Wielkopolskich w Starym Tomyślu, aż do punktu skrzyżowania tej drogi gruntowej Kozie Laski-Sątopy, z ul. Szkolną w Sątopach.	du 20.2.2017 au 28.2.2017
W województwie warmińsko-mazurskim od północy — północną granicą miejscowości Woryty — od wschodu — zachodnią granicą miejscowości Łajsy — od południa — północną linią brzegową jeziora Guzowy Piec — od zachodu — wschodnią granicą miejscowości Zdrojek	21. 2.2017 to 1.3.2017
W województwie małopolskim od strony północnej: od potoku Rudno wzdłuż północnej granicy administracyjnej miejscowości Poręba Żegoty (gm. Alwernia) i Alwernia (gm. Alwernia) do linii kolejowej; od strony zachodniej: od północnej granicy administracyjnej Alwerni wzdłuż linii kolejowej w kierunku południowym do miejscowości Okleśna (gm. Alwernia) — do drogi gruntowej (duktu leśnego) i dalej wzdłuż tej drogi ok. 0,3 km do ul. Nowowiejskiej. Następnie ulicami: Nowowiejską, Orawską w Okleśnej, Wapienną, Radosną w Podłężu (gm. Alwernia) i dalej w kierunku południowo — wschodnim drogą lokalną przez las do południowej granicy administracyjnej miejscowości Mirów (gm. Alwernia); od strony południowej: wzdłuż południowej i południowo — wschodniej granicy administracyjnej miejscowości Mirów, południowo — wschodniej granicy administracyjnej miejscowości Brodła (gm. Alwernia) — do ciek w wodnego biegnącego w kierunku północnym przez Brodla i dalej wzdłuż tego ciek w wodnego ok. 1,2 km do potoku Rudno; od strony wschodniej: wzdłuż potoku Rudno —od ciek w wodnego biegnącego przez Brodla do północnej granicy administracyjnej miejscowości Poręba Żegoty.	du 21.2.2017 au 1.3.2017
W województwie podkarpackim obszar miejscowości: Łapajówka, Żurawiczki, Zarzecze, Pełnatycze, Rożniatów, Siennów — w gminie Zarzecze oraz miejscowości Krzczowice, Bóbrka Kańczudzka, Pantalowice — w gminie Kańczuga — powiat przeworski i wyznacza się jego granice w następujący sposób: Od strony północnej od skrzyżowania drogi nr 1605 R z drogą 1604 R. Następnie granica obszaru biegnie wzdłuż tej drogi do skrzyżowania z drogą nr 1617 R w miejscowości Zarzecze. Następnie w kierunku wschodnim wzdłuż drogi 1617 R do skrzyżowania z drogą 1619 R. Następnie w kierunku południowo-wschodnim wzdłuż drogi 1619 R do skrzyżowania tej drogi „koło młyna” z drogą w kierunku zachodnim w kierunku przysiółka Pełnatycze Parcelacja, do wysokości budynku Pełnatycze Nr 209, następnie w kierunku południowym drogą gruntową do granicy powiatu przeworskiego i jarońskiego. Następnie wzdłuż tej granicy do skrzyżowania z drogą 881, dalej wzdłuż tej drogi w kierunku północnym do miejscowości Pantalowice do skrzyżowania z rzeką Pantalówką, następnie wzdłuż koryta tej rzeki w kierunku północno-wschodnim a dalej północnym, północno-wschodnim do przecięcia z drogą 1605 R w miejscowości Bóbrka Kańczudzka, dalej w kierunku północnym wzdłuż tej drogi do skrzyżowania z drogą 1604 R w okolicach miejscowości Żurawiczki.	du 22.2.2017 au 3.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim: Obszar ograniczony granicą przebiegająca w następujący sposób: W mieście Gorzów Wielkopolski punktem początkowym linii obszaru zagrożonego jest Rondo Marszałka Piłsudskiego, gdzie linia przebiega w kierunku północno-wschodnim, i biegnąc w tym kierunku zostawia z prawej strony cmentarz wojenny, przecina ul. Walczaka i omija elektrociepłownię Gorzów z północy. Następnie, biegnąc w kierunku wschodnim, linia obszaru przechodzi przez drogę krajową nr 22 i od strony północnej mija miejscowość Wawrów, a następnie — idąc tym samym kierunkiem, przecina drogę wojewódzką nr 158, z prawej strony mijając składowisko żużla elektrociepłowni Gorzów. Następnie linia obszaru biegnie w kierunku południowo-wschodnim, do torów kolejowych relacji Krzyż — Kostrzyn. Następnie przebiega w kierunku północno — wschodnim, do drogi wojewódzkiej nr 158, pomiędzy rzekami Warta i Noteć, po czym zmienia swój kierunek, idąc w kierunku południowo — wschodnim, wzdłuż drogi nr 158, omijając z lewej strony rezerwat Santockie zakole oraz rzekę Wartę. Następnie linia obszaru biegnie w kierunku południowym, po zachodniej stronie mijając Stare Polichno i skręca do skraju lasu, do ul. Szkolnej. Następnie linia obszaru biegnie wzdłuż skraju lasu, i w tym samym kierunku do miejscowości Murzynowo. Następnie, w kierunku południowo-zachodnim przecina rzekę Wartę, linię kolejową Gorzów — Skwierzyna oraz drogę ekspresową S 3, wchodząc w las. Następnie linia obszaru biegnie w kierunku południowo — zachodnim, lasem, przecina drogę krajową nr 24, dalej biegnie łukiem w kierunku zachodnim do jeziora Lubniewka. Następnie linia obszaru biegnie w kierunku północno-zachodnim, przez drogę krajową nr 22 i następnie łukiem, w kierunku północnozachodnim, do miejsca gdzie kończy się las, przy przecięciu rzeki Lubniewka i ul. Sulęcińskiej w miejscowości Kołczyn. Następnie linia obszaru biegnie w kierunku północnym, mijając od strony zachodniej miejscowość Chwałowice, Lubczyno, a następnie po okręgu biegnie w kierunku północno — wschodnim, przecinając drogę ekspresową nr S 3 oraz linię kolejową Krzyż — Kostrzyn by dalej iść w kierunku północno — wschodnim. Następnie linia obszaru biegnie do węzła drogowego S 3 z drogą wojewódzką 132 i biegnie w kierunku północnowschodnim ulicą Kostrzyńską. Następnie, w kierunku północnym, linia obszaru biegnie ulicą Dobrą, gdzie na wysokości ulicy Brukselskiej skręca w kierunku wschodnim, z północnej strony mijając rezerwat Gorzowskie murawy. Następnie linia biegnie w tym samym kierunku, do ronda zbiegu ulic Myśliborska, Niemcewicz i Olimpijska, i dalej w tym samym kierunku do ul. Marcinkowskiego. Następnie linia obszaru biegnie w kierunku wschodnim, przez ul. Dunikowskiego, do ul. Fredry, gdzie zmienia swój kierunek. Następnie linia obszaru biegnie wzdłuż ul. Fredry, w kierunku wschodnim, do ulicy Słowiańskiej. Następnie linia obszaru biegnie w kierunku północno — wschodnim, wzdłuż ul. Słowiańskiej, Roosevelta, Andrzejewskiego, do ronda Józefa Piłsudskiego, gdzie kończy się opis.	17.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim: Obszar ograniczony granicą przebiegająca w następujący sposób: Punktem początkowym linii obszaru zagrożonego jest Rondo Sybiraków w Gorzowie Wielkopolskim. Linia biegnie następnie w kierunku południowo-wschodnim w kierunku miejscowości Czechów, wzdłuż linii energetycznej wysokiego napięcia, do zachodnich części miejscowości Czechów. Następnie linia obszaru omija miejscowość Czechów od strony północnej i biegnie w kierunku południowo-wschodnim do miejscowości Borek, przez łąki, pastwiska i nieużytki. Następnie linia biegnie w kierunku południowym, w kierunku Trzebiszewa i przecina linię kolejową Gorzów — Skwierzyna oraz drogę ekspresową S3, wchodząc w las. Następnie linia obszaru biegnie w kierunku południowo-zachodnim oraz zachodnim, obok rezerwatu Janie, im. Włodzimierza Korsaka, mijając go z prawej strony. Następnie linia obszaru przecina drogę wojewódzką nr 46, biegnąc w kierunku północno — zachodnim, mijając z prawej strony miejscowości Rogi. Następnie idzie w dalszym ciągu w kierunku północno — zachodnim, przecinając drogę krajową nr 22, a następnie powiatową 1278f. W tym miejscu kończy się las. Następnie, biegnąc w tym samym kierunku północno-zachodnim, linia obszaru mija z prawej strony miejscowość Dębokierz, i dalej biegnąc w tym samym kierunku, przecina rzekę Lubniewkę przez Wartę i dochodzi do miejscowości Krzyszczyńska. Następnie linia obszaru przebiega w kierunku północnym, mijając z lewej strony miejscowości: Krzyszczyzna, Jeniniec, Kwiatkowice. Następnie linia obszaru biegnie w kierunku północnowschodnim, przez tory kolejowe Krzyż-Kostrzyn oraz droga wojewódzką nr 132, pomiędzy miejscowościami Łupowo i Jenin. Następnie linia obszaru, biegnąc dalej w kierunku północno — wschodnim, po południowej stronie mija miejscowość Łupowo. Biegnąc dalej w tym samym kierunku lasem, mija z lewej strony oczyszczalnię ścieków w obrębie miejscowości Chruścik. Następnie, linia obszaru biegnąc w tym samym kierunku, przecina obwodnicę miasta Gorzowa Wielkopolskiego (S 3), biegnie przez ul. Dobrą, przecina ul. Myśliborską, wchodząc w ul. Kamienną. Następnie linia obszaru, idąc wzdłuż ul. Kamiennej, z prawej strony mija cmentarz komunalny oraz osiedle Piaski, i wchodzi w ulicę Górczyńską. Następnie linia obszaru przebiega w kierunku wschodnim, wzdłuż ul. Górczyńskiej, przecina ul. Walczaka, a następnie idzie wzdłuż ulicy Bie-rzarina, a następnie zmienia kierunek na południowy i biegnie wzdłuż ulicy Łukasieńskiego do ronda przy ul. Podmiejskiej — Sybiraków.	17.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim: Obszar ograniczony granicą przebiegająca w następujący sposób: Punktem początkowym linii obszaru zagrożonego jest Rondo Marszałka Józefa Piłsudskiego, gdzie linia przebiega w kierunku północno — wschodnim, i biegnąc w tym kierunku zostawia z prawej strony cmentarz wojenny, przecina ul. Walczaka i omija Elektrociepłownię Gorzów z północy. Następnie, biegnąc w kierunku wschodnim, linia obszaru przechodzi przez drogę krajową nr 22 i od strony północnej mija miejscowość Wawrów, a następnie — idąc tym samym kierunkiem, przecina drogę wojewódzką nr 158, z prawej strony mijając składowisko żużla Elektrociepłowni Gorzów. Następnie linia obszaru biegnie w kierunku południowo — wschodnim, do torów kolejowych relacji Krzyż — Kostrzyn. Następnie przebiega w kierunku północno — wschodnim, do drogi wojewódzkiej nr 158, pomiędzy rzekami Warta i Noteć, po czym zmienia swój kierunek, idąc w kierunku południowo — wschodnim, wzdłuż drogi nr 158, omijając z lewej strony rezerwat przyrody „Santockie Zakole” oraz rzekę Wartę. Następnie linia obszaru biegnie w kierunku południowym, po zachodniej stronie mijając Stare Polichno i skręca do skraju lasu, do ul. Szkolnej. Następnie linia obszaru biegnie wzdłuż skraju lasu i w tym samym kierunku do miejscowości Murzynowo. Następnie, w kierunku południowo — zachodnim przecina rzekę Wartę, linię kolejową Gorzów — Skwierzyna oraz drogę ekspresową S 3, wchodząc w las. Następnie linia obszaru biegnie w kierunku południowo- zachodnim, lasem, przecina drogę krajową nr 24, dalej biegnie łukiem w kierunku zachodnim do jeziora Lubniewka. Następnie linia obszaru biegnie w kierunku północno — zachodnim, przez drogę krajową nr 22 i następnie łukiem, w kierunku północno — zachodnim, do miejsca gdzie kończy się las, przy przecięciu rzeki Lubniewka i ul. Sulęcińskiej w miejscowości Kołczyn. Następnie linia obszaru biegnie w kierunku północnym, mijając od strony zachodniej miejscowość Chwałowice, Lubczyno, a następnie po okręgu biegnie w kierunku północno — wschodnim, przecinając drogę ekspresową nr S3 oraz linię kolejową Krzyż — Kostrzyn by dalej iść w kierunku północno — wschodnim. Następnie linia obszaru biegnie do węzła drogowego S 3 z drogą wojewódzką 132 i biegnie w kierunku północno — wschodnim ulicą Kostrzyńską. Następnie, w kierunku północnym, linia obszaru biegnie ulicą Dobrą, gdzie na wysokości ulicy Brukselskiej skręca w kierunku wschodnim, z północnej strony mijając rezerwat przyrody „Gorzowskie Murawy”. Następnie linia biegnie w tym samym kierunku, do ronda zbiegu ulic Myśliborska, Niemcewicz i Olimpijska, i dalej w tym samym kierunku do ul. Marcinkowskiego. Następnie linia obszaru biegnie w kierunku wschodnim, przez ul. Dunikowskiego, do ul. Fredry, gdzie zmienia swój kierunek. Następnie linia obszaru biegnie wzdłuż ul. Fredry, w kierunku wschodnim, do ulicy Słowiańskiej. Następnie linia obszaru biegnie w kierunku północno — wschodnim, wzdłuż ul. Słowiańskiej, Roosevelta, Andrzejewskiego, do Ronda Marszałka Józefa Piłsudskiego.	17.2.2017
W województwie lubuskim: Obszar ograniczony granicą przebiegająca w następujący sposób: Poczynając od Ronda Sybiraków w Gorzowie Wlkp. granica biegnie w kierunku wschodnim omijając od południa miejscowość Wawrów i Janczewo dalej prosto w kierunku wschodnim omija od północy ostatnie zabudowania miejscowości Górki, tu skręca w kierunku miejscowości Santok, do drogi wojewódzkiej 158 z ulicą Gorzowską w Santoku. Dalej drogą wojewódzką 158 do Starego Polichna aż do skrzyżowania z drogą wojewódzką 159. Tu przez oddziały leśne (Nadleśnictwo Karwin) do punktu między oddziałami leśnymi nr 79,80, 111 i 112, tu na południe wzdłuż linii oddziałowych aż do punktu między oddziałami leśnymi nr 314, 315, 325 i 326. Od tego punktu lekko skręcając przecina kolejne oddziały leśne aż do skrzyżowania dróg wojewódzkich nr 159 i 199. Dalej skręca na południowy zachód do obwodnicy zachodniej Skwierzyny, następnie do punktu między oddziałami 381, 382, 420 i 421 (Nadleśnictwo Skwierzyna), lekko załamując się przecina kolejne oddziały leśne do kolejnego załamania w punkcie między oddziałami leśnymi nr 460, 461, 488 i 489. Od tego punktu na zachód oddziały leśne do kolejnego punktu między oddziałami nr 251, 252, 301 i 302 (Nadleśnictwo Lubniewice). Granica skręca na północny — zachód przecinając skrzyżowanie dróg krajowych 24 i 22 (Wałdowice) biegnie oddziałami leśnymi do punktu między oddziałami leśnymi nr 30, 31, 58 i 59. Tu skręca na północ linią oddziałową poprzez Łaków dalej prosto do rzeki Warta na wysokości miejscowości Koszęcin. Dalej wzdłuż rzeki Warta do granicy miasta Gorzów Wlkp. Od granicy miasta Gorzów Wlkp. do skrzyżowania ulicy Kostrzyńskiej i Alei 11 Listopada, dalej tą ulicą i wzdłuż ulicy Władysława Sikorskiego do ulicy Warszawskiej do Ronda Santockiego. Od Ronda Santockiego ulicą Podmiejską aż do Ronda Sybiraków, gdzie kończy się opis.	17.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim: Obszar ograniczony granicą przebiegająca w następujący sposób: Poczynając od skrzyżowania ulic Bierzarina i Łukasińskiego w Gorzowie Wlkp. granica biegnie w kierunku wschodnim do załamania linii wysokiego napięcia. Wzdłuż linii wysokiego napięcia omija miejscowość Wawrów od północy do przecięcia się z linią energetyczną biegnącą z północy na południe. Od przecięcia się linii energetycznych, granica biegnie w kierunku wschodnim przecinając miejscowość Janczewo aż do skrzyżowania drogi wojewódzkiej 158 z drogą powiatową 1405F. Dalej drogą wojewódzką 158 do miejscowości Gralewo. Na wysokości posesji nr 1b w Gralewie granica zbacza z drogi wojewódzkiej 138 i biegnie przez posesje 54 i 53 dalej prosto przecinając linię kolejową relacji Gorzów Wlkp. — Krzyż i dalej prosto do zachodniej granicy miejscowości Ludziszawice. Od załamania drogi powiatowej 1401F i skrzyżowania z drogą polną granica skręca na południe przecinając drogę wojewódzką 158 do punktu między oddziałami leśnymi nr 20, 21, 48, 49 (Nadleśnictwo Karwin). Dalej na południe wzdłuż linii oddziałowych aż do punktu między oddziałami leśnymi nr 313, 314, 324, 325, od tego punktu granica skręca na południowy zachód przez oddziały leśne do oddziału leśnego nr 425 stycznego z rzeką Wartą. Następnie biegnie w kierunku obwodnicy zachodniej Skwierzyny. Tu skręca do kolejnego załamania między oddziałami leśnymi nr 385, 386, 424, 425 (Nadleśnictwo Skwierzyna). Od tego punktu biegnie na zachód przecinając oddziały leśne do kolejnego załamania w punkcie między oddziałami leśnymi nr 361, 362, 403, 404, dalej załamuje się przecinając kolejne oddziały leśne do punktu między oddziałami nr 190, 191, 236, 237. Tu skręca na północny zachód do skrzyżowania dróg krajowych nr 22 i 24. Dalej na północ omijając od wschodu miejscowość Rudnica, granica biegnie dalej na północ omijając od zachodu osadę Altona, od zachodu miejscowość Płonica, od zachodu miejscowość Koszęcin aż do rzeki Warta na wysokości miejscowości Ulim, dalej wzdłuż rzeki Warty do granicy miasta Gorzów Wlkp. Od granicy miasta na rzece Warta na północ do skrzyżowania ulic Kostrzyńskiej i Warzywniej. Tu skręca w ulicę Kostrzyńską, dalej Aleją 11 Listopada i ulicą gen. Władysława Sikorskiego, dalej ulicą Estkowskiego do Ronda Kosynierów Gdynskich, od Ronda dalej ulicą Łokietka do ulicy Jarosława Dąbrowskiego. Następnie ulicą Dąbrowskiego na północ do skrzyżowania z ulicą 30 Stycznia skręca i biegnie ulicą 30 Stycznia do ulicy Drzymały. Następnie przecinając Park Siemiradzkiego do skrzyżowania ulic Piłsudskiego i Widok. Dalej biegnie ulicą Walczaka poprzez Rondo Ofiar Katyńia do Ronda Gdańskiego. Tutaj skręca w ulicę Bierzarina i biegnie do skrzyżowania ulic Bierzarina i Łukasińskiego, gdzie kończy się opis	17.2.2017
W województwie lubuskim: rozpoczynając od Ronda Gdańskiego w Gorzowie Wlkp., granica biegnie w kierunku północno-wschodnim, wzdłuż ulicy Walczaka (Droga Krajowa nr 22), do skrzyżowania drogi powiatowej 1406F (ul. Parkowa) z Drogą Krajową nr 22, po czym biegnie dalej w kierunku północno-wschodnim, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 566, 579 (Nadleśnictwo Kłodawa). Następnie granica biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 596, 597, 609, 610, po czym zmienia kierunek na wschodni i biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 635, 636, 649, 650. Dalej linia granicy biegnie w kierunku południowo-wschodnim, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 663, 664, 677 i 678, po czym zmienia kierunek i, przecinając drogę nr 1402F, biegnie łukiem omijając od strony zachodniej miejscowości Brzezinka, Górczyna, Lipki Wielkie, przecinając drogę wojewódzką nr 158 do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 12, 13 (Nadleśnictwo Karwin). Następnie linia biegnie w kierunku południowym, wzdłuż granicy obszarów leśnych do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 102, 103, 135, 136 (Nadleśnictwo Karwin), po czym dalej w kierunku południowym biegnie do punktu przecięcia obszaru leśnego 300, 301, 137, 138. Następnie linia granicy biegnie w kierunku południowym, po łuku, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 360, 361, 421, 422, po czym biegnie wzdłuż granicy oddziałów leśnych do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 425 i 364. Dalej, przecinając rzekę Wartę, granica biegnie w kierunku południowo-zachodnim do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 192, 223, 222. Następnie linia granicy zmienia kierunek, i biegnie w kierunku zachodnim, przecinając drogę ekspresową S3, wzdłuż granic oddziałów leśnych, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 205, 206, 237, 238. Tutaj linia granicy zmienia swój kierunek i zaczyna biec w kierunku północno-zachodnim, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 187, 186. Dalej linia granicy biegnie w kierunku północno-zachodnim, po łuku, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 103, 104, 125, 126, po czym dalej w tym samym kierunku biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 60, 61, 85, 86. Następnie linia granicy biegnie w kierunku północno-zachodnim, dalej po łuku, do skrzyżowania ulicy Leśnej z drogą powiatową nr 1396F, w miejscowości Prądocin. W tym miejscu granica zmienia kierunek i biegnie w kierunku północnym, przecinając las, a następnie drogę ekspresową S3 w Gorzowie Wlkp. (Zamoście) do skrzyżowania ulicy Śląskiej z ulicą Polną. Następnie linia granicy załamuje się w kierunku północnym i biegnie do skrzyżowania ulicy Jagiełły i ulicy Drzymały, po czym wzdłuż ulicy Drzymały biegnie do skrzyżowania z ulicą 30 stycznia. W tym miejscu linia granicy zmienia swój kierunek na północno-wschód, przecina Park Siemiradzkiego i biegnie do skrzyżowania ulicy Walczaka z ulicą Piłsudskiego. Od tego miejsca linia granicy biegnie w kierunku północno-wschodnim wzdłuż ul. Walczaka do Ronda Gdańskiego, skąd rozpoczęto opis	24.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim rozpoczynając od skrzyżowania ulic Bierzanina i Łukasińskiego w Gorzowie Wlkp., linia granicy biegnie w kierunku wschodnim, omijając od północy miejscowość Wawrów, do skrzyżowania ulicy Owocowej z drogą wojewódzkiej nr 158 w miejscowości Janczewo. Następnie, biegnąc po łuku w kierunku południowo-wschodnim, linia granicy omija od zachodu miejscowość Gralewo i biegnie do skrzyżowania drogi wojewódzkiej nr 158 z ulicą Gorzowską w miejscowości Santok. Następnie linia granicy biegnie, w kierunku południowo-wschodnim, wzdłuż drogi nr 158, przebiega przez miejscowość Stare Polichno i dalej wzdłuż drogi wojewódzkiej 158 biegnie do skrzyżowania z drogą wojewódzką nr 159. Następnie linia granicy załamuje się i biegnie w kierunku południowym, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 310, 311, 317, 318, po czym zmienia kierunek i biegnie w kierunku południowo-zachodnim, przecinając drogę wojewódzką nr 159, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 339 i 341 (Nadleśnictwo Karwin). Następnie linia granicy biegnie w tym samym kierunku, przecinając rzekę Wartę, drogę ekspresową S3, drogę krajową nr 24, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 303, 304, 339, 340 (Nadleśnictwo Skwierzyna). W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na zachodni, i biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 349, 350, 391, 392 (Nadleśnictwa Skwierzyna), po czym dalej w kierunku zachodnim biegnie wzdłuż granic oddziałów leśnych, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 362, 363, 404, 405 (Nadleśnictwo Skwierzyna). Następnie linia granicy zmienia kierunek na północno-zachodni i biegnie do skrzyżowania dróg krajowych nr 24, 22, po czym w dalszym ciągu biegnie w kierunku północno-zachodnim, do przecięcia oddziału leśnego nr 31, 32 (skraj lasu). W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na północny, przecina rzekę Wartę, omija od zachodu miejscowość Jerzyki i biegnie do przecięcia drogi ekspresowej S3 z drogą wojewódzką 132 w Gorzowie Wlkp. Następnie linia granicy załamuje się i biegnie w kierunku północno-wschodnim, przecinając Aleję Konstytucji 3 Maja, do skrzyżowania ulicy Wyszyńskiego i Alei Odrodzenia Polski (rondo Stefana Wyszyńskiego). W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na wschodni i biegnie, przecinając ulicę Walczaka, do skrzyżowania ulicy Bierzanina i ulicy Łukasińskiego, skąd rozpoczęto opis	24.2.2017
W województwie lubuskim: rozpoczynając od skrzyżowania ulicy Ariańskiej z ulicą Owocową w mieście Gorzów Wielkopolski granica obszaru biegnie w kierunku wschodnim do skrzyżowania ulic Szarych Szeregów i Sosnkowskiego w mieście Gorzów Wielkopolski. Dalej linia granicy biegnie w kierunku wschodnim w linii prostej do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1406F z ulicą Osiedle Bermudy w miejscowości Wawrów. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek na kierunek południowo — wschodni i biegnie do skrzyżowania drogi wojewódzkiej nr 158 z ulicą Orzechową w miejscowości Janczewo. Dalej biegnie w tym samym kierunku (południowo-wschodni) do skrzyżowania ulicy Szkolnej z ulicą Gorzowską (droga powiatowa 1365F) w miejscowości Santok. Następnie zmienia swój kierunek i biegnie przecinając rzekę Wartę w kierunku południowym do skrzyżowania dróg powiatowych nr 1352F i 1351F w miejscowości Gościnowo. Następnie zmienia swój kierunek i biegnie przecinając rzekę Wartę, sieć energetyczną, drogę ekspresową S 3 w kierunku południowo — zachodnim do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 170, 171, 197, 198 (Nadleśnictwo Skwierzyna). Potem linia granicy zmienia kierunek na zachodni, przecina drogę krajową nr 24 i biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 287, 288, 320, 321 (Nadleśnictwo Skwierzyna), dalej wzdłuż granic oddziałów leśnych do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 180, 181, 192, 193 (Nadleśnictwo Lubniewice). Następnie linia granicy zmienia swój kierunek, przecina drogi krajowe nr 22 i 24 i biegnie w kierunku północno — zachodnim do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 36, 37, 4 41 (Nadleśnictwo Lubniewice). Dalej linia granicy zmienia swój kierunek przecinając rzekę Wartę, biegnie w kierunku północnym do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1393F z drogą gminna przy posesji nr 26 w miejscowości Chwałowice. Następnie w tym samym kierunku (północnym) linia granicy biegnie do skrzyżowania drogi wojewódzkiej nr 132 z ulicą Nową w miejscowości Jenin. W tym miejscu granica zmienia swój kierunek i biegnie w kierunku północno — wschodnim do przecięcia się drogi ekspresowej S3 z drogą wojewódzką nr 130 w miejscowości Gorzów Wielkopolski. Od tego miejsca linia granicy biegnie w kierunku północno — wschodnim do skrzyżowania ulicy Ariańskiej z ulicą Owocową w miejscowości Gorzów Wielkopolski, gdzie kończy się opis.	2.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim: rozpoczynając od punktu przecięcia oddziału leśnego nr 275, 276 na północy (nadleśnictwo Różańsko) granica obszaru biegnie w kierunku wschodnim do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1420F z drogą gminna między posesjami nr 29 i 95A w miejscowości Staw, następnie w kierunku południowo — wschodnim wzdłuż drogi powiatowej nr 1420F do skrzyżowania z drogą powiatową nr 1422F. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie wzdłuż drogi powiatowej nr 1422F w kierunku wschodnim do granicy powiatu gorzowskiego (Województwo Lubuskie) i powiatu myśliborskiego (Województwo zachodniopomorskie). Następnie od północy linia granicy biegnie wzdłuż granicy powiatu gorzowskiego i myśliborskiego do punktu przecięcia na północy oddziału leśnego nr 462, 463 (nadleśnictwo Różańsko). Tutaj granica zmienia kierunek i biegnie w kierunku południowym do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 26, 27, 74, 75 (nadleśnictwo Bogdaniec). Dalej granica biegnie w kierunku południowym wzdłuż granic oddziałów leśnych do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 261, 262, 303, 304 (nadleśnictwo Bogdaniec). Następnie linia granicy zmienia kierunek i biegnie w kierunku południowo — zachodnim omijając od strony zachodniej miejscowość Marwice do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 585, 586, 589, 590 (nadleśnictwo Bogdaniec). Dalej w kierunku południowo — zachodnim linia granicy omija od strony zachodniej miejscowość Raclaw i biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 697, 698, 727, 728 (nadleśnictwo Bogdaniec). Następnie granica zmienia kierunek i biegnie w kierunku południowo — zachodnim do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 736, 737, 764, 765 (nadleśnictwo Bogdaniec). Dalej w kierunku zachodnim granica biegnie omijając od północy miejscowość Białcz do skrzyżowania ulicy Cementowej (droga powiatowa nr 1410F) z ulicą Jagodową w miejscowości Witnica. Następnie linia granicy zmienia kierunek i biegnie w kierunku północno — zachodnim omijając od północy miejscowość Witnica do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 411, 526, 527 (nadleśnictwo Bogdaniec). Dalej w kierunku północno — zachodnim linia granicy biegnie przecinając od południa Jezioro Wielkie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 366, 410 (nadleśnictwo Bogdaniec, granica województwa lubuskiego i zachodniopomorskiego). Od tego punktu granica od zachodu biegnie wzdłuż granicy powiatu gorzowskiego i myśliborskiego do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 275, 276 na północy (nadleśnictwo Różańsko), skąd rozpoczęto opis. W województwie zachodniopomorskim: od wschodu granicę obszaru stanowi granica pomiędzy powiatem myśliborskim a powiatem gorzowskim w woj. Lubuskim, od południa droga powiatowa nr 130 od granicy z powiatem gorzowskim do drogi gminnej łączącej Dolsk z Baranówkiem, od zachodu drogą łączącą drogę nr 130 z miejscowości Dolsk aż do duktu leśnego, duktem leśnym do rzeki Mysli, Myślą w kierunku północno wschodnim, a następnie skrajem skraju lasu równolegle do drogi krajowej nr 23 aż do skraju lasu na przecięciu z drogą gminną biegnącą do drogi 23 do miejscowości Dolsk, od północy do tego przecięcia linią prostą biegnącą w kierunku zachodnim aż do granicy z powiatem gorzowskim. W obszarze znajdują się następujące miejscowości: Borne Dolska, Skrodno Turze w gminie Dębno.	9.3.2017
W województwie lubuskim: rozpoczynają od punktu przecięcia oddziału leśnego nr 592,591,604,605 (Nadleśnictwo Kłodawa) linia granicy biegnie w kierunku wschodnim, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 657, 658, 672 (nadleśnictwo Kłodawa), po czym biegnie w tym samym kierunku do miejsca przecięcia drogi powiatowej nr 1365 F z przejazdem kolejowym linii kolejowej relacji Gorzów Wlkp.- Krzyż. W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na południowo-wschodni i biegnie do 2150go kilometra rzeki Noteć. Następnie linia granicy biegnie w kierunku południowym, przecinając drogę wojewódzką nr 158, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 1,28,29 (Nadleśnictwo Karwin), po czym załamuje się i biegnie po łuku, w kierunku południowym, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 258, 259, 291, 292 (Nadleśnictwo Karwin).następnie, w dalszym ciągu w kierunku południowym, linia granicy biegnie po łuku, w kierunku do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 355, 356, 416, 417 (Nadleśnictwo Międzychód). W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na południowo-zachodni i biegnie wzdłuż granicy obszarów leśnych, przecinając drogę wojewódzką nr 159, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 363, 364, 424, 425 (Nadleśnictwo Międzychód). W tym miejscu linia granicy obszaru zmienia kierunek na zachodni, przecinając rzekę Waeta, drogę ekspresową S3 i biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 164, 65, 176, 177 (Nadleśnictwo Skwierzyna). W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na północno-zachodni i omijając jezioro Glinik od strony zachodniej biegnie do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1397 F z drogą gminną nr 001315F. Następnie linia granicy zmienia kierunek na północny i biegnie do skrzyżowania ulicy Łagodzińskiej z Ulicą Wędkarską w miejscowości Gorzów Wielkopolski. W tym miejscu linia granicy załamuje się i biegnie w kierunku północnym, przecinając drogę ekspresową S3, ulicę Kobylińską, rzekę Wartę, linie kolejową relacji Gorzów Wlkp.- Krzyż, do skrzyżowania ulicy Podmiejskiej i ulicy Partyzantów. W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na północno wschodni i biegnie, omijając od strony południowej miejscowość Różanki, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 554,555,565,566 (Nadleśnictwo Kłodawa). Następnie linia granicy biegnie w kierunku wschodnim, przecinając jezioro Grzybno, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 592,591,604,605 (Nadleśnictwo Kłodawa), skąd rozpoczęto opis.	9.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W wojewodzie lubuskim rozpoczynając od punktu przecięcia oddziału leśnego nr 554, 564, 565 (Nadleśnictwo Kłodawa) linia granicy biegnie w kierunku wschodnim do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 388, 389, 392 (Nadleśnictwo Strzelce Krajeńskie). W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na południowo-wschodni i biegnie, przecinając linię kolejową relacji Gorzów Wlkp. — Krzyż, do punktu przecięcia działki katastralnej nr 106/1, 107/5, 112/2 w miejscowości Lipki Małe. Następnie linia granicy zmienia kierunek na południowy i biegnie po łuku, przecinając drogę powiatową nr 1359F, mijając od strony zachodniej miejscowość Baranowice, przecinając drogę wojewódzką nr 158, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 3, 4, 31, 32 (Nadleśnictwo Karwin). W tym miejscu linia granicy dalej biegnie w kierunku południowym, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 257, 258, 290, 291 (Nadleśnictwo Karwin), po czym dalej po łuku, w kierunku południowym, linia granicy biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 353, 354, 414, 415 (Nadleśnictwo Międzyzchód). Następnie linia granicy biegnie w kierunku południowym, do skrzyżowania drogi wojewódzkiej 159 i drogi wojewódzkiej 159, po czym zmienia kierunek na zachodni i biegnie, przecinając rzekę Wartę, drogę ekspresową S3, do punktu przecięcia przedziału leśnego nr 141, 142, 185, 186 (Nadleśnictwo Skwierzyna). W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na północny, i biegnie do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1395F z drogą gminną nr 001315F, i biegnie dalej w tym samym kierunku, przecinając drogę ekspresową S3, linię kolejową relacji Gorzów Wlkp. — Skwierzyna, do skrzyżowania ulicy Kobylgórskiej z ulicą Kujawską w miejscowości Gorzów Wlkp. W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na północno-wschodni i biegnie, przecinając kanał Siedlicki, rzekę Wartę, linię kolejową relacji Gorzów Wlkp. — Skwierzyna, do skrzyżowania drogi wojewódzkiej nr 158 z ulicą Lawendową. Następnie, dalej w kierunku północno-wschodnim, linia granicy biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 554, 564, 565 (Nadleśnictwo Kłodawa), skąd rozpoczęto opis.	9.3.2017
W województwie lubuskim: rozpoczynając od ronda Szczecińskiego w miejscowości Gorzów Wielkopolski, linia granicy biegnie w kierunku wschodnim, po łuku, wzdłuż ulicy Myśluborskiej, do ronda Myśluborskiego, po czym wzdłuż Alei Konstytucji 3 Maja biegnie do skrzyżowania z ulicą Estkowskiego. Następnie, przecinając rzekę Wartę, biegnie w kierunku ronda Św. Jerzego. Następnie linia granicy biegnie w kierunku południowo-wschodnim, do punktu ulicy Wylotowej przy posesji nr 109 (droga powiatowa nr 1398F). Następnie linia granicy biegnie w kierunku południowym i biegnie, po łuku, do skrzyżowania drogi gminnej 001306F (ulica Brzozowa), Osiedle Poznańskie) z drogą nr 001417F prowadzącą do posesji nr 75. Następnie, biegnąc po łuku w kierunku południowym, linia granicy dociera do skrzyżowania ulicy Krupczyńskiej z drogą prowadzącą między posesjami nr 28 i 29 w miejscowości Deszczno. Następnie linia granicy biegnie w tym samym kierunku, przecinając linię kolejową relacji Gorzów-Skwierzyna, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 32, 33, 45, 46 (Nadleśnictwo Skwierzyna). Następnie linia granicy biegnie w kierunku południowym, przecinając drogę ekspresową S3, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 70, 71, 91, 92 (Nadleśnictwo Skwierzyna), po czym biegnie w tym samym kierunku, po łuku, do kolejnego punktu przecięcia oddziału leśnego nr 137, 138, 181, 182 (Nadleśnictwo Skwierzyna). Następnie, biegnąc dalej w tym samym kierunku, linia granicy dociera do kolejnego punktu przecięcia oddziału leśnego nr 285, 286, 318, 319 (Nadleśnictwo Skwierzyna), po czym po łuku linia granicy dociera do kolejnego punktu przecięcia oddziału leśnego (Nadleśnictwo Lubniewice). Następnie linia granicy zmienia kierunek na zachodni i biegnie, przecinając drogę wojewódzką 136, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 361, 362, 389, 390 (Nadleśnictwo Lubniewice). W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na północno-zachodni i biegnie do kolejnego punktu przecięcia oddziału leśnego, nr 323, 324, 372, 373 (Nadleśnictwo Lubniewice). W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na północny, i biegnie po łuku, przecinając drogę krajową nr 22, omijając od strony wschodniej miejscowość Krasnolęg, po czym przecina kanał Bema i biegnie do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1283F z drogą prowadzącą do posesji nr 22 w miejscowości Czartów. Następnie linia granicy biegnie w kierunku północnym, po łuku, przecinając rzekę Wartę, do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1391F z drogą prowadzącą do posesji nr 22 w miejscowości Podjenin. W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na północno-wschodni i biegnie, po łuku, do skrzyżowania drogi powiatowej nr 132 (ulica Mickiewicza) z ulicą Szkolną w miejscowości Bogdaniec. Następnie linia granicy biegnie w kierunku północno-zachodnim do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 721, 722, 749, 750 (Nadleśnictwo Bogdaniec), po czym, dalej biegnąc po łuku w kierunku północno-wschodnim linia dociera do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 659, 660, 676 (Nadleśnictwo Bogdaniec). W tym miejscu linia granicy zmienia swój kierunek na wschodni i przecinając drogę ekspresową S3 biegnie w kierunku wschodnim do ronda Szczecińskiego w miejscowości Gorzów Wlkp., skąd rozpoczęto opis.	16.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim: rozpoczynając od punktu przecięcia oddziału leśnego nr 602, 603, 616, 617 (Nadleśnictwo Kłodawa), linia granicy biegnie w kierunku wschodnim, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 393, 392, 389 (Nadleśnictwo Strzelce Krajeńskie), po czym biegnie dalej, przecinając linię kolejową relacji Gorzów Wlkp. — Krzyż, do skrzyżowania ulicy Zamkowej z ulicą Kolejową w miejscowości Górki Noteckie. Dalej biegnąc w tym samym kierunku, po łuku, linia granicy przecina drogę powiatową nr 1365F i dociera do mostku na rzece Maślanka, który prowadzi do drogi na posesję nr 8 w miejscowości Górczyna. Następnie linia granicy zmienia kierunek na południowy i biegnie, przecinając rzekę Noteć, kanał Goszczanowski, drogę wojewódzką nr 158, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 27, 28, 57, 58 (Nadleśnictwo Karwin). Następnie, biegnąc dalej po łuku w kierunku południowym, linia granicy dociera do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 217, 218, 281, 282 (Nadleśnictwo Międzychód), po czym zmienia swój kierunek na południowo-zachodni i biegnie, przecinając drogę wojewódzką nr 159, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 363, 364, 424, 425. W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na zachodni i biegnie, przecinając rzekę Wartę, drogę ekspresową S3, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 164, 165, 176, 1777 (Nadleśnictwo Skwierzyna). Tutaj linia granicy zmienia kierunek na północno-zachodni i biegnie do skrzyżowania ulicy Lipowej z ulicą Brzozowiecką w miejscowości Glinik, po czym dalej w tym samym kierunku, po łuku, linia granicy biegnie do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1395F z drogą prowadzącą do posesji nr 12, w miejscowości Maszewo. Następnie linia granicy biegnie po łuku w kierunku północnym, przecinając drogę ekspresową S3, do skrzyżowania ulicy Łagodzińskiej z ulicą Karnińską w miejscowości Gorzów Wlkp. Następnie linia granicy biegnie w kierunku północnym do skrzyżowania ulicy Strażackiej z ulicą Wylotową w miejscowości Gorzów Wlkp., po czym zmienia kierunek na północno-wschodni i biegnie, przecinając rzekę Wartę, linię kolejową relacji Gorzów Wlkp. — Krzyż, do skrzyżowania drogi wojewódzkiej nr 158 z drogą powiatową nr 1406F w miejscowości Wawrów. Następnie linia granicy biegnie dalej w tym samym kierunku, po łuku i dociera do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 553, 554, 563, 564 (Nadleśnictwo Kłodawa), po czym zmienia kierunek na wschodni i biegnie, przecinając drogę powiatową nr 1405F do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 602, 603, 616, 617 (Nadleśnictwo Kłodawa), skąd rozpoczęto opis.	16.3.2017
W województwie lubuskim: rozpoczynając od ronda Słowiańskiego w miejscowości Gorzów Wielkopolski, granica obszaru biegnie w kierunku na wschód do skrzyżowania ulicy Borowskiego z ulicą Gen. Jarosława Dąbrowskiego w miejscowości Gorzów Wielkopolski. Następnie linia granicy biegnie dalej w kierunku wschodnim, do ronda Santockiego w miejscowości Gorzów Wielkopolski, po czym dalej w tym samym kierunku (wschodnim) linia granicy biegnie do przejazdu kolejowego linii kolejowej relacji Gorzów Wielkopolski — Krzyż, na wysokości posesji przy ulicy Południowej 298 w miejscowości Gorzów Wielkopolski. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek na południowy, i przecinając rzekę Wartę, biegnie do skrzyżowania drogi gminnej nr 001438F z ulicą Chabrową w miejscowości Ciecierzycy. Następnie linia granicy biegnie dalej w kierunku południowym, do skrzyżowania ulicy Łubinowej z ulicą Makową w miejscowości Deszczno. Następnie granica biegnie po łuku w kierunku południowym, przecinając drogę ekspresową S3, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 112, 113, 134, 135 (Nadleśnictwo Skwierzyna). Następnie linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie w kierunku południowo-zachodnim, przecinając drogę krajową nr 24, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 319, 320, 355, 356 (Nadleśnictwo Skwierzyna). Następnie linia granicy biegnie dalej w kierunku południowozachodnim, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 306, 307, 353, 356 (Nadleśnictwo Lubniewice). Tutaj linia granicy zmienia swój kierunek na zachodni i biegnie, przecinając drogę wojewódzką nr 136 oraz drogę powiatową nr 1895F, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 318, 319, 366, 337 (Nadleśnictwo Lubniewice). Następnie linia granicy zmienia swój kierunek na północno-zachodni i biegnie do skrzyżowania drogi krajowej nr 22 z drogą, która prowadzi do posesji nr 5 w miejscowości Łukomin. Następnie linia granicy biegnie dalej w kierunku północno-zachodnim, do skrzyżowania dróg powiatowych nr 1283F i 1293F. Tutaj linia granicy zmienia swój kierunek i biegnie po łuku, w kierunku północnym, przecinając rzekę Wartę do skrzyżowania drogi powiatowej nr 1391F z drogą gminną nr 000409F w miejscowości Podjenin. Następnie linia granicy dalej biegnie w kierunku północnym do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 722, 723, 750, 751 (Nadleśnictwo Bogdaniec). Tutaj linia granicy zmienia swój kierunek na północno-wschodni i biegnie do skrzyżowania ulicy Odlewników z ulicą Stalową w miejscowości Gorzów Wielkopolski. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek na wschodni i biegnie, przecinając drogę wojewódzką nr 130, do ronda Słowiańskiego w miejscowości Gorzów Wielkopolski, skąd rozpoczęto opis.	16.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie lubuskim: rozpoczynając od ronda Marcina Kasprzaka w Gorzowie Wlkp., linia granicy biegnie w kierunku południowo-wschodnim, do skrzyżowania ulicy Wylotowej z ulicą Skrajną w miejscowości Gorzów Wlkp. Następnie linia granicy biegnie w kierunku południowowschodnim, przecinając drogę powiatową nr 13899F, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 12, 19, 20 (Nadleśnictwo Karwin). W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na południowy i biegnie po łuku i przecina drogę powiatową nr 1398F, omijając miejscowości Brzozowiec od strony wschodniej, przecina linię kolejową relacji Gorzów Wlkp. — Skwierzyna, omija od strony zachodniej miejscowość Trzebiszewo, przecina drogę ekspresową S3 i biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 172, 173, 199, 200 (Nadleśnictwo Skwierzyna). Następnie linia granicy biegnie w kierunku południowym, przecinając drogę krajową nr 24, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 344, 345, 386, 387 (Nadleśnictwo Skwierzyna). W tym miejscu linia granicy załamuje się i biegnie w kierunku południowo-zachodnim, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 588, 589, 615, 616 (Nadleśnictwo Skwierzyna), omijając od strony północnej miejscowość Osiecko, po czym zmienia kierunek na zachodni, omija od strony zachodniej miejscowość Lubniewice, Trzciniec i biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 454, 455, 478, 479 (Nadleśnictwo Lubniewice). Następnie linia granicy zmienia kierunek na północno-zachodni i biegnie, przecinając drogę powiatową nr 1278F, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 273, 275, 321, 322 (Nadleśnictwo Lubniewice). W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na północny i biegnie, przecinając drogę krajową nr 22, rzekę Wartę, do skrzyżowania drogi gminnej nr 000414F z drogą gminną nr 000495F. Następnie linia granicy biegnie w kierunku północnym, po łuku, do skrzyżowania drogi gminnej nr 000408F z drogą prowadzącą do posesji nr 40 w miejscowości Jeniniec. Dalej, biegnąc po łuku w tym samym kierunku, linia granicy przecina drogę powiatową nr 1394F, po czym lekko zmienia kierunek na północno-wschodni i biegnie po łuku, przecinając drogę ekspresową S3, do skrzyżowania ulicy Dolnej z ulicą Wiśniową w miejscowości Gorzów Wlkp. W tym miejscu linia granicy zmienia kierunek na wschodni i biegnie, przecinając rzekę Wartę, kanał Ulgi, do ronda Marcina Kasprzaka, skąd rozpoczęto opis.	16.3.2017
W województwie lubuskim: rozpoczynając od punktu przecięcia oddziału leśnego nr 251, 252, 317, 318 (Nadleśnictwo Międzychód) granica obszaru biegnie w kierunku wschodnim do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 432, 465 (Nadleśnictwo Międzychód) i granicy powiatu międzyrzeckiego (województwa lubuskiego) i powiatu międzychodzkiego (województwa wielkopolskiego). Następnie linia granicy biegnie wzdłuż granicy powiatu międzyrzeckiego i powiatu międzychodzkiego w kierunku południowym do miejscowości Stoki, gmina Pszczew, obejmując całą miejscowość Stoki. Następnie granica zmienia swój kierunek na południowo-zachodni i biegnie w kierunku miejscowości Pszczew, obejmując całą miejscowość Pszczew i jezioro Pszczewskie. Następnie linia granicy zmienia swój kierunek na zachodni i biegnie, przecinając linię kolejową nr 364 relacji Wierzbno — Rzepin, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 42, 43, 51, 52 (Nadleśnictwo Trzciel). Następnie linia granicy zmienia swój kierunek na północno-zachodni i biegnie, przecinając drogę powiatową nr 1326F, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 2286A, 301A, 301B (Nadleśnictwo Międzyrzecz). Następnie linia granicy zmienia swój kierunek na północny i biegnie, przecinając drogę powiatową nr 1319F, do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 151, 152, 174, 175 (Nadleśnictwo Międzyrzecz). Następnie linia granicy biegnie dalej w kierunku północnym, przecina drogę krajową nr 24 oraz drogę powiatową nr 1321F, obejmując całą miejscowość Chełmsko i po łuku biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 59, 60, 71, 72 (Nadleśnictwo Międzyrzecz). Następnie linia granicy, biegnie dalej po łuku, w kierunku północnym, przecina rzekę Wartę, drogę wojewódzką nr 199 i biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 266, 267, 332, 333 (Nadleśnictwo Międzychód). Następnie linia granicy zmienia swój kierunek na północno-wschodni i biegnie do punktu przecięcia oddziału leśnego nr 251, 252, 317, 318 (Nadleśnictwo Międzychód), skąd rozpoczęto opis.	12.2.2017
W województwie opolskim: teren ograniczony: od strony południowej: od miejscowości Staroścín począwszy od ulicy Dąbrowskiej, ulicą Opolską i dalej drogą gminną aż do miejscowości Wołcz, następnie w linii prostej przez miejscowość Lubnów, przecinając obszar lasu aż do miejscowości Wąsice; dalej przez obszar lasów w linii prostej do wschodniej granicy administracyjnej miejscowości Wołczyn; od strony wschodniej: od wschodniej granicy administracyjnej miejscowości Wołczyn w linii prostej przez miejscowość Teklusia do zachodniej granicy administracyjnej miejscowości Bruny, następnie przecinając obszar lasu aż do granicy województw opolskie/wielkopolskie na wysokości miejscowości Teklin; od strony północnej: od granicy województwa opolskiego z województwem wielkopolskim na wysokości miejscowości Teklin w kierunku zachodnim do miejscowości Igłowie (włącznie); od strony zachodniej: od miejscowości Igłowie w linii prostej do miejscowości Rychnów włączając miejscowość Bukowa Śląska, kierując się na południe w kierunku miejscowości Staroścín włączając miejscowość Gręboszów i Siemysłów.	9.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie dolnośląskim: teren ograniczony: na terenie powiatu kłodzkiego: w gminie Lewin Kłodzki cały obszar miejscowości: Jarków, Lewin Kłodzki, Witów, Jerzykowice Małe, Krzyżanów, Taśzów, Kocioł, Zimne Wody, Jawornica, Zielone Ludowe, Kulin Kłodzki, Leśna, Dańczów, Gołaczów, Darnków, Jerzykowice Wielkie; w gminie Radków cały obszar miejscowości: Pasterka, Karlów; w gminie Szczytna cały obszar miejscowości: Łężyce; Miasto Kudowa Zdrój z wyłączeniem części należącej do obszaru zapowietrzonego.	10.2.2017
W województwie małopolskim: od strony wschodniej: w Krakowie — Aleją Adama Mickiewicza, Aleją Zygmunta Krasińskiego, ulicami: Marii Konopnickiej, Henryka Kamieńskiego, Wielicką do wschodniej granicy administracyjnej Krakowa. Następnie wschodnią i południową granicą administracyjną Krakowa, północną i wschodnią granicą administracyjną miejscowości Ochojno (gm. Świątniki Górne) — do drogi powiatowej nr 2029 K. Dalej wzdłuż dróg powiatowych: 2029 K, 2167 K, 1992 K, 1943 K, 1947 K, 1948 K, 1945 K do granicy administracyjnej miejscowości Zawada (gm. Myślenice), następnie wzdłuż północnej i wschodniej granicy administracyjnej tej miejscowości, wschodniej granicy administracyjnej miejscowości Polanka (gm. Myślenice), północno — wschodniej granicy administracyjnej miejscowości Myślenice (gm. Myślenice) — do drogi wojewódzkiej nr 967. Wzdłuż drogi wojewódzkiej nr 967 i dalej wzdłuż drogi krajowej nr 7 do południowej granicy administracyjnej miejscowości Myślenice; od strony południowej: od drogi krajowej nr 7 wzdłuż południowej granicy administracyjnej miejscowości Myślenice, następnie wzdłuż południowej granicy administracyjnej miejscowości Bylina (gm. Myślenice), południowej i zachodniej granicy administracyjnej miejscowości Jasienica (gm. Myślenice), południowej granicy miejscowości Sułkowice (gm. Sułkowice), południowej granicy miejscowości Jastrzębia (gm. Lanckorona), południowo — wschodniej i południowo — zachodniej miejscowości Lanckorona (gm. Lanckorona) do rzeki Cedron; od strony zachodniej: od południowo — zachodniej granicy administracyjnej gminy Lanckorona w kierunku północnym wzdłuż rzeki Cedron do miejscowości Przytkowice (gm. Kalwaria Zebrzydowska) — do drogi lokalnej biegnącej w kierunku północnym w pobliżu Kanału Przytkowickiego I — do skrzyżowania z drogą wojewódzką nr 953, a następnie wzdłuż tej drogi do wschodniej granicy administracyjnej gminy Skawina. Wzdłuż tej granicy w kierunku północnym i dalej wzdłuż zachodniej i północnej granicy administracyjnej miejscowości Facimiech (gm. Skawina), zachodniej i północnej granicy administracyjnej miejscowości Wołowice (gm. Czernichów) i zachodniej granicy administracyjnej miejscowości Dąbrowa Szlachecka (gm. Czernichów). Następnie w kierunku północno — wschodnim drogą powiatową nr 2183 K przez Kaszów (gm. Liszki) i dalej w kierunku północnym drogą gminną nr G000002 do Potoku Kaszowskiego i wzdłuż niego w kierunku północno — wschodnim do zachodniej granicy administracyjnej miejscowości Cholerzyn (gm. Liszki). Wzdłuż tej granicy w kierunku północnym do drogi powiatowej nr 2189 K i dalej tą drogą w kierunku wschodnim, a następnie w kierunku północnym drogą powiatową nr 2192 K do północnej granicy administracyjnej miejscowości Cholerzyn; od strony północnej: wzdłuż północnej granicy administracyjnej miejscowości Cholerzyn do zachodniej granicy Krakowa i dalej wzdłuż tej granicy w kierunku północno — wschodnim do ulicy Balickiej w Krakowie. Następnie ulicami: Balicką, Podchorążych, Królewską — do Alei Adama Mickiewicza;	10.2.2017
W województwie wielkopolskim: teren ograniczony: od północy: od skrzyżowania dróg gminnych przy posesji Marydół 1, dalej drogą gminną w kierunku Siedlikowa od skrzyżowania z drogą powiatową w Siedlikowie łącznie z tą miejscowością, dalej biegnąc w kierunku lasu do przecięcia z drogą wojewódzką 449, biegnąc duktami przez las do linii kolejowej, od linii kolejowej duktami leśnymi do drogi łączącej Ostrzeszów Pustkowie — Tokarzew, obejmując Wygodę Tokarską; od wschodu: od drogi łączącej Ostrzeszów Pustkowie — Tokarzew duktami leśnymi przecinając linię kolejową, dalej duktami leśnymi do drogi krajowej DK 11 w miejscowości Turze, następnie duktami leśnymi do drogi łączącej Weronikopole i Borek Mielęcki; — od południa: od drogi łączącej Weronikopole i Borek Mielęcki, dalej duktami leśnymi przecinając drogę wojewódzką 229 w miejscowości Pisarzowice, dalej duktami leśnymi przez Staw Mikołaja do drogi łączącej Rybin i Ligotę Rybińską i dalej w linii prostej do drogi łączącej Nivki Książęce i Kraszowskie; — od zachodu: od drogi łączącej Nivki Książęce i Kraszowskie duktami leśnymi w kierunku miejscowości Szklarka Myślniewska łącznie z tą miejscowością do drogi wojewódzkiej 444, w linii prostej do lasu, dalej duktami przez las do drogi wojewódzkiej DK 11 następnie w linii prostej do punktu początkowego	17.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie mazowieckim: w powiecie żyrardowskim: w gminie Wiskitki miejscowości: Wiskitki, Stare Kozłowice, Nowe Kozłowice, Feliksów, Nowy Drzewicz, Stary Drzewicz, Podoryszew, Oryszew Osada, Nowy Oryszew, Janówek, Duninopol, Cyganka, Aleksandrów, Guzów, Czerwona Niwa, Czerwona Niwa Parcel, Różanów, Babskie Budy, Wola Miedniewska, Działki, Morgi, Starowiskitki, Starowiskitki Parcel, Sokule, Tomaszew, Łubno, Antoniew, Prościeniec, Smolarnia, Franciszków, Jesionka, w gminie Puszcza Mariańska miejscowości: Budy Zaklasztorne, Waleriany, Bednary, Radziwiłłów, Bartniki, Grabina Radziwiłłowska, miasto Żyrardów, w granicach od zachodu i północnego zachodu wzdłuż granicy z gminą Wiskitki do ul. 1 Maja, następnie od wschodu ul. 1 Maja do skrzyżowania z ul. Limanowskiego, od południa ul. Limanowskiego, a następnie ul. Konarskiego i ul. Borówkową do granicy gminy Wiskitki; w powiecie sochaczewskim: w gminie Nowa Sucha miejscowości: Borzymówka, Okopy, Glinki, Kurdwanów, Wikcinek, Kościelna Góra, Roztropna, w gminie Sochaczew miejscowość Jezówka, w gminie Teresin miejscowości: Mauryców i Skrzew. W województwie łódzkim: w gminie Bolimów miejscowości Józefów oraz Wola Szydłowiecka w częściach nie wchodzących w obszar zapowietrzony, Humin, Humin Dobra Ziemska, część miejscowości Kurabka ograniczony od zachodu drogą wojewódzką numer 705, a od południa graniczący z miejscowością Humin Dobra Ziemska, miejscowość Ziąbki, Kolonia Bolimowska Wieś, Kolonia Wola Szydłowiecka, Bolimowska Wieś Bolimów, Sokołów, Podsokołów, Wólka Łasiecka, Ziemiary, Joachimów Mogiły; w gminie Skierniewice miejscowości Budy Grabskie oraz Ruda.	18.2.2017
W województwie lubuskim na terenie powiatu zielonogórskiego: — w gminie Sulechów cały obszar miejscowości: Mozów, Kije, Łochowo, Głogusz, Kalsk, Buków, Łęgowo, Karczyn, Kłępsk, Nowy Kłępsk, Górzynkowo, Cigacice, Górki Małe, Leśna Góra, Nowy Świat, Szabliska, — w gminie Babimost cały obszar miejscowości: Janowiec, Stare Kramsko, — w gminie Kargowa cały obszar miejscowości: Okunin, Smolno Małe, Smolno Wielkie, — w gminie Trzebiechów cały obszar miejscowości: Ostrzyce, Podlegorz, Radowice, Borek, Głuchów, Głęboka, Na terenie Miasta Zielona Góra cały obszar ulicy Stożne, Na terenie powiatu świebodzińskiego: — w gminie Skąpe cały obszar miejscowości: Niekarzyn, — w gminie Świebódzin cały obszar miejscowości: Kępsko	26.2.2017
W województwie wielkopolskim od wschodu: linią prostą biegnącą od skrzyżowania autostrady A2 z drogą gminną Głuponie-Kuślin (wiadukt), do Leśniczówki Porażyn 63 przy drodze wojewódzkiej 307. Dalej wzdłuż drogi wojewódzkiej 307 do duktu leśnego łączącego drogę wojewódzką 307 z miejscowością Kopanki, i wzdłuż tego duktu, aż do Kopanek do punktu skrzyżowania z drogą Porażyn Tartak-Kopanki-Terespockie. Dalej wzdłuż gminnej drogi gruntowej łączącej miejscowość Kopanki z miejscowością Biała Wieś w linii prostej przecinając drogę wojewódzką nr 308 w miejscowości Biała Wieś 0,8 km za skrzyżowaniem z drogą powiatową prowadzącą do miejscowości Sworzyce w stronę Grodziska Wielkopolskiego; — od południa: linią biegnącą od punktu na drodze wojewódzkiej nr 308 w miejscowości Biała Wieś 0,8 km za skrzyżowaniem z drogą powiatową prowadzącą do miejscowości Sworzyce w stronę Grodziska Wielkopolskiego, dalej linią biegnącą po lekkim łuku w kierunku lasu do drogi powiatowej nr 2754P łączącej miejscowość Kąkolewo z miejscowością Grodzisk Wielkopolski przecinając tę drogę przed cmentarzem w Kąkolewie. Dalej po lekkim łuku do najdalej wysuniętego punktu na północny-zachód terenu byłego lotniska w Kąkolewie. Dalej po lekkim łuku przecinając drogę gminną łączącą Kąkolewo z miejscowością Czarna Wieś, dalej do drogi powiatowej nr 2755P łączącej miejscowość Wola Jabłonna z miejscowością Jabłonna przecinając ją 1,0 km od granicy dzielącej powiat nowotomyski i grodziski — w miejscu w którym droga ta przebiega po łuku. Dalej linia biegnąca po lekkim łuku w stronę drogi wojewódzkiej nr 305 do skrzyżowania z drogą prowadzącą do Leśnictwa Aleksandrowo 1; — od południowego — zachodu: linią prostą biegnącą od punktu skrzyżowania drogi wojewódzkiej 305 z drogą do Leśnictwa Aleksandrowo 1, gm. Rakoniewice, do punktu skrzyżowania drogi wojewódzkiej 302 z drogą gminną Łomnica -Chrośnica gm. Zbąszyń; — od zachodu: linią prostą biegnącą od punktu skrzyżowania drogi gminnej Łomnica-Chrośnica z drogą wojewódzką 302, do punktu przecięcia autostrady A2 z rzeką Czarna Woda, i dalej wzdłuż rzeki Czarna Woda do punktu jej przecięcia z drogą krajową 92, w miejscowości Sępólno; — od północy: liniami prostymi biegnącymi od punktu przecięcia rzeki Czarna Woda z drogą krajową 92 w miejscowości Sępólno, do punktu skrzyżowania drogi krajowej 92, z drogą gruntową Bolewice — Bolewice-Odbudowa — Grońsko. Od punktu skrzyżowania drogi krajowej 92, z drogą gruntową Bolewice — Bolewice Odbudowa — Grońsko, do punktu skrzyżowania drogi gminnej Wytomyśl-Chmielinko z drogą gruntową prowadzącą z miejscowości Chmielinko do Bolewic. Od punktu skrzyżowania drogi gminnej Wytomyśl-Chmielinko z drogą gruntową Chmielinko-Bolewice, do punktu skrzyżowania autostrady A2 z drogą gminną Głuponie-Kuślin (wiadukt).	28.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie warmińsko-mazurskim od północy: północną granicą miejscowości Wołowno, obszarem leśnym Nadleśnictwa Kudypy oraz północną linią brzegową jeziora Isąg, od zachodu: w kierunku południowo-zachodnim przechodzi przez oddziały leśne do wschodniego brzegu jeziora Czarne; dalej północną granicą miejscowości Kątno, wzdłuż wschodniego brzegu jeziora Szeląg Wielki do przesmyku pomiędzy jeziora Szeląg Wielki a Szeląg Mały, pomiędzy jeziorami Żabie i Motylek; — od południa północną granicą miejscowości Elgnówko; poprzez północne granice administracyjne miejscowości Mycyny i Zezuty; — od wschodu zachodnią granicą miejscowości Majdy i miejscowości Naterki, w kierunku północnozachodnim pomiędzy miejscowościami Warkały i Giedajty	1.3.2017
W województwie małopolskim Od strony północnej: wzdłuż drogi krajowej nr 79 — od skrzyżowania z drogą powiatową nr 2121 K (ul. Ignacego Daszyńskiego) w Krzeszowicach (gm. Krzeszowice) do zachodniej granicy administracyjnej miejscowości Dulowa (gm. Trzebinia); od strony zachodniej: od drogi krajowej nr 79 w kierunku południowym wzdłuż zachodniej granicy administracyjnej miejscowości Dulowa, granicy administracyjnej miejscowości Bolęcina (gm. Trzebinia) — do ulicy Sportowej w Bolęcinie. Następnie wzdłuż tej ulicy i dalej w kierunku południowo — zachodnim wzdłuż dróg: powiatowej nr 1026 K, powiatowej nr 1024, wojewódzkiej nr 781 do skrzyżowania z drogą wojewódzką nr 780 w Wygiełzowie (gm. Babice). Następnie wzdłuż tej drogi w kierunku wschodnim i dalej w kierunku południowym wzdłuż drogi wojewódzkiej nr 781 do skrzyżowania z drogą krajową nr 44 w Zatorze (gm. Zator); od strony południowej: wzdłuż drogi krajowej nr 44 — od skrzyżowania z drogą wojewódzką nr 781 w Zatorze do skrzyżowania z drogą powiatową nr 1775 K w Brzeźnicy (gm. Brzeźnica); od strony wschodniej: z Brzeźnicy od drogi krajowej nr 44 drogą powiatową nr 1775 K do Czernichowa (gm. Czernichów) i dalej drogą powiatową nr 2183 K do wschodniej granicy administracyjnej miejscowości Nowa Wieś Szlachecka (gm. Czernichów). Następnie wzdłuż tej granicy w kierunku północnym i dalej wzdłuż wschodniej granicy miejscowości Czulówek (gm. Czernichów) do drogi powiatowej nr 2190 K. Drogą nr 2190 K przez Czulów i dalej wzdłuż dróg: powiatowej nr 2191 K, gminnej nr G000004, powiatowej nr 2189 K, powiatowej nr 2121 K do Krzeszowic — do skrzyżowania z drogą krajową nr 79 K	1.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
W województwie podkarpackim obszar miejscowości: Gwizdaj, Miocin, Studzian, Urzejowice — w gminie Przeworsk; Miasto Przeworsk; Maćkówka, Żurawiczki, Zalesie, Łapajówka, Zarzecze, Kisielów, Pełnatycze, Rożniatów, Siennów — w gminie Zarzecze; Krzeczowice, Żuklin, Bóbrka Kańczucka, Łopuszka Mała, Łopuszka Wielka, Rączyna, Kańczuga, Niżatyce — w gminie Kańczuga; Mikulice, Ostrów, Wolica, Dębów — w gminie Gać w powiecie przeworskim oraz miejscowości: Ożańsk, Cieszacin Wielki, Cieszacin Mały — w gminie Pawłosiów; Wola Rożwienicka, Częstkowice, Czudowice, Bystrowice, Tyniowice — w gminie Rożwienica; Hawłowice, Rozbórz Długi, Rzeplin, Rozbórz Okragły, Pruchnik, Jodłówka, Świebodna — w gminie Pruchnik w powiecie jarosławskim w następujący sposób: Od północy początkiem linii obszaru jest skrzyżowanie dróg nr 94 z ul. Ignacego Solarza w miejscowości Gwizdaj. Następnie linia granicy obszaru biegnie w kierunku wschodnim wzdłuż drogi nr 94 do skrzyżowania z drogą A4 w miejscowości Miocin. Następnie linia granicy obszaru biegnie wzdłuż drogi A4 do wysokości granicy gminy Pawłosiów z gminą Rożwienica w miejscowości Mokra. Następnie wzdłuż granicy tych gmin północną ścianą lasu, a dalej w kierunku południowym i południowo-wschodnim granicy lasu do skrzyżowania duktów leśnych okolicy przysiółka Słomianka, następnie na południe w linii prostej do skrzyżowania z drogą nr 1633R. Następnie w linii prostej do granicy lasu w pobliżu miejscowości Rożwienica, a dalej wzdłuż krawędzi lasu do granicy miejscowości Rożwienica-Bystrowice. Południowym krańcem lasu dochodzi do cieku wodnego biegnącego wzdłuż granicy miejscowości Rożwienica-Bystrowice w kierunku zachodnim do miejsca wpłynięcia cieku wodnego do rzeki Mlecza Wschodnia. Dalej granica biegnie w kierunku południowym wzdłuż rzeki Mlecza Wschodnia do skrzyżowania z drogą nr 880 w miejscowości Bystrowice przysiółek Cyganka. Następnie wzdłuż drogi Nr 880 do skrzyżowania z drogą Nr881 w miejscowości Węgierka. Następnie wzdłuż drogi Nr 881 wzdłuż ulicy Jarosławskiej, Jana Pawła II, która przechodzi następnie w ulicę Bronisława Markiewicza (droga Nr 1778 R) w kierunku południowym aż do skrzyżowania z drogą Św. Floriana. Następnie w kierunku zachodnim wzdłuż drogi 1777 R do krawędzi lasu w okolicach miejscowości Jodłówka. Następnie wzdłuż granicy lasu w kierunku północnym a dalej wzdłuż potoku Jodłówka, która następnie biegnie w kierunku zachodnim wzdłuż potoku Jodłówka po północnej krawędzi lasu do granicy miejscowości Świebodna — Wola Rzeplińska. Następnie od punktu widokowego w kierunku północnym wzdłuż duktów leśnych na granicy powiatu przeworskiego i jarosławskiego do skrzyżowania z drogą 1629 R w okolicach miejscowości Wola Rzeplińska, a dalej w kierunku północnym wzdłuż granicy powiatu przeworskiego i jarosławskiego wschodnią ścianą lasu okolicy miejscowości Wola Rzeplińska, a następnie na zachód północną ścianą lasu do przysiółka Sośnina do początku drogi nr 1632 R koło zabudowań nr 5 do północnej krawędzi lasu dalej na zachód wzdłuż północnej krawędzi lasu do drogi nr 1629 R, następnie wzdłuż tej drogi w kierunku północnym do miejscowości Łopuszka Wielka, dalej granica wzgórz drogi skręca w kierunku północno-zachodnim i dalej wzdłuż tej drogi do drogi nr 835. Drogą Nr 835 w kierunku północnym do skrzyżowania z rzeką Nietecz, wzdłuż której granica idzie po stronie północnej do jej skrzyżowania z drogą w miejscowości Siedlecza koło budynku Nr 200. Następnie w kierunku północno-wschodnim, aż do miejsca wyznaczenia granicy miejscowości Kańczuga-Siedlecza, która następnie w kierunku północnym stanowi granicę miejscowości Sietesz — Kańczuga do skrzyżowania z drogą Nr 881. Następnie w linii prostej w kierunku północnym do drogi w miejscowości Białoboki w okolicach NZOS ALMUS, następnie w kierunku północno-wschodnim do miejscowości Dębów do skrzyżowania w okolicy budynku mieszkalnego 84A. Dalej w kierunku zachodnim do skrzyżowania z drogą w kierunku miejscowości Studzian w okolicy budynku nr 45 do miejscowości Studzian w okolicy skrzyżowania dróg w pobliżu posesji numeru domu 245	3.3.2017

État membre: Roumanie

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Localitatea ARPASU DE JOS, comuna ARPASU DE JOS, județul Sibiu. Localitatea ARPASU DE SUS, comuna ARPASU DE JOS, județul Sibiu. Localitatea NOUL ROMAN, comuna ARPASU DE JOS, județul Sibiu. Localitatea BRUIU, comuna BRUIU, județul Sibiu. Localitatea GHERDEAL, comuna BRUIU, județul Sibiu. Localitatea SOMARTIN, comuna BRUIU, județul Sibiu.	21.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Localitatea SASAUS, comuna CHIRPAR, județul Sibiu. Localitatea CARTA, comuna CARTA, județul Sibiu. Localitatea POENITA, comuna CARTA, județul Sibiu. Localitatea VICTORIA, ORAS VICTORIA, județul Brasov. Localitatea UCEA DE SUS, comuna UCEA, județul Brasov. Localitatea VISTEA DE JOS, comuna VISTEA, județul Brasov. Localitatea VISTEA DE SUS, comuna VISTEA, județul Brasov. Localitatea DRAGUS, comuna DRAGUS, județul Brasov. Localitatea OLTET, comuna VISTEA, județul Brasov. Localitatea RUCAR, comuna VISTEA, județul Brasov.	
Localitatea UCEA DE JOS, comuna UCEA, județul Brasov. Localitatea CORBI, comuna UCEA, județul Brasov. Localitatea FELDIOARA, comuna UCEA, județul Brasov. Localitatea VISTEA, comuna VISTEA, județul Brasov.	du 13.2.2017 au 21.2.2017
Localitatea CEUASU DE CAMPIE, comuna CEUASU DE CAMPIE, județul Mures. Localitatea HERGHELIA, comuna CEUASU DE CAMPIE, județul Mures. Localitatea PORUMBENI, comuna CEUASU DE CAMPIE, județul Mures. Localitatea VOINICENI, comuna CEUASU DE CAMPIE, județul Mures. Localitatea CRISTESTI, comuna CRISTESTI, județul Mures. Localitatea VALURENI, comuna CRISTESTI, județul Mures. Localitatea SANGEORGIU DE MURES, comuna SANGEORGIU DE MURES, județul Mures. Localitatea SANTANA DE MURES, comuna SANTANA DE MURES, județul Mures. Localitatea BARDESTI, comuna SANTANA DE MURES, județul Mures. Localitatea CHINARI, comuna SANTANA DE MURES, județul Mures. Localitatea CURTENI, comuna SANTANA DE MURES, județul Mures. Localitatea BAND, comuna BAND, județul Mures. Localitatea MADARAS, comuna MADARAS, județul Mures. Localitatea TIPTELNIC, comuna BAND, județul Mures. Localitatea CRACIUNESTI, comuna CRACIUNESTI, județul Mures. Localitatea BUDIU MIC, comuna CRACIUNESTI, județul Mures. Localitatea GHEORGHE DOJA, comuna GHEORGHE DOJA, județul Mures. Localitatea ILIENI, comuna GHEORGHE DOJA, județul Mures. Localitatea LEORDENI, comuna GHEORGHE DOJA, județul Mures. Localitatea LIVEZENI, comuna LIVEZENI, județul Mures. Localitatea CORUNCA, comuna CORUNCA, județul Mures. Localitatea BERGHIA, comuna PANET, județul Mures. Localitatea CUIESD, comuna PANET, județul Mures. Localitatea HARTAU, comuna PANET, județul Mures. Localitatea SANTIOANA DE MURES, comuna PANET, județul Mures. Localitatea UNGHENI, oras UNGHENI, județul Mures. Localitatea MORESTI, oras UNGHENI, județul Mures. Localitatea SAUSA, oras UNGHENI, județul Mures.	27.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Localitatea TARGU MURES, MUNICIPIUL TARGU MURES, județul Mures. Localitatea MURESENI, MUNICIPIUL TARGU MURES, județul Mures. Localitatea REMETEA, MUNICIPIUL TARGU MURES, județul Mures. Localitatea SANCRAIU DE MURES, comuna SANCRAIU DE MURES, județul Mures. Localitatea NAZNA, comuna SANCRAIU DE MURES, județul Mures. Localitatea PANET, comuna PANET, județul Mures.	du 18.2.2017 au 27.2.2017
Localitatea TRAIAN, comuna TRAIAN, județul Bacau. Localitatea BOGDANESTI, comuna TRAIAN, județul Bacau. Localitatea PRAJESTI, comuna TRAIAN, județul Bacau. Localitatea HEMEIUS, comuna HEMEIUS, județul Bacau. Localitatea FANTANELE, comuna HEMEIUS, județul Bacau. Localitatea LILIECI, comuna HEMEIUS, județul Bacau. Localitatea RADOMIRESTI, comuna LETEA VECHE, județul Bacau. Localitatea RUSI-CIUTEA, comuna LETEA VECHE, județul Bacau. Localitatea SIRETU, comuna LETEA VECHE, județul Bacau. Localitatea MAGURA, comuna MAGURA, județul Bacau. Localitatea CRIHAN, comuna MAGURA, județul Bacau. Localitatea DEALU-MARE, comuna MAGURA, județul Bacau. Localitatea SOHODOL, comuna MAGURA, județul Bacau. Localitatea MARGINENI, comuna MARGINENI, județul Bacau. Localitatea BARATI, comuna MARGINENI, județul Bacau. Localitatea PADURENI, comuna MARGINENI, județul Bacau. Localitatea TREBES, comuna MARGINENI, județul Bacau. Localitatea VALEA BUDULUI, comuna MARGINENI, județul Bacau. Localitatea DUMBRAVA, comuna BERESTI-BISTRITA, județul Bacau. Localitatea ITESTI, comuna BERESTI-BISTRITA, județul Bacau. Localitatea BUHOCI, comuna BUHOCI, județul Bacau. Localitatea BIJGHIR, comuna BUHOCI, județul Bacau. Localitatea BUHOCEL, comuna BUHOCI, județul Bacau. Localitatea COTENI, comuna BUHOCI, județul Bacau. Localitatea DOSPINESTI, comuna BUHOCI, județul Bacau. Localitatea LUIZI-CALUGARA, comuna LUIZI-CALUGARA, județul Bacau. Localitatea OSEBITI, comuna LUIZI-CALUGARA, județul Bacau. Localitatea SARATA, comuna SARATA, județul Bacau. Localitatea SCHINENI, comuna SAUCESTI, județul Bacau. Localitatea SIRETU, comuna SAUCESTI, județul Bacau. Localitatea FURNICARI, comuna TAMASI, județul Bacau.	27.2.2017
Localitatea BACAU, MUNICIPIUL BACAU, județul Bacau. Localitatea LETEA VECHE, comuna LETEA VECHE, județul Bacau. Localitatea HOLT, comuna LETEA VECHE, județul Bacau. Localitatea SAUCESTI, comuna SAUCESTI, județul Bacau. Localitatea BOGDAN VODA, comuna SAUCESTI, județul Bacau. Localitatea COSTEI, comuna SAUCESTI, județul Bacau.	du 21.2.2017 au 27.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Localitatea BARA, comuna BALTA DOAMNEI, județul Prahova. Localitatea BELCIUG, comuna DRAGANESTI, județul Prahova. Localitatea CIUPELNITA, comuna DUMBRAVA, județul Prahova. Localitatea GHERGHITA, comuna GHERGHITA, județul Prahova. Localitatea FANARI, comuna OLARI, județul Prahova. Localitatea INDEPENDENTA, comuna GHERGHITA, județul Prahova. Localitatea OLARI, comuna OLARI, județul Prahova. Localitatea OLARII VECHI, comuna OLARI, județul Prahova. Localitatea UNGURENI, comuna GHERGHITA, județul Prahova. Localitatea GORGOTA, comuna GORGOTA, județul Prahova. Localitatea CRIVINA, comuna GORGOTA, județul Prahova. Localitatea FANARI, comuna GORGOTA, județul Prahova. Localitatea POIENARII APOSTOLI, comuna GORGOTA, județul Prahova. Localitatea POTIGRAFU, comuna GORGOTA, județul Prahova. Localitatea POIENARII RALI, comuna POIENARII BURCHII, județul Prahova. Localitatea POIENARII VECHI, comuna POIENARII BURCHII, județul Prahova. Localitatea PUCHENII MARI, comuna PUCHENII MARI, județul Prahova. Localitatea MIROSLAVESTI, comuna PUCHENII MARI, județul Prahova. Localitatea PIETROSANI, comuna PUCHENII MARI, județul Prahova. Localitatea PUCHENII MOSNENI, comuna PUCHENII MARI, județul Prahova. Localitatea BUDA, comuna RAFOV, județul Prahova. Localitatea PALANCA, comuna RAFOV, județul Prahova. Localitatea SICRITA, comuna RAFOV, județul Prahova.	28.2.2017
Localitatea CIOLPANI, comuna CIOLPANI, județul Ilfov. Localitatea IZVORANI, comuna CIOLPANI, județul Ilfov. Localitatea LUPARIA, comuna CIOLPANI, județul Ilfov. Localitatea PISCU, comuna CIOLPANI, județul Ilfov. Localitatea GRUIU, comuna GRUIU, județul Ilfov. Localitatea LIPIA, comuna GRUIU, județul Ilfov. Localitatea SANTU FLORESTI, comuna GRUIU, județul Ilfov. Localitatea MERII PETCHII, comuna NUCI, județul Ilfov. Localitatea SNAGOV, comuna SNAGOV, județul Ilfov. Localitatea CIOFLINCENI, comuna SNAGOV, județul Ilfov. Localitatea GHERMANESTI, comuna SNAGOV, județul Ilfov. GHERMANESTI, comuna SNAGOV, județul Ilfov.	28.2.2017
Localitatea BALTA DOAMNEI, comuna BALTA DOAMNEI, județul Prahova. Localitatea CURCUBEU, comuna BALTA DOAMNEI, județul Prahova. Localitatea LACU TURCULUI, comuna BALTA DOAMNEI, județul Prahova.	du 19.2.2017 au 28.2.2017
Localitatea SILISTEA SNAGOVULUI, comuna GRUIU, județul Ilfov.	du 19.2.2017 au 28.2.2017
Localitatea CARAORMAN, comuna CRISAN, județul Ilfov.	26.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Localitatea CARDON, comuna C.A.ROSETTI, județul Tulcea.	27.2.2017
Localitatea CRISAN, comuna CRISAN, județul Tulcea.	du 23.2.2017 au 27.2.2017
Localitatea LETEA, comuna C.A.ROSETTI, județul Tulcea. Localitatea C.A.ROSETTI, comuna C.A.ROSETTI, județul Tulcea. Localitatea SFISTOFCA, comuna C.A.ROSETTI, județul Tulcea.	du 24.2.2017 au 27.2.2017
Localitatea PERIPRAVA, comuna PERIPRAVA, județul Tulcea.	du 24.2.2017 au 27.2.2017

État membre: Slovaquie

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Okres Dunajská Streda Obce: — Čakany — Čenkovce — Hubice — Lehnice — Mierovo — Oľdza — Hviezdoslavov — Štvrtok na Ostrove — Nový Život Okres Senec Mesto: — Senec Obce: — Hurbanova Ves — Hrubý Šúr — Hrubá Borša — Kostolná pri Dunaji — Kráľová pri Senci — Nový Svet — Tureň — Nová Dedinka — Tomášov — Malinovo — Zálesie — Most pri Bratislave	28.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
— Bernolákovo — Veľký Biel — Miloslavov Okres Galanta Obec: — Jelka Okres Námestovo Mesto: — Námestovo Obce: — Oravské Veselé — Mútne — Beňadovo — Novot' — Zákamenné — Krušetnica — Vasil'ov — Babín — Hruštín — Lomné — Ťapešovo — Klin — Oravská Jasenica — Vavrečka — Vaňovka	
Okres Dunajská Streda Obce: — Janíky — Zlaté Klasy Okres Senec Obce: — Vlky — Tomášov — Malý Madaras Okres Piešťany Obce: — Ratnovce — Sokolovce Okres Námestovo Obce: — Breza — Lokca	du 19.2.2017 au 28.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Okres Prievidza Mestá: — Nováky — Prievidza Obce: — Diviacka Nová Ves — Diviaky nad Nitricou — Nitrianske Rudno — Rudnianska Lehota — Kostolná Ves — Liešťany — Nevidzany — Seč — Dlžín — Šútovce — Poruba — Lazany — Nedožery Brezany — Polúvsie — Malinová — Pravenec — Chvojnica — Nitrianske Pravno — Malá Čausa — Chrenovec — Brusno — Veľká Čausa — Cígel' — Sebedražie — Koš — Lehota pod Vtáčnikom	6.3.2017
Okres Prievidza Mestá: — Bojnice — Prievidza — časť Píly a Staré Mesto Obce: — Kocurany — Opatovce nad Nitrou — Kanianka	du 25.2.2017 au 6.3.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
Okres Prešov Obce: — Demjata — Tulčík — Proč — Šarišská Trstená — Chmeľovec — Podhorany — Fintice — Fulianka — Lada — Kapušany — Trnkov — Okružná — Šarišská Poruba — Vyšná Šebastová — Vyšná Šebastová — časť Severná — Podhradík — Prešov — Letecká základňa Prešov Okres Vranov nad Topľou Obce: — Petrovce — Pavlovce — Hanušovce nad Topľou — Medzianky — Remeniny — Prosačov — Ďurďoš — Vlača — Radvanovce — Babie Okres Svidník — Obce: — Kobylnice — Mičakovce — Železník — Kračúnovce — Lúčka — Giraltovce — Lužany pri Topli — Kalnište — Kuková	14.2.2017

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
— Želmanovce — Dukovce Okres Bardejov Obce: — Stúľany — Lopuchov	
Okres Prešov Obce: — Chmeľov — Chmeľov — časť Podhrabina — Lipníky — Lipníky- časť Taľka — Lipníky- časť Podhrabina — Nemcovce — Nemcovce- časť Zimná studňa — Pušovce — Čelovce	du 5.2.2017 au 14.2.2017
Okres Trnava Obce: — Jaslovské Bohunice — Dolné Dubové — Radošovce — Kátlovce — Nižná — Dechtice — Čhtelnica — Dobrá Voda — Trstín — Smolenice — Horné Orešany — Bíňovce — Boleráz — Šelpice — Bohdanovce — Dolná Krupá — Lošonec	15.2.2017
Okres Trnava Obce: — Horná Krupá — Naháč — Horné Dubové	du 7.2.2017 au 15.2.2017

État membre: Suède

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
La superficie des parties des municipalités de Haninge et de Nynäshamn (code SNMA 00100) s'étendant au delà de la superficie inscrite dans la zone de protection et situées à l'intérieur du cercle d'un rayon de 10 kilomètres dont le centre se trouve aux coordonnées décimales WGS84 suivantes: N59.0264 and E18.2061	3.3.2017
Les parties de la municipalité de Haninge (code SNMA 00100) situées à l'intérieur d'un cercle d'un rayon de 3 km dont le centre se trouve aux coordonnées décimales WGS84 suivantes: N59.0264 et E18.2061	du 25.2.2017 au 3.3.2017

État membre: Royaume-Uni

Zone comprenant:	Applicable jusqu'au (conformément à l'article 31 de la directive 2005/94/CE)
La superficie des parties du comté de North Yorkshire (code SNMA 00153) situées à l'intérieur du cercle d'un rayon de dix kilomètres dont le centre se trouve aux coordonnées décimales WGS84 suivantes: N54.0467 et W2.1539	9.2.2017
La superficie des parties du comté de Lincolnshire (code SNMA 00153) s'étendant au-delà de la superficie inscrite dans la zone de protection et situées à l'intérieur du cercle d'un rayon de dix kilomètres dont le centre se trouve aux coordonnées décimales WGS84 suivantes: N53.4638 et E0.0204	20.2.2017
Zone comprenant: Les parties du comté de Lincolnshire (code SNMA 00153) situées à l'intérieur d'un cercle d'un rayon de trois kilomètres dont le centre se trouve aux coordonnées décimales suivantes: N53.4638 et E0.0204	du 12.2.2017 au 20.2.2017
Zone comprenant: Les parties du comté de Lancashire (code SNMA 00151) situées à l'intérieur d'un cercle d'un rayon de trois kilomètres dont le centre se trouve aux coordonnées décimales WGS84 suivantes: N53.9386 et W2.9417 et d'un cercle d'un rayon de 3 kilomètres dont le centre se trouve aux coordonnées suivantes: N53.9253 et W2.9211	du 30.1.2017 au 20.2.2017
La superficie des parties du comté de Lancashire (code SNMA 00151) s'étendant au-delà de la superficie inscrite dans la zone de protection et situées à l'intérieur d'un cercle d'un rayon de dix kilomètres dont le centre se trouve aux coordonnées décimales WGS84 suivantes: N53.9386 et W2.9417 et d'un cercle d'un rayon de 10 km dont le centre se trouve aux coordonnées suivantes: N53.9253 et W2.9211	du 30.1.2017 au 2.3.2017
La superficie des parties du comté de Lancashire (code SNMA 00151) situées à l'intérieur d'un cercle d'un rayon de trois kilomètres dont le centre se trouve aux coordonnées décimales WGS84 suivantes: N53.9325 et W2.9503	15.3.2017
La superficie des parties du comté de Lancashire (code SNMA 00151) s'étendant au-delà de la superficie inscrite dans la zone de protection et situées à l'intérieur d'un cercle d'un rayon de dix kilomètres dont le centre se trouve aux coordonnées décimales WGS84 suivantes: N53.925 et W2.9503	15.3.2017
La superficie des parties du comté de Lincolnshire (code SNMA 00153) s'étendant au-delà de la superficie inscrite dans la zone de protection et situées dans un cercle d'un rayon de trois kilomètres dont le centre se trouve aux coordonnées décimales WGS84 suivantes: N53.0347 et E0.0167	du 1.2.2017 au 22.2.2017
La superficie des parties du comté de Lincolnshire (code SNMA 00153) s'étendant au-delà de la superficie inscrite dans la zone de protection et situées dans un cercle d'un rayon de trois kilomètres dont le centre se trouve aux coordonnées décimales WGS84 suivantes: N53.0347 et E0.0167	du 1.2.2017 au 4.3.2017

ISSN 1977-0693 (édition électronique)
ISSN 1725-2563 (édition papier)



Office des publications de l'Union européenne
2985 Luxembourg
LUXEMBOURG

FR